A. Voldemaras
1911.

LE DÉVELOPPEMENT

DE

L'ÉTAT LITUANIEN

à partir de l'Année 1915
jusqu'à la Formation du Gouvernement Provisoire
au Mois de Novembre 1918



D'après des Documents Officiels

✤ ✤ ✤

PAR

P. KLIMAS

Membre du Conseil d'État Lituanien

PARIS — 1919

PRÉFACE

L'auteur de ce recueil s'est donné comme tâche de porter à la connaissance de l'étranger la renaissance de l'Etat Lituanien pendant la guerre mondiale. Les actions les plus importantes des personnalités à la tête de la nation lituanienne et celles des organes créateurs de l'Etat Lituanien seront commentées ici par des documents authentiques ou leurs résumés. L'introduction et un court aperçu sur les questions de frontières et celles des nationalités de cette Nouvelle Lituanie donnent les explications nécessaires qui doivent rattacher les faits séparés entre eux et élucider les circonstances politiques créées par la guerre.

Tout les matériaux et commentaires se rapportent à cette partie de la Lituanie qui appartenait à la Russie, car c'est seulement dans ce territoire, le plus important de la Lituanie, que s'est formée, pendant la guerre et jusqu'aux derniers temps, une représentation du peuple lituanien, et que l'on a commencé à établir l'Etat Lituanien.

Un court aperçu de la collaboration à la formation de l'Etat Lituanien des Lituaniens de la Russie et de l'Amérique est donné à la fin de l'introduction.

Vilna, le 15 *novembre* 1918

P. KLIMAS

Membre du Conseil d'Etat Lituanien.

INTRODUCTION

L'Etat Lituanien d'aujourd'hui a été créé par l'initiative et les aspirations de la Nation lituanienne. C'est pourquoi son territoire comprend tous les pays dont la population est ethnographiquement lituanienne. Ce territoire comprend les pays suivants, ayant appartenu auparavant à la Russie : 1° Tout le gouvernement de *Kovno* (*Kaunas*) ; 2° Du gouvernement de *Courlande*, la Côte de *Polangen* (*Palanga*) jusqu'au delà de la *Šventoji* (*Heilige Aa*) et la ligne limitrophe de *Illuxt* (*Alukšta*), de la saillie d'*Aknysta* (gouvernement de Kovno) jusqu'à la *Dvina* (*Dauguva*) entourant la ligne du chemin de fer *Ponieviez-Kalkuny* (*Panevežis-Kalkuonys*) ; 3° Le gouvernement de *Vilna* (*Vilnius*) à l'exception d'une partie à l'est du district de *Dysna et Vileika* ; 4° Le gouvernement *Souvalki* (*Suvalkai*) ; 5° Le gouvernement de *Grodno* (*Gardinas*) jusqu'à la frontière ukrainienne, et 6° Le district adjacent de *Novo-Grodek* (*Naugardukas*) du gouvernement *Minsk*.

Au delà du fleuve *Niemen* (*Nemunas*), c'est-à-dire dans le territoire du gouvernement de *Grodno* et du district de *Novo-Grodek*, dominent maintenant la langue belo-russe et la religion orthodoxe, mais cette partie du territoire lituanien était attachée étroitement à la « Lituania propria » dans laquelle la tradition lituanienne reste toujours vivante. Ce territoire, de plus, était habité, depuis les temps les plus reculés, par des *Jatvingiens* qui étaient de race litua-

nienne et furent au XIIIème siècle subjugués par les Slaves. Cette région n'est pas seulement réclamée par l'Etat lituanien pour des raisons ethnographiques, historiques, géographiques et économiques, mais aussi sur la demande et d'accord avec le peuple de cette contrée, dont les représentants collaborent dans la *Taryba* et dans le gouvernement provisoire lituanien.

Outre cette superficie, une partie de la Prusse appartient également à la Lituanie ethnographique. C'est la région du bas Niémen (*Memel*), avec les districts de : *Memel* (en lituanien *Klaipéda*), *Heydekrug* (*Šilokarčiama*), *Tilsit* (*Tilžé*), *Niederung* (*Pakalné*), *Ragnit* (*Ragainé*), *Stalupenen* (*Stalupénai*), *Pilkallen* (*Pilkalné*) et les parties des districts de *Labiau* (*Labguva*), *Velau* (*Véliava*), *Insterbourg* (*Isruté*) *Gumbinnen* (*Gumbiné*), *Darkiemen* (*Darkiemis*), *Goldap* (*Guldape*). Il va sans dire qu'une plus grande superficie à l'ouest, depuis les temps anciens, était habitée par des Lituaniens, mais déjà, au XIVème siècle, ce pays était sous la domination allemande, dont il subissait l'influence, et fut germanisé. Des colonies allemandes se sont fondées parmi les Lituaniens et, surtout, les villes ont reçu un aspect allemand. En conséquence, il est très difficile de tirer ici exactement l'extrême ligne de limite de la superficie ethnographiquement lituanienne. Elle a donc incontestablement une étendue d'environ 10.000 kilomètres carrés, avec une population d'un demi-million d'habitants.

La Lituanie Prussienne, dite " Petite Lituanie ", a une grande importance pour la Grande Lituanie en tant que l'Etat lituanien atteint par elle, avec ses territoires ethnographiques, la mer, et que la voie d'eau du *Niemen-Memel* (*Nemunas*) relie la Lituanie entière. Vu l'importance qu'a aujourd'hui dans la vie des peuples le libre accès à la mer, la question de la Lituanie Prussienne est, au point de vue économique, tout bonnement une question de

vie pour l'Etat lituanien. La côte de Polangen ne se prête pas à création ou usage de port, l'accès à Libau n'est point un accès naturel de la Lituanie, et ne peut être obtenu que par des conventions avec l'Etat en formation de *Latvia.*

L'Etat lituanien créé entre les frontières décrites ci-dessus, (ca. 120 à 125.000 kilomètres carrés avec 6 millions d'habitants) est beaucoup plus petit que la Lituanie historique, qui comprenait, du XIIIe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe, non seulement le territoire ethnographique de la Lituanie, mais encore un vaste pays à l'est et au sud du territoire, habité par des Russes. A la renaissance de l'Etat, la nation lituanienne ne pense pas s'emparer de ce vaste territoire qui est habité par une nation étrangère (Bélo-Russes), d'une confession différente (la religion orthodoxe).

Dans les limites du territoire ethnographique lituanien mentionné ci-dessus, la nationalité lituanienne représente la majorité absolue. Les minorités sont les Juifs, les Bélo-Russes, les Polonais et les Allemands de la Lituanie Prussienne. Les Juifs se sont exclusivement établis dans les villes et représentent environ 13 % de la population entière. Le pourcentage des Bélo-Russes, ainsi que des Polonais, ne peut être fixé nettement dans la situation actuelle. Le développement historique de la Lituanie a créé une certaine confusion dans la question de la langue, principalement dans la partie est du pays, et ceci pour les raisons suivantes :

Dans le vieil Etat lituanien, qui avait englouti, à la suite de conquêtes, de vastes territoires russes, la langue officielle était, au commencement, le vieux russe ; mais après l'union avec les Polonais, c'est peu à peu la langue polonaise qui prévalut. Il arriva avec le progrès du temps, (spécialement après la dissolution de l'Etat lituanien), que

non seulement une partie des intellectuels de la nation lituanienne et des citadins, mais encore des paysans, influencés par l'église et la noblesse polonisée, abandonnèrent le nom de Lituaniens pour adopter celui de Polonais, ou encore grâce aux écoles russes et à l'administration russe, celui de « Bélo-Russes. » C'est justement à l'est de Vilna que l'état de choses national se présente sous cet aspect. Il y a seulement quelques décades, on y parlait encore, dans mainte région, le lituanien, et c'est seulement depuis une cinquantaine d'années, après que la Russie eut défendu aux imprimeries d'employer des caractères lituaniens, arrêtant, de la sorte, le libre développement de la culture nationale, que les habitants de ces régions, peu civilisés encore, se déshabituèrent de leur langue maternelle et confondent maintenant souvent la nationalité avec la religion qui leur était enseignée en polonais, ou avec la langue courante bélo-russe, nouvellement adoptée. La nation lituanienne ne s'en rapporte pas seulement à son passé historique, mais s'appuie encore sur des données ethnographiques sûres, quand elle considère cette région catholique, en partie dénationalisée, à l'est de Vilna, jusqu'à la ligne limitrophe des orthodoxes, comme appartenant au noyau de la nation lituanienne, et comme un membre inséparable de la Lituanie entière. D'ailleurs, beaucoup d'habitants de cette région, malgré l'emploi de la langue bélo-russe ou polonaise, ne se croient pas seulement des citoyens lituaniens, mais des Lituaniens proprement dits, et collaborent à la formation de l'Etat lituanien.

Si l'on met de côté ces conditions spéciales de la partie est du pays, et si on considère l'ensemble du territoire, on peut dire, que les Polonais — ou plutôt l'élément parlant polonais, composé de propriétaires et de citadins, ne fait qu'un pourcentage minime (2-3 %) plus ou moins élevé dans les différents endroits. Les Bélo-Russes habitent les régions à l'est et au sud; à l'ouest de la Lituanie il n'y a point de Bélo-Russes.

On constate en Lituanie Prussienne entre les Lituaniens Prussiens et les Allemands, des relations analogues à celles qui existent entre les Polonais et les Lituaniens en Lituanie Russe. Là, la plupart des Lituaniens, bien qu'ils connaissent la langue maternelle, se servent de la langue allemande ; d'autres ont renoncé dès leur enfance à la langue lituanienne.

Le pourcentage des nationalités autres que celles mentionnées ici, est très faible en Lituanie.

Dans ce recueil, il y a une série de documents explicatifs qui mettent au clair l'accord actuel et l'accord historique des nationalités entre elles. Un mémoire rédigé par des hommes éminents lituaniens, qui avait été adressé en juin 1916, à l'autorité d'occupation allemande, et dont la première partie se trouve dans notre édition sous le N° I, donne une idée générale du passé et du présent de la nation lituanienne. Le document ci-joint sous le N° II est un complément du précédent et sert d'explication à la statistique nationale de la Lituanie ; il a été adressé en mars 1916 au premier maire allemand de la ville de Vilna, par les représentants lituaniens des Commissions du recensement des districts. L'on y voit combien peu exactes, et par là combien peu sûres, sont les statistiques des différentes autres nationalités de la Lituanie, principalement celles concernant les Polonais.

Une autre série de mémoires et de documents doit élucider selon l'ordre chronologique la renaissance et l'établissement de l'Etat lituanien. La réunion des moments particuliers à un procès historique suivi exige un court aperçu des divers documents avec des renvois aux circonstances et à la situation politique du moment.

Après l'occupation de la moitié de la Lituanie par les troupes allemandes au commencement de l'année 1914-1915, et, plus tard, en septembre 1915, de la Lituanie tout entière, tout l'appareil administratif et les troupes russes avaient été retirés du pays en même temps. L'administration autonome locale dans les communes et les villes fut suspendue par les autorités d'occupation, et à sa place fut installée une administration militaire allemande, composée de fonctionnaires choisis parmi les militaires allemands. Toute l'initiative de la population s'éteignit alors. L'autorité d'occupation reconnut seulement le Comité central des secours de guerre, mais l'activité de celui-ci fut placée également sous contrôle, et une extension des organisations sur le pays entier ne fut pas permise. Toute communication avec le centre ou les divers districts entre eux fut ou complètement interrompue ou rendue extrêmement difficile, et même la presse locale fut suspendue et pour longtemps. Il n'y avait à Vilna, pour les habitants ne parlant pas le lituanien, qu'un seul journal pour chaque nationalité, dont la publication ne fut autorisée qu'après une censure sévère, Mais pour les Lituaniens, l'autorité d'occupation allemande publiait elle-même un journal en langue lituanienne (Dabartis). A la demande des Lituaniens, d'autoriser la publication d'un journal à eux, le général Ludendorff répondit le 10 février 1916 : « On n'a pas l'intention de permettre actuellement la publication d'un autre journal lituanien, le Dabartis largement répandu devant suffire aux besoins ». C'est ainsi que la presse fonctionna jusqu'en automne 1917.

Telle était la situation de la Lituanie entière après l'occupation allemande. Des groupes de la société lituanienne restés à Vilna — la plupart des intellectuels de la Lituanie avaient été évacués avec les troupes russes par le gouvernement russe — furent isolés du reste du pays, de sorte que tout rapport cessa entre eux et les Lituaniens restés

dans le pays. Cependant, dès le premier jour de l'occupation de la capitale de la Lituanie, Vilna, l'autorité militaire allemande avait lancé, au nom du comte Pfeil, un manifeste à la population, dans lequel on parlait de la « ville polonaise », qui, de tout temps fut une vraie perle du royaume polonais, et dans lequel on félicitait les Polonais de leur libération. Ce manifeste, affiché partout, fut, le jour même de son apparition, arraché, mais il avait tout de même provoqué une grande inquiétude parmi la population, principalement parmi les Lituaniens.

Les efforts des Polonais pour donner un aspect polonais à la ville, contre la majorité des Lituaniens, des Juifs et des Bélo-Russes et avec l'aide des Allemands, donnèrent la première occasion aux Lituaniens de mettre en évidence le véritable état de choses, et de défendre leurs droits au nom de la nation. A cet effet, des personnalités compétentes de tous les partis et de toutes les opinions politiques se réunirent à Vilna en un groupe unique, et élurent de leur milieu un Comité exécutif, composé de cinq personnes, qui devait représenter et défendre les intérêts lituaniens vis-à-vis de l'autorité d'occupation.

Les conditions, si difficiles, au commencement, pour une activité publique, forcèrent cette organisation a adresser une série d'appels secrets à la masse, dont le mot d'ordre était la renaissance de l'Etat lituanien et son indépendance. Une existence individuelle et indépendante fut présentée à la Lituanie comme la seule récompense proportionnée au long esclavage russe et aux dommages occasionnés par cette guerre. Le mot d'ordre trouvait le plus vif écho et un appui empressé, parce qu'il correspondait à des espérances, depuis si longtemps nourries, dans le pays.

Dés le commencement de l'année 1916, le même groupe de personnalités lituaniennes informait très exactement l'autorité d'occupation sur le passé et le présent de la

Lituanie (voir N° I) et exposait nettement ses aspirations (voir N° III). Pour faire connaître au monde la situation et les aspirations du peuple lituanien, le groupe des Lituaniens mentionné ci-dessus s'unit à la « Ligue des nations opprimées par la Russie » et ajouta au mémoire général, adressé en mai 1916, au président des Etats-Unis, Wilson, ses informations spéciales sur la situation de la nation lituanienne (voir N° IV). Au mois de juin de la même année, ce groupe autorisa trois représentants lituaniens à prendre part au congrès de cette Ligue à Lausanne, où ils firent une déclaration dans laquelle la demande d'une indépendance complète et sans restriction de la Lituanie était clairement exprimée (voir N° V).

L'administration militaire jugeait à cette époque une pareille demande inacceptable, et la situation politique d'alors était absolument défavorable à la réalisation du projet. Les délégués lituaniens s'en rendaient bien compte. Dès leur retour de Lausanne, à la fin du mois de juillet, ils s'appliquèrent à améliorer avant tout la situation intérieure du pays. A cet effet ils adressèrent un mémoire bien détaillé, vers la fin du mois de juillet 1916, au commandant en Chef « Ost » (voir N° VI), dans lequel est exposé le procédé arbitraire de l'administration militaire, sa politique d'instruction publique manquée, l'abolition de la liberté des réunions, le dédain pour la langue lituanienne, la suppression de la presse, le mauvais traitement de la population et les réquisitions si dures pour le peuple. Les délégués protestaient contre les insupportables conditions de la vie, créées par l'administration militaire, contre la politique odieuse menée dans les écoles contre la nation lituanienne et les autres inconvénients de ce genre d'administration, et exigeaient que le fonctionnement de l'appareil administratif fût unifié dans toute la Lituanie, c'est-à-dire : que l'autorité militaire collaborât avec la population dans l'administration du pays et qu'un plus grand nombre

de Lituaniens prissent part aux affaires touchant l'instruction publique. Ils demandaient ensuite qu'on donnât aux différentes sociétés et organisations la permission de reprendre leur activité et que la suspension de la presse fût levée, que la langue lituanienne fût admise dans la correspondance et que les conditions des communications fussent améliorées. Aucune réponse ne fut donnée à ces demandes et elles demeurèrent sans effet.

Un Lituanien ressortissant de l'Allemagne, a attiré enfin l'attention du gouvernement central de l'Allemagne sur cette situation insupportable de la Lituanie occupée ; c'était le député au Landtag, M. le docteur Gaigalaitis. Fort des preuves à l'appui qu'il avait reçues de Lituanie, le docteur Gaigalaitis adressa au chancelier d'alors, M. de Bethmann-Hollweg, un mémoire détaillé, dans lequel étaient décrits le dur système administratif militaire, ainsi que les humiliations imposées à la population et à toute la nation lituanienne, enfin les entraves apportées à toute vie économique et intellectuelle. Se rapportant à cet état de choses, M. Gaigalaitis démontre dans son mémoire au chancelier, qu'il est urgent de modifier la politique vis-à-vis des Lituaniens et d'établir dans une grande partie de la Lituanie une administration autonome (voir N° VII). Les délégués lituaniens se trouvant à Lausanne s'adressèrent dans le même but, le 9 décembre, à M. Zimmermann, secrétaire d'Etat, en le priant de leur accorder une audience pour discuter en détail la question lituanienne (voir N° VIII). Mais M. Zimmermann refusa cette audience demandée, parce qu'il était trop occupé, et indiqua aux délégués le chemin, déjà pris si souvent sans résultat, de l'administration militaire (voir N° IX).

Tout ceci eut pour effet de soulever seulement, dans les milieux compétents du gouvernement central de l'Allemagne, la question de la formation d'un « conseil de

confiance » dont on ne prit même pas soin de délimiter la compétence. Mais le problème polonais était à ce moment à l'ordre du jour en Allemagne. Sa solution avait été ordonnée, le 5 novembre 1916, par décret des monarques d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

En Lituanie rien ne fut changé, tout demeura subordonné aux tendances annexionnistes de l'administration militaire. Pourtant les événements de Pologne, mentionnés plus haut, et déterminés par les tendances du conseil d'Etat polonais, éveillaient aussi en Lituanie, et surtout à Vilna, de nouvelles actions politiques de la part des Polonais de Lituanie. Les hommes dirigeant la politique lituanienne de tous les partis, de l'extrême gauche à la droite, prirent position vis-à-vis de cette action des Polonais dans un mémoire adressé au mois de février 1917 à l'autorité d'occupation, dans lequel ils protestaient, au nom de la nation lituanienne, contre les aspirations annexionnistes exprimées par le conseil d'Etat polonais provisoire et son intention d'étendre sa domination sur la Lituanie tout entière ou sur une partie de ce pays, parce que ces visées étaient en contradiction avec le principe du droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes, et aussi avec les intérêts et les aspirations de la nation lituanienne (voir N° X). Les visées politiques des Polonais en Lituanie, (du parti conservateur et libéral), furent exposées plus tard dans un mémoire adressé au mois de mai 1917, au chancelier allemand. Dans ce mémoire ci-joint N° XI, les Polonais de Lituanie demandent que celle-ci, pour diverses raisons, se fonde avec la Pologne en un empire unique, et que son administration autonome ne soit qu'une partie inséparable de la Pologne. Comme ce mémoire contient de nombreux arguments et exposés inexacts, les dirigeants lituaniens envoyèrent au mois de juin au chancelier allemand, une réponse qui rectifiait toutes les inexac-

titudes du mémoire polonais, et exposait clairement l'opinion des Lituaniens sur l'avenir de leur peuple comme Etat libre et indépendant dans ses frontières ethnographiques. Comme point de départ on ne prit pas la langue actuellement en usage, mais des données ethnographiques plus essentielles (voir N° XII).

Pendant ce temps mûrissait la question de la formation d'un "conseil de confiance" lituanien. L'administration militaire allemande s'efforça, au commencement, de nommer un certain nombre de personnalités influentes et compétentes, choisies parmi les Lituaniens et les autres nationalités. Celles-ci devaient collaborer, sous l'administration militaire, au nom de la représentation du pays. A cet effet, l'administration militaire s'adressa à l'évêque de Zemaiten, Monseigneur Karevicius, et plus tard, à MM. le docteur Basanavicius et Smetona, pour que ceux-ci lui recommandassent des personnes de confiance.

Il faut remarquer que les plans des Allemands tendaient clairement, à cette époque, vers une union entre la Lituanie et l'Allemagne. Une administration et un contrôle économique allemands devaient être pratiqués dans le pays entier, mais l'Allemagne promit de n'entreprendre ni la colonisation ni la germanisation de la Lituanie, et d'accorder à ce pays une sorte d'autonomie dans ses affaires culturelles. Déjà, le 2 juin 1917, on publia dans les journaux locaux ca nouvelle suivante, émanant de la presse « Ob-Ost » (1) : « Le commandant en chef « Ost » a autorisé la formation d'un conseil de confiance lituanien, qui doit se composer des hommes les plus éminents de la Lituanie ». Cette mesure trahissait un manque évident de perspicacité : on ne pouvait guère s'attendre à ce qu'un conseil constitué dans ces onditions inspirât de la confiance aux Lituaniens. L'administration militaire allemande avait créé un état de choses

(1) Ob-Ost est l'abrévation pour « commandant en Chef Ost » généralement adoptée.

caractérisé surtout par ce fait que quiconque jouissait de la confiance de l'administration allemande, ne pouvait plus compter sur celle des habitants. Ainsi toutes les tentatives de l'autorité d'occupation de former un conseil de confiance échouèrent, parce qu'aucune personnalité lituanienne compétente n'y voulut prendre part. Les Lituaniens ne consentirent au conseil en formation qu'à la condition que celui-ci fût un vrai représentant du pays, un conseil lituanien, autorisé par la population même à diriger et à défendre les intérêts du pays. Ils exigeaient donc qu'une conférence de représentants du pays fût convoquée, aux fins de la formation d'un conseil lituanien (en lituanien : Lietuvos Taryba) (1).

Après de longues et difficiles délibérations avec l'autorité d'occupation, les Lituaniens réussirent à obtenir l'autorisation pour la convocation d'une conférence. Les efforts de se mettre en relation, avant cette conférence, avec les Lituaniens habitant en dehors du territoire d'occupation allemand (par la Suisse et la Suède) afin d'élaborer un programme politique adopté par tous les Lituaniens, restèrent sans succès. Pour l'organisation de la conférence, le groupe de Lituaniens de Vilna résolut de convoquer un *Comité* d'organisation des différents districts et de Vilna. Des personnes de toutes les classes et de tous les partis politiques, (17 personnes de la province et 4 de Vilna), prirent part aux séances de ce Comité qui eurent lieu du 1er au 4 août 1917. On trouvera les résolutions du Comité d'organisation dans les extraits des procès-verbaux ci-joints sous le N° XIII. Nous jugeons opportun d'y ajouter les explications suivantes :

La seconde résolution, concernant l'orientation politique générale, représente un compromis avec l'autorité

---

(1) Ce même *conseil lituanien* fut appelé, après la reconnaissance de l'indépendance de *l'Etat lituanien* de la part de l'Allemagne, *Conseil d'Etat lituanien*. Nous nous servirons du terme lituanien « *Taryba* ».

d'occupation, dont les conditions établies devaient être acceptées sans discussion. Déjà, avant les séances, le conseiller politique auprès de l'autorité d'occupation avait fait remarquer que « d'autres pourparlers ne pouvaient avoir lieu sans que la Lituanie consentît à rechercher l'appui de l'Allemagne », et que, sans un assentiment relatif de la part des Lituaniens, des raisons purement stratégiques détermineraient le traitement du territoire occupé par l'Allemagne, et qu'alors le pays serait divisé d'après ses vues, sans aucun égard pour les aspirations nationales des Lituaniens. La pression ainsi exercée ressort nettement du procès-verbal N° XIII point 2, dernier alinéa. Le compromis mentionné, qui avait provoqué de longues discussions dans le Comité d'organisation, avait été établi par l'autorité d'occupation comme condition essentielle à la convocation de la conférence. Seulement, pour obtenir la possibilité de continuer les débats publics relatifs à la question lituanienne, le Comité d'organisation, à la majorité des voix, décida de transiger, dans l'espoir que des conditions meilleures lui permettraient plus tard d'édifier un Etat indépendant lituanien par la voie du droit de libre disposition.

Dans la IVe résolution nous voyons sous quelles conditions le Comité d'organisation fut obligé de convoquer la conférence. L'autorité d'occupation ne permit point des élections proprement dites. Ici il faut attirer l'attention sur les conditions de participation à la conférence, d'après lesquelles seuls *des Lituaniens* devraient y prendre part, ou des citoyens dont l'activité démontrait qu'ils avaient à cœur la prospérité de la nation lituanienne. Le Comité d'organisation partait de l'idée que la nation lituanienne devrait prendre elle-même en main la direction de son sort, et en premier lieu, tâcher de trouver une solution pour la question de l'existence nationale. Seulement, après que les Lituaniens, c'est-à-dire la majorité de la popu-

lation, auraient eu établi leurs buts, des pourparlers sur la vie commune et sur les travaux communs devaient être engagés avec les minorités nationales du pays.

Tel était le plan d'après lequel fut convoquée la conférence lituanienne. Comme il n'y avait pas lieu de faire des élections, les membres du Comité d'organisation divisèrent les districts entre eux, et, après des délibérations plus ou moins approfondies, convoquèrent les candidats sur place, au bureau du Comité d'organisation exécutif ; le bureau établit la liste des membres de la conférence, (environ 3 à 5 pour chaque district ; il y avait 33 districts). On prit garde que des représentants de toutes les classes et de tous les partis politiques y participassent.

Au moment de la convocation de la conférence, la situation politique générale de la Lituanie vis-à-vis de l'Allemagne, était plus favorable, parce que vers la fin du mois d'août, le Comité principal du Reichstag commençait à poser la question d'une modification dans l'administration de la Lituanie et de la Courlande, sur les bases d'une administration autonome. Mais l'administration militaire locale en Lituanie procédait comme auparavant, et les efforts du bureau exécutif de se mettre, avant la conférence, en rapport avec le gouvernement central à Berlin et surtout avec le Reichstag, au sujet des affaires lituaniennes, restèrent sans résultats. Les efforts pour s'entendre avec les Lituaniens à l'étranger n'eurent également aucun succès. La convocation de la conférence fut retardée pour cette raison, et ne put avoir lieu que le 18 septembre 1917.

On avait convoqué à la conférence de l'année 1917 deux cent soixante-quatre personnes et 214 y prirent part. Elles étaient venues des différentes régions et appartenaient à divers partis politiques. Pourtant, dans leur réponse aux questions posées en commun, les délégués reléguèrent au second plan tout ce qui pouvait provoquer

une opposition ou une séparation, et la plupart des résolutions furent prises d'un parfait accord.

Les extraits les plus importants des procès-verbaux se trouvent dans la note Nº XIV. Il est superflu de commenter à nouveau la résolution fondamentale (3) de la conférence, après tout ce qui en a été dit ci-dessus. La rédaction prudente de la seconde partie de la résolution, où il est question des relations possibles avec l'Allemagne, montre la situation critique d'alors et le maximum des compromis auxquels le peuple lituanien, si cruellement opprimé par l'Allemagne, pouvait consentir dans cette question.

Dans la résolution, à l'article 4 de l'ordre du jour sur la composition de la Taryba, il fut décidé qu'à côté des vingt membres lituaniens, six représentants des minorités nationales y participeraient, de manière à être répartis selon le nombre de chaque minorité. Le point *g*, relatif aux conditions de l'admission des représentants des minorités, était fondé sur le désir d'empêcher aussi bien une interruption inutile du travail qu'une obstruction qu'aurait pu provoquer l'admission à la Taryba de représentants qui, par principe, ne reconnaissaient pas l'indépendance de la Lituanie. En général, aussi bien la Conférence (voir Nº XIV, 3) que la Taryba élue par celle-ci, résolurent de garantir aux minorités tous les droits auxquels des peuples civilisés peuvent prétendre (voir Nº XVII).

Dès que la Taryba commença à accomplir les tâches dont la conférence l'avait chargée, l'administration militaire allemande s'y opposa opiniâtrement. Dans son esprit, la Taryba devait-être une simple représentation consultative du peuple, un *organe auxiliaire* de l'administration allemande, pourvu d'une compétence limitée, pour organiser l'exploitation du pays (voir Nº XVIII).

La résolution fondamentale de la conférence définissant les aspirations politiques ne devait pas être publiée du tout.

La Taryba, se conformant aux résolutions de la conférence, commença dès les premiers jours de sa constitution (5 personnes avaient été élues pour la présidence) à négocier avec les personnalités compétentes des minorités nationales au sujet de leur entrée dans la Taryba, et à gagner leur collaboration pour l'accomplissement des nouvelles tâches. Mais ni les Juifs, ni les Polonais, ni les Bélos-Russes n'y répondirent par des décisions claires et nettes ; les uns penchaient vers la Russie, les autres vers la Pologne, les derniers rêvaient d'un grand Etat bélo-russe et lituanien, de sorte que ni les uns ni les autres ne furent capables d'établir un programme politique susceptible d'être accepté par les représentants lituaniens. La collaboration avec les Bélos-Russes et les Juifs ne commença que vers la fin de 1918.

Se conformant aux conditions de cette époque, la Taryba chercha en premier lieu à améliorer la situation du pays. Sans une amélioration ou modification dans le fonctionnement des divers services administratifs allemands ou dans tout le système, comme par exemple, dans les réquisitions, l'instruction publique, le traitement de la population, les corvées, le système pénal et les amendes et l'exploitation des forêts, la Taryba ne pouvait guère collaborer avec l'administration militaire allemande. L'état de choses général et ces demandes furent exposés en détail dans un mémoire élaboré par la Taryba et envoyé au chancelier et au commandant en chef « Ost ». Il est de grande importance, car il montre dans quelles conditions la Taryba devait travailler; il figure *in extenso* dans notre recueil (voir Nº XIX). Les propositions résumées par la Taryba et adressées à l'administration militaire se trouvent à la fin du *mémoire* (Récapitulations). Une lettre, remise plus tard (voir Nº XX), concernant les réquisitions de chevaux, complète ce mémoire général.

Après les démarches faites au sujet de l'amélioration du pays, la Taryba porta tous ses efforts sur la stabilité des actions politiques. A cet effet, on avait obtenu la permission de prendre part aux conférences lituaniennes en Suisse et à Stockholm. La conférence de Stockholm, composée de représentants des Lituaniens habitant la Russie, siègea du 18 au 20 octobre 1917. La délégation de la Taryba n'y put envoyer qu'un seul plénipotentaire qui devait y rendre compte aussi bien de la conférence de Vilna que de la situation de la Lituanie en général. Dans ses résolutions, dont les extraits sont rapportés sous le N° XXI, la conférence de Stockholm accepta la base des résolutions de la conférence de Vilna et reconnut la Taryba lituanienne comme organe d'Etat suprême appelé à la reconstruction du pays et de l'Etat. La Taryba obtint la même approbation des Lituaniens de Suisse et d'autres pays à la conférence de Berne du 6 novembre 1917 (voir N° XXII). Cette dernière posa également la question du régime de l'Etat lituanien (N° XXII, p. 2), ainsi que celle de la nécessité d'un libre accès à la mer (p. 4).

Après que les délégués de la Taryba (membres de la présidence) se furent assurés l'appui des Lituaniens de tous les pays, ils entreprirent des démarches auprès du gouvernement central à Berlin. Les délégués demandaient en premier lieu un secours contre le système de l'administration militaire allemande en Lituanie, comme il est exposé dans les mémoires N° XIX et XX. Le gouvernement de l'empire n'approuva pas la politique poursuivie par l'administration militaire en Lituanie, mais se déclara incompétent pour procéder et agir contre les instances militaires. Lorsque le chef de l'administration militaire, le prince Isenbourg-Birstein, fut révoqué à la suite de la critique du Reichstag, tout le système administratif fut néanmoins maintenu tel quel.

Il était important que la délégation réussît à se mettre

en relation avec la majorité du Reichstag, au sujet des questions de l'orientation générale de l'Etat lituanien futur. Mais la majorité du Reichstag ne promit son appui à la formation d'un Etat indépendant lituanien qu'au cas où la Lituanie consentirait à des arrangements favorables aux intérêts de l'Allemagne et conçus sous forme de conventions.

Entre temps, la représentation de l'administration militaire à Berlin s'occupait de maintenir la délégation lituanienne dans une voie politique analogue à celle qui avait été prise par les barons courlandais. Peu avant une audience, les délégués lituaniens, se trouvant au ministère des Affaires étrangères, y eurent connaissance d'un télégramme du prince Isenbourg qui leur apprit que la Courlande était désireuse de s'unir à l'Allemagne, et qu'au cas où les Lituaniens ne seraient pas disposés à suivre son exemple, le territoire de la Lituanie ne serait pris en considération qu'au point de vue de la « délimitation ». Une intervention aussi brutale des fonctionnaires militaires, dans la politique allemande, provoqua de vifs débats dans la Commission principale du Reichstag ; le secrétaire d'Etat, M. de Kuhlmann ne réussit à amener un arrangement du conflit qu'en déclarant que, seul, le chancelier avait la direction et la responsabilité de la politique. Mais comme à ce moment la politique de l'Allemagne était dirigée ou du moins influencée par le commandement suprême, les délégués lituaniens demandèrent une audience au chef d'Etat-major, Ludendorff, et lui adressèrent un memorandum rédigé à cet effet (voir N° XXIII), dans lequel l'attitude des Lituaniens était clairement exposée. Il appert des demandes établies dans l'article *A*, que l'administration militaire n'avait chargé la Taryba jusqu'à cette époque, d'aucun travail réel dans le pays, et qu'elle n'avait même pas mis à sa disposition un édifice approprié à ses fonctions. Eu égard au télégramme du chef de l'administration militaire,

l'article *B* souligne l'indivisibilité du territoire lituanien. Le compromis imposé auparavant par les Allemands, en vue d'exploiter la situation politique du moment, fut interprété à l'article *C* de manière que la conception de la question lituanienne correspondît au point de vue établi par la conférence de Vilna. De même, des conditions nécessaires devaient être rapidement créées en vue d'une activité fructueuse de la Taryba dans le pays. La proposition faite avant l'audience par le commandement suprême (voir N° XXIV), ne pouvait naturellement pas satisfaire la délégation pour la raison que la réconnaissance de l'indépendance de l'Etat lituanien n'y est pas nettement exprimée et que seulement un rôle auxiliaire auprès de l'autorité d'occupation y est attribué à la Taryba.

A la suite de la situation politique générale, la question lituanienne se trouva, elle aussi, améliorée. Le nouveau chancelier allemand, le comte Hertling, avec l'approbation de la majorité du Reichstag, déclara dans son discours-programme que le gouvernement allemand reconnaissait le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, d'après lequel la Lituanie, la Courlande et la Pologne pouvaient organiser l'avenir de leur pays, selon leur point de vue de civilisation. La délégation, sur cette déclaration, adressa un télégramme au comte Hertling, en lui demandant une audience (voir N° XXV). Après une déclaration du chancelier, faite sur un ton bienveillant, pendant l'audience, la délégation de la Taryba, de concert avec le ministère des Affaires étrangères fixa les articles préliminaires, d'abord sous forme d'un procès-verbal qui prévoyait la solution de la question lituanienne dans l'établissement d'étroites relations entre la Lituanie et l'Allemagne, de laquelle le sort de la Lituanie dépendait complètement en ce moment (voir N° XXVI).

L'importance de ce traité préliminaire consistait en ceci, que la Lituanie devait établir elle-même son indé-

pendance et rompre toutes les relations politiques qui la liaient aux autres pays, sur les bases de la résolution de la conférence de Vilna et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La demande de conclure « une alliance durable et éternelle » avec l'Allemagne, y fut insérée comme *condition sine qua non*, non seulement par le commandement suprême, mais encore par le gouvernement de l'empire et la majorité du Reichstag. Seuls quelques députés du Reichstag, du bloc majoritaire, voyaient dans une pareille solution de la question lituanienne une politique dangereuse pour l'Allemagne elle-même, parce qu'elle devait donner aux pays de l'Entente et aux Etats neutres l'impression que l'Allemagne essayait d'annexer les territoires occupés. Mais ces quelques députés ne parvinrent pas à obtenir de meilleures conditions pour la délégation lituanienne.

Le texte même des conventions n'était pas encore définitivement arrêté. La remarque insérée dans le procès-verbal et selon laquelle la position de la Lituanie vis-à-vis de l'Allemagne devait à peu près correspondre à celle des Etats confédérés de l'Allemagne du sud vis-à-vis de l'empire, manquait elle même de précision, puisque ces rapports n'étaient point du tout égaux pour tous les Etats confédérés. C'est précisément ce passage peu clair de la convention envisagée qui fut éliminé dès le retour des délégués à Vilna (voir N° XXVII). La Taryba, se trouvant à cette époque dans une situation critique, consentit enfin, après de longues discussions, aux conventions citées dans la note N° XXVI, mais en les limitant comme suit : La convention militaire devait garantir aux Lituaniens une armée indépendante qu'ils seraient libres d'organiser eux-mêmes ; la convention concernant les voies de communication devait leur permettre d'établir eux-mêmes les moyens de communication et leur administration. La formule générale de la convention douanière et du sys-

tème monétaire fut empruntée au procès-verbal de Berlin (N° XXVI). La Taryba persista dans le principe que la conclusion des conventions était uniquement l'affaire de l'assemblée constituante lituanienne.

La délégation de la Taryba se rendit à Kovno le 10 décembre 1917, pour y négocier définitivement par l'intermédiaire de l'administration militaire « Ob-Ost », avec le ministère des Affaires étrangères et le représentant du chancelier allemand. C'est à la même époque que commencèrent les pourparlers d'armistice avec la Russie, et les conjonctures politiques générales étaient favorables à une stabilisation de la position du parti de guerre allemand. Selon le rapport du représentant de Berlin, le contenu du procès-verbal ne pouvait plus être accepté sous les nouvelles conditions par le commandement suprême, et c'est pourquoi l'administration militaire, d'accord avec le chancelier, proposa une nouvelle formule (voir N° XXVIII). Mais cette formule était inacceptable pour la délégation de la Taryba, parce qu'elle n'exprimait pas nettement l'indépendance de l'Etat lituanien ; il y était seulement question de la libération de la Lituanie de toutes les relations politiques qui avaient existé entre elle et d'autres nations. Cette formule ne désignait pas non plus Vilna comme capitale, quoique ce fût à ce moment la question principale pour les Lituaniens, vu l'agitation polonaise qui se développait outre mesure, et l'obstination du parti de guerre allemand à poursuivre sa politique de délimitation. Dans la formule nouvellement proposée par les Allemands, on avait omis de mentionner que l'Assemblée Constituante devait définitivement régler les relations de la Lituanie avec les autres Etats. Enfin, la formule (dans sa seconde partie), ne contenait pas la reconnaissance de la Lituanie comme Etat libre et indépendant, de la part de l'Allemagne, comme condition pour les délibérations ayant trait aux relations de l'Allemagne et de la Lituanie. En exposant son idée sur

ce point, la délégation de la Taryba, vu la situation politique critique et la conclusion imminente du traité de Brest, cessa de s'opposer à la formule mentionnée dans la note N° XXIX, qui fut acceptée le 11 décembre par toute la Taryba.

Tous les événements cités ci-dessus, ne changèrent rien au système administratif en Lituanie, quoique le prince Isenbourg eût été révoqué. Les annexionnistes allemands, aussi bien en Lituanie qu'en Allemagne, commencèrent à interpréter le document du 11 décembre à leur point de vue, et provoquèrent ainsi une grande inquiétude dans la Taryba et dans le pays. Lorsque les délégués russes à Brest prirent fait et cause pour la libre exécution du droit de disposer de soi-même dans les territoires occupés, les délégués allemands s'en rapportèrent à l'acte du 11 décembre de la Taryba, c'est-à-dire, à sa première partie, et déclarèrent que la Lituanie avait déjà exécuté par cet acte le droit de disposer d'elle-même. Mais comme la Taryba ne pouvait même pas déclarer son indépendance dans son propre pays, et comme il n'y avait aucun indice non plus que l'Allemagne reconnaîtrait, malgré la promesse donnée pendant les négociations du 11 décembre, une telle déclaration, la Taryba se voyait frustrée et jouée dans son propre pays par l'Allemagne. La méfiance à l'égard de la diplomatie allemande s'accrut encore lorsque la réponse aux demandes que les membres de la Taryba avaient adressées aux autorités allemandes à Vilna, concernant l'admission des délégués lituaniens aux négociations à Brest pour défendre la question lituanienne, n'arriva pas (voir N° XXX et XXXI). Pendant une séance non officielle de la IVe session, la Taryba lituanienne reconnut qu'il n'y avait pas possibilité dans ces circonstances de s'en tenir au texte original de l'acte du 11 décembre. Lorsque les délégués russes à Brest demandèrent à l'administration militaire allemande une nouvelle

notification de cet acte, la Taryba lituanienne résolut dans sa séance du 8 janvier 1918, d'établir une nouvelle formule (N° XXXII). A l'exception de quelques variations insignifiantes du texte de l'acte du 11 décembre, on avait ajouté à cette formule la déclaration, qu'il était indispensable à l'établissement de la constitution de l'Etat lituanien et de ses relations avec les voisins, de convoquer le plus tôt possible, une Assemblée Constituante, élue par tous les Lituaniens d'après des principes démocratiques. Cette annexe devait mettre en évidence la conception exacte de la Taryba lituanienne en ce qui concernait l'établissement de ses relations avec l'Allemagne, et devait donner à l'acte du 11 décembre cette teneur que le texte d'alors n'exprimait pas nettement.

Mais les représentants du gouvernement allemand ne consentirent pas à ce que l'on apportât une modification au texte ni ajoutât une annexe à ce document si important du 11 décembre, surtout dans sa seconde partie. Comme il n'y avait pas de temps à perdre, vu l'importance du moment — on traitait à Brest au sujet des territoires occupés, — la Taryba fit un compromis, et se déclara prête à ne notifier aux délégués russes que la première partie de la résolution du 11 décembre, dans le cas où les autorités allemandes donneraient des réponses claires et vérifiées sur les questions établies dans le document N° XXXIII. Vu la situation créée par toutes ces négociations, pressions et compromis, la Taryba jugea cette démarche absolument opportune dans l'intérêt public, quoiqu'elle prévît qu'une telle démarche amènerait un vif conflit avec l'administration militaire, car cette dernière était peu encline à remettre l'administration du pays à la Taryba, à retirer les soldats du pays, et à laisser organiser une milice ; elle ne voulait pas non plus reconnaître l'indépendance de la Lituanie. Le conflit s'apaisait, quand le gouvernement proposa une séance commune,

pendant laquelle la notification devait être faite en public. La Taryba consentit à prendre part à la séance officielle (le 9 janvier 1918) pour délibérer sur quelques questions du jour. Il était de rigueur d'assister à la séance, un refus aurait pu être mal interprété.

En attendant une réponse aux questions posées (voir N° XXXIII), la Taryba nommait le 15 janvier une délégation spéciale de cinq personnes, munies d'instructions particulières pour arriver à une solution satisfaisante des questions (voir N° XXXIV). En outre, elle désignait pendant la séance du 17 janvier à la délégation trois points, représentant des principes sur la modification desquels la délégation ne pouvait prendre une résolution qu'après consentement de la totalité des membres de l'assemblée, au cas où le gouvernement allemand résisterait, avant la notification de la formule du 11 décembre à la Russie. Ces trois points étaient les questions suivantes : 1°) La Lituanie est-elle reconnue comme Etat indépendant par l'Allemagne? 2°) L'Allemagne consent-elle à remettre l'administration de tout le pays entre les mains de la Taryba? 3°) L'Allemagne consent-elle à retirer ses troupes de la Lituanie? Le représentant du ministère des Affaires étrangères ne répondit qu'à la première question en ajoutant que le gouvernement allemand reconnaissait effectivement l'indépendance de la Lituanie.

Pendant la Ve session du 26 janvier 1918, la Taryba posa de nouveau la question de la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie. La situation d'alors était très critique pour la Taryba. D'un côté, il était de la plus grande importance pour l'avenir du pays d'obtenir la reconnaissance de l'indépendance, et par là, le moyen de pouvoir paraître officiellement comme Etat; de l'autre, les dures conditions du traité du 11 décembre qui prévoyait des relations spéciales entre la Lituanie et l'Allemagne,

devaient être annulées à la première occasion. Mais une annulation du traité du 11 décembre, sous n'importe quelle forme, apparaissait à la majorité des membres de la Taryba, vu la situation politique d'alors, comme une démarche hasardeuse, car on ne pouvait compter sur un appui de la part du Reichstag allemand, ne fût-ce que celui de l'extrême gauche, qu'à condition d'offrir à l'Allemagne des garanties pour les relations futures. Dans cet esprit de méfiance, la Taryba réussit à obtenir une lettre, confirmant la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, du représentant du ministre des Affaires étrangères, M. Nadolny, venu à Vilna (voir N° XXXV). On demandait de mentionner, au moins dans l'acte de notification, la compétence de l'assemblée constituante de régler les relations avec les autres Etats, ce qui avait été reconnu verbalement durant les pourparlers du 11 décembre. Le compromis fut accepté après de longs débats, avec 12 voix, par la Taryba ; 4 membres de la gauche quittèrent la Taryba, moins par protestation contre la majorité de la Taryba même, qui avait fait ce compromis, que par opposition à la pression du gouvernement allemand. (La Taryba était composée à ce moment de 20 membres, les représentants des minorités nationales n'ayant pas accepté les sièges qui leur avaient été offerts). On informa de suite le ministère des Affaires étrangères de la crise survenue dans la Taryba. Il était évident, qu'une notification donnée dans de pareilles circonstances par les 12 membres de la Taryba, ne satisferait pas les Allemands : aussi la délégation que la Taryba se proposait d'envoyer dans l'affaire de la notification soit à Brest, soit à Berlin, ne put pas partir. On la laissa même sans réponse.

Là-dessus, les négociations de paix avec la Russie furent interrompues et des grèves éclatèrent à Berlin. La question lituanienne perdit beaucoup de son importance aux yeux de l'Allemagne.

La Taryba comprit que tous les dirigeants de la politique allemande d'alors considéraient la question lituanienne exclusivement du point de vue des intérêts impérialistes. Quand, après la crise intérieure du 26 janvier, la question lituanienne fut passée sous silence par le gouvernement allemand, les membres de la Taryba résolurent de suivre leur propre chemin et de faire les démarches décisives. Une résolution confidentielle des membres adhérents de la Taryba caractérise l'esprit dominant de ce moment : « Si le gouvernement allemand ne reconnaît pas notre déclaration d'indépendance, selon la formule acceptée le 26 janvier en manière de compromis, par les 12 membres, la Taryba annulera toutes les promesses qu'elle a faites au gouvernement allemand ». (Extrait du procès-verbal de la séance de la Taryba du 27 janvier 1918). On y visait précisément le traité du 11 décembre qui avait produit toutes ces dissonances et la crise intérieure en Lituanie.

Après que la question suivante eut été posée : « Les délégués de la Taryba devaient-ils, à leur rencontre avec les représentants de la Russie, reconnaître que la Taryba avait fait aux Allemands la promesse d'entrer en relations spéciales avec eux ? » la résolution suivante fut adoptée à la séance du 28 janvier : « Après la déclaration de l'indépendance de la Lituanie et de sa séparation de la Russie, les représentants de la Taryba à Brest-Litowsk durent informer la délégation russe que la Taryba lituanienne avait promis à l'Allemagne d'établir des rapports entre l'Allemagne et la Lituanie, et que cette promesse reposait sur des conventions militaires, monétaires et douanières, et sur la convention concernant les communications ; que cependant la Taryba ne concevait cette alliance avec l'Allemagne que dans le sens d'un arrangement libre, pris par la voie de l'Assemblée Constituante de l'Etat indépendant lituanien pour la défense de ses propres intérêts ».

Afin que les démarches, nouvellement prises par la Taryba lituanienne ne nuisissent pas à la cause même, la Taryba essaya de négocier à nouveau avec Berlin, c'est-à-dire, avec le Reichstag, et de s'assurer son appui dans ses aspirations. Ceci était nécessaire, parce qu'on avait des raisons de douter que les actes de l'autorité d'occupation fussent exécutés selon l'avis du gouvernement allemand ou du Reichstag, et ceci d'autant plus que l'autorité d'occupation ne permit pas aux représentants de la Taryba de négocier directement avec Berlin. On avait appris que la majorité du Reichstag, hostile aux efforts du parti de guerre d'annexer la Lituanie, avait reconnu aux Lituaniens le droit de disposer librement de leur avenir, et qu'elle voulait savoir ce droit d'ores et déjà garanti, en tant qu'il n'était pas contraire aux intérêts militaires généraux de l'Allemagne. Dans ces conditions la Taryba était prête, après tout ce qui avait précédé, à traiter toute seule la question concernant la déclaration de l'indépendance. Pour donner du poids à cette déclaration, tant dans le pays qu'à l'étranger, on voulut la faire prononcer par toute la Taryba. C'est pourquoi on examina encore une fois la résolution du 26 janvier, et chercha et trouva une formule acceptable pour tous, et qui ramènerait en même temps les membres qui avaient quitté la Taryba le 26 janvier.

Le 16 février on prit une résolution à l'unanimité (voir N° XXXVI) qui était presque identique à celle du 8 janvier (N° XXXII). Le représentant du ministère des Affaires étrangères allemand à Vilna, informa de suite son gouvernement de cette résolution qui aurait dû paraître le jour même ou le lendemain dans la presse locale, et être publiée dans tout le pays. Mais la censure de l'autorité d'occupation l'interdit formellement. Quelques journaux berlinois (du 18 février 1918) publièrent cette résolution, mais on interdit immédiatement aux autres journaux de la publier ou même de la commenter.

Le chancelier, comte Hertling, donna le 21 février 1918, sa réponse (voir N° XXXVII). Partant de l'hypothèse que la résolution du 16 février annulait la résolution du 10 décembre, (ou plutôt du 11 décembre), il déclara ne pouvoir pas reconnaître pour le moment l'indépendance de l'Etat lituanien. La Taryba devrait revenir à ce point de vue qui garantirait ses relations de bon voisinage avec l'Allemagne et qui permettrait à celle-ci, eu égard à ses propres intérêts, de reconnaître aux Lituaniens le droit de disposer d'eux-mêmes et d'organiser l'Etat indépendant lituanien.

La présidence de la Taryba ne jugea pas exacte l'hypothèse primordiale de la lettre du chancelier, qui disait que la résolution du 16 février annulait celle du 11 décembre. La présidence fit remarquer que cette résolution du 16 février n'était pas contraire à celle du 11 décembre et souligna nettement le sens de cette dernière en fixant les tâches de l'Assemblée Constituante. C'est pourquoi la présidence adressa le 28 février 1918, une lettre spéciale au chancelier, dans laquelle elle exposa son opinion et lui demanda de reconnaître l'indépendance de la Lituanie d'après la formule du 16 février (voir N° XXXVII).

Mais une telle interprétation semblant inacceptable à l'autorité d'occupation locale, celle-ci essaya de prouver que la résolution du 16 février était un acte « révolutionnaire » qui annulait le traité fondamental du 11 décembre 1917, et ne pouvait être accepté dans aucun cas par le gouvernement allemand. Pour cette raison, la lettre explicative susmentionnée de la présidence ne fut pas tout de suite envoyée à Berlin, et de la sorte, le chancelier n'en eut connaissance qu'au commencement du mois de mars, par l'intermédiaire d'un député du Reichstag. L'administration militaire à Vilna informa verbalement la Taryba que le chancelier ne consentirait à recevoir la délégation chargée de présenter la notification, que si celle-ci était autorisée à faire la déclaration suivante :

« La Taryba lituanienne charge et autorise MM... de « faire la déclaration suivante au gouvernement impérial: « La Taryba lituanienne, en sa qualité de Représentation « du peuple lituanien, reconnue dans l'assemblée litua- « nienne du 23 septembre 1917, à Vilna, demande au « gouvernement impérial allemand, en raison de sa réso- « lution du 11 décembre 1917, nouvellement reconnue par « la présente comme seule valable, de reconnaître l'Etat « lituanien ». (Extrait du procès-verbal de la séance de la Taryba du 19 mars 1918).

La présidence de la Taryba déclara alors qu'elle ne pouvait pas prendre sur elle d'appuyer, dans la Taryba, la proposition de donner des pleins pouvoirs ainsi formulés, parce qu'une telle formule annulerait la résolution du 16 février, laquelle ne devait pas être annulée.

Après la paix de Brest, et surtout à l'approche des séances du Reichstag pendant lesquelles le traité de Brest devait être ratifié, la situation politique étant devenue plus défavorable à la question lituanienne, il était nécessaire de trouver le plus vite possible une issue à ce conflit. La Taryba ne pouvait se mettre d'accord que sur la base de la formule des pleins pouvoirs qui se trouve dans la note No XXXIX. En remettant ces pleins pouvoirs à la délégation, la Taryba insista sur le fait que la notification au gouvernement allemand ne pourrait se faire que selon la formule du 16 février (procès-verbal de la séance de la Taryba du 20 mars 1918). Néanmoins elle autorisa la délégation à déclarer qu'elle maintiendrait, quant à l'établissement des relations avec l'Allemagne, la résolution du 11 décembre.

Une telle solution semblait inacceptable au gouvernement allemand. Toutefois, lorsque la majorité du Reichstag, avant la ratification du traité de Brest, demanda énergiquement au gouvernement de donner la permission à la délégation lituanienne de venir à Berlin, celle-ci fut autorisée

à s'y rendre et quitta Vilna le 22 mars. Le 23 mars, elle notifia au gouvernement la formule, conforme à la résolution du 16 février (Nº XL).

L'appui du bloc majoritaire du Reichstag, prêté à ce moment à la question lituanienne contre les partis de guerre et les partis annexionnistes, est remarquable en ce sens que la gauche et le centre allemands s'efforcèrent, par la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie occupée, d'atténuer la mauvaise impression qu'avaient laissée les agissements allemands couronnés par le traité de Brest. Comme le gouvernement allemand, influencé par le parti de la guerre, ne pouvait pas obtenir la ratification par un autre moyen, force lui fut de céder. Mais par compensation, on prit l'ancienne résolution du 11 décembre pour base de la réponse au document qui reconnaissait l'indépendance de la Lituanie et que le chancelier, au nom de l'empire allemand, remit, pourvu de la signature de l'empereur, à la délégation lituanienne. Les rapports avec l'Allemagne, établis dans cette résolution, y figuraient comme *conditions* de la reconnaissance (voir Nº XLI). Une telle conception et interprétation de la position juridique entre la Lituanie et l'Allemagne subsistèrent jusqu'à la révolution. Il n'y avait d'absolument nouveau et de non-mentionné auparavant, que l'annexe où il était dit que l'Etat libre et indépendant lituanien devait prendre à sa charge une partie des frais de guerre de l'Allemagne, parce que celle-ci avait contribué à la libération de la Lituanie.

Après la notification, la délégation de la Taryba demanda une audience du chancelier pour dépeindre la situation critique du pays et pour conférer avec le gouvernement allemand, sur les méthodes à employer pour l'organisation du pays. Mais la délégation fut tout à coup rappelée à Vilna par l'autorité d'occupation, soi-disant pour proclamer publiquement et fêter l'indépendance de la Lituanie. Après avoir reçu du repré-

sentant du ministère des Affaires étrangères la parole d'honneur qu'il lui serait permis de revenir à Berlin pour traiter avec le gouvernement aussitôt après Pâques, la délégation lituanienne se mit en route pour Vilna, afin d'éviter des conflits inutiles avec l'autorité d'occupation.

Pendant son séjour à Berlin, la délégation échangea des télégrammes avec l'empereur (voir Nº XLII et XLIII), et informa également le Saint Père, par l'intermédiaire du nonce du pape à Munich, de la déclaration de l'indépendance de la Lituanie et de sa reconnaissance par l'Allemagne. Elle demanda en même temps, que le Saint-Siège reconnût à son tour l'Etat libre et indépendant lituanien avec la capitale Vilna (voir Nº XLIV et la réponse Nº XLV).

De retour à Vilna, la délégation s'aperçut qu'elle avait été intentionnellement rappelée de Berlin par l'administration militaire, car on n'avait fait aucun préparatif de fête. Plus tard on fit d'innombrables difficultés pour empêcher la Taryba de négocier avec le gouvernement de l'empire et spécialement avec le Reichstag. Le projet de quelques membres de la Taryba, de se rendre en Allemagne en simples particuliers, échoua également (voir Nº XLVI). Le représentant de l'autorité d'occupation, le lieutenant en premier Kugler, fit part au président de la Taryba (le 3 mai 1918) que le chancelier lui-même avait déclaré par télégramme que « les discussions avec des personnages non officiels, avant les négociations officielles, produisent des dérangements. C'est pourquoi le séjour à Berlin, avant l'ouverture des pourparlers n'est pas désiré ».

On y releva surtout que le gouvernement allemand n'était encore prêt à aucune négociation avec les Lituaniens, parce que le projet des conventions n'était pas établi.

Le système administratif de l'autorité d'occupation en Lituanie ne s'était pas amélioré entre temps ; au contraire, il fut de plus en plus sévèrement appliqué. En

même temps on commençait une propagande, d'abord en faveur d'une union de la Lituanie avec la Prusse, plus tard pour une union avec la Saxe. La Taryba pouvait bientôt constater que les fonctionnaires de l'administration allemande participaient également à la propagande. Comme la Taryba voyait dans ce procédé une action antinationale et contraire à l'acte de reconnaissance de l'Allemagne, elle adressa à l'administration une lettre que nous donnons dans la note Nº XLVII. Le pays fit à cette action politique un accueil des plus froids, à l'exception de quelques propriétaires allemands, et elle dut bientôt être abandonnée. Mais l'administration allemande ne cessait pas de contrarier la Taryba, et elle usa de tous les moyens pour la compromettre aux yeux du peuple. En augmentant de la sorte les difficultés, surtout en laissant agir librement contre la Taryba les centralistes rentrés de Russie, elle menaçait la vie du pays. Des réquisitions plus sévères, une censure insupportable de la presse et tout l'état désespéré du pays sous l'administration militaire allemande augmentaient le mécontentement. Voilà la raison pour laquelle, précisément à cette époque, la Taryba demanda à l'autorité d'occupation de faciliter les communications (voir Nº XLVIII). Mais cette facilité lui ayant été accordée, l'autorité d'occupation isola du reste du pays pour quelque temps encore, Vilna, le centre, sous prétexte d'un danger de contagion.

Afin que la Taryba pût s'entendre, du moins en partie, avec la population, et l'informer dûment de son activité et de la situation de la Lituanie, elle projeta de donner, à l'occasion de la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, une fête à laquelle devaient assister des délégués de tout le pays. Au commencement, l'autorité d'occupation approuva ce projet, mais elle s'y opposa plus tard, et c'est pourquoi la fête n'eut jamais lieu.

Toute l'activité de la Taryba se portait, pendant ces temps difficiles, sur les affaires intérieures. Comme on ne

pouvait changer le système administratif, il fallait établir du moins une instance, à laquelle la population pût porter ses plaintes et trouver un dégrèvement des charges que l'autorité d'occupation lui avait imposées, ainsi qu'un secours contre ses injustices. A cet effet, un bureau de réclamations fut établi auprès de la Taryba. Ce bureau des réclamations maintenait en quelque sorte les relations entre tous les milieux de la population ; mais sans la libre communication, et étant donné le système administratif qui restait toujours tel quel, la population n'en profitait que peu et on redoublait même de sévérité avec les personnes qui osaient se plaindre à la Taryba.

Un autre mode d'activité de la Taryba à l'intérieur était le rapatriement des réfugiés lituaniens de la Russie. La Taryba nommait à cet effet un Comité qui formait des sections séparées avec des organisations aux différents points de rassemblement, près de la frontière russe. Mais dans cette affaire aussi, la Taryba eut beaucoup de discussions et de vifs débats avec l'autorité d'occupation qui ne lui reconnaissait pas le droit de se charger du rapatriement des réfugiés.

On fit en même temps des projets se rapportant à la réorganisation de l'université de Vilna et d'autres institutions, ainsi qu'à l'organisation des différents ressorts. Comme la Taryba ne disposait pas de moyens propres et faisait toutes ses dépenses moyennant l'argent emprunté à des particuliers, elle demanda à l'autorité d'occupation de lui céder une partie des fonds du pays pour toutes ses dépenses (voir N° XLIX). Pour l'université et les écoles professionnelles on demandait des sommes à part. Mais l'autorité d'occupation ne se hâta point d'y répondre et une grave crise était à craindre aussi bien pour les travaux commencés que pour l'existence de la Taryba.

Le 28 juin on demanda de nouveau de faire remettre une somme pour l'entretien des employés qui travaillaient

déjà dans la Taryba, sans tenir compte des ressorts à établir dans l'avenir. Après de longs pourparlers, l'autorité d'occupation donna enfin sa réponse au mois d'août, et accorda 18.600 marks par mois sur les recettes du pays, ainsi que quelque argent pour payer les anciennes dettes (voir N° LXXIV). Cette somme était bien entendu trop petite pour permettre à une activité plus grande de se déployer, ou même à l'activité existante de se maintenir. En outre, l'autorité d'occupation ne reconnaissait à la Taryba ni le droit de prendre en main le rapatriement des réfugiés et des prisonniers de guerre, ni celui d'organiser ses représentations à l'étranger, parce que, à son sens, c'était uniquement à elle, le seul pouvoir légal en Lituanie, qu'incombaient ces tâches.

En attendant, la situation du pays empirait, car on commençait, à côté des réquisitions habituelles, à enlever aux paysans leur dernière ressource, leur vache. Un tel procédé provoquait une grande inquiétude en Lituanie. La Taryba adressa une lettre spéciale à ce sujet au commandant en chef « Ost » et le pria de protéger le pays contre ces mesures abusives (N° LII). La Taryba demanda en même temps à l'autorité d'occupation de bien vouloir avoir en vue le territoire nouvellement occupé (deuxième occupation), qui avait surtout souffert de la guerre et n'était plus à même de supporter les accablantes réquisitions (voir N° LIII). Mais la Taryba devait attendre en vain une réponse satisfaisante et des ménagements.

Deux autres documents ci-joints éclaircissent davantage les conditions d'alors (N° L et LI) : ils ont trait à l'état des écoles communales. Nous les mentionnons spécialement, parce que les affaires de l'instruction publique n'ayant rien de commun avec la guerre, on avait pu espérer que l'autorité d'occupation ne s'en mêlerait pas. Mais la lettre de la Taryba, envoyée au commandant en chef

« Ost », (Nº L), nous apprend qu'une politique de germanisation fut poursuivie en Lituanie au moyen d'une discipline de guerre et malgré l'acte du 23 mars. Le bourgmestre de Vilna fermait les écoles lituaniennes, parce que l'on n'y avait pas enseigné l'allemand dans les basses classes. Cet ordre devait être exécuté dans toute la Lituanie. La Taryba protesta et exigea, pour diverses raisons, que la langue allemande ne fût point du tout enseignée dans les écoles communales. La réponse du commandant en chef « Ost » (Nº LI) démontre qu'on n'avait rien changé à l'ancien système et qu'on l'appliquait aussi dans cette affaire.

Devant ces événements, le président de la Taryba s'adressa au chancelier allemand et lui dépeignit brièvement dans une lettre (voir Nº LIV) la situation de la Lituanie depuis l'acte du 23 mars. Il lui fit aussi remarquer les contradictions entre les principes établis par le gouvernement allemand et les faits. Toute une série de demandes furent également faites auxquelles on aurait pu donner satisfaction après la fin de la guerre dans l'est, sans nuire aux intérêts militaires allemands. Au sujet des conventions conclues avec l'Allemagne et qui furent interprétées par elle comme conditions à l'acte du 23 mars, le président de la Taryba remarqua dans sa lettre, que pour y prendre une décision, la Lituanie devait avoir, avant tout, un gouvernement lituanien. Ensuite il souligna que déjà à cette époque il n'y avait pas de raisons pour refuser injustement aux Lituaniens le contrôle de l'instruction publique, une partie de la justice, les contributions directes, le service sanitaire etc...

Mais tout ceci n'avançait pas d'un seul pas le travail d'organisation. Les milieux compétents du gouvernement allemand laissaient entendre que la constitution d'un gouvernement ne pouvait avoir lieu en Lituanie qu'après la guerre. La presse publiait en même temps des nouvelles

tendancieuses, d'après lesquelles la Lituanie ne disposait pas d'un nombre suffisant de citoyens capables d'administrer le pays. Enfin, la présidence de la Taryba eut connaissance d'un mémoire rédigé par des milieux qui approchaient le gouvernement saxon et dans lequel était démontrée la nécessité de l'union de la Lituanie et de la Saxe dans l'intérêt de l'Allemagne. Les conclusions générales de ce mémoire étaient les suivantes :

Comme la Saxe pouvait aspirer à juste titre à l'agrandissement de son territoire, la Lituanie était le pays tout indiqué pour garantir l'accomplissement de ces aspirations, aussi bien au point de vue économique que politique. Les relations des deux nations seraient particulièrement favorables à une administration allemande et à l'incorporation de la Lituanie à l'Allemagne. La meilleure issue pour l'Allemagne et la Saxe serait une annexion de la Lituanie avec un système administratif de province ou de colonie. Mais comme (après l'acte du 23 mars) une telle disposition ne serait pas possible, la Lituanie devait obtenir une constitution plus ou moins autonome. En tenant compte que la Lituanie elle-même ne dispose pas de forces suffisantes pour créer un Etat, elle ne pourrait faire autrement que de s'unir à la Saxe, non pas par une union personnelle, parce que celle-ci ne garantit pas une alliance solide, mais par une union réelle. Seule une union de ce genre pourrait fusionner ces deux territoires et être avantageuse au but final poursuivi par la Saxe, c'est-à-dire, à l'incorporation des territoires lituaniens. A cette condition seulement, la Lituanie pourrait contribuer à l'expansion de la puissance saxonne.

Le mémoire insistait surtout sur la surpopulation de la Saxe comme Etat industriel, et, d'autre part, sur le chiffre de la population de la Lituanie comme Etat agricole. On y soulignait quel terrain propice ce serait pour l'émigration saxonne et pour la colonisation de la Lituanie.

Lorsqu'après le 23 mars, l'espoir d'une annexion de la Lituanie en faveur de la Prusse eut échoué, l'autorité d'occupation en Lituanie commença à soutenir ces projets. Des agents fort habiles essayaient d'obtenir l'approbation de ces projets dans le pays même, parmi les propriétaires allemands, polonais ou devenus polonais, en leur promettant la protection de leurs privilèges dans la Lituanie unie à la Saxe.

Ces projets provoquèrent bientôt des désaccords parmi les Etats confédérés allemands, parce que leur réussite aurait signifié une trop grande augmentation du pouvoir et de l'influence de quelques-uns d'entre eux. Le conseil fédéral résolut, par conséquent, d'établir l'équilibre des différents Etats de manière que la Lituanie occupée pût revenir, sous forme de compensation, à la Saxe, l'Alsace-Lorraine à la Bavière, et la Courlande à la Prusse.

Du côté de l'Entente, pas une voix témoignant nettement de l'intérêt pour la question lituanienne n'arriva à la Taryba. A en juger par les nouvelles qui s'infiltraient de temps en temps par la frontière et malgré la censure allemandes, ou par des reproductions d'articles allemands, ni l'Angleterre, ni la France, ni l'Amérique ne se préoccupaient de la question de l'Etat lituanien. La Lituanie était tout simplement considérée comme une partie de la Russie, ou devait être unie à la Pologne pour former une plus forte résistance contre l'Allemagne. Une pareille indifférence à l'égard de la question lituanienne ne pouvait qu'aigrir les Lituaniens, car elle était contraire aux aspirations politiques et aux intérêts de la nation. Cette attitude des puissances de l'Entente vis-à-vis des aspirations lituaniennes servait à merveille la politique allemande, et poussa la Taryba dans la voie des compromis, afin de réaliser le plus vite possible son projet, d'une reconstitution de l'Etat lituanien et d'appuyer

sa thèse politique, pendant les négociations de paix, sur un Etat lituanien déjà reconstitué.

Les dirigeants de la politique allemande semblaient, après la démission de M. de Kuhlmann, incliner de nouveau à la politique du parti de guerre. On devait donc s'attendre à peu de progrès dans la question lituanienne.

Telle était la situation politique, lorsque, pendant la neuvième séance non officielle de la Taryba, le 9 juillet 1918, le régime de la Lituanie fut établi et le duc de Wurtemberg, Guillaume d'Urach, fut élu roi (voir N° LVI). La Taryba résolut dans la même séance de ne plus s'appeler dorénavant « conseil territorial » mais « Conseil d'Etat lituanien » (voir N° LV), parce que la renaissance de l'Etat lituanien avait été déclarée et reconnue par l'Allemagne.

Il faut encore remarquer que la question du régime a été, de tout temps, d'une importance actuelle pour les politiciens allemands. Il n'y avait pas un parti qui envisageât la possibilité qu'à côté de l'Allemagne monarchique, la Lituanie reliée à elle par des liens spéciaux, eût une constitution non monarchique. Pour le centre catholique du Reichstag, qui de tous les partis majoritaires apportait le plus vif intérêt à la question lituanienne, et soutenait le plus les Lituaniens dans leurs aspirations, la constitution monarchique était la condition même de son appui. Dans la question de la constitution, la Taryba lituanienne formulait au mois de décembre 1917 sa conception comme suit : « La Taryba, en remettant la solution définitive de cette question à l'assemblée constituante, est d'avis que, dans la situation *actuelle*, c'est une monarchie constitutionnelle et héréditaire qui semble répondre le mieux aux besoins de l'Etat lituanien, à condition que ce soit une monarchie avec un régime démocratique parlementaire, et une dynastie catholique. » (Du procès-verbal de la Taryba N° 20 du 8 décembre 1917). Pendant les discus-

sions sur cette formule, on nota principalement les circonstances qui achemineraient vers une telle solution de la question. Du reste, tout compte tenu des conditions spéciales de la Lituanie, la majorité des membres de la Taryba vit dans une monarchie constitutionnelle parlementaire une garantie plus sûre pour le pays même et pour le maintien de l'ordre dans l'Etat nouveau à organiser sur des bases démocratiques, que dans une république. Au mois de juillet 1918, ces motifs étaient appuyés par la nécessité urgente d'organiser un gouvernement en Lituanie, qui devait absolument avoir un régime éprouvé et mis depuis longtemps en pratique par les Etats existants.

La Taryba, comme représentation du pays, dans laquelle s'étaient concentrées jusque-là toutes les fonctions de la vie publique et politique de l'Etat en formation, n'était plus capable, au moment de se mettre à l'œuvre de l'organisation de l'Etat, de réunir en elle les fonctions de toutes les institutions politiques, aussi bien législatives qu'administratives. Une régence qui aurait à exécuter des fonctions administratives comme en Pologne, semblait à la Taryba une institution peu propre à satisfaire les exigences pratiques ; il paraît, en outre, que les conditions mêmes pour établir une régence, manquent en Lituanie. Pour hâter l'organisation d'un gouvernement dans les conditions établies, la Taryba résolut le 11 juillet, vu toutes les circonstances mentionnées ci-dessus, d'accepter comme régime une monarchie constitutionnelle et d'offrir pour sa réalisation, la couronne au duc d'Urach de Wurtemberg (voir N° LVI). Ceci était, dans les circonstances d'alors, une démarche décisive et hardie. La tâche politique fondamentale consistait à faire échouer les projets d'union cités ci-dessus. Autant que la situation politique exigeait la monarchie comme solution de la question du régime, le duc d'Urach semblait être parmi les princes allemands le seul candidat catholique acceptable ; non apparenté aux dynasties

régnantes, élevé dans des opinions libres et démocratiques, il convenait aux conditions d'un Etat indépendant, constitué sur des bases démocratiques (voir Nº LVI). La candidature d'Urach fut surtout soutenue par le centre catholique du Reichstag, mais jouissait aussi de la considération des partis de gauche.

Cette démarche du 11 juillet amena une crise dans la Taryba même. Quelques membres de la Taryba (sept) considéraient l'assemblée constituante lituanienne comme seule compétente pour résoudre le problème du régime et de l'avènement au trône. Aussi demandèrent-ils, en s'appuyant sur les résolutions de la conférence de Vilna de l'année 1917 (voir Nº XIV, rés. 3), l'ajournement des délibérations sur cette question. Quatre membres de la gauche déclarèrent, selon leur conviction de républicains, que la Taryba aurait usurpé, par ces résolutions, les droits de l'assemblée constituante, et se serait rendue par là coupable envers le peuple. Comme ils ne pouvaient pas répondre des conséquences de ces résolutions devant le peuple, ils refusèrent de collaborer à l'avenir avec le Conseil d'Etat, mais sans toutefois rompre définitivement avec celui-ci. A ces raisons, la majorité de la Taryba opposait les circonstances spéciales du moment, que n'avait pu prévoir la conférence de Vilna en 1917. Elle allégua également que le temps pressait et qu'il était nécessaire de répandre l'idée de l'indépendance Lituanienne à l'étranger. La majorité déclara ensuite que ce serait pécher contre le pays, que de manquer le moment propice à l'accomplissement des devoirs nécessaires ; et que la Taryba avait été justement créée par la conférence de Vilna pour obtenir et protéger l'indépendance du pays.

La crise intérieure dans la Taryba trouva sa fin, quand les quatre membres qui avaient renoncé à y collaborer furent considérés comme sortis de la Taryba (procès-verbal de la Taryba Nº 80 du 11 juillet 1918). En raison des

pleins pouvoirs donnés par la conférence de Vilna (voir N° XIV, point 4), cette sortie des quatre membres accéléra la coopération déjà projetée de nouveaux membres ; six membres furent élus, à savoir deux pour chacun des partis suivants : le parti démocratique-chrétien, le parti progressiste-national, et le parti démocratique « Santara » (voir N° LX). Lorsque plus tard les conditions furent changées, deux membres socialistes qui avaient renoncé à la collaboration, rentrèrent de nouveau dans la Taryba.

Les résolutions prises au mois de juillet eurent sur les relations avec l'Allemagne et l'autorité d'occupation l'effet suivant : Ayant référé à ce sujet le 13 juillet (N° LVII) au chancelier et à l'administration militaire de la Lituanie (la censure locale avait interdit la publication), le Conseil d'Etat ne reçut de réponse officielle du chancelier que vers la fin de juillet. Mais le 21 juillet avait paru dans le journal officieux *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* un article, qui est joint ici, sous forme d'un document (voir N° LVIII), parce que l'autorité d'occupation avait ordonné de le reproduire aussi bien dans les journaux lituaniens que dans l'organe de la Taryba *(Lietuvos Aidas)*, et cela sans rectification ni critique. Le bureau de la presse « Ob-Ost » envoyait en même temps une circulaire aux rédactions (N° LVIII, supplément 1), dans laquelle il menaçait, en cas de non exécution de l'ordre, de confisquer et de suspendre le journal. Pareille demande n'aurait pas seulement forcé les Lituaniens eux-mêmes à répandre de fausses nouvelles, mais elle était encore en contradiction formelle avec le contrat conclu avec l'autorité d'occupation sur le maniement de la presse. D'après celui-ci, tous les journaux étaient tenus à reproduire en toute occasion les publications de l'administration militaire, mais non pas toutefois des déclarations d'un contenu *politique*. Le président de la Taryba, M. Smetona, en qualité de rédacteur du *Lietuvos*

Aidas, attira l'attention de l'administration militaire sur ce point, dans une lettre (supplément II à N° LVIII), et ne voulut reproduire l'article de la *Norddeutsche All. Zeitung* qu'en ajoutant un commentaire. Mais ce commentaire fut rayé par la censure, et le journal qui refusait d'imprimer l'article sans commentaire resta suspendu plus d'un mois (voir supplément III à N° LVIII).

L'article mentionné de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* qui avait été évidemment inspiré par l'autorité d'occupation en Lituanie, essayait de discréditer l'élection du roi qu'elle ne désirait point, en déclarant que cette élection n'était l'œuvre que de quelques membres de la Taryba qui, à l'insu de l'Allemagne, avaient constitué un « Conseil d'Etat ». En d'autres termes, cette élection du roi aurait été faite par une représentation lituanienne non reconnue par l'Allemagne. L'article contenait également l'indication que l'Allemagne prétendait avoir voix au chapitre dans la question du régime et de l'avènement au trône.

La Taryba considérait ces questions comme une affaire intérieure et s'en rapportait à l'acte de reconnaissance du 23 mars et à la déclaration donnée par le chancelier au Reichstag : « La souveraineté de la Lituanie ne dépend pas de l'empire allemand ». C'est pourquoi cette indication devait être considérée comme une violation du droit de souveraineté de la Lituanie, et comme une immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat étranger. Mais on peut reconnaître le mobile principal de cette interprétation de l'élection du roi lituanien dans la dernière phrase de la *Norddeutsche Allg. Zeitung*, où il est souligné que la question d'une union personnelle de la Lituanie avec la Saxe n'avait pas encore trouvé de solution (N° LVIII).

D'une autre série de documents ressort la lutte, souvent mesquine, avec l'administration allemande, lutte

qui dura jusqu'à la révolution en Allemagne et jusqu'à l'organisation d'un gouvernement lituanien. Le N° LIX contient la réponse du chef de l'Etat-major, Hoffmann, à la communication dans laquelle la Taryba prenait pour la première fois le titre de « Conseil d'Etat » (N° LV). La réponse dit que d'après l'avis du chef de l'Etat-major, le moment n'était pas encore venu pour la Taryba lituanienne de s'appeler *Conseil d'Etat* (N° LIX). C'était l'opinion du parti de guerre qu'il n'y avait pas encore d'*Etat lituanien.* Cette opinion ressort également d'une lettre du chancelier (N° LXI). La présidence du conseil d'Etat expose dans le document (N° LXIV) les raisons qui avaient prouvé l'existence d'un *Etat* lituanien, et motivé la justesse du changement du nom de « *conseil territorial* » en « *Conseil d'Etat* » (voir N° LXVI). Là-dessus, l'administration militaire commença à renvoyer toutes les lettres qu'elle recevait du Conseil d'Etat, ce qui fit que les affaires courantes, résultant des relations avec l'autorité d'occupation, furent arrêtées. Ceci força le conseil d'Etat à chercher une issue, et il employa alors dans ses messages, le nom de « Taryba lituanienne » (N° LXVI), qui fut enfin accepté par l'administration militaire (voir N° LXX).

Des difficultés analogues et qui avaient surtout de l'importance en ce qu'elles touchaient à des questions de principe, furent opposées par l'autorité d'occupation au sujet de la cooptation des nouveaux membres, faite par le Conseil d'Etat à l'insu de cette autorité (voir N° LX). Comme on le voit par les Nos LXII et LXIX, la communication seule de la cooptation des nouveaux membres ne satisfaisait point l'autorité d'occupation. Malgré l'acte du 23 mars 1918, elle voulait s'arroger le droit de contrôler la Taryba, en raison du décret du 23 septembre 1917, dans lequel il est dit, que c'est l'autorité d'occupation qui convoque et nomme les membres de la Taryba (voir N° XVIII). Devant une telle interprétation, le président du Conseil

d'Etat (voir N° LXV) releva avant tout le grand changement survenu dans ses droits depuis la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie par l'Allemagne. Si, après l'acte du 23 mars, une puissance étrangère avait voulu nommer ou convoquer une représentation du pays, c'eût été, d'après l'avis de la présidence, une contradiction avec la signification de l'indépendance de la Lituanie et avec le droit reconnu aux peuples de disposer d'eux-mêmes. D'un autre côté, les vingt premiers membres de la Taryba n'étaient nommés par l'autorité d'occupation que pour la forme, puisqu'ils avaient été élus tous indépendamment d'elle par la Conférence lituanienne. Après que la présidence eut fait de nouveau sa communication (N° LXXI), l'autorité d'occupation donna enfin le 2 octobre « l'approbation » formelle de ces membres (N° LXXVIII).

La lutte pour le droit et la souveraineté de l'Etat lituanien se déroulait aussi sur les différents autres terrains où le Conseil d'Etat se rencontrait avec l'autorité d'occupation. L'attitude générale de celle-ci ressort du N° LXIX. L'autorité d'occupation était d'avis que rien n'était changé par l'acte de reconnaissance du 23 mars. Par conséquent le Conseil d'Etat ne devait espérer ni la souveraineté, ni sa reconnaissance comme organe de gouvernement. On ne voulait lui laisser que le rôle qu'on lui avait accordé le 23 septembre, celui d'une instance consultative et d'un porte-parole des habitants auprès de l'autorité d'occupation (voir N° LXIX). A cette opinion correspondait la demande, que la Taryba ne se réunît en séance qu'au vu et au su de l'autorité d'occupation. Le chef de l'administration militaire devait convoquer lui-même la Taryba ; ses commissaires pouvaient assister aux séances, et la parole devait leur être donnée aussitôt qu'ils la demandaient. Seules, les résolutions de la Taryba convoquée par cette voie, devaient avoir à l'avenir force de loi (N° LXIX). C'est aussi dans une réponse que l'autorité d'occupation fit

à la Taryba au sujet des questions de son budget (Nº LXXIV), que le rôle consultatif de la Taryba et le manque d'un pouvoir exécutif et indépendant sont nettement soulignés. On y contesta même le droit de la Taryba de représenter la Lituanie ou de prendre en main le rapatriement des réfugiés de la Russie, parce que l'autorité d'occupation se posait comme seule représentation légale et seul pouvoir légal de la Lituanie. Une pareille attitude des autorités allemandes provoqua naturellement des protestations et une vive opposition de la part du Conseil d'Etat.

Mais aux protestations élevées au sujet des questions de principe en succédèrent d'autres engendrées par des questions d'une nature pratique ; par exemple, l'autorité d'occupation se mêlait, sur plusieurs points du pays, du rapatriement des réfugiés, si bien qu'on n'avait aucune garantie qu'il s'agissait réellement de sujets lituaniens et non pas de sujets étrangers qui pouvaient augmenter les difficultés de ravitaillement et rendre plus difficile la solution de la question des nationalités (voir Nº LXXXIV). En outre, l'autorité d'occupation considérait comme son privilège exclusif le renvoi des biens lituaniens de la Russie, et n'invitait la Taryba à la collaboration (voir Nº LXXX) que pour autant que cela lui paraissait commode. Mais le conseil d'Etat n'avait aucune garantie que les biens lituaniens renvoyés par l'autorité d'occupation reviendraient à l'Etat lituanien, et ne pouvait pas participer à ce travail dans de telles conditions. Il fit observer combien vague et dangereuse serait sa responsabilité, au cas où il prendrait part à ce travail sans que son autorité fût garantie et sans qu'il eût droit au contrôle (voir Nº LXXXV).

Souvent l'autorité d'occupation ne reconnaissait pas le Conseil d'Etat comme représentation du pays ; par exemple, quand elle voulait se servir de quelques membres

de la Taryba comme d'experts, pendant des pourparlers concernant la Lituanie et qui eurent lieu à l'insu de la Taryba. Un exemple de ce genre est fourni par la note (Nº LXXV).

L'attitude politique générale que prit le gouvernement allemand après le 11 juillet vis-à-vis de la Lituanie est mise en évidence par les lettres du chancelier. Dans sa première réponse du 25 juillet, le chancelier, comte Hertling, releva que la reconnaissance de l'indépendance de l'Etat lituanien, prononcée par l'acte du 23 mars, dépendait des conventions que la Lituanie avait à conclure avec l'Allemagne, en tenant compte des intérêts allemands (voir Nº LXI). Comme ces conventions ne pouvaient être conclues à cette époque, le gouvernement allemand refusa de prendre acte des nouvelles résolutions de la Taryba et de la reconnaître comme « Conseil d'Etat ».

Au commencement du mois de septembre, parut dans des journaux allemands l'opinion sur la position juridique de la Lituanie exprimée par M. de Falkenhausen, le nouveau commissaire pour la Lituanie, (voir Nº LXVII). A la demande du Conseil d'Etat lituanien, si le gouvernement allemand partageait l'opinion de M. de Falkenhausen, le chancelier déclara ne pas être obligé d'y répondre, parce que M. de Falkenhausen avait lui-même déjà démenti cette nouvelle. Malgré cela, la présidence du Conseil d'Etat se heurta souvent en pratique à cette opinion, du moins de la part de l'autorité d'occupation et du commissaire pour la Lituanie, M. de Falkenhausen. C'est pourquoi le président du Conseil d'Etat jugea nécessaire de prouver l'inexactitude de cette opinion et d'informer le chancelier de la conception de la Taryba dans cette question à laquelle elle tenait par principe (voir Nº LXXIX, et Nº LXXXVI). Cette conception peut être résumée en deux points : 1º) Après l'acte de reconnaissance du 23 mars, la position juridique de la Lituanie envers l'Allemagne est celle d'un

Etat indépendant, dont tous les droits de souveraineté appartiennent au Conseil d'Etat, et dont la position à l'égard de l'Allemagne est fondée sur la base du droit international. 2°) La question lituanienne n'est pas touchée par les négociations de paix de Brest, et n'a, par conséquent, rien de commun avec la résolution (article III), d'après laquelle l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie devaient décider, d'accord avec la population, de l'avenir des territoires occupés. Le second point repose sur le fait que la Conférence lituanienne et la Taryba avaient déjà déclaré, beaucoup plus tôt, l'indépendance de la Lituanie.

Dans la même lettre N° LXVII fut posée pour la première fois la question de l'aide que l'Allemagne devait fournir à la Lituanie. De la résolution du 11 décembre (IIe partie) il appert que la Taryba avait demandé aide et protection à l'Allemagne pour la réorganisation de l'Etat lituanien (voir N° XXIX). L'autorité d'occupation et le parti de la guerre tirèrent de cette demande la conclusion que leur séjour prolongé dans le pays était indispensable, et que les mesures administratives trouvaient par là leur justification. Ceci engagea la Taryba à déclarer qu'elle entendait par "aide de l'Allemagne" celle uniquement qui serait désirée et reconnue par les Lituaniens eux-mêmes comme nécessaire, et non une aide *imposée* par les Allemands.

Guidé par la conception sus-mentionnée de la position juridique de la Lituanie vis-à-vis de l'Allemagne, le président du Conseil d'Etat envoya au chancelier dans une seconde lettre (N° LXVIII) un projet exposant les mesures à prendre pour la réorganisation de l'Etat lituanien. Ce projet fut soumis au chancelier allemand parce que, malgré toutes les déclarations du gouvernement allemand, la Lituanie était considérée par l'autorité d'occupation comme territoire ennemi occupé, et administré comme tel, ce qui mettait des obstacles à la reconstruction de l'Etat.

Une série de mesures exposées dans ce projet devait servir à consolider l'Etat lituanien dans sa position internationale. A cet effet il fallait avoir l'autorisation de l'Allemagne pour établir des légations lituaniennes, et ensuite pour envoyer des délégations lituaniennes dans les Etats belligérants et les Etats neutres, afin d'en obtenir la reconnaissance de l'Etat lituanien.

Une seconde série de mesures concernait les conditions pour l'organisation intérieure du pays, en raison du droit reconnu. La question de *l'établissement d'un gouvernement lituanien pour la Lituanie* fut placée ici en premier lieu. Selon la résolution de la Taryba, l'établissement d'un gouvernement lituanien devait se faire immédiatement et en commençant par en haut, tandis que les différents ressorts administratifs qui ne pouvaient pas encore être remis par l'autorité d'occupation, vu la guerre et d'autres circonstances, devaient rester entre ses mains jusqu'à ce que l'autorité publique de la Lituanie fût à même de s'en charger. En outre, les questions de frontières et de finances devaient être réglées à la formation de l'Etat lituanien. Quant au territoire, le Conseil d'Etat résolut de se charger, jusqu'au congrès de la paix générale, de cette partie du pays que l'autorité d'occupation avait remise au gouvernement général de la Lituanie. La question des finances ne fut pas discutée en détail par le président du conseil d'Etat ; il observa seulement qu'il n'y avait pas de raison d'appliquer à l'Etat lituanien un traitement différent de celui qui avait été appliqué par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à la Pologne, qui avait reçu jusqu'à ce moment cinquante millions de marks des recettes du pays. Le président du Conseil d'Etat considérait la conclusion des conventions comme une affaire qui pouvait être réglée plus tard, car il y avait encore des questions à résoudre qui n'avaient rien de commun avec les conventions (voir No LXVIII).

La réponse du chancelier au projet du président du Conseil d'Etat et à ses déclarations, arriva le 14 septembre (N° LXXVI), et ne contenait rien qui n'eût été déjà dit le 25 juillet (N° LXI). Mais le chancelier promit d'appuyer la réalisation du projet soumis, aussitôt que la situation politique générale et les conditions de la guerre le permettraient.

Peu après, le président et les membres du Conseil d'Etat se rendirent en Suisse, où ils eurent des entrevues avec les Lituaniens habitant l'étranger, et principalement avec les représentants des Lituaniens de l'Amérique. A cette époque, la situation politique générale de l'Allemagne prit une autre tournure. La Bulgarie d'abord, puis l'Autriche-Hongrie quittèrent le bloc des puissances centrales. Après la démission du chancelier, comte Hertling, un cabinet parlementaire fut composé par le prince Max de Bade ; enfin, l'Allemagne fit une offre d'armistice. La reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, selon le programme de M. Wilson, créa aussi une nouvelle situation pour les Lituaniens par rapport à l'Allemagne. Mais avant de nous occuper de cette nouvelle ère, il faut parler ici de quelques documents qui caractérisent la position réelle de la Lituanie antérieurement à cette ère nouvelle, et ceci d'autant plus que le système administratif de l'autorité d'occupation en Lituanie restait toujours le même, pendant la nouvelle orientation politique allemande. C'est pourquoi la lutte des Lituaniens contre l'administration allemande continua même sous ce nouveau gouvernement allemand.

Nous ne jugeons pas nécessaire d'analyser ici le document N° LXXIX, dans lequel le Conseil d'Etat protestait auprès du nouveau chancelier contre le procédé de l'autorité d'occupation vis-à-vis de la Taryba, et contre la non reconnaissance de ses droits, cette question ayant été déjà suffisamment discutée. Ceci était la dernière tenta-

tive de l'ancienne politique allemande d'atténuer ou même de renier la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie.

Nous attirons l'attention sur la lettre Nº LXXII, dans laquelle le Conseil d'Etat constate l'expansion du banditisme en Lituanie, et énumère les particularités du système administratif de l'autorité d'occupation jusqu'aux derniers temps. Dans la réponse à cette lettre, l'autorité d'occupation chercha à atténuer quelques indications (voir Nº LXXVII). On y prétendait, entre autres, qu'il n'y avait jamais eu en Lituanie d'équipes d'ouvriers travaillant par contrainte, et que tous ceux qui travaillaient pour l'administration allemande étaient des *ouvriers libres*. Le Conseil d'Etat connaissait pourtant divers faits qui démontraient que cette « liberté » n'existait que dans les passeports des ouvriers. La lettre Nº LXXIII, qui fut rédigée par le Conseil d'Etat d'après les documents du bureau des réclamations, apporte en plus, complétant ce qui en est déjà dit, d'autres éclaircissements sur l'administration du pays.

Il faut encore prendre en considération le document de cette époque cité dans la note Nº LXXXI, dans lequel le président du Conseil d'Etat parle au chancelier allemand des négociations du parti de guerre avec la Pologne, concernant la séparation de quelques parties du territoire lituanien. On avait appris de différentes sources (la nouvelle parut dans la presse longtemps après, d'abord en Russie, puis en d'autres pays), que Ludendorff et même le représentant du ministère des Affaires étrangères, négociaient avec les représentants du gouvernement polonais, la reddition de *Vilna*, sous la condition que les Polonais renonçassent à la soi-disant « solution austro-polonaise ». Contre pareil traitement du territoire lituanien, comme objet d'échange pour des Etats étrangers, le président du Conseil d'Etat protestait dans sa lettre. Ceci était d'autant

plus naturel, qu'il s'agissait de Vilna, reconnue par l'Allemagne comme capitale de la Lituanie. Dans la même lettre nous trouvons mentionnée toute une série de motifs historiques, économiques et ethnographiques, qui expliquent pourquoi Vilna ne peut pas être séparée de la Lituanie. Le territoire que le Conseil d'Etat exigeait est déjà précisé au commencement de « l'introduction ». Dans la note nºLXIII du 6 Août 1918, le Conseil d'Etat développa simplement son projet d'unification administrative de la Lituanie occupée. Après que l'Allemagne eut pris une nouvelle orientation, c'est-à-dire depuis que le prince Max de Bade était chancelier, et que le Reichstag avait déclaré le 5 octobre 1918, que l'empire allemand ne voyait aucun inconvénient à ce que les nations organisent leur Etat et leur gouvernement à leur guise, selon la reconnaissance du droit des nations de disposer d'elles-mêmes, la présidence du Conseil d'Etat lituanien se rendit à Berlin et demanda une audience du chancelier, pendant laquelle on voulût bien parler de la nécessité de hâter l'organisation de l'Etat lituanien (voir Nº LXXXII). En même temps on revenait brièvement sur le projet d'organisation, dont il est question dans le document Nº LXVIII.

Le président du Conseil d'Etat jugea nécessaire de demander au nouveau gouvernement allemand à quel point de vue il considérait la reconnaissance de l'indépendance et la question de l'existence de la Lituanie qui, jusqu'alors, avaient été contestées vivement (voir Nº LXXXVI).

Une réponse à toutes ces questions fut enfin donnée au président du Conseil d'Etat le 20 octobre, dans une audience pendant laquelle le chancelier lut une déclaration ; nous l'empruntons à la presse officielle (Nº LXXXVII) (elle ne fut pas donnée par écrit). Les problèmes de l'organisation de l'Etat lituanien, sous la direction du Conseil lituanien, étaient résolues affirmativement ; il ne restait

à résoudre que des questions qui résultaient de l'accomplissement pratique de l'organisation de l'Etat et du fait que l'autorité d'occupation devait se démettre de son travail administratif dans le pays. Nous joignons seulement quelques documents des plus importants qui mettent en évidence les questions générales. Il s'agit en premier lieu de l'arrêt des réquisitions, car à cette époque, on l'avait bien appris par l'expérience, l'autorité d'occupation avait recours à tous les moyens pour enlever au pays tout ce qu'il était possible (N° LXXXVIII et XCI). La présidence du conseil d'Etat releva la nécessité de faire arrêter, par télégramme de Berlin, les réquisitions, et de régler avec le gouvernement lituanien la question du ravitaillement militaire. Lorsque le ministre de l'intérieur déclara (voir N° LXXXIX) qu'il ne pouvait discuter cette question sans préciser les faits, le représentant du Conseil d'Etat à Berlin mentionna dans sa lettre (N° XCI) que le Conseil d'Etat avait connaissance de ces faits, mais que l'autorité d'occupation était habituée à n'accorder aucune importance aux faits rapportés par le Conseil d'Etat, qu'elle les considérait comme mensongers et inventés, et qu'elle ne s'en rapportait qu'aux dires de ses fonctionnaires. Pour éviter ces enquêtes partiales, le Conseil d'Etat proposa, pour la vérification impartiale des questions, de nommer une commission composée de représentants des Etats neutres. On demanda d'arrêter net les réquisitions jusqu'à l'organisation de cette commission. Toute exportation publique ou secrète de vivres, d'étoffes etc. etc., ainsi que le déboisement, devaient être arrêtés (voir N° XCI).

La seconde question importante était l'organisation d'une *défense nationale* qui deviendrait nécessaire après le retrait des troupes allemandes de Lituanie. A cet effet on pria le gouvernement allemand de fournir avant tout des armes (N° LXXXVIII).

Finalement on demanda une somme de trois millions de marks des recettes du pays pour commencer la reconstruction de l'Etat, et pour la défense nationale, (N° LXXXVIII). La réponse du ministre de l'intérieur (N° LXXXIX) montre que l'Allemagne ne voulait avancer à la Lituanie qu'une somme de 100.000 marks avant d'y avoir un plénipotentiaire qui, au moment de la transmission de l'administration au gouvernement lituanien, pourrait prendre en main la direction de toutes les affaires lituaniennes. Le ministre de l'Intérieur consentait à avancer une plus forte somme, non à la présidence du Conseil d'Etat, mais à un gouvernement lituanien déjà organisé. En raison de la résolution du Conseil d'Etat, selon laquelle la présidence se chargerait des fonctions du pouvoir suprême (régence), le plénipotentiaire du Conseil d'Etat à Berlin s'adressa au chancelier allemand dans une lettre explicative et le pria d'accorder tout de suite à la présidence du Conseil d'Etat les fonds nécessaires (N° XC). Les plénipotentiaires du Conseil d'Etat tâchèrent avant même la constitution d'un gouvernement, de se mettre en relation avec l'Entente et les Etats neutres pour obtenir d'eux la reconnaissance et le soutien de l'Etat lituanien.

D'après l'avis du gouvernement allemand, tous les rapports avec l'autorité d'occupation et toutes les autres questions que nous venons d'étudier devaient être discutés et résolus d'accord avec le nouveau commissaire général de la Lituanie, aussitôt après son arrivée à Vilna. Mais le commissaire, M. Zimmerle, fut seulement nommé au commencement du mois de novembre et n'arriva à Vilna que peu avant la révolution allemande, le 9 novembre. Les événements révolutionnaires retardèrent sensiblement les travaux du Conseil d'Etat.

Après que le Conseil d'Etat eût convoqué pour le 28 octobre la totalité des membres et eut élaboré les bases

d'une constitution provisoire (voir N° XCII) pour l'Etat lituanien, il chargea, en raison de ces bases, la présidence du Conseil d'Etat de nommer un président des ministres qui devait constituer le gouvernement provisoire lituanien. Le professeur A. Voldemaras fut désigné le 5 novembre comme président des ministres ; il forma son cabinet le 11 novembre après entente avec les différents partis : il y avait en attendant six ministères : Les ministères des Affaires étrangères, de la justice, de l'Intérieur, des cultes, des finances, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, des domaines. Le président des ministres prit à sa charge les Affaires étrangères et provisoirement la défense nationale. Le service des communications fut confié au ministre des finances.

Finalement il faut encore remarquer qu'avant la constitution du gouvernement, le Conseil d'Etat, en raison de la nouvelle situation politique, prit unanimement, dans sa séance du 2 novembre, la résolution suivante :

La résolution du Conseil d'Etat du 11 juillet, d'élire roi de Lituanie le duc d'Urach, n'est plus prise en considération. La solution finale du problème de régime est remise à l'assemblée constituante.



Pour se faire une idée juste de tout le travail accompli jusqu'ici pour la construction du jeune Etat, il faut reproduire encore quelques documents qui éclaircissent l'organisation de l'Église lituanienne. On y voit que, bien avant la constitution de la Taryba lituanienne, les Lituaniens s'étaient adressés le 10 août 1917, au Pape, par l'intermédiaire du nonce de Munich (comparer l'annexe I), au sujet des affaires ecclésiastiques lituaniennes (notamment du diocèse de Vilna). On rappela dans cette lettre que, depuis l'expulsion de l'ancien évêque, baron

v. d. Ropp, par le gouvernement russe, et depuis que celui-ci avait pris définitivement dans l'église une nouvelle charge, le siège épiscopal de Vilna était resté vacant. De plus on y indiqua que les anciens évêques et aussi les membres des chapitres avaient restreint et violé les droits de la nation et de la langue lituaniennes, procédé qui avait déjà eu auparavant comme conséquences des disputes et des querelles, voire même de graves désordres et des collisions dans les communes. C'est pourquoi les Lituaniens prièrent le Saint-Père de nommer, pour la capitale de la Lituanie un évêque qui ne contrarierait point les Lituaniens, mais agirait d'accord avec les autres évêques lituaniens. En d'autres termes, les Lituaniens prièrent le Saint-Père de nommer évêque de Vilna un Lituanien qui devait empêcher qu'on abusât de l'Église en travaillant pour les Polonais et contre les Lituaniens, comme cela s'était pratiqué jusqu'alors.

Les Lituaniens adressèrent une lettre analogue à l'autorité d'occupation et lui demandèrent de soutenir, en cas de besoin, les justes demandes lituaniennes dans la question de la nomination de l'évêque de Vilna.

Pendant qu'au mois de novembre 1917, une délégation lituanienne se trouvait en Suisse, la même cause fut verbalement présentée au chargé d'affaires papal à Berne, Mgr Marchetti. Un peu plus tard, au mois de décembre, une députation de la Taryba présenta au nonce de Munich deux pétitions adressées au Saint-Père, dans lesquelles les circonstances anormales du diocèse de Vilna étaient exposées en détail, et les désirs sus-mentionnés encore une fois exprimés (comparer les annexes III et IV). La dispute au sujet de l'occupation du siège épiscopal de Vilna s'envenima lorsque l'administrateur du diocèse de *Vilna* qui devait contresigner le mémoire polonais demandant l'alliance de la Lituanie avec la Pologne (comparer N° XI), punit d'une suspension d'un mois les prêtres lituaniens

qui avaient signé la protestation lituanienne. On portait à la connaissance du Pape cette mesure et d'autres démarches de l'administrateur, démarches dans lesquelles les chauvinistes polonais trouvaient un appui à leur activité en Lituanie et qui nuisaient à l'esprit d'impartialité de l'Eglise (comparer annexe IV).

La Taryba attira aussi l'attention de l'autorité ecclésiastique sur la direction des séminaires, qui manquait de cette impartialité que l'on était en droit d'en attendre. Le séminaire de Vilna plus particulièrement était dirigé dans un esprit polonais, et élevait les jeunes prêtres destinés aux communes bélos-russes et lituaniennes de manière à en faire des polonisateurs (du rapport 72 sur la séance du conseil d'Etat du 26 avril 1918). Le séminaire s'était développé en école supérieure polonaise, dans laquelle les bacheliers des lycées lituaniens n'étaient que rarement admis.

Cet état de choses dans le diocèse de Vilna força le Conseil d'Etat lituanien d'en entreprendre rapidement la réorganisation. Lorsque la nouvelle arriva que l'administrateur Michalkiewicz avait été révoqué par le Pape, le Conseil d'Etat pria tout de suite le nonce du pape à Munich, Mgr Pacelli, de hâter l'élection du nouvel évêque. On voit par la réponse (comparer l'annexe V), que le choix des candidats à Rome donna lieu à des difficultés. L'autorité d'occupation, en sa qualité temporelle en Lituanie occupée, fit dépendre l'établissement de la liste des candidats de son consentement (comparer l'annexe VI). Des deux candidats portés par le Conseil d'Etat (comparer l'annexe VII) le professeur Jurgis Matulaitis-Matulewicz fut, après délibération avec le nonce du Pape, finalement accepté comme candidat et ensuite nommé par le Saint-Père évêque de Vilna. Sa consécration eut lieu à Kovno le 1er décembre 1918, et le 8 décembre il entrait solennellement en fonctions à Vilna.

C'est de cette manière que le problème épiscopal de Vilna trouva une solution satisfaisante.

***

Les travaux que le gouvernement provisoire lituanien a entrepris pour des raisons internationales, ainsi que les embarras et difficultés que l'administration allemande lui suscitait, seront traités en détail dans une prochaine publication.

Court aperçu du mouvement lituanien en Amérique et en Russie

Les Lituaniens habitant l'Amérique, dont le nombre est d'environ un million, et les Lituaniens séjournant en Russie et qui, pour la plupart, étaient expulsés de leur patrie, collaboraient également à la constitution de l'Etat indépendant lituanien. Déjà le 21 et 22 septembre, pendant que toute la Lituanie était encore sous le joug des Russes, une réunion avait lieu à Chicago, à laquelle assistaient environ 250 représentants des Lituaniens américains, qui demandaient la fusion de tous les territoires habités principalement par les Lituaniens (des gouvernements de Souvalki, Vilna, Kovno, Grodno, la Lituanie prussienne), et déclaraient que la question lituanienne était, aux yeux des Américains, une question internationale qui devait trouver sa solution au congrès de la paix et en présence des représentants lituaniens. Lorsque plus tard, la Lituanie fut occupée par les troupes allemandes, les Lituaniens américains réclamèrent l'indépendance de la Lituanie. Un mémoire rédigé en ce sens fut adressé par le

Conseil National, constitué en Amérique, au président des Etats-Unis, ainsi qu'aux ambassadeurs des différentes puissances et au représentant du Saint-Siège. Le point de vue exprimé dans ce mémoire, est encore aujourd'hui celui des Lituaniens d'Amérique. Pour éclaircir et consolider la question lituanienne, on arrangeait toute une série de conférences et on envoyait des délégations à l'étranger.

L'activité des Lituaniens habitant la Russie et de ceux qui y avaient été emmenés pendant la guerre fut au commencement (dans les années 1915 et 1916) rendue extrêmement difficile par la situation politique intérieure de la Russie. La question de l'avenir de la Lituanie pouvait être seulement établie et discutée par quelques organisations de secours et par des associations politiques secrètes et à huis clos. Les députés lituaniens de la Douma y devaient limiter leurs aspirations à l'autonomie de la Lituanie. Mais déjà au mois de janvier 1917, alors que l'ancien régime réactionnaire existait encore en Russie, on déclara dans une assemblée politique à Moscou que l'autonomie n'était pour la Lituanie que le minimum des demandes politiques. Le 11 février 1917, il y eut à Pétersbourg une réunion secrète des membres des différents partis politiques ; on y fit remarquer que la Lituanie devait avoir le droit de disposer librement de son sort. On y convint qu'un *conseil national*, même s'il n'était pas légal pour l'instant, était indispensable à la Lituanie.

Lorsque le mouvement révolutionnaire commença à poindre en Russie et même à s'étendre rapidement, l'idée de l'indépendance de la Lituanie s'affirma partout au grand jour. Depuis le mois de février 1917, les Lituaniens réclamaient un Etat indépendant lituanien, établi sur une base démocratique qui, d'après le libre arbitre du peuple lituanien, devait régler par la Constituante ses rapports avec les Etats voisins. Le 13 mars, l'éta-

blissement d'un conseil national fut décidé par tous les partis ainsi que par tous les députés lituaniens de la Douma ; la constitution de ce conseil national fut communiquée dans une déclaration au gouvernement russe d'alors, et au conseil des ouvriers et des soldats à Pétrograd. On établit en même temps un comité administratif provisoire auprès du conseil national, auquel devait être remise l'administration de toutes les institutions, transférées de la Lituanie en Russie au moment de la marche en avant des Allemands, ainsi que l'administration des parties de la Lituanie qui n'étaient pas encore occupées par les Allemands. En outre, ce comité devait veiller à la reconstitution de la Lituanie. Mais le premier gouvernement provisoire de la Russie ne se hâta point d'envisager cette question. Entre temps, le mouvement politique en faveur d'un Etat indépendant lituanien gagnait du terrain dans les colonies lituaniennes de Russie.

Le 27 mai 1917, siégea à Pétersbourg une conférence à laquelle assistèrent 320 représentants élus de tous les Lituaniens de la Russie, d'après le suffrage universel, égal, direct et secret. On demanda dans cette conférence, en raison de la situation actuelle, que toute la Lituanie ethnographique devînt un Etat indépendant, que des représentants de la Lituanie prissent part au congrès de la paix, et qu'une Constituante, convoquée d'après des principes démocratiques, fût appelée à régler les conditions intérieures de la Lituanie.

En outre, des délégués lituaniens partisans de l'indépendance prirent part à la conférence des confédérés qui eut lieu à Kiew du 8 au 16 septembre 1917.

Lorsque plus tard les bolchevistes arrivèrent au pouvoir en Russie, les chances des Lituaniens diminuèrent, parce que le régime internationaliste du prolétariat relégua les questions nationales au second plan, et en abandonna un grand nombre à un complet oubli. Même le

conseil national actuel, avant les négociations de paix de Brest-Litowsk, fut supprimé. Du 16 au 19 novembre (vieux style) 1917, un conseil national suprême pour les Lituaniens de Russie fut institué à Voroniege. Ce conseil se composait de députés des différents partis (à l'exception de l'extrême-gauche. Ce nouveau conseil national accepta (avec quelques modifications) les résolutions de la conférence de Vilna (du 18 au 22 septembre 1917) et reconnut la Taryba comme instance compétente pour la reconstruction de l'Etat lituanien. C'est de cette manière que les Lituaniens séjournant en Russie tombèrent d'accord avec les Lituaniens du territoire occupé par les Allemands. Lorsque plus tard ils revinrent de Russie en Lituanie, une union parfaite s'établit entre eux. C'est ainsi que l'on put, dès le printemps 1918, entreprendre en commun, au pays natal, l'œuvre de l'organisation d'un Etat indépendant lituanien, comme nous l'avons vu dans le cours de l'introduction.

Les documents les plus importants qui expliquent les points de vue généraux des Lituaniens de Russie, sont joints ici comme suppléments VIII à X.

DOCUMENTS ET ANNEXES

N° I

APERÇU

SUR

le développement de l'idée nationale lituanienne dans le passé et dans le présent.

(ADRESSÉ A M. LE COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES DE L'EST LE 10 JUIN 1916, PAR LE GROUPE DES REPRÉSENTANTS LITUANIENS, A VILNA).

Ainsi que le montrent les événements historiques, le peuple lituanien a toujours aspiré à se créer une existence propre. Pour conserver sa culture particulière, qui, dès la plus haute antiquité, se heurta à la culture d'autres peuples, le peuple lituanien s'unit en un Etat puissant, la Lituanie païenne, dont le premier souverain fut le roi *Mindaugas* (1263). Ce prince avait réuni sous son sceptre toutes les races lituaniennes libres du joug étranger et il avait établi les fortes bases d'une domination monarchique puissante. Lors du raffermissement de la Lituanie païenne, ses ennemis chrétiens se fortifièrent également. Les Lituaniens n'étaient plus en mesure de résister à la culture chrétienne supérieure qui se portait de l'ouest à l'est vers la Lituanie. Le roi Mindaugas et ses successeurs avaient déjà soumis la partie slave de la population, qui cherchait un appui auprès du puissant Etat lituanien ou qui se soumettait parce qu'elle n'était plus en mesure de résister à la Lituanie. De cette manière la Lituanie gagna de nouvelles provinces vers l'est et l'ouest et de ce fait elle perdit son aspect national païen. A partir ce de moment naquit un dualisme. Quelques princes qui régnaient sur la population lituanienne s'appuyèrent sur celle-ci, d'autres, en revanche, qui dominaient sur les Slaves, commencèrent à se soumettre à l'influence slave et à adopter

la culture slave. Le Grand-prince *Keistutis* (1382) fut le dernier souverain païen de la Lituanie et le dernier soutien de la culture nationale païenne. Au contraire de ce prince, son frère, le Grand-prince Algirdas, qui gouverna le pays en parfaite harmonie avec Keistutis, s'occupa plus de la population slave. Les deux princes, qui s'étaient partagé le pouvoir, défendirent d'un commun accord au XIVe siècle la patrie en tout lieu et contre tout ennemi. Le fils de Keistutis, le puissant *Vytautas,* tenta au début du XVe siècle de rapprocher les deux groupes de peuples, de les pénétrer de la culture de l'Occident et de répandre parmi les Slaves la civilisation de l'Europe, ce qui devait s'effectuer directement par la Lituanie. En vue d'atteindre ce but, il aspira à la couronne royale, qui lui avait été promise par le Saint-Empire. Pour ce motif Vytautas voulut se séparer de la Pologne qui, à cette époque, s'était étendue entre la Lituanie et l'Europe occidentale. Mais *Jogaila,* le fils d'Algirdas, fit le contraire ; il ne suivit pas la voie de son père. Jogaila était étranger aux aspirations nationales de Vytautas et, en politique faible, il s'occupait plus de ses intérêts personnels et il était porté à favoriser le groupe de peuples avec lequel il espérait acquérir le plus de gloire.

Après la mort de Vytautas, la Lituanie tomba sous l'influence de la Pologne. Les Slaves commencèrent à opprimer les Lituaniens, l'idée nationale de l'Etat lituanien s'atténua graduellement. Tout d'abord les magnats (aristocrates) lituaniens, comme les familles des Kotkowicz, Radziwill, Giedrojc, Volowicz, Sapieha, etc. furent les représentants de l'idée nationale de l'Etat lituanien. Cette idée fut clairement exprimée lors de l'union de Lublin, en 1569.

Lorsque la conscience nationale se fut éteinte chez les magnats lituaniens, l'idée nationale de l'Etat lituanien se développa dans *la classe moyenne* lituanienne des *Boyards :* Daukcha, Kulva, plus tard Chirvidas, etc. Ceci se produisit à l'époque de la Réforme. Les boyards appuyés par quelques magnats tentèrent de réveiller le patriotisme dans le cœur des citoyens lituaniens et travaillèrent à faire considérer la langue lituanienne comme langue nationale. Mais l'influence slave était si puissante à cette époque que les efforts des boyards patriotes restèrent

sans succès. La situation politique de la Lituanie était également très précaire. D'une part, Moscou la menaçait ; de l'autre, elle courait le danger de devenir province polonaise. C'est pour ces motifs que les Lituaniens ne purent pas s'occuper de la vie interne de leur Etat, obligés qu'ils étaient de le protéger contre le danger menaçant de Moscou et de résister dans la mesure de leurs forces à la désastreuse influence polonaise. Même plus tard on ne parvint pas à pousser et à développer l'idée nationale née durant la période de la réforme.

Depuis l'Union de Lublin jusqu'au XVIIIe siècle, l'idée nationale lituanienne fut peu active. Ce ne fut qu'à l'époque de la guerre de Suède que le prince Radziwill s'efforça de rappeler cette idée à la vie. Mais après la chute de Radziwill, l'idée nationale lituanienne s'affaiblit. Les boyards lituaniens se soumirent à l'influence de la Pologne, qui s'était puissamment fortifiée. La longue série des guerres, malheureuses pour les Lituaniens, contre Moscou et la Suède éteignit dans le cœur des Lituaniens tout espoir d'un raffermissement national.

La Pologne, elle aussi, eut une fin. Au XVIIIe siècle elle fut partagée par d'autres Etats. Le sort de la Pologne atteignit aussi son alliée, la Lituanie. La Grande-principauté de Lituanie revint à la Russie. A ce moment, beaucoup crurent que l'idée nationale lituanienne était enterrée pour toujours. Les magnats, les boyards et le clergé étaient polonisés, l'élément citadin était peu nombreux et les soutiens de toute la nation, les paysans, étaient alors asservis et sans droits, sans importance et sans culture. La langue polonaise régnait partout, la langue lituanienne fut dépréciée comme étant la langue des paysans. Tout ce qui avait quelque valeur fut considéré comme polonais : La fortune, la science, l'art, etc. La célèbre Université de Vilna, ses illustres professeurs, ainsi que ses élèves (avec le poète Mickiewicz en tête) répandaient leurs lumières sur la Pologne beaucoup plus que sur la Lituanie. Grâce à cette Université, les classes supérieures de la population furent cultivées, tandis que les classes inférieures restèrent sans culture et sans instruction.

Mais même à cette époque l'étincelle de l'idée nationale lituanienne n'était pas entièrement éteinte : elle existait dans le cœur des petits boyards, qui parlaient et écrivaient en polonais

à l'Université de Vilna, mais pensaient en lituanien. Une de leurs tendances, la tendance romantique, les poussait à étudier dans la littérature polonaise le passé de la Lituanie, elle idéalisait l'antiquité lituanienne et réveillait de cette manière chez les boyards l'amour de leur pays et de leur peuple lituanien. A cette école appartenait aussi l'écrivain Théodore Narbutt. La seconde tendance, celle des Samogitiens qui était inspirée des idées démocratiques de la Révolution française, espérait peu des magnats lituaniens ; mais elle prévoyait la puissance prochaine de la classe des paysans et elle s'adressait au peuple en langue et en écriture lituanienne. Il y a lieu de dire ici qu'à cette seconde tendance participaient non seulement des boyards mais encore des paysans émancipés des corvées. Un d'entre eux, Simon Daukantas, professeur de philosophie, ancien étudiant de l'université de Vilna, écrivit en langue lituanienne l'histoire de la Lituanie. L'évêque Volonczewski (Valantchius) publia, à l'usage du peuple, toute une série de légendes populaires en langue lituanienne ; il écrivit en lituanien l'histoire du diocèse de Samogitie. Stanievicz et Strazdas, etc., firent des poésies en langue lituanienne.

Vint le dernier soulèvement polonais de 1863. Pour des motifs politiques, le gouvernement russe avait, avant même le soulèvement de la Pologne, libéré les paysans des corvées et leur avait abandonné le sol que leurs pères avaient occupé. Les boyards cessèrent de jouer le rôle de dirigeants du pays. Ce rôle passa aux paysans et, avec ce rôle, l'idée nationale lituanienne. La question paysanne était dès lors devenue la question de l'avenir de la Lituanie.

Mais le coup préparé par le gouvernement russe contre les boyards ne causa que peu de tort à l'idée nationale lituanienne. Lorsque le gouvernement eût écrasé le soulèvement polonais, le lien qui unissait les paysans aux boyards cultivés et démocrates fut brisé et cette politique condamna les boyards et les ecclésiastiques à une polonisation rapide. Après que la vie intellectuelle en Lituanie, particulièrement à Vilna, eut été étouffée par le gouvernement russe, les classes supérieures s'enthousiasmèrent pour la littérature patriotique polonaise née en Pologne et à l'étranger. Par cette littérature, la véritable idéologie polonaise s'introduisit également en Lituanie. De ce

fait, les boyards lituaniens cessèrent de penser d'une façon indépendante et ne furent plus en état de comprendre les aspirations des classes inférieures. En outre, les suites malheureuses du soulèvement rapprochèrent les boyards lituaniens de la Pologne.

Mais le coup le plus terrible pour le peuple lituanien, fut l'interdiction des publications en langue lituanienne, interdiction qui subsista quarante ans (1864—1904). L'interdiction d'imprimer en lituanien a causé de si grands dommages aux Lituaniens qu'elle ne sera jamais oubliée dans l'histoire de leur pays. Par suite de cette interdiction, la partie orientale de la Lituanie fut polonisée ; par cette interdiction, on a tenté d'empêcher les Lituaniens d'atteindre à ce qui leur est le plus cher, on a retardé pour longtemps la renaissance de la Lituanie, on a fortifié artificiellement le polonisme dans l'église et dans la vie publique. En un mot : on a jeté par ce fait dans les bras des Polonais une partie des Lituaniens, au moins des intellectuels.

Dans tous les cas, la suppression des corvées (en 1861 dans les gouvernements de Kovno et de Vilna, en 1864 dans le gouvernement de Suvalki) fut le début de la renaissance nationale lituanienne. A partir de ce moment, le paysan lituanien gagna la liberté personnelle, il acquit une portion de sol et se libéra de la domination des magnats. Un tiers au moins du sol passa dans les mains des paysans. De cette façon, il se créa une nouvelle et forte classe paysanne, qui marcha sur de nouvelles voies, indépendamment des boyards.

Après la libération des paysans, le gouvernement russe commença à opprimer les boyards, comme représentants de l'élément polonais. Les tribunaux, l'administration, les écoles, qui se trouvaient entre les mains des boyards, furent complètement transformés. La langue polonaise fut, sauf à l'église, remplacée par la langue russe. Le peuple ne défendit pas les droits de la langue polonaise, parce qu'il ne l'avait jamais employée en dehors de l'église. L'Eglise catholique et les ecclésiastiques ne furent pas épargnés par le gouvernement ; on séquestra la fortune ecclésiastique et supprima la liberté religieuse ; à l'oppression des hautes classes au point de vue intel-

lectuel, on ajouta l'oppression économique ; on soumit les nobles, à cause de leur soulèvement, à des contributions élevées et on édicta toute une série d'ordonnances qui limitaient, pour les personnes d'origine polonaise, le droit d'acquérir des terres. (On considéra tous les boyards comme étant d'origine polonaise).

Pour les paysans, il semblait que d'heureux temps étaient arrivés ; leurs anciens oppresseurs étaient opprimés à leur tour ; ils avaient du pain, de la terre et des autorités administratives sorties de leur milieu (administration communale). Mais ce n'était là qu'une apparence ; en effet, tandis que le gouvernement faisait ces concessions aux paysans, il leur prenait leur langue, leur culture, interdisait les publications lituaniennes, même les livres de prière, et, par cette défense, le paysan lituanien fut forcé de se procurer des livres de prière polonais. Le paysan était rassasié, mais il resta sans culture. Le paysan fut persécuté non seulement parce qu'il n'était pas Russe mais Lituanien, mais encore à cause de sa religion catholique.

Comme l'Eglise catholique était le lien unique entre les deux classes du peuple, les paysans lituaniens et les propriétaires polonisants, le gouvernement dirigea particulièrement ses mesures contre l'Eglise. L'Eglise polonisante était un obstacle pour la politique de russification. Mais, en luttant contre la russification, l'Eglise polonisait les fidèles. Les classes inférieures étaient hostiles à la foi orthodoxe qui leur était imposée, elles plaçaient le polonisme avant le russisme et elles recouraient aux livres de prière polonais lorsqu'elles n'en recevaient pas en lituanien ou lorsqu'elles en recevaient en lituanien imprimés en caractères russes. Cette politique du gouvernement était de l'eau pour le moulin polonais. Les Polonais en concluaient d'une façon très intéressée : ce qui est catholique est aussi polonais, ou vice-versa : ce qui est polonais est aussi catholique. Le gouvernement parvint toutefois à s'attacher les paysans en leur vendant de la terre ; toutefois il ne parvint pas à leur enlever complètement leur foi et leur langue. Le paysan arriva à démêler la trame du complot et s'opposa au gouvernement : il devint aussi intraitable que la noblesse qui se soulevait. C'est pourquoi les lois oppressives qui n'étaient appliquées autrefois que contre les propriétaires nobles polonisants, furent étendues dans la suite

aux paysans catholiques dont la race n'était pas encore suffisamment gagnée à la Russie. Il leur fut presque interdit d'acheter des terres en Lituanie. Ils ne purent en aucune façon revêtir une fonction publique dans leur pays ; la langue lituanienne fut, de même que la langue polonaise, exclue des établissements publics, etc. Enfin, les mots « catholique » et « polonais » devinrent des synonymes dans le langage des lois et des ordonnances. Le lituanien ne fut pas reconnu par le gouvernement russe ; toutefois il fut combattu par lui dans la même mesure que le polonais, langue reconnue. Le lituanien ne fut pas reconnu non plus par l'élément polonisant.

De cette manière tous les habitants catholiques de la Lituanie furent indisposés contre le gouvernement. Pour gagner du terrain en Lituanie, le gouvernement commença à propager l'élément russe. Les biens arrachés pour une raison ou une autre aux propriétaires polonisants furent répartis presque gratuitement entre des fonctionnaires russes, et ces derniers devaient constituer la classe des propriétaires fonciers russes, comme les colons vieux-russes amenés de Russie devaient constituer la classe paysanne. Pour accélérer la russification on fonda la Banque agraire.

Après la suppression des corvées, les paysans parvinrent au bien-être. Quelques-uns achetèrent du terrain aux propriétaires appauvris et devinrent eux-mêmes propriétaires. De fait, tout paysan ne pouvait pas acheter un fonds de terre, car on devait posséder à cet effet un certificat de loyalisme. Mais celui qui avait de l'argent pouvait se procurer un certificat de ce genre auprès de la police. De cette façon, les paysans entrèrent dans la classe des propriétaires fonciers, qui jusqu'alors n'était composée que de nobles. Des paysans aisés envoyèrent leurs fils à l'école, tout d'abord pour les instruire en vue de l'état ecclésiastique. Ces événements, que nous discuterons encore ultérieurement, jouèrent, dans la renaissance de la Lituanie, un rôle extrêmement important. Des étudiants de la classe paysanne lituanienne se trouvaient assez fréquemment dans les universités russes. Ils y apprirent à connaitre d'autres peuples dont la situation était analogue à celle des Lituaniens et ils arrivèrent au sentiment qu'ils étaient lituaniens, et non pas

polonais. Ils commencèrent à se séparer des Polonais et à se grouper entre eux, à regretter les livres lituaniens et à publier un journal manuscrit. Peu après, en 1883, parut à Tilsit le premier journal lituanien, destiné aux Lituaniens de Russie. A Tilsit furent imprimés entre autres des livres de prière et des écrits de caractère spirituel qui étaient portés en contrebande au delà de la frontière et répandus dans presque toute la Lituanie. De petits nobles qui se trouvaient encore sous l'influence de la littérature romantique de l'Université de Vilna passèrent dans le nouveau camp. L'image de l'ancienne Lituanie chantée par Mickiewicz se réveilla de nouveau dans l'esprit de la nouvelle classe paysanne lituanienne.

Malgré cela, la vie dans toutes ses branches paraissait de plus en plus insupportable. Dans l'administration régnait au plus haut point l'arbitraire des autorités, la vie publique était presque éteinte, dans les maisons d'enseignement sévissait la plus effrayante politique de russification, la culture des champs diminuait. Sous une si terrible réaction, la culture des paysans se développait misérablement et celle des propriétaires était près de disparaître ; dans les villes, le commerce et l'activité professionnelle n'avaient que peu de vie.

Ces conditions déprimantes entraînèrent une grande émigration de Lituaniens, spécialement en Amérique. Au delà de l'océan s'en allèrent, on peut le dire, les éléments les plus forts et les plus sains d'une nation opprimée sur son sol national. L'aspiration vers des conditions de vie meilleures et plus humaines poussaient chaque année des milliers de personnes vers l'étranger, où elles trouvaient au moins la liberté individuelle. Par suite de l'émigration durant de longues années, il se forma en Amérique une colonie lituanienne, qui eut une vie propre, édita de nombreux journaux et d'autres écrits qui eurent une influence assez considérable même en Lituanie.

Dans ces circonstances, la conscience nationale des villageois, qui avait presque disparu, fut rappelée à la vie. A l'étranger, en Prusse et en Amérique parurent des publications périodiques dans lesquelles étaient exposées l'oppression et les

souffrances que l'administration russe infligeait au peuple catholique lituanien. D'autres livres furent également publiés en vue de faire la lumière dans le domaine des connaissances générales et dans le domaine religieux. Un nombre assez considérable de contrebandiers s'occupaient à apporter ces écrits de l'étranger et à les répandre dans les masses populaires. Les villageois lisaient eux-mêmes et ce qui avait été lu était transmis à d'autres. La conscience populaire fut graduellement éclairée. Les divergences entre le peuple et le gouvernement dans les domaines de la culture, de l'administration et de la religion devinrent frappantes. A la fin du XIXe siècle, le peuple résistait, en maints endroits de la Lituanie, au gouvernement qui s'appropriait des églises catholiques pour les besoins de l'orthodoxie. A Kraziai et à Kenstaitiai, par exemple, les masses populaires se défendaient contre les actes de despotisme du gouvernement. Les fouets des cosaques entrèrent en jeu, les braves défenseurs furent exilés en Sibérie ou durent languir dans les prisons. Bientôt, quelques années après, les élèves lituaniens des écoles moyennes protestèrent en se soulevant contre la politique de russification. (Les Polonais restèrent, les bras croisés, dans une inaction et un silence absolus). Les élèves catholiques lituaniens du progymnase de Polangen, des gymnases de Mitau, Libau, Schaulen, etc., refusèrent de se rendre à l'église russe-orthodoxe aux jours prescrits et de prier en russe ; ils demandèrent l'introduction de la prière scolaire dans leur langue maternelle. Ces centaines d'élèves durent quitter le gymnase, mais aucun succès ne fut obtenu : le gouvernement permit tout au plus que, pour les élèves catholiques, la prière scolaire fût dite en latin. L'exemple des écoles moyennes eut une influence communicative sur les écoles populaires. Dans plusieurs endroits de la Lituanie les élèves des classes élémentaires eux-mêmes refusèrent spontanément de prier en russe et d'entendre l'instruction religieuse en langue russe et retournèrent en masse dans leurs foyers. Là, également le gouvernement dut reculer quelque peu, mais, dans la lutte contre le mouvement lituanien, il recourut immédiatement à des moyens plus énergiques. En vertu d'un ordre secret du ministre des cultes il ne fut plus admis à partir de ce moment dans les gymnases, qu'un nombre restreint de fils de paysans lituaniens ; les allées et venues des étudiants et des élèves litua-

niens furent soigneusement surveillées non seulement à l'université, mais même pendant les vacances. Lorsque le nombre des patriotes eut atteint une certaine importance parmi les paysans lituaniens, le gouvernement prit des mesures pour que des personnes aussi peu sûres ne fussent pas revêtues des fonctions communales (anciens communaux, juges communaux, etc.). Les lecteurs d'écrits lituaniens et ceux qui les répandaient furent sévèrement punis.

Cette mesure du gouvernement entraîna une vigoureuse résistance de la part des Lituaniens. Des écoles secrètes, ou les enfants apprenaient à lire et à écrire en lituanien furent fondées ; pendant les vacances, les étudiants et les écoliers entraient en contact avec leurs compatriotes ; dans des assemblées secrètes on donna des leçons ; des organisations secrètes s'occupèrent de répandre les écrits lituaniens. Des appels imprimés adressés au peuple et l'invitant à résister au gouvernement et à revendiquer les droits qui lui avaient été arrachés, se trouvèrent fréquemment collés aux poteaux indicateurs et télégraphiques. La police s'efforçait d'arrêter les auteurs et de confisquer les écrits. Les prisons se remplirent graduellement de personnes qui luttaient pour la renaissance de la Lituanie. Il y languissait des prêtres, des médecins, des instituteurs (gouvernement de Suvalkai), des étudiants, des collégiens, des paysans et des ouvriers, hommes et femmes. Les uns étaient punis pour leur activité d'écrivains, pour la lecture et la distribution de périodiques et de livres lituaniens, d'autres pour la participation à des associations ou à des écoles secrètes lituaniennes.

Dans la lutte contre la politique de russification, les Lituaniens durent aussi défendre leurs droits contre les polonisateurs, contre l'élément polonisant de Lituanie, qui était représenté par les boyards, les citadins et les ecclésiastiques (particulièrement dans le gouvernement de Vilna). Les Polonais étaient habitués à un ordre de choses où le Lituanien qui avait acquis de la fortune et de la culture, adoptait la langue polonaise et les manières de penser polonaises et où la langue lituanienne n'était considérée que comme une langue de paysans. Ils ne pouvaient donc pas admettre qu'un paysan non seulement parlât et écrivît en lituanien, mais encore exigeât le droit de

cité pour sa langue et une place convenable pour elle à l'église, dans la vie publique, parmi les intellectuels, ou revendiquât ses droits de citoyen libre de Lituanie. Même les boyards, les bourgeois et les ecclésiastiques se vantaient d'être d'origine lituanienne ; toutefois, ils tiraient vanité de leur culture polonaise supérieure. Ils reconnaissaient bien que, dans l'antiquité, leurs ancêtres avaient parlé lituanien ; mais ils maintenaient que, la Lituanie une fois unie à la Pologne, tout aurait dû devenir polonais. Il devait en être ainsi, étant donné le danger russe qui menaçait l'union des deux peuples. C'est pourquoi l'idée d'une Lituanie séparée de la Pologne apparaissait comme un crime contre les anciennes traditions et les anciens idéals, pour lesquels les boyards de Lituanie avaient plusieurs fois pris les armes aux côtés des Polonais.

Mais aux idéals vieillis et surannés des polonisateurs, la jeunesse intellectuelle lituanienne opposait l'idéal de la Lituanie, séparée de la Pologne, basée sur des traditions encore plus anciennes, qui avaient été chantées avec tant de force par Mickiewicz dans *Conrad Wallenrod* et *Grazyna*, alors que la Lituanie était encore libre et indépendante. Le mouvement national-lituanien, qui jusqu'alors avait été attaqué par les autres, commença à attaquer à son tour. Ceci, d'ailleurs était compréhensible. L'heure du triomphe avait sonné pour la classe paysanne et pour ses traditions, dont les racines profondes plongeaient dans la vie et dans la haute antiquité de la Lituanie, et combien plus profondément que les traditions des boyards ! c'était le réveil de la Lituanie nationale et païenne, si pleine de gloire. A qui en revenait la responsabilité? Au paysan qui était demeuré fidèle à sa nature et qui avait longtemps gémi sous le joug du boyard, ou à ce dernier, dont le devoir aurait été de défendre l'indépendance de la Lituanie, et qui avait si mal rempli ses obligations? C'est pourquoi la partie cultivée de la nation lituanienne disait avec raison aux boyards polonisants : *Redde quod debes*, rends ce que tu nous dois, tourne-toi vers la nouvelle Lituanie !

De nombreux boyards prêtèrent l'oreille à cette parole et revinrent. Ils abandonnèrent la langue polonaise, adoptèrent la langue lituanienne, participèrent au mouvement lituanien,

à la lutte nationale lituanienne, devinrent démocrates, appuyèrent la littérature lituanienne, etc. Un tiers au moins des étudiants lituaniens appartenaient à la classe des boyards.

Le recensement de 1897 montra qu'un tiers au moins des boyards se donnaient comme lituaniens et reconnaissaient le lituanien comme leur langue maternelle. Lorsque le mouvement lituanien qui montait d'en bas s'éleva lentement des classes inférieures vers les classes supérieures, son progrès ne put plus être contesté.

Mais l'élément polonisateur n'était pas d'accord avec le nouveau mouvement lituanien. Il s'opposa tout d'abord à ce mouvement dans la partie orientale de la Lituanie (dans le gouvernement de Vilna), où l'Eglise était entièrement entre ses mains. Dans la plus grande partie de la Lituanie, la langue polonaise avait la préséance sur la lituanienne ; dans de nombreux endroits elle avait complètement écarté cette dernière. Les autorités ecclésiastiques qui avaient reconnu dans le mouvement lituanien un danger pour les intérêts polonais envoyèrent par punitition les ecclésiastiques lituaniens des paroisses lituaniennes dans les paroisses blancs-russiennes et firent occuper leurs postes par des ecclésiastiques polonisants. Mais même ces mesures n'eurent pas grand succès, car les Lituaniens furent bientôt admis dans les églises du gouvernement de Vilna.

Un obstacle considérable pour le mouvement lituanien durant une longue période, fut l'impossibilité où se trouvèrent les intellectuels lituaniens d'habiter la Lituanie. D'une part, le gouvernement russe défendait aux Lituaniens, comme d'ailleurs à tous les catholiques, de prétendre aux fonctions officielles ; de l'autre, les polonisateurs évitaient d'entrer en relations avec les nationalistes Lituaniens. Voilà pourquoi la plupart des Lituaniens cultivés devaient, après avoir terminé leurs études, rester en Russie et se confondre avec le flot russe. Les Lituaniens non dénationalisés s'organisèrent en dehors du territoire lituanien, à Pétersbourg, Moscou, Riga, Mitau et dans d'autres villes russes. Ils y trouvaient plus facilement une occupation et c'est là que naquit d'abord une vie publique lituanienne, c'est là que furent fondées les premières associations

lituaniennes, où se retrouvaient également les étudiants lituaniens qui avaient joué un rôle important dans la renaissance de la Lituanie.

Comme les intellectuels lituaniens ne pouvaient guère agir dans leur propre pays, les ecclésiastiques lituaniens travaillèrent parmi les Lituaniens réveilles du sommeil national. Personne, en Lituanie ne vit plus près du peuple que les ecclésiastiques et personne n'y jouit d'une aussi grande confiance auprès du peuple que les prêtres dont la dignité et l'autorité ont acquis un grand prestige dans la lutte contre l'oppression de la religion catholique par le gouvernement. Voilà pourquoi dans les localités délaissées et oubliées, habitées par des paysans ignorants et sans culture, l'ecclésiastique lituanien créa de nouvelles voies pour le mouvement national. Il combattit les polonisateurs et les russificateurs. Ce sont les ecclésiastiques qui, les premiers, ont polonisé les Lituaniens et ce sont eux aussi qui, les premiers, les ont dépolonisés.

Pendant que le mouvement lituanien gagnait du terrain, l'horizon des intellectuels lituaniens s'élargissait également. Ils appuyaient le mouvement lituanien moins sur le passé que sur le présent, regardant la vie par le côté pratique.

A la fin du XIXe siècle, ils établirent, dans l'intérêt du peuple plusieurs programmes de mouvement lituanien, et le mouvement lui-même s'étendit en plusieurs sens. Il en résulta une méthode de penser propre à la jeune Lituanie, qui aspira à une synthèse des exigences nationales. Des démocrates chrétiens, des démocrates nationaux, des radicaux, des socialistes apparurent dans la presse lituanienne, à l'époque où les imprimés étaient encore interdits en Russie. Toutes les tendances reposant sur une base démocratique représentaient une idée nationale générale ; chacune d'elles avait l'intention de représenter toutes les classes inférieures du peuple, seulement, grâce à sa préférence spéciale pour l'une ou l'autre classe ou pour l'une des tendances, elle se séparait des autres, moins dans le domaine politique que sous le rapport des méthodes et des idées philosophiques.

Malgré tout cela, les Lituaniens entrèrent, dans le XXe siècle, au milieu de conditions très difficiles et sans gain appréciable. La preuve la plus convaincante du progrès était fournie par la

culture populaire. Ainsi que le montre la statistique de 1897, la moitié au moins de la Lituanie (gouvernement de Kovno), avait, en ce qui concerne la culture populaire, conquis la troisième place, dans le groupe suivant : Finnois, Lettons et Lituaniens, du gouvernement de Kovno. Tel avait été le résultat des écoles secrètes persécutées par le gouvernement russe. L'agriculture avait également réalisé des progrès : les villageois du gouvernement de Souvalki avaient morcelé la propriété foncière d'après leur propre idée et cette méthode avait eu pour conséquence un grand développement de l'agriculture. Cet exemple des Lituaniens du gouvernement de Souvalki exerça une grande influence sur leurs compatriotes des gouvernements de Kovno (Kaunas) et de Vilna (Vilnius). En même temps que la conscience nationale du paysan lituanien, naquit une conviction politique, un désir de liberté et d'indépendance. Ce réveil de la conscience fut hâté par les émigrants lituaniens d'Amérique qui revenaient en Lituanie avec l'argent gagné, de nouvelles expériences de la vie et de nouvelles mœurs.

Enfin, les Lituaniens de toutes les tendances regrettèrent l'absence d'une presse lituanienne et décidèrent de travailler de toutes leurs forces pour obtenir du gouvernement l'autorisation d'imprimer en Lituanie. Le gouvernement dut lui-même constater en fin de compte, que le mouvement lituanien qui venait d'en bas et qui était vu favorablement par le peuple ne pouvait plus être détruit. En 1904, par ukase du tsar, les droits de la presse lituanienne furent rétablis. Les Lettons et les Estes saluèrent avec enthousiasme les Lituaniens qui avaient combattu avec succès pour leurs droits ; mais les Polonais de Lituanie cherchèrent par leurs magnats, leurs comtes ou leurs princes, à convaincre le gouvernement qu'il était dangereux d'accorder la liberté de la parole imprimée à un peuple voisin de la frontière prussienne.

Mais le gouverneur général de Lituanie, le prince Sviatopolk-Mirsky, qui fut plus tard ministre de l'Intérieur, persuada au tsar que l'interdiction des imprimés en Lituanie n'était pas dangereuse pour l'Etat, que la conscience nationale lituanienne avait mûri et que le peuple recevait de Prusse des écrits dan-

gereux pour l'Etat. Le prince Sviatopolk-Mirsky a exposé son point de vue dans un rapport spécial adressé au tsar.

La guerre malheureuse de la Russie contre le Japon se termina en 1905, par une grande révolution, qui souleva également la Lituanie. Le 4 décembre 1905, se réunirent à Vilna les représentants de toutes les classes (pour la plus grande partie des villageois de toutes les provinces de la Lituanie). A l'unanimité on réclama l'autonomie pour toute la Lituanie dans ses limites ethnographiques, avec parlement à Vilna et le droit de vote direct, égal et secret. Les idées, dont ces exigences étaient la manifestation avaient déjà été préparées avant la révolution par l'agitation de la jeunesse et par des écrits illégaux répandus dans le peuple. Il fut décidé en outre d'écarter les fonctionnaires, les instituteurs et la police russes. Les députés répandaient dans le peuple les décisions de l'assemblée de Vilna. Comme conséquence de ces décisions, les masses populaires chassèrent en quelques jours les instituteurs russes des écoles, dépouillèrent les maires de leurs fonctions et en élurent d'autres à leur place Dans de nombreux endroits on remplaça la police par des lituaniens. En vue de protéger la fortune et les personnes, on organisa une milice d'habitants du pays. Tout ceci se passa et se développa rapidement sans effusion de sang.

Peu de temps après, la réaction reprit le dessus : elle ne put toutefois rétablir l'ancien ordre de choses. La révolution fut le commencement du gouvernement constitutionnel en Russie. De nombreuses lois et ordonnances qui paralysaient la vie de la Lituanie furent définitivement supprimées. Il fut permis aux Lituaniens qui avaient ardemment participé à la révolution d'acquérir pour eux, par achat ou d'une autre manière, des propriétés foncières en Lituanie et de fonder des associations. La langue lituanienne fut introduite comme objet d'enseignement dans les écoles primaires et moyennes et les autorités publiques purent même utiliser l'écriture lituanienne à côté de la langue russe. Mais l'autorisation d'acquérir la propriété foncière ne fut accordée qu'à ceux des nobles et des bourgeois, qui n'étaient pas « d'origine polonaise ». Les nobles n'étaient déjà plus regardés comme Polonais ; on ne donnait ce nom qu'à ceux qui considéraient la langue polonaise comme leur langue mater-

nelle. La langue polonaise ne fut introduite que dans les écoles moyennes, car les Polonais n'osèrent pas demander l'introduction de la langue polonaise dans les écoles populaires d'un pays où l'on ne compte pas un seul paysan polonais. Ils redoutaient avec raison une résistance de la part des Lituaniens, qui auraient considéré comme hostile une telle demande. En outre, les Polonais croyaient plus utile de laisser défendre leurs intérêts par l'Eglise qui, au moins dans le gouvernement de Vilna, était sous leur domination. Toutefois, la raison principale de la modération des propriétaires provenait de la crainte d'offenser le gouvernement, dont ils avaient besoin dans la lutte contre le mouvement lituanien, devenu plus fort. Les représentants du Polonisme en Lituanie étaient les propriétaires et les autorités ecclésiastiques de Vilna qui dépendaient aussi, dans une certaine mesure, de la faveur du gouvernement ; et effectivement, ils ne se trompaient pas. Les propriétaires réussirent à influencer le ministère de Saint-Pétersbourg qui, par des ordonnances relatives aux élections à la Douma, permit à la classe des propriétaires de l'emporter, dans la dernière consultation électorale, sur celle des villageois qui possédaient une partie incomparablement plus grande et plus étendue du sol du pays que celle des propriétaires fonciers. Il en résulta que les villageois du gouvernement de Vilna, même unis aux bourgeois et aux juifs, obtinrent quelques voix de moins que les propriétaires, et que ceux du gouvernement de Kovno, unis aux bourgeois, ne dépassèrent que *d'une voix* le nombre des propriétaires. Ce n'est que dans le gouvernement de Souvalki, qui était annexé à la Pologne, pour laquelle existait un autre système électoral, que les villageois lituaniens réussirent à l'emporter sur toutes les autres nationalités (les Polonais et les Juifs réunis).

Quoi qu'il en soit, après la révolution, les Lituaniens purent, comme les autres nations, respirer plus librement dans leur patrie. La presse lituanienne se développa rapidement et fortement. Presqu'en même temps parurent à Kovno et à Vilna quelques journaux, qui poursuivaient différents buts et tendances. Dans le pays de Souvalki, la ville de Seiny devint, grâce au zèle de ses ecclésiastiques, le centre de la presse nationale lituanienne. Avec le temps parurent à Vilna deux feuilles quoti-

diennes rédigées par des démocrates chrétiens et des démocrates progressistes. Dans la suite furent également fondés deux périodiques de tendances analogues, qui paraissaient tous les deux jours.

Après que la censure russe fut devenue plus douce, les journaux lituaniens d'Amérique émigrèrent aussi vers la Lituanie. De cette manière un lien spirituel plus étroit rattacha les Lituaniens à leurs frères émigrés. Plusieurs associations se rapportant aux conditions de la vie (de l'agriculture, de l'instruction, de la tempérance, etc.) furent fondées.

La jeunesse lituanienne cultivée qui n'avait pas oublié sa nationalité s'était vue dans l'obligation, lors de l'oppression de la Lituanie, de se disperser dans le monde entier ; maintenant elle revenait graduellement dans sa patrie et se concentrait dans les villes, particulièrement à Vilna. Cet exode s'était produit parce que ni les Russes, ni les polonisateurs ne souhaitaient que la classe des paysans engendrât une classe intellectuelle lituanienne proprement dite, désireuse d'écarter les protecteurs étrangers qui étaient un obstacle pour la conscience nationale lituanienne. Malgré les différents obstacles de la part des Russes et des Polonais, la classe intellectuelle lituanienne parvint à fonder à Vilna deux grandes associations, l'association artistique et l'association scientifique, qui réunissaient toutes les tendances et toutes les classes du peuple. Dans ces associations se réunissaient les avocats, les médecins, les instituteurs des écoles primaires et moyennes, les étudiants, les écrivains, les paysans et les bourgeois hommes et femmes, ecclésiastiques et laïques. En réalité, ni l'association artistique, ni l'association scientifique n'étaient réservées exclusivement aux artistes et aux savants ; non, c'était une retraite pour les protecteurs et les pionniers de la culture lituanienne, c'était une association de tout le peuple en vue d'ouvrir la voie à la science et à l'art lituaniens, de réunir les reliques du passé et de les livrer à la publicité. Les membres de ces deux associations, fortement unis au peuple, assemblent les monuments de l'antiquité, les produits de l'art populaire, tout ce qui est digne d'attirer l'attention ou qui a un caractère particulier et où se manifeste l'âme populaire, les écrits imprimés et manuscrits, le folklore (légendes, récits populaires, etc.), en

un mot tout ce qui fait ressortir d'une manière quelconque ce qui est propre au peuple lituanien et à la Lituanie. L'association scientifique organisait chaque année une assemblée générale de ses membres où avaient lieu des débats et des lectures. Il était publié en outre un organe périodique *Lietuviu tauta,* (le peuple lituanien). Une exposition artistique annuelle des œuvres d'artistes lituaniens et de productions de l'art populaire était organisée par l'association artistique lituanienne à Vilna et dans d'autres villes de la Lituanie. Ces associations révélèrent un nombre assez considérable d'artistes lituaniens, de compositeurs, de philologues, etc. Une preuve que ces associations jouissaient d'un grand prestige auprès du peuple est fournie par le fait que l'on décida de construire à Vilna une « Maison nationale » au nom de ces deux associations. Les Lituaniens d'Amérique offrirent dans ce but près de 100.000 roubles.

On observait aussi dans la culture populaire un progrès visible. Après la révolution, les écoles moyennes doublèrent en Lituanie, ainsi que le nombre des élèves lituaniens. Il en fut de même dans les universités. A l'Université de Saint-Pétersbourg, par exemple, il ne se trouvait à la fin du XIXe siècle qu'environ 50 étudiants lituaniens ; ce nombre s'accrut progressivement.

Bien que les écoles moyennes enseignant en langue russe n'aient jamais joui d'une grande popularité parmi les Lituaniens, elles ont eu néanmoins leur utilité. Elles donnèrent aux Lituaniens la possibilité d'acquérir dans leur patrie une culture universelle, qui leur ouvrait les portes des universités ; l'importance de la classe intellectuelle lituanienne augmenta.

De grande importance également étaient les associations de culture fondées par le clergé lituanien. Ces associations réunirent en peu de temps plusieurs milliers de villageois. Malgré les obstacles qu'y mit le gouvernement, les ecclésiastiques lituaniens réussirent à fonder de nombreuses écoles primaires et quelques écoles moyennes, des librairies et des établissements de lecture propres à former des instituteurs lituaniens, etc. Une activité particulièrement bienfaisante fut exercée par les associations de culture suivantes : « Saulė » (le Soleil), dans le gouvernement de Kovno ; « Ziburys » (la Lumière), dans le gouvernement de

Souvalki, et « Rytas » (le Matin), dans le gouvernement de Vilna. Ces associations furent également aidées par les Lituaniens d'Amérique, qui leur versèrent environ 50.000 roubles.

Les associations firent valoir leurs droits. Elles organisèrent des lectures, des soirées de famille, etc. Le sens artistique populaire fut réveillé et développé par des représentations théâtrales à la portée du peuple. Des musiciens de profession et des organistes fondèrent des chœurs populaires qui étudiaient de préférence des chansons populaires composées par les compositeurs lituaniens, en un mot, dans chaque ville, chaque bourg, chaque village de Lituanie, les associations cultivèrent l'art lituanien. Ainsi le sentiment populaire s'épura, l'âme populaire fut orientée vers le beau et le peuple se déshabitua des visites fréquentes aux débits de boisson qui avaient été fondés dans toutes les villes de Lituanie à cause des revenus qu'en retirait le gouvernement.

Importantes également étaient les associations créées sur des bases économiques : associations de consommateurs, caisses d'épargne, etc. C'est ainsi que commencèrent à se constituer les capitaux lituaniens ; ceci a considérablement aidé le petit commerce. Dans les derniers temps, alors que l'agriculture se développait, les Lituaniens prirent en mains le commerce et la fabrication des instruments aratoires et des machines agricoles. Il se créa des sociétés en vue d'étendre l'emploi des machines et instruments agricoles : les sociétés « Zagré » pour le gouvernement de Souvalki, et « Wilija » pour les gouvernements de Vilna et de Kovno.

La révolution de 1905 a rendu aux Lituaniens le droit d'acquérir de la terre. Mais le gouvernement ne voulait pas renoncer à la colonisation de la Lituanie par des Russes amenés du fond de la Russie, colonisation commencée du temps de Mouravieff et demeurée sans succès. Les colons venus du fond de la Russie étaient un élément ignorant et grossier. Le secrétaire du gouverneur général Stankiewitch écrit à leur sujet que la plupart des colons russes avaient été condamnés par les tribunaux à la prison ou à la déportation en Sibérie pour vol et autres crimes. A l'époque de Stolypine on chercha encore plus énergiquement à coloniser la Lituanie au moyen de paysans

russes. En vue d'atteindre ce but, on fonda la Banque agraire qui rachetait en masse la propriété foncière des catholiques ou des grands propriétaires appauvris, la divisait en petites colonies et la revendait à bon marché à des Russes orthodoxes. La conséquence en fut que les paysans lituaniens qui ne possédaient que peu ou point de terre, furent forcés d'émigrer de leur pays vers l'étranger, parce que la Banque agraire ne leur vendait pas une parcelle de terre, et lorsque, exceptionellement, elle leur en vendait, ce n'était que de la mauvaise terre que les colons russes ne tenaient pas à acquérir. Les Lituaniens voulurent fonder leur propre Banque agraire, mais le gouvernement ne le permit pas. Sans tenir compte des différents obstacles, les Lituaniens s'unirent en petites sociétés et achetèrent les biens les plus importants mis en vente publique par voie d'exécution forcée, les répartirent entre eux et créèrent de nouveaux domaines.

La conséquence de la politique de la Banque agraire russe fut que le prix du sol monta très haut et qu'en de nombreux endroits ce prix doubla en quelques mois ; de grands propriétaires fonciers appauvris vendirent avec un bénéfice considérable quelques parcelles de sol et de cette manière, après la vente de ces parcelles, ils agrandirent leur domaine avec l'argent gagné. Les prix élevés artificiellement devinrent finalement inabordables même pour la Banque agraire. Les colons russes transplantés dans le pays louèrent leurs domaines aux paysans indigènes et eux-mêmes émigrèrent dans d'autres pays. Le gouvernement russe se convainquit une fois de plus que la colonisation de la Lituanie n'atteindrait pas son but et ces derniers temps, il n'acheta plus aucun fonds de terre en vue de la colonisation.

Les polonisateurs de Lituanie tentèrent, sur les conseils des Polonais du Royaume, de fortifier leur influence auprès des paysans. Dans ce but, ils fondèrent des sociétés économiques, des établissements de crédit en vue d'attirer les paysans, des associations de consommation et, enfin, ils appelèrent à l'aide le capital polonais et tentèrent, suivant l'exemple du gouvernement russe, de coloniser le sol lituanien avec les Polonais du royaume de Pologne. La société Klobski, de Varsovie, fit connaître dans la presse polonaise de Vilna le but de la colonisation.

Les sociétés économiques polonaises et, avant tout la Banque hypothécaire polonaise dans le gouvernement de Souvalki, possédaient leurs agents spéciaux (par exemple Osovski à Kovno) chargés d'acheter de la terre. En conséquence, les Lituaniens durent également se défendre contre la colonisation polonaise. Dans la lutte contre les envahisseurs ils fondèrent des sociétés en vue de favoriser l'achat de grands domaines, ils réunirent des fonds, achetèrent des domaines et les répartirent entre les paysans lituaniens.

Dans le courant des dix dernières années il se produisit de grandes modifications relativement à la propriété du sol. La propriété foncière des gros propriétaires polonisants diminua de beaucoup ; en revanche la propriété foncière des paysans lituaniens et des colons russes s'accrut.

L'économie publique de la Lituanie se modifia également. La situation économique des gros propriétaires fonciers et des paysans lituaniens devint meilleure. Après l'introduction des machines agricoles, les produits du sol augmentèrent considérablement. A cette augmentation contribuèrent beaucoup les sociétés agricoles, la littérature, les établissements de crédit, les écoles agricoles. La division des villages en domaines économiques séparés, qui passa du gouvernement de Souvalki dans les gouvernements de Kovno et de Vilna, joua aussi un rôle important. Les géomètres qui s'occupaient de la division des villages en petits domaines acquirent la conviction que, dans les localités où les Lituaniens possédaient la conscience nationale et se trouvaient moins sous l'influence polonaise, les gens comprenaient mieux l'importance des domaines séparés. Mais ceci est vrai à tous les points de vue : là où l'élément lituanien est plus éclairé et moins soumis aux influences polonaises, l'habitation est aussi plus propre, mieux tenue et plus agréable. La partie la plus ignorante, la plus grossière de la Lituanie est la partie orientale polonisée, les environs de Vilna. La pauvreté et l'ignorance du paysan augmentent à mesure que l'on se rapproche de la ville de Vilna. Dans ce voisinage de la ville, on trouve de grands villages extrêmement pauvres, non divisés en domaines séparés (par exemple : Mickuny, Gudeli, à deux kilomètres de la limite de la ville).

Dans l'activité des polonisateurs de la Lituanie, la Banque agraire polonaise joua un grand rôle ; d'un côté elle accordait aux propriétaires fonciers des prêts considérables, et, de l'autre, elle aidait à fonder des banques, des établissements de bienfaisance ou d'assurance polonais, etc.; elle concentra autour d'elle les partisans polonais et de cette manière l'élément polonais se fortifia à Vilna. Le seul grand établissement privé, la Banque agraire polonaise de Vilna, qui étendait son activité sur sept gouvernements, acquit une grande richesse et exerça une influence considérable sur les établissements qui avaient avec elle des rapports financiers. La Direction de cette banque, qui ne se composait que de gros propriétaires fonciers polonais, étendit son influence sur la magistrature de Vilna, sur les autorités ecclésiastiques, sur les établissements urbains de bienfaisance, sur le gouvernement et même sur le Ministère à Saint-Pétersbourg. Les Directeurs de la Banque agraire étaient des bourgmestres supérieurs de la ville, les employés de la banque remplirent des fonctions dans la magistrature. Les établissements polonais de bienfaisance reçurent des prêts de la banque à des conditions plus favorables. La banque vendit de nombreuses maisons à ses employés à des conditions avantageuses. Ceci fortifia graduellement l'élément polonais de Vilna.

Par suite de l'activité considérable de la Banque agraire polonaise et grâce à la défense du gouvernement de fonder une Banque agraire lituanienne, les Lituaniens ne furent pas en mesure de tenir tête aux Polonais. En outre, la magistrature n'était composée que de Polonais, et ce qui est le plus important, l'Eglise était entre leurs mains. Malgré cette situation difficile, les Lituaniens ne craignirent pas d'entrer à Vilna en lutte avec les Polonais. Vilna était chère aux Lituaniens non seulement à cause de son passé mais encore à cause de son importance actuelle. C'est à Vilna que s'unirent tout d'abord les Lituaniens cultivés, c'est là que parut le premier quotidien lituanien, c'est là que furent fondées les premières associations. Les Lituaniens de Vilna occupaient la première place dans la lutte contre les Polonais.

Depuis l'introduction du christianisme en Lituanie, l'Eglise catholique était tombée entre les mains des Polonais. Mais

ceux-ci s'occupaient plus de polonisation que de l'extension du christianisme. Les premiers ecclésiastiques polonais qui baptisèrent les Lituaniens sur les bords de la Vilija et du Niémen, instruisaient le peuple par interprètes. Même le « *Pater* » fut traduit en langue lituanienne non par un apôtre polonais mais par le Grand-Duc Jogaila (Jagiello) ou Vytautas (Witowt). Dans la partie orientale de la Lituanie on enseigna aux gens que tout ce qui était polonais était catholique et que tout ce qui était lituanien était païen. Au lieu de répandre la pure doctrine chrétienne on s'occupa dans les églises de faire de la propagande en faveur du polonisme et de la langue polonaise, et d'enseigner le mépris du lituanisme. L'interdiction d'imprimer des écrits lituaniens, interdiction qui dura 40 ans, rendit de grands services à la cause du polonisme.

Dans la partie occidentale du gouvernement de Vilna, dans les cercles de Trakai (Troki), Vilna, Svenziany, Ochmiana et Lyda on parlait encore le lituanien au siècle passé, mais à l'heure actuelle, cette région est en partie dénationalisée ; en partie aussi, les gens utilisent, à côté de la langue slave, la langue lituanienne ; les gens âgés parlent le lituanien, mais leurs enfants parlent le polonais ou le blanc-russien. Toutefois, tous prient en polonais. Même les noms lituaniens des villages ont été polonisés, par exemple dans la paroisse de Podbrzezie (lit. Paberze) les noms lituaniens des villages : Kraujalaidziai, Vislaukiai, Puslaukiai, Pauzuoliai sont à l'heure actuelle entièrement polonais : Kriwolojdzi, Weselowka, Podebie. Si les Lituaniens, quand ils furent polonisés, s'approprièrent la langue blanc-russienne de préférence à la langue polonaise, c'est que le service militaire russe, l'école et l'administration exigeaient d'eux la connaissance de la langue russe. C'est pourquoi le Lituanien persécuté choisissait la langue blanc-russienne, parce qu'il pensait pouvoir ensuite s'entendre et avec les Polonais et avec les Russes.

Dans l'intervalle, le mouvement lituanien avait vaincu les Polonais dans les gouvernements de Kovno et de Souvalki ; il avait arraché l'Eglise à l'influence polonisante et pénétré dans le gouvernement de Vilna où il revendiquait pour les Lituaniens certains droits dans le domaine religieux. Il en résulta une lutte violente avec les polonisateurs. Les masses populaires ignorantes,

que ces derniers excitaient par la parole et par l'écrit troublèrent les prières des Lituaniens à l'église, les propriétaires fonciers polonais écrivirent aux autorités ecclésiastiques de Vilna pour se plaindre de ce que les ecclésiastiques Lituaniens forçaient les Polonais à se servir de la langue lituanienne, qu'il ne se trouvait aucun Lituanien dans les paroisses en question, que personne ne voulait prier en lituanien, etc. Les autorités ecclésiastiques organisèrent, sur ces plaintes, des enquêtes qui furent dirigées d'une manière unilatérale. Elles se placèrent bientôt ouvertement du côté des Polonais : les excitateurs coupables ne furent pas inquiétés, mais les ecclésiastiques lituaniens qui se servaient du lituanien dans leurs paroisses furent punis et transférés dans d'autres paroisses. Les paroisses mixtes, (par exemple Radun, cercle de Lyda) furent confiées à des ecclésiastiques polonisants pour qu'ils pussent y faire de la propagande polonaise. La langue polonaise fut introduite dans des églises paroissiales où précédemment (comme par exemple à Musniki) elle n'avait jamais été entendue, la langue lituanienne fut bannie des églises (par exemple de Podbrzezie, Meichagola), où elle avait été déjà introduite. Il ne resta que la langue polonaise. Cette injustice diminua l'autorité des pouvoirs ecclésiastiques ; les scandales produits dans les églises furent jugés par le tribunal russe ; en tête des accusés parurent les propriétaires fonciers polonais qui furent condamnés à la prison (scandale dans l'église de Janishki, cercle de Vilna). Les Polonais de Vilna organisèrent des concerts de bienfaisance pour ceux qui avaient été enfermés pour cause de scandale, par conséquent pour les auteurs de troubles souffrant pour la cause polonaise. Il est remarquable que ces gens qui, pour la plupart combattaient l'usage de la langue lituanienne dans les églises se servaient du lituanien à la maison, ainsi que cela fut établi devant le tribunal. La lutte des Lituaniens dans les églises a été exposée dans un mémoire du clergé lituanien intitulé « La situation des catholiques lituaniens dans le diocèse de Vilna et les excès du panpolonisme ». Ce mémoire fut adressé à Rome. Au séminaire ecclésiastique de Vilna on ne comptait ces derniers temps que peu de Lituaniens ; on recevait surtout des Polonais, des blancs-russiens et des Lituaniens dénationalisés.

Malgré ces circonstances, les Lituaniens ne renoncèrent pas

à lutter pour leurs droits dans le gouvernement de Vilna. Dans de nombreuses paroisses où la langue polonaise était seule employée, la langue lituanienne fut également introduite. Les ecclésiastiques lituaniens, même lorsqu'ils étaient persécutés, défendaient les droits de leurs compatriotes ainsi que l'on peut le constater dans ledit mémoire.

Il faut considérer comme digne de remarque l'attitude du gouvernement russe dans la lutte des Lituaniens contre les polonisateurs. Les deux éléments, les Lituaniens catholiques de tendances démocratiques et les Polonais catholiques de conviction conservatrice étaient hostiles à la politique russe. C'est pourquoi le gouvernement, dès qu'il se fût mêlé à la lutte nationale des Lituaniens contre les Polonais, tantôt se mettait du côté des Polonais, tantôt semblait vouloir aider les Lituaniens ; il agissait selon les fluctuations de sa politique. Il aidait les Polonais là où les Lituaniens avaient déjà une forte conscience nationale et il appuyait les Lituaniens là où ils étaient encore faibles et où les idées pan-polonaises étaient très répandues, pour imposer aux Lituaniens au lieu du polonisme le russisme.

Connaissant les buts du gouvernement, les Lituaniens refusèrent l'appui de ce dernier, mais dans les questions politiques, par exemple pour les élections à la Douma, ils s'unirent aux Juifs contre les Polonais. Mais ceux-ci se firent appuyer par le ministère de Saint-Pétersbourg où toutes les ordonnances électorales furent élaborées, même pour la Lituanie. L'entente du gouvernement avec les Polonais sur le terrain administratif était manifeste. Parmi les autorités des Zemstwos, qui exercaient la plus grande puissance dans les communes, aucun catholique local ne fut élu, et lorsqu'il y en avait un, par exception, ce n'était jamais un Lituanien, mais presque toujours quelque propriétaire foncier polonais.

Le gouvernement russe voulait à tout prix se mêler à la lutte nationale entre Lituaniens et Polonais dans le gouvernement de Vilna. Il autorisa les Lituaniens à fonder « L'association en vue de régler la question de la langue lituanienne à l'église », afin de devenir lui-même l'arbitre dans le conflit entre les Lituaniens et les autorités ecclésiastiques.

Dans la lutte nationale il devint absolument clair que les idées nationales des Polonais et des Lituaniens étaient absolument opposées les unes aux autres et inconciliables. Les Lituaniens aspiraient à libérer leur pays de la tutelle vieillie des Polonais, à développer leur culture, à instruire leur peuple. Par contre l s Polonais s'efforçaient de faire renaître l'ancienne Pologne, de la mer à la mer, réunie à la Lituanie, avec laquelle elle avait été unie à Lublin, et ils répandaient cet idéal parmi les propriétaires dénationalisés de la Lituanie, les citadins et les ecclésiastiques. Dans cette lutte ils différaient également quant à leur programme et leurs méthodes : Les Lituaniens renonçaient à la Lituanie historique, ils se contentaient des limites ethnographiques de la Lituanie, ils réclamaient l'indépendance de leur pays, l'usage de la langue maternelle de leur pays et ils voulaient faire de ce dernier leur propre patrie. Les Polonais défendaient leur situation en prétendant que la culture polonaise était supérieure et que pour ce motif les Lituaniens devaient se rallier à cette culture et à aucune autre. Les Lituaniens avaient devant les yeux l'ancienne Lituanie libre, idée propagée par de jeunes démocrates lituaniens ; par contre, les Polonais aspiraient à la Pologne suivant l'union de Lublin, qui a été représentée d'une façon si frappante par l'écrivain Sienkiewicz.

Etant donné cet état de choses, il ne pouvait être question de paix : un des partis devait capituler. Les polonisateurs menaient le pays au devant de grandes difficultés. Les aristocrates lituaniens tels que Radziwill, Sapieha, Tyszkiewicz et autres, dont les ancêtres avaient défendu autrefois l'indépendance de la Lituanie contre les Polonais, non seulement ne prirent aucune part à la renaissance de la Lituanie, mais ils restèrent même esclaves des idées polonaises, ils prirent au pays les monuments de la culture du passé et les envoyèrent à Varsovie ou à Lemberg, etc. De riches aristocrates, comme par exemple Kierbiedz et Montwill, qui étaient originaires de la Lituanie, appuyaient des établissements de bienfaisance agricoles et d'autres établissements de culture afin que ces derniers puissent s'opposer à la renaissance lituanienne.

Dans l'intervalle, le gouvernement russe agissait de son côté :

il ne permettait plus de fonder des écoles privées, il ne donna aucune place dans les écoles de l'état à des instituteurs lituaniens, empêcha l'enseignement de la langue lituanienne dans les écoles où elle avait été introduite après la révolution (1905) et interdit la langue lituanienne dans les assemblées publiques, les représentations théâtrales, les leçons, etc. Il est vrai qu'il autorisa les Lituaniens à fonder différents établissements comme, par exemple, des caisses de crédit, des caisses d'épargne, des sociétés de consommation, etc., mais il ne permit pas de centraliser ces établissements. Le gouvernement montra par là que le travail de culture des Lituaniens était contraire à ses aspirations.

Les ecclésiastiques de Lituanie, aussi bien les Lituaniens que les Polonais, étaient considérés comme dangereux par le gouvernement ; c'est pourquoi ce dernier tendait à empêcher les ecclésiastiques d'acquérir une culture supérieure. Dans tout l'Empire ne se trouvait qu'un seul établissement supérieur de culture pour les ecclésiastiques : l'Académie ecclésiastique de Saint-Pétersbourg.

Mais le nombre des étudiants était très limité : ne pouvaient y étudier que 2 ou 3 candidats de chaque diocèse. Le gouvernement accorda à l'Académie ecclésiastique, comme aussi aux Séminaires ecclésiastiques, des droits si nombreux qu'ils furent mis sur le même pied que les écoles populaires ! Les professeurs des séminaires ecclésiastiques étaient très mal payés. La méthode d'enseignement et tout le système de ces établissements étaient très primitifs. C'est pour ces motifs que les ecclésiastiques, particulièrement les Lituaniens, se rendirent en foule à l'étranger, avant tout en Allemagne et en Suisse pour y faire dans les universités catholiques des études théologiques supérieures. Mais ces départs se heurtaient à de grandes difficultés. Le gouvernement ne leur accordait pas de passeport pour l'étranger ; ils devaient donc tout d'abord arracher au gouvernement le passeport sous prétexte de maladie. A l'étranger, les ecclésiastiques devaient être très prudents : il s'y trouvait, en effet, des agents de la police secrète, qui faisaient connaître au gouvernement la caractéristique de chacun de ces ecclésiastiques.

Le gouvernement russe ne permettait pas aux habitants du pays de revêtir des charges publiques ; ils étaient remplacés par des Russes, la plupart du temps d'une moralité inférieure. Ceci eut une influence néfaste sur le caractère général. Des personnes immorales, adonnées à la boisson, devaient faire comme instituteurs l'éducation de la jeunesse et être un exemple de bonne conduite. Des maîtres d'agriculture ignorants devaient enseigner aux paysans une culture modèle. Comme ils ne connaissaient pas la langue des habitants, ils ne pouvaient pas s'entendre avec les paysans. La police qui était avide du bien d'autrui et de « schnaps » devait protéger les biens des habitants de la Lituanie et la vie publique. Les gouverneurs qui, eux-mêmes, violaient fréquemment les lois devaient travailler à ce que les paysans soient élevés dans un esprit de loyalisme vis-à-vis du gouvernement. Si quelqu'un voulait obtenir quelque chose, que cela fût permis ou non par la loi, il pouvait s'en procurer l'autorisation auprès des fonctionnaires en leur versant de l'argent.

On comprend clairement, de ce qui vient d'être dit, pourquoi les députés lituaniens à la Douma, après qu'ils eurent écarté tous les obstacles dressés par la police dans les élections à la Douma, siégèrent toujours à l'extrême gauche, pourquoi la classe intellectuelle lituanienne, qui dirigeait le peuple tendait toujours plus vers le parti radical-progressiste et pourquoi, d'autre part, il fut souvent répété dans la presse libre d'Amérique que le bien de la Lituanie et le développement de sa culture ne seraient possibles que si le pays restait autonome (indépendant) comme le Conseil populaire l'avait décidé en 1905.

Si nous jetons un rapide coup d'œil sur l'activité des Lituaniens à partir de l'interdiction des imprimés lituaniens et la révolution de 1905, jusqu'à l'époque actuelle, nous remarquons les progrès suivants :

1° Le mouvement lituanien qui, jusqu'à cette époque, travaillait dans l'ombre et qui n'était pas reconnu par le gouvernement, s'était entièrement épanoui et était devenu public. A partir de ce moment se constitue la classe intellectuelle en Lituanie : les premiers avocats, médecins, pharmaciens, instituteurs, directeurs et collaborateurs des journaux, etc.

2° La presse lituanienne, périodique ou non, les belles-lettres, les ouvrages d'enseignement, etc., se développèrent.

3° Il se créa des associations scientifiques et artistiques qui ont beaucoup fait pour le bien du peuple et l'art populaire.

4° La vie publique naquit, ainsi qu'on peut le voir par le développement des associations.

5° Une vie politique commença, qui fut influencée par les décisions du conseil populaire.

6° La langue lituanienne fit son entrée dans les écoles populaires moyennes et supérieures et dans la commune.

7° Dans l'espace de dix ans le nombre des étudiants se multiplia plusieurs fois.

8° Il se créa un lien plus fort entre la Lituanie et les Lituaniens d'Amérique.

9° L'agriculture fit, de même, des progrès considérables : les villages furent divisés en domaines particuliers ; au lieu de l'agriculture à trois champs, on introduisit l'agriculture en plusieurs champs ; l'élevage du bétail, l'économie laitière, la culture des jardins, etc., furent améliorés.

10° Des biens-fonds considérables passèrent des gros propriétaires fonciers aux paysans. A l'heure actuelle, les paysans possèdent plus de la moitié de tout le territoire de la Lituanie.

11° Un tiers au moins des boyards du gouvernement de Kovno s'unirent aux Lituaniens pour les élections à la Douma.

12° Des organisations de coopération, des associations de consommation, des caisses d'épargne, etc. se créèrent.

13° Dans la lutte contre les polonisateurs se manifesta la conscience nationale lituanienne : au lieu d'évêques polonisés, des évêques lituaniens furent élus dans les diocèses de Seiny et de Kovno.

14° Plusieurs tendances naquirent, basées sur le principe national, les démocrates chrétiens, les démocrates, les nationalistes, les radicaux, les socialistes. L'idée de la Lituanie, comme unité politique, se fortifia.

N° II.

Déclaration des Lituaniens relativement au recensement allemand en Lituanie de 1916.

A Monsieur le Bourgmestre supérieur allemand,
de la ville de Vilna.

Les membres lituaniens soussignés de la Commission urbaine de recensement du district estiment de leur devoir de vous présenter respectueusement la déclaration ci-après :

Suivant notre intime conviction, les résultats de la statistique des nationalités, obtenus lors du recensement, ne peuvent en aucune manière correspondre à la réalité, ceci pour les motifs suivants :

La ville de Vilna, centre du pays lituanien-blanc-russien, possède, à part les juifs, une population qui s'augmente continuellement par l'arrivée de personnes des cercles voisins, qui sont habités par des Lituaniens et des Blancs-russiens. Le chiffre de la population polonaise immigrant du Royaume de Pologne ne constitue ici qu'une petite minorité. Cependant presque toute la population catholique de la ville de Vilna s'est fait inscrire comme Polonaise.

Cette transformation étonnante de Lituaniens et de Blancs-russiens en Polonais s'explique aussi bien par les conditions de la vie politique et sociale que par la supériorité économique des classes possédantes polonaises.

Grâce au Règlement russe des villes, de 1892, règlement réactionnaire, les Polonais sont parvenus à accaparer l'administration de la ville et à faire occuper tous les organes et entreprises de la ville par leurs créatures qui étaient, même assez fréquemment, appelées du Royaume de Pologne. Suivant ce Règlement des villes, les juifs ne possèdent aucun droit dans l'administration citadine.

La puissance de l'Eglise est, de même, tombée entre les mains des ecclésiastiques polonais : en tête du diocèse se trouve

ici l'évêque polonais ; le Chapitre est composé de Polonais ; toutes les places importantes sont réparties entre les prêtres polonais et, pour priver les prêtres lituaniens de leur influence sur la population lituanienne, on les transfère assez fréquemment dans les paroisses blancs-russiennes.

Le pouvoir ecclésiastique polonais commet une plus grande injustice encore à l'égard des catholiques blancs-russiens : bien que la langue blanc-russienne soit autorisée, comme toute autre, dans l'Eglise catholique, ce qui a d'ailleurs été confirmé par la Curie romaine, les ecclésiastiques polonais se refusent néanmoins toujours, intentionnellement, à introduire l'usage de cette langue dans l'Eglise. De cette manière, les blancs-russiens sont forcés de se servir de la langue polonaise à l'église et de cette sorte ils sont, eux aussi, polonisés par l'Eglise.

Après la prise de la ville par les Allemands, la politique agressive des Polonais a encore augmenté d'intensité. Les Polonais sont arrivés, après l'organisation définitive de la police, à s'emparer de la direction de cette dernière et à la faire occuper presque exclusivement par des Polonais. Enfin les établissements d'utilité publique et de bienfaisance, qui furent fondés par les Polonais avec le produit des dons réunis à l'étranger au profit de toute la Lituanie et qui sont considérablement aidés sous une forme ou sous une autre par l'administration de la ville, placent la partie pauvre de la population très nombreuse, sous une complète dépendance de la classe intellectuelle polonaise, bien organisée.

Grâce à ces circonstances, les Polonais devinrent les intermédiaires entre la population et les autorités allemandes et la langue polonaise est devenue dominante à Vilna et d'une manière générale, pour autant que cela nous est connu, dans tout l'ancien gouvernement de Vilna, particulièrement dans l'administration urbaine, dans les milices de police et en partie dans les rapports avec les autorités allemandes, attendu qu'on ne s'y sert comme interprètes que de Polonais ou de militaires allemands de Posen, qui connaissent la langue polonaise.

En outre, les organisations polonaises ont, longtemps déjà avant le présent recensement, développé parmi la population une vive agitation soutenue par la parole et par la plume et

ceci aussi bien à Vilna que dans la province. Elles ont édité, sous forme d'instructions, des écrits et des appels enflammés dans lesquels elles recommandent aux habitants catholiques de se faire inscrire sans conditions comme Polonais afin que dans l'école, dans les organes de la ville, dans la procédure judiciaire, — partout — la langue polonaise puisse dominer ; en outre on conseillait dans les appels de chasser tous les agents de recensement ne connaissant pas la langue polonaise.

Par suite de ces circonstances, les populations lituanienne et blanc-russienne n'ont pu désigner librement leurs nationalités. Durant le recensement on a, en outre, pu constater que les catholiques qui se sont fait inscrire comme Lituaniens ou comme Blancs-russiens étaient visités par des agitateurs spéciaux qui leur demandaient pourquoi ils ne s'étaient pas fait inscrire comme Polonais. Et alors les pauvres gens ont immédiatement commencé en très grand nombre à demander aux commissions de recensement de les inscrire comme Polonais, attendu qu'il ne leur plaisait pas de passer pour Lituaniens ou Blancs-russiens. A notre question pourquoi ils craignaient d'être considérés comme Lituaniens ou comme Blancs-russiens, ils ont répondu que les prêtres le leur avaient commandé, qu'ils craignaient de ne plus recevoir de pain des offices de vente de la ville, de perdre leur place ou de voir leurs enfants écartés des établissements d'assistance, de ne pas recevoir, en cas de mort, un certificat de décès polonais *(sic!)*, d'être en butte de la part de la milice de police, à différents ennuis, etc. D'autres ont répondu qu'ils étaient catholiques et, par conséquent Polonais et qu'ils ne voulaient pas être considérés comme païens lituaniens ou comme hérétiques Blancs-russiens dont l'Eglise ne reconnaissait même pas la langue ; d'autres ont même renié publiquement leur langue maternelle lituanienne ou blanc-russienne en déclarant qu'ils ne connaissaient que le polonais, bien que les agents de recensement et d'autres témoins aient établi qu'ils parlaient couramment le lituanien ou le blanc-russien. Beaucoup d'entre eux s'étaient donnés antérieurement eux-mêmes comme Lituaniens ou comme Blancs-russiens, alors qu'ils n'étaient pas menacés d'un danger de contrôle de la part des Polonais tout-puissants.

Dans ces conditions on ne pouvait obtenir les données véri-

tables de la statistique des Nationalités ni à Vilna, ni dans la province, même quand des fonctionnaires absolument impartiaux prenaient en mains les travaux du recensement.

Vilna, le 19 mars 1916.

Sig. A. SMETONA, A. STULGINSKIS, A. JANULAITIS, M. BIRZISKA, P. GAIDELIONIS, J. VILEISIS, C. LANSDBERGIS, A. ZUMIDZINAVICIUS, J. SERNAS.

N° III.

Les aspirations des Lituaniens dans le présent.

(ADRESSÉ EN MÊME TEMPS QUE LE DOCUMENT N° 1 AU COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES ALLEMANDES DE L'EST).

Après que, dans la seconde moitié du XIXe siècle, les Lituaniens se furent réveillés de leur profond sommeil national (au sens le plus étendu de ce mot) et qu'ils eurent combattu durant quelques années, dans des conditions extraordinairement difficiles en faveur de leur culture nationale, en demandant, en considération de leur passé glorieux et par amour de la liberté, des droits identiques à ceux qu'avaient exigés d'autres peuples qui étaient déjà libérés de l'esclavage, ils manifestèrent leur vie individuelle dans une telle mesure à l'occasion de cette lutte que la renaissance apparut clairement et sans aucun doute et que le mouvement ne put être arrêté d'aucune manière. Ils comprennent parfaitement aujourd'hui que le développement de la culture nationale du peuple lituanien et de sa liberté ne peut être obtenu que si l'on reconnait aux Lituaniens dans leur propre pays, qu'ils habitent depuis un temps immémorial, les droits de citoyens indépendants et que si ces droits sont garantis de telle sorte que les autres pays soient également tenus de les respecter.

Aujourd'hui il est clair pour les Lituaniens que si la Lituanie est destinée à devenir un pays libre, ce ne peut être qu'aujourd'hui après le déchaînement de la guerre mondiale dans

laquelle les grandes puissances, ont déclaré, les unes au début des hostilités, les autres dans le courant de la guerre, qu'elles combattaient entre autres motifs, pour libérer les peuples opprimés. En outre, les pays neutres, grands et petits, qui attendent avec impatience la fin de la guerre malfaisante, souhaitent qu'elle ait une fin telle qu'il en résulte une paix durable qui ne soit plus troublée par une lutte entre les peuples opprimés et leurs oppresseurs et qu'à l'avenir il n'existe plus de motif pour une nouvelle guerre dans laquelle souffrent les autres peuples innocents, mais avant tout les peuples opprimés qui servent aux Etats belligérants d'instruments aveugles.

On peut en présumer que les puissances belligérantes s'appuieront, lors de la conclusion de la paix, non seulement sur la force de leurs armes mais qu'elles tiendront compte en outre des principes d'humanité, spécialement lors de la discussion relative au sort des nationalités opprimées et désarmées.

Dans cette perspective, les Lituaniens estiment nécessaire à l'heure actuelle d'établir leur situation nationale propre, leurs aspirations propres, différentes de celles des autres peuples, et de garantir spécialement les coutumes particulières au pays.

Parce que les Lituaniens ont à cœur de conserver et de développer dans l'avenir leur langue maternelle, leur culture intellectuelle et matérielle qui remonte aux époques les plus lointaines, il est nécessaire que tout le pays qui leur appartient et qui était divisé au point de vue administratif soit uni en un territoire politique unique.

Suivant la division russe, ce territoire strictement lituanien se compose du gouvernement de Kovno, des trois quarts au moins du gouvernement de Souvalki, avec la ville de Souvalki, des districts de Troki, Svenciany, Vilna, Lyda, Ochmiana, du gouvernement de Vilna, d'une partie du gouvernement de Grodno, d'une partie de la Courlande avec la ville de Polangen. La partie du territoire indiqué, de Vilna vers l'Est, en forme de triangle, était encore lituanienne il y a quelques dizaines d'années, la population y parle en majorité le blanc-russien. Vilna se trouve donc dans un pays dont la population est mixte en ce qui concerne la langue. Mais jamais et d'au

cune manière les Lituaniens ne consentiront à renoncer à ce territoire. Bien que la population autour de Vilna parle le blanc-russien et aussi le polonais, ses coutumes restent toujours identiques à celles des populations parlant le lituanien. Mélodies populaires, légendes, mœurs, religion, coutumes, passé, origine, tout est commun, jusqu'à l'aspect extérieur. Vilna était la capitale de l'ancien Etat lituanien où s'est développée l'idée du pays indépendant : c'est pourquoi cette ville est chère aux Lituaniens à cause de son passé. En outre, Vilna est la plus grande ville de la Lituanie ; c'est là que l'idée de la renaissance de la Lituanie a vu le jour, c'est là que la pensée, la vie intellectuelle se sont formées et développées. En outre, Vilna est le centre des Lituaniens au point de vue ecclésiastique. Au diocèse de Vilna ont appartenu depuis l'introduction du christianisme jusqu'il y a quelques dizaines d'années la plus grande partie du gouvernement de Souvalki (les cercles de Mariampol, de Vilkovischki, de Seiny, Kalvarie et Augustovo) et une partie du gouvernement de Kovno (cercles de Vilkomir, Novo-Alexandrovsk, Poneviech). Presque toutes les églises de Vilna ont été construites aux frais des Lituaniens et par des Lituaniens. Le fait que Vilna est considéré à tous les points de vue comme le centre de la Lituanie ressort déjà du fait que le Seimas (Conférence populaire) mentionné ci-dessus ne s'est jamais réuni en 1905, ailleurs qu'à Vilna.

La Lituanie qui sera sans doute constituée en un Etat indépendant au point de vue économique et s'adossant aux côtes de la mer Baltique, devra sans conteste posséder un port de commerce sur cette mer, sinon le pays ne pourra pas, au point de vue économique, être indépendant des autres peuples.

Comme les Lituaniens dans leurs aspirations vers une vie politique indépendante réunissent toutes les classes du peuple et basent ces aspirations sur leur culture particulière qui les sépare des autres habitants du pays, ils se représentent leur futur pays établi sur le principe démocratique, avec une représentation populaire démocratique, avec un parlement à Vilna, auquel tous les représentants du peuple seront élus au suffrage universel, égal, direct et secret.

Comme les Lituaniens aspirent à l'indépendance de leur

pays, ils luttent contre toute tendance qui voudrait faire de la Lituanie une province du Royaume de Pologne éventuel et ne souhaitent aucunement d'avoir, avec le Royaume de Pologne, des rapports quelconques, qui mettraient en danger leur vie économique et leur culture nationale. Les Lituaniens estiment contraire au principe de la liberté nationale toute politique qui tendrait à faire d'elle la province opprimée d'un Etat quelconque ou un territoire de colonisation condamné à être submergé par la population qui y serait amenée.

La forte base de la Lituanie démocratique renaissante, c'est la culture nationale lituanienne qui est étroitement liée aux traditions transmises par les ancêtres. C'est pourquoi il est absolument légitime que la langue officielle du pays soit la langue lituanienne. Il y a lieu de remarquer à cette occasion que les lois devront également protéger les droits de la minorité, c'est-à-dire les droits des nationalités parlant une autre langue, en ce qui concerne la religion, l'éducation et tous les autres points de vue de la culture.

Au point de vue ecclésiastique, la Lituanie doit également être indépendante des autres Etats. C'est pourquoi il est indispensable d'établir un archevêque-primat de Lituanie, auquel seraient soumis tous les diocèses du pays et qui entrerait directement en rapport avec Rome.

Résolus à poursuivre de cette manière la réalisation de leur liberté nationale dans les limites territoriales indiquées ci-dessus et à se libérer des influences étrangères menaçant leur développement économique ou leur culture générale, les Lituaniens recommandent leur sort aux Etats qui leur donneront la possibilité d'obtenir le droit de libre disposition nationale, à savoir : législation, administration et tribunaux propres, école nationale et situation indépendante dans les questions économiques et nationales, en un mot, le droit de se ranger parmi les peuples qui ont des droits individuels déterminés.

Vilna, le 10 juin 1916.

Sig. Dr. J. Basanavicius, Dr Stankevicius,
S. Kairys, A. Janulaitis, A. Stulginskis,
Dr Baksys, A. Smetona, M. Birziska,
P. Klimas, Dr Saulys, S. Vileisis, P. Dogelis.

N° IV.

Appel au Président des États-Unis d'Amérique.

Au Président des Etats-Unis d'Amérique,
M. Woodrow Wilson.
WASHINGTON.

Texte commun des représentants des peuples opprimés de Russie:

Dans le plus pressant besoin, nous nous adressons à vous, Monsieur le Président, comme à un pionnier de l'humanité et de la justice et par vous à tous les amis de l'humanité, pour vous faire connaître quel sort cruel nos compatriotes et coreligionnaires doivent supporter par la faute de la Russie. Nous nous adressons aussi par vous, Monsieur le Président, aux Alliés de la Russie car nous savons qu'eux aussi, dans leur amour de la liberté et dans leur sentiment du droit trouveront nos souffrances insupportables.

Nous, qui appartenons aux nations allogènes et aux religions étrangères de la Russie, nous accusons le gouvernement devant l'ensemble du monde civilisé, nous crions au secours et demandons appui contre l'anéantissement.

Le texte relatif à la Lituanie est ainsi conçu :

Le peuple des Lituaniens autrefois si puissant, qui avait créé entre l'est et l'ouest de l'Europe un Empire vaste et fort et qui durant des siècles a protégé lui-même l'existence de cet empire, sa culture et sa langue propres, tomba néanmoins finalement, avec les peuples voisins dont le passé a de nombreux points communs avec le sien, sous la domination de la plus grande Russie. Pour leur pays, qui avait perdu alors toutes les prérogatives d'un Etat indépendant, se sont levés les jours les plus durs qu'il soit possible d'imaginer. Le territoire habité par les Lituaniens fut graduellement divisé au moyen d'un système administratif organisé à cet effet en vue de leur faire perdre sa frontière nationale uniforme. Les Statuts lituaniens appliqués depuis les temps les plus reculés en Lituanie et dans les pays voisins, un legs des anciens, non seulement

ne furent pas accommodés à la situation nouvelle de ce pays, mais ils furent remplacés simplement par un Code légal russe qui lui était étranger, le droit coutumier lituanien et les coutumes lituaniennes furent écartés et méprisés, la liberté de croyance et de conscience, supprimée. Des gens furent astreints par la force à entrer dans la confession orthodoxe, qui leur était étrangère, les biens ecclésiastiques des catholiques, des unitaires et des protestants furent confisqués au profit de l'Eglise orthodoxe. L'exploitation agricole des citoyens lituaniens recula à pas de géant. Le gouvernement russe se servait dans ce but de différents moyens coercitifs ; il édicta des lois suivant lesquelles il était rendu plus difficile ou défendu aux catholiques et aux habitants du pays d'acquérir du sol par achat ou de toute autre manière. Jusqu'à ces tout derniers temps des domaines agricoles furent achetés aux frais de l'Etat et répartis entre des colons russes. Des Lituaniens, par centaines de mille, durent, malgré leur esprit d'activité, quitter leur patrie et émigrer à l'étranger, principalement en Amérique. Ceci ne suffisait pas et pour ruiner plus rapidement le pays on introduisit le tarif différentiel, ce qui favorisait le territoire habité par des Russes.

Durant plusieurs dizaines d'années il fut sévèrement interdit d'imprimer des écrits en lituanien et ceci non seulement dans les frontières de l'Empire russe, mais la peine frappait aussi ceux qui entreprenaient d'utiliser des livres en langue lituanienne importés de l'étranger. L'interdiction d'user de la langue lituanienne visait toutes les institutions publiques, les écoles, les tribunaux, ainsi que l'administration. Il était également interdit de fonder des écoles avec le lituanien comme langue d'enseignement. Les classes cultivées de la Lituanie ne purent participer ni à l'administration judiciaire ni à l'enseignement même en russe. Les Lituaniens étaient également exclus des autorités administratives. Avec impatience, mais vainement, le Lituanien attendit jusqu'à ces tout derniers temps une administration lituanienne, ceci d'autant plus que le territoire habité par les Russes possédait déjà ce droit, dans une mesure limitée, il est vrai. Aucun droit de libre disposition dans la vie publique : ni en ce qui concerne l'agriculture, ni à l'école, ni dans les affaires commerciales, ni dans aucun

domaine de la culture. Jusqu'à ces derniers temps il resta interdit aux Lituaniens de fonder des banques agraires ou agricoles. Dans la Douma d'Empire, la représentation lituanienne était en forte minorité comparativement à la représentation russe.

Même 1905, l'année de la Révolution, ne changea que peu de chose à cet e triste situation, bien qu'en cette année-là une conférence lituanienne (*Seimas*) se soit réunie à Vilna, à laquelle prirent part des représentants de toutes les classes de la Lituanie et qui exigea l'autonomie de la Lituanie. Après comme avant, les Russes cherchèrent à réaliser leur programme, qu'ils mirent en œuvre lors de leur arrivée dans ce pays et qui consistait à « Rasplastat Litvou », c'est-à-dire détruire l'ancienne culture nationale du pays.

Les soussignés, qui se sont réunis le 29 avril 1916, ont donné pleins pouvoirs à MM. S. Kairys, S. Saulys et A. Zmuidzinavicius pour signer le texte ci-dessus et pour le présenter au « Comité des nations et confessions opprimées de Russie ».

Vilna, le 29 avril 1916.

Sig. Dr. J. Basanavicius, A. Smetona, P. Klimas, Kun Dogelis, A. Stulginskis, M. Birziska, J. Vileisis.

Le texte commun continue ainsi :

Voilà les attentats dont la Russie se rend coupable envers nous, qui sommes ses propres sujets. Elle a opprimé toute vie nationale, elle a empoisonné notre civilisation vivante. La Russie a remplacé la morale et l'honneur par l'immoralité et la corruption, elle a poursuivi les religions h térodoxes, empêché le progrès et la culture et travaillé à la dégradation de ses propres sujets.

Mais maintenant, tandis que tous nos frères, à l'exception des Finlandais, versent leur sang et meurent pour la Russie, le gouvernement a donné à ses fonctionnaires pleine liberté pour laisser déborder leur rage de destruction sur nos demeures.

Nous ne nous plaignons pas des dommages causés par les opérations de guerre. Mais nous nous plaignons des dégâts sans but qui ont été causés par pur plaisir de pillage et de massacre

et sur ordre direct. Nous nous plaignons des vulgaires préventions contre les propres sujets de la Russie, de l'emprisonnement, des tracasseries, de la faim, de la misère et du dénuement dans lesquels on nous jette. Nous nous plaignons des massacres et de la mort de milliers d'innocents, de vieillards, de femmes et d'enfants.

Nous n'avons pas oublié que des millions de nos frères de race se trouvent encore entre les mains des Russes, que leur bouche est fermée et qu'ils doivent endurer en silence les plus terribles souffrances. Nous connaissons aussi l'habitude du gouvernement russe de se venger sur les parents et les frères de race sans défense, lorsqu'il ne peut pas assouvir sa haine contre ceux qui disent la vérité.

Aujourd'hui nous ne pouvons rien faire pour les nôtres. Que Dieu les protège !

Mais nous savons aussi qu'aucun des nôtres n'accorde foi aux promesses du gouvernement. Nos descendants n'oublieront jamais le martyre que la Russie nous a infligé. La Russie a subjugué et ruiné des peuples qui lui avaient été confiés pour les cultiver et elle a abusé de sa puissance pour martyriser ses propres sujets et détruire notre bien-être pour des générations.

Ainsi la Russie elle-même nous a éloignés d'elle !

Et elle continuera encore plus tard de persécuter nos frères de race et elle n'aura pas de repos jusqu'à ce qu'elle ait atteint son but : l'extermination comme nations des peuples étrangers.

C'est pourquoi nous vous crions : Aidez-nous ! Protégez-nous contre l'anéantissement !

Ligue des peuples étrangers de Russie.

N° V.

Déclaration des délégués lituaniens, présentée à la troisième conférence de l'« Union des Nationalités », à Lausanne (1916)

Parmi tous les peuples indo-européens appelés baltiques et qui habitent le long des côtes de la Mer Baltique, seuls les

Lituaniens sont parvenus à fonder au XIIIe siècle un Etat puissant. Aux Baltes appartiennent également les anciens Prussiens qui habitent à l'ouest des Lituaniens et dont les voisins au Sud étaient les Masures. Ils furent vaincus dans leur lutte contre les Chevaliers de la Croix et leur langue disparut entièrement au XVIIe siècle. Une autre branche de l'ancienne famille baltique, les Lettons, habitaient le pays situé au nord de la Lituanie, les gouvernements actuels de Courlande, de Livonie et de Vitebsk. Cette branche fut vaincue au XIIIe siècle déjà par les chevaliers Porte-Glaive. Elle conserva néanmoins son individualité et tenta de développer une culture nationale et de mener la vie d'un peuple civilisé. Au Sud de la Lituanie ethnographique actuelle, dans le gouvernement de Grodno, habitait une branche lituanienne guerrière, les Iadvingiens qui furent également vaincus, dans leur lutte contre les Russes et les Polonais. Ils furent passés en partie au fil de l'épée et en partie tombèrent en esclavage.

Ainsi que cela a été dit plus haut, entre tous ces peuples ce sont les Lituaniens seuls qui ont fondé un Etat. Lors de leur défense contre les hordes tatares et contre les Russes et les Polonais, ils s'emparèrent de plusieurs pays slaves, entre autres des pays des Blancs-russiens et des Ruthènes. Bien que la Lituanie ait été très puissante, bien qu'elle se soit étendue de la Mer Baltique jusqu'à la Mer Noire, elle laissait une partie de ses frères de race sous la domination de l'Ordre Teutonique. Ces derniers devinrent dans la suite sujets du Royaume de Prusse. Ils habitaient des deux côtés du Memel jusqu'à l'embouchure de ce fleuve dans le Kurisches Haff. Bien qu'ils aient conservé leurs coutumes et leurs langues, ils ne furent pas en état d'offrir une résistance suffisante contre la germanisation.

La Lituanie était continuellement en guerre avec les deux Ordres germaniques qui, sous prétexte de répandre le christianisme, voulaient la soumettre à sa domination. Au XIVe siècle, elle reçut la religion catholique des Polonais qui offrirent à son Grand-Prince la couronne royale avec la main de leur reine. Mais Jagiello, qui devint de cette manière Roi de Pologne promit d'incorporer la Lituanie à la Pologne. Cependant les rapports entre les deux pays devinrent rapidement moins étroits, en

sorte qu'il n'exista plus qu'une union personnelle qui, elle-même ne dura que peu.

Durant ce temps, la Grande-Principauté de Moscou se développait dans une mesure qui devenait un danger pour la Lituanie, laquelle avait sous sa domination une grande partie de la nation ruthène et devait fréquemment faire la guerre contre Moscou. Lorsque, enfin, durant le XVI[e] siècle, la Lituanie, se trouva en guerre contre le puissant Etat moscovite en vue de protéger la Livonie, les Polonais estimèrent le moment favorable pour forcer la Lituanie de conclure avec eux une Union défavorable. Malgré l'opposition de la haute noblesse lituanienne : des princes Radziwil, Chodkiewicz, Wolowicz et d'autres, l'Union parlementaire de la Lituanie avec la Pologne fut signée à Lublin en 1569. Depuis cette époque les deux pays eurent le même souverain et une assemblée législative commune. Toutefois, chaque pays garda son nom, ses lois, son administration, ses tribunaux, ses finances et son armée. Cependant, les Polonais obtinrent la majorité dans les assemblées législatives après que le nombre des représentants et des sénateurs lituaniens eût été diminuê par la force. A la même époque, l'idée de la Réforme parvint également dans la catholique Lituanie. De la lutte entre catholiques et protestants, naquit une littérature religieuse en langue lituanienne. Les deux camps adverses comptaient dans leurs rangs des personnalités marquantes : les protestants le prince Radziwil, les catholiques le prince Giedraitis.

Malgré l'Union avec la Pologne, le danger moscovite ne diminuait pas et la vie intellectuelle de la nation fut affaiblie. Il n'y eut que peu d'écrivains qui, comme par exemple Constantin Szirwidas S. J., animèrent la conscience nationale par une littérature lituanienne. Cette dépression de la vie intellectuelle nationale dura jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle. Durant cette période on ne trouve que les œuvres du poète de la Lituanie prussienne, Christian Duonelaitis, qui a décrit avec beaucoup de talent la vie et les mœurs du paysan lituanien.

Dans l'intervalle eurent lieu le partage de la Pologne et de la Lituanie. Notre patrie fut attribuée en partie à la Russie, en partie à la Prusse. La littérature romantique qui, encouragée par l'Université de Vilna, naquit du sentiment lituanien, bien

qu'elle se soit exprimée en langue polonaise, réveilla les souvenirs du glorieux passé de la Lituanie et le patriotisme lituanien. Des poètes tels que Mickiewicz, des écrivains tels que Kraszewski, des historiens tels que Narbutt, idéalisèrent l'ancienne Lituanie et réveillèrent l'amour de la patrie.

A la même époque, alors que des écrivains lituaniens enrichissaient la Lituanie polonaise, notre littérature patriotique renaissait en langue lituanienne. D'anciens élèves de l'Université de Vilna, tels que Simon Daukantas et l'évêque Valantschus, l'évêque Baronas et d'autres publièrent des écrits scientifiques, littéraires et politiques en langue lituanienne.

Tandis que la culture lituanienne se développait de la sorte, le gouvernement russe mettait tout son zèle à russifier tout le pays dans les domaines les plus différents ; il supprima l'Université de Vilna, força les catholiques à passer à l'orthodoxie, leur prit leurs églises et les transforma en temples orthodoxes, arracha leurs biens aux églises et aux couvents, supprima le statut lituanien, dont la Lituanie s'était servie durant plusieurs siècles et le fit remplacer par le Code russe, organisa les tribunaux suivant le système russe et nomma des juges et des fonctionnaires russes, originaires de l'intérieur de la Russie.

En l'année 1863, eut lieu le malheureux soulèvement polonais, auquel participa la Lituanie avec sa noblesse, sa bourgeoisie et une partie de la population des campagnes. Ce soulèvement fut suivi de mesures d'oppression de toute sorte : les biens des révoltés furent confisqués, l'Eglise catholique fut poursuivie, la Lituanie fut colonisée par des fonctionnaires et des paysans russes peu civilisés, la langue russe fut introduite dans toutes les écoles, la langue du pays fut interdite. Mais la mesure la plus néfaste fut, en 1865, l'interdiction de la presse lituanienne et la suppression des ouvrages en langue lituanienne, même des livres de prières.

La vie publique et privée qui fut ainsi opprimée en Lituanie russe trouva une issue vers la Lituanie prussienne : des livres religieux, ainsi que des journaux furent imprimés à Tilsit. Ils étaient ensuite apportés secrètement par milliers d'exemplaires en Lituanie russe et distribués au peuple. Dans la lutte contre

la contrebande, le gouvernement russe recourut aux mesures les plus dures : prison, exil en Sibérie et ceci non seulement contre ceux qui avaient pris part à la contrebande, mais encore contre ceux qui avaient reçu des livres de ces derniers. Lorsque, enfin, la littérature ainsi introduite eût pris une extension de plus en plus grande, le gouvernement russe vit qu'il n'y avait aucun espoir de lutter avec succès contre ce mouvement et, en 1904, il rendit la liberté à la presse lituanienne.

Outre l'interdiction de la langue lituanienne, le gouvernement employa toutes sortes d'autres moyens pour fortifier son influence; il favorisa les conversions du catholicisme à l'orthodoxie, força les élèves catholiques de prier en russe dans les écoles et d'étudier en russe l'histoire religieuse.

Cette oppression devint finalement si insupportable aux Lituaniens que leurs enfants se refusèrent catégoriquement de prier en russe et ceci aussi bien dans les écoles moyennes que dans les écoles inférieures. Des centaines d'élèves furent alors exclus de l'enseignement.

En outre, le gouvernement russe essaya en même temps d'empêcher toute acquisition de terrain en Lituanie par des catholiques et, en fin de compte, il l'interdit complètement. Ainsi s'explique la considérable émigration des Lituaniens en Amérique.

Malgré cette oppression continuelle, la conscience nationale lituanienne se développait toujours. Et lorsque, après la malheureuse guerre avec le Japon, la Révolution éclata, les Lituaniens y prirent part aussi.

Toutes les classes de la population lituanienne et tous les partis étaient décidés de mettre fin à la tyrannie et c'est pourquoi en 1905 se réunit à Vilna un congrès d'environ 2.000 personnes, qui décida à l'unanimité de demander au gouvernement russe large autonomie politique pour la Lituanie. Naturellement il ne fut pas satisfait à cette demande. Toutefois, on remarqua une diminution de l'oppression en Lituanie. On toléra une certaine liberté religieuse ; plusieurs écrits de différente nature furent publiés ; il naquit de même des organisations avec des buts économiques ou d'instruction ; la langue lituanienne fut

autorisée dans les écoles moyennes et inférieures. Toutefois, à peine le calme fut-il rétabli en Russie que le gouvernement russe revint à la politique d'oppression. Le droit électoral fut modifié de telle sorte qu'une population lituanienne de 3 millions ne put élire plus de députés que 200.000 fonctionnaires et colons russes.

Telle était la situation dans laquelle se trouvait la Lituanie lorsque la présente guerre éclata. Ce pays fut le premier théâtre de sanglantes batailles. Dans cette lutte gigantesque, la Lituanie eut le malheur de voir ses fils incorporés dans les armées adverses : le frère devait tuer le frère, le Lituanien de la Prusse orientale devait lutter contre le Lituanien de Russie, ils devaient dévaster eux-mêmes le pays de leurs ancêtres, qui était cher aux uns comme aux autres. A la fin de la seconde année de guerre, la Lituanie se trouve noyée dans le sang, dévastée par les réquisitions et les pillages, saccagée, brûlée, plongée dans la misère. Elle attend la fin de la guerre, dont elle espère la liberté qui lui est si nécessaire.

Quel que puisse être le résultat de la guerre, les Lituaniens ne veulent plus retourner à l'état de l'esclavage politique. La liberté de la Lituanie, le libre développement de sa culture, de sa politique et de son économie publique sur son sol national, voilà les vœux des partis lituaniens, engendrés par les expériences du passé.

Les puissances belligérantes ont déclaré, les unes au début de la guerre, les autres plus tard, qu'elles luttaient non seulement pour leurs propres intérêts mais encore pour la libération des nations opprimées. En outre, les pays neutres eux-mêmes ont déclaré que la paix ne pourrait être durable si les désirs légitimes des peuples opprimés ne reçoivent pas satisfaction. Etant donné ces opinions et ces promesses, la Lituanie a, comme les autres pays qui se trouvent dans une situation analogue, le droit d'espérer que son sort ne sera pas fixé par les armes mais, conformément aux besoins du pays, par les principes de l'humanité, proclamés par les puissances belligérantes elles-mêmes.

Pour ces motifs, la nation lituanienne avec ses traditions, sa culture particulière, son idéal national, croit ne pouvoir conserver

son individualité qu'à la condition qu'elle reçoive le droit lui revenant de régler elle-même son sort dans tous les domaines de la vie. En se basant sur le fait que son pays a constitué autrefois un Etat indépendant, le jeune lituanien, dans la revendication de son droit, n'a nullement l'intention de diminuer le droit de libre disposition des peuples qui ont habité autrefois le territoire de la Grande-Principauté de Lituanie et auxquels appartiennent en premier lieu les Blancs-Russiens. Ces peuples doivent rester libres d'entrer en relations avec des pays voisins. La Lituanie qui, dans le passé, a éprouvé tant de désillusions, ne voit son avenir assuré et sa liberté suffisamment garantie que dans une indépendance pleine et illimitée.

N° VI.

Mémoire relatif à la situation présente de la Lituanie.

(ADRESSÉ A M. LE COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES ALLEMANDES DE L'EST, EN JUILLET 1916).

Il s'est écoulé presque une année entière depuis que l'armée allemande a occupé tout le pays habité par des Lituaniens et une partie du territoire blanc-russien, c'est-à-dire le pays qui fut autrefois le noyau proprement dit de la Grande-Principauté lituanienne. Après les expériences acquises en cette période, bien qu'elle ait été courte, les délégués lituaniens soussignés considèrent comme leur devoir de présenter ici quelques-unes de leurs observations relatives à la situation actuelle de la Lituanie, qui, étant donné les moyens de communication très limités, ne pourront présenter toutefois qu'un tableau très incomplet de la situation effective et manifester en même temps quelques-uns de leurs vœux dont l'accomplissement pourra, à leur avis, rendre supportable la situation de la population et contribuer à ce que les relations entre les Lituaniens et les Allemands qui, ces derniers temps, particulièrement dans les régions de la campagne, commençaient à devenir moins bonnes, deviennent meilleures.

Lorsque les Allemands eurent occupé la Lituanie, ils firent publier que l'enseignement pouvait être donné dans les classes en langue du pays. La population, qui désirait ardemment des écoles nationales, commença à fonder des écoles de ce genre partout où cela lui était possible. Il ne se trouvait pas partout des personnes capables d'enseigner et l'on ne possédait pas partout les ressources suffisantes pour entretenir les écoles. Il arriva dès lors fréquemment que des soldats allemands prirent l'initiative et fondèrent des écoles allemandes. Toutefois, en agissant ainsi ils allaient à l'encontre du principe reconnu par les autorités allemandes elles-mêmes et suivant lequel l'enseignement doit être donné à la population dans sa langue maternelle.

La majorité des Lituaniens virent, non sans raison, dans cette manière de faire une mesure du nouveau gouvernement contre leur langue nationale et une tentative pour dénationaliser la Lituanie. C'est pourquoi la population lituanienne devint hostile à ces écoles et cessa d'y envoyer les enfants. Et si elle continua de le faire dans certaines localités, ce fut par crainte d'une punition. Une menace de punition visa spécialement les districts de Kovno et de Souvalki.

En outre, l'autorité elle-même a, dans différents endroits, rendu plus difficile à la population la fondation des écoles. Il en fut ainsi à Telche, dans le district de Kovno. Les Lituaniens désiraient y fonder un gymnase et ils adressèrent une requête à cet effet. Cette dernière resta néanmoins sans réponse. En revanche, à Vilkovichki, dans le district de Souvalki, les allemands eux-mêmes fondèrent une école de plusieurs classes, dans laquelle l'enseignement ne fut donné qu'en allemand.

Dans maints endroits les Allemands manifestèrent même la tendance d'établir des écoles polonaises. Dans les localités où ce système n'aboutit pas, on fonda des écoles allemandes. Ils en fut ainsi à Orany, gouvernement de Vilna, district de Troki. Dans cette localité fut ouverte une école allemande qui reçut environ 80 élèves. Un soldat enseignait. Au bout de peu de temps, les élèves ne se rendirent plus à cette école, à l'exception de 10. La fondation d'une école lituanienne fut alors autorisée. La première école devint néanmoins une école

germano-polonaise bien que tous les environs d'Orany fussent entièrement lituaniens. Les expériences faites avec les écoles montrèrent clairement qu'à l'Est de la Lituanie les sympathies des fonctionnaires allemands inférieurs se sont toujours trouvées jusqu'ici du côté des polonisateurs. Les Lituaniens ne connaissent pas un seul cas dans lequel il aurait été interdit à ces derniers d'ouvrir des écoles polonaises dans des contrées lituaniennes ; en revanche, dans différents endroits de contrées également lituaniennes (dans le gouvernement de Vilna, district de Troki), il a été demandé officiellement aux ecclésiastiques lituaniens pourquoi ils ne fondaient pas d'écoles polonaises. Les polonisateurs étaient aidés dans leur activité dans le domaine de l'instruction spécialement par les gendarmes allemands qui étaient, semble-t-il, des Polonais de Posen.

Il est impossible de passer sous silence certains agissements des fonctionnaires allemands à l'égard des instituteurs lituaniens. Il arriva, par exemple, à Mariampol, dans le gouvernement de Souvalki, que l'inspecteur scolaire, nommé Rimkus, frappa à plusieurs reprises, en présence d'autres instituteurs et fonctionnaires, l'institutrice Mademoiselle Draugelis parce qu'elle avait protesté contre certains procédés qu'elle jugeait offensants pour elle. Les fonctionnaires russes eux-mêmes n'avaient jamais infligé aux Lituaniens pareil traitement.

Il est certain que l'on ne peut pas reprocher à la majorité des fonctionnaires allemands une conduite semblable à celle qui vient d'être citée, mais il est nécessaire d'insister sur le fait que, même si ce ne furent là que des cas isolés, les sentiments de la population n'en furent pas moins très aigris ; les rapports entre Allemands et Lituaniens devinrent difficiles et si ces faits se renouvelaient, il pourrait en résulter des conséquences déplorables.

Les associations lituaniennes de culture, qui exerçaient autrefois leur activité dans toute la Lituanie ont été empêchées et limitées dans leur action. Elles ne peuvent travailler à leurs buts que séparément, comme associations locales dans les différentes contrées. Mais comme elles ne peuvent avoir entre elles aucune relation, elles ne sont pas en mesure d'obtenir grand'chose.

Il manque aux écoles, indépendamment d'instituteurs capables, des livres d'enseignement, parce que la censure entrave leur développement. Dans le cours de l'automne précédent ont paru à Vilna différents nouveaux livres scolaires, mais la censure ne les a pas laissé, jusqu'ici, pour différents motifs, mettre en vente, bien qu'il ne se trouve rien dans ces livres qui doive être interdit pour des motifs militaires et politiques.

Ce qui est dit des associations de culture est vrai également pour les associations de bienfaisance, d'économie publique et autres, qui étaient actives dans toute la Lituanie avant l'occupation par les Allemands. A l'heure actuelle, leur action est limitée à quelques villes et localités. Mais, même ainsi, l'accomplissement des buts de ces associations est impossible parce que les relations nécessaires entre les organes des différentes associations sont rendues plus difficiles. On doit attendre des semaines et même quelquefois des mois avant que les autorités accordent la permission de se rendre par exemple de Vilna à Chavli. C'est pourquoi la vie courante des Lituaniens est presque complètement arrêtée.

Bien qu'en Lituanie, dans les districts de Kovno, Souvalki et Vilna, le nombre des Lituaniens atteigne 60-70 pour cent de la population totale, on refuse à la langue lituanienne la place qui lui revient comme langue du pays. Elle est ignorée principalement dans la Lituanie orientale. Toutefois, il faut noter les efforts qui furent accomplis ces derniers temps par le Haut Commandement de l'Est en faveur de la langue lituanienne. Dans les communiqués officiels c'est la langue lituanienne qui vient après la langue allemande et, après seulement, la langue polonaise (autrefois, c'était le contraire), mais dans les affaires de la vie quotidienne : dans les ordonnances locales, et les décrets, dans les relations avec l'autorité allemande et les fonctionnaires allemands, c'est la langue polonaise qui domine.

Pour s'entendre avec les habitants, les Allemands se servent la plupart du temps en Lituanie de soldats polonais. Sur cent Polonais qui viennent de Posen et de la Prusse occidentale, il n'y a que peu de Lituaniens prussiens. Si bien que le Lituanien qui ne sait pas le polonais doit, très souvent chercher un interprète, qui puisse s'entendre avec les interprètes officiels

germano-polonais. Ces faits favorisent la langue polonaise et font du tort à la langue lituanienne. La profonde impression que cette situation fait sur les Lituaniens ressort du fait que, interrogés à l'une ou l'autre occasion, sur l'un ou l'autre événement, ils répondent : c'était lorsque les Polonais s'emparèrent du pouvoir à Kovno et à Vilna, après la prise de ces villes par les Allemands.

Les Polonais, Juifs et Blancs-Russiens ont tous au moins un périodique, tandis que les Lituaniens, dont la presse était autrefois beaucoup plus répandue en Lituanie que celle des autres nations, n'ont aucun journal depuis que les Allemands ont occupé le pays. Il paraît, il est vrai, à Kovno, la «Dabartis», éditée par le chevalier Steputat, mais cette feuille est peu au courant des affaires lituaniennes; c'est pourquoi les Lituaniens ne considèrent pas la Dabartis comme leur organe.

Aujourd'hui encore il n'existe pas de censeurs chargés d'examiner les écrits lituaniens, par exemple, les pièces de théâtre. Tandis que les Polonais et les Juifs organisent continuellement des représentations et des soirées, par exemple, à Vilna, les Lituaniens doivent attendre des semaines et quelquefois plus longtemps encore que leur pièce, à laquelle ils sont préparés, soit autorisée par la censure, et ils renoncent finalement à donner la représentation.

Les soldats allemands traitent souvent la population d'une façon indigne. Lorsqu'ils imposent au peuple des corvées dans les villages et dans les domaines, ils utilisent assez fréquemment la nagaika et les verges. Quelquefois même ils ne tiennent aucun compte des fêtes de l'Eglise. Par exemple, au premier jour de fête de Pâques, les habitants d'une contrée furent forcés de porter de l'eau-de-vie aux Juifs de la petite ville d'Alunta. Les gendarmes exigent de la population locale qu'elle les salue avec respect. Les gens se conforment par crainte à cette exigence, mais cette dernière éveille en eux un vif désir de vengeance.

La propriété de la population n'est pas plus épargnée, particulièrement dans les endroits situés près du front. Il n'est pas rare que l'on prenne aux gens leur dernière vache, aux enfants le dernier bol de lait. A Slabada, le faubourg de Kovno, on prit

par exemple le samedi de Pâques aux gens de la localité tout ce qu'ils avaient préparé pour le repas de la fête. Les Lituaniens ne refusent pas les réquisitions nécessaires, mais ils s'estiment lésés lorsqu'on leur prend leur bétail sans présenter aucune attestation à cet effet ou en leur laissant une déclaration qui ne signifie rien. Et des cas de ce genre sont très nombreux.

Les Lituaniens qui s'étaient réfugiés en Prusse lorsque leur patrie fut anéantie par les cosaques qui tuaient les hommes, violaient les femmes, emmenaient des gens demi-nus et affamés presque dans l'intérieur de la Russie, ces Lituaniens apprenaient avec une douleur particulière que l'automne précédent des soldats allemands s'étaient conduits d'une façon analogue en Lituanie, près du front, particulièrement dans la contrée de Chventchonys (Sviencіany). Ainsi que les ecclésiastiques du lieu le rapportent, la plus grande partie de la population a été chassée, les maisons furent brûlées, le bétail volé. Des vieillards, des femmes et des enfants durent brusquement abandonner leurs habitations, par exemple à Tveretch et à Aduttichkis ; de nombreux enfants, plusieurs femmes enceintes et des vieillards sont morts en chemin de faim et de froid. Et si l'on doit reconnaître qu'en général les soldats allemands ont plus de respect vis-à-vis des femmes que les Russes, il s'élève néanmoins de différents endroits de vives plaintes sur le fait que des soldats allemands ont violé des femmes et des filles et ont empêché leurs maris, par des coups et des menaces de mort, de leur venir en aide.

En général la population lituanienne avait accueilli les Allemands avec calme et dignité mais, dans la suite, ces sentiments se modifièrent pour les motifs indiqués ci-dessus. Les relations actuelles sont loin d'être bonnes et en maints endroits elles sont même très tendues.

A part les circonstances énumérées ici et qui émeuvent directement la population, il faut considérer également comme contribuant à rendre moins bonnes les relations, des mesures d'un caractère plus général, en particulier le pillage économique de la Lituanie, le déboisement, etc.

Pour écarter les malentendus dont nous parlons et pour améliorer les relations entre les Lituaniens et les Allemands,

les soussignés estiment qu'il faudrait apporter différentes modifications radicales dans le système d'administration de la Lituanie, autant que les nécessités militaires le permettent.

Ce qui frappe tout d'abord les yeux du spectateur neutre c'est le fait que la Lituanie est divisée en différents districts séparés, manquant d'une administration ferme venant d'un centre et inspirée par des principes uniformes accommodés aux besoins de l'ensemble du territoire. La Lituanie manque complètement à l'heure actuelle des conditions qui rendent possible la vie publique et qui relèvent l'existence du peuple de telle sorte qu'il cesse de végéter dans des districts ou cercles isolés les uns des autres. Les relations sont rendues plus difficiles et empêchées non seulement entre les différents territoires administratifs, mais encore entre les différents districts.

Une centralisation de l'administration civile en Lituanie, au moins sous la forme d'un gouvernement général, ainsi que cela existe déjà en Pologne, apparaît dès lors comme absolument nécessaire. Tant qu'une centralisation semblable n'existera pas, la vie publique demeurera arrêtée et ni les associations de bienfaisance, ni les associations de culture, ni les associations économiques ou autres ne pourront entrer en activité. Or, de ce fait, la population de la Lituanie éprouve une réduction de son existence à sa plus simple expression, situation qui est de beaucoup inférieure à l'état habituel. Sans cette centralisation, une amélioration des relations sera impossible et cette limitation pèsera comme une lourde charge sur la vie de la Lituanie.

En même temps que la centralisation de l'administration, il serait nécessaire que toutes les associations d'instruction, de culture, de bienfaisance, économiques et autres fussent autorisées à agir dans les anciennes limites de leur activité sur tout le territoire de la Lituanie et qu'en outre leurs représentants pussent entrer en rapport avec les établissements et filiales des associations, qui sont répartis dans tout le pays.

Une des causes principales de la tension entre les Lituaniens et les Allemands a été jusqu'ici, ainsi qu'on peut l'affirmer avec certitude, le fait qu'il n'y avait presque aucun contact

entre l'administration allemande et la classe intellectuelle lituanienne, spécialement avec les représentants de ses organisations. L'expérience montre que les rapports en question sont sensiblement meilleurs là où se produiten certains en droits un contact de ce genre. Dans ces endroits, les oppositions sont beaucoup plus facilement évitées.

Les vœux des Lituaniens tendent dès lors à ce que l'administration allemande, après être entrée en rapport avec les représentants des organisations lituaniennes, utilise dans ses relations avec les habitants les conseils de ces représentants et se serve d'intermédiaires désignés par ces derniers.

D'une manière générale, c'est la demande la plus pressante des Lituaniens que l'administration allemande, dans toutes ses relations avec la population et pour toutes les mesures administratives qu'elle prend en Lituanie, que ce soit dans le domaine de l'instruction ou en ce qui concerne les tribunaux ou l'administration, non seulement ne conteste pas, mais tienne compte partout, et dès aujourd'hui, des principes du droit national lituanien, ainsi qu'elle le fait dans une certaine mesure en Pologne, c'est-à-dire, par exemple, que la langue nationale, la langue lituanienne, reçoive partout la place qui lui est due.

Une vie publique normale au moins dans une certaine mesure n'est pas possible de nos jours sans la presse. Les Lituaniens ont été profondément et douloureusement frappés par l'interdiction de leurs publications, d'autant plus qu'ils n'avaient jamais craint cette interdiction de la part des Allemands. C'est pourquoi cette mesure du nouveau gouvernement allemand étonne vivement les Lituaniens et contribue certainement dans la plus forte mesure à rendre moins bonnes les relations entre les Lituaniens et les Allemands. La suppression de l'interdiction de la presse est certainement à l'heure actuelle le vœu le plus ardent des Lituaniens, sans l'accomplissement duquel il ne servirait à rien de songer à d'autres faveurs et améliorations. Mais la libération de la presse n'aurait que peu d'utilité pour les Lituaniens si elle devait être soumise à une censure qui ne lui permettrait pas de remplir ses tâches essentielles. Il faut, dès lors, souhaiter vivement qu'elle soit autorisée, en tant que les intérêts militaires et les exigences de la paix entre les citoyens

le demandent, à parler, dans les limites les plus larges, des besoins de toute nature des Lituaniens et que par elle la classe dirigeante lituanienne, ainsi que cela est naturel, puisse agir sur l'esprit et les sentiments de la population.

En même temps, que la question de la presse, il y aurait lieu de résoudre celle de la censure afin que les Lituaniens ne soient pas empêchés comme jusqu'ici, par suite du manque de censeurs, d'éditer des livres, d'organiser des représentations théâtrales, etc.

Il est également désirable que les Lituaniens soient autorisés à écrire des lettres non seulement en allemand, mais encore dans la langue du pays, c'est-à-dire en lituanien. Les Polonais, depuis longtemps déjà, sont autorisés à correspondre dans leur pays en langue polonaise. Le fait qu'ils ne connaissent pas la langue allemande rend presque impossible aux Lituaniens de se servir de la poste.

Enfin il faut citer actuellement, parmi les maux de la guerre les soldats polonais, dont un grand nombre acceptent des postes inférieurs dans l'administration allemande. Instruments aveugles des polonisateurs locaux, ces soldats font une politique panpolonaise, qui indigne la population lituanienne et augmente encore la tension indiquée, déjà assez forte sans cela. Si ces soldats étaient remplacés par des soldats lituaniens de la Lituanie prussienne, qui pourraient s'entendre sans intermédiaires avec la population indigène, ce serait là une mesure que les Lituaniens ne manqueraient pas de saluer chaleureusement.

Sig. A. Smetona, S. Kairys, S. Saulys. Juillet 1916

N° VII.

16 novembre 1916.

A son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire
Dr v. Bethmann Hollweg.

Excellence,

Je me permets de vous faire parvenir sous ce pli une description de la situation extrêmement difficile des Lituaniens sous

l'administration allemande dans le territoire occupé, en priant votre Excellence de bien vouloir prendre connaissance des faits incriminés qui donnent en général une idée exacte de la situation dans ces territoires. Des descriptions de ce genre m'ont été faites à plusieurs reprises par des militaires allemands occupant des postes de fonctionnaires en Lituanie. Je prie Votre Excellence de prendre, en conséquence, des mesures pour la politique à suivre à l'avenir par l'administration allemande en Lituanie.

Le peuple lituanien, par suite de la politique administrative suivie jusqu'ici par les Allemands, politique souvent insensée, nuisible à la vie économique et intellectuelle, déprimante pour la personnalité, détruisant presque les biens nationaux des Lituaniens, a été conduit à une haine profonde, presque à un soulèvement public contre l'administration de ces territoires. Si l'administration n'y prend pas bientôt d'autres formes plus douces, le peuple qui, sous la plus dure oppression de l'administration russe, a tenu fermement et sans défaillance, devra recourir au dernier moyen qui lui reste pour défendre ses droits et ses idéaux nationaux. Ce n'est pas seulement l'intérêt de l'armée allemande, auquel un peuple emporté jusqu'à la fureur peut, le cas échéant, créer de grandes difficultés, mais c'est particulièrement l'honneur du nom allemand qui est engagé à ce que le peuple lituanien ne soit pas tourmenté sans but par les fausses mesures de quelques personnalités jouissant de la confiance du gouvernement impérial allemand. L'Allemagne a déclaré publiquement qu'elle voulait protéger les petites nations. Jusqu'ici on pensait chez nous qu'en Allemagne les actes suivaient les paroles des hommes d'Etat. Il serait juste de créer sans délai une administration nationale libre pour une grande partie de la Lituanie.

Dans l'espoir que votre Excellence voudra bien accorder toute son attention à une situation si sérieuse, j'ai l'honneur de me dire,

De votre Excellence le fidèle serviteur

Sig. Dr. GAIGALAT,
Membre de la Chambre des députés de Prusse.

N° VIII.

A son Excellence Monsieur le Secrétaire d'Etat
Dr von Zimmermann.

Excellence,

Il n'est peut-être pas très correct de notre part de mettre à contribution le temps dont dispose votre Excellence, précisément en ce moment, où votre Excellence a été élevée à une fonction si pleine de responsabilités. Mais l'intérêt que votre Excellence a témoigné pour les destinées de la Lituanie et du peuple lituanien à la délégation lituanienne qui, l'été dernier, après le Congrès de Lausanne, a rendu visite à votre Excellence, nous donne l'espoir que notre présente lettre sera accueillie favorablement. En outre, il s'est produit dans la situation de ce pays un tel changement qu'un plus long silence et l'abstention des représentants attitrés de la Lituanie seraient absolument inexcusables.

Depuis notre visite à Berlin, il s'est écoulé près de six mois et, dans l'intervalle, des modifications importantes ont eu lieu dans les territoires occupés de l'Est. Ce n'est qu'en Lituanie que tout est resté dans l'ancien état et que la situation même est devenue moins favorable comparativement à l'ancienne. Ainsi, pour ne toucher qu'un seul point, les Lituaniens n'ont pas, jusqu'à ce jour, de presse propre, bien que la liberté de cette dernière ait déjà été promise à plusieurs reprises. L'école nationale est abandonnée. La partie de la classe intellectuelle qui est restée dans le pays et qui travaille dans les différents établissements d'assistance et de culture populaire, en union avec les ecclésiastiques lituaniens, est plus entravée dans son activité que jamais. L'état d'esprit dans les masses populaires devient toujours plus oppressé et, dans de nombreux endroits il est même désespéré.

Les Lituaniens ont entendu avec joie, lorsqu'elles furent prononcées, les paroles du chancelier impérial allemand déclarant que la Lituanie ne serait pas rendue au gouvernement réactionnaire russe. Dans la clause additionnelle officieuse à la proclamation du Royaume de Pologne, il a été dit qu'une

décision spéciale serait prise relativement à l'avenir de la Lituanie et qu'il serait tenu strictement compte, dans cette décision, de la nature du pays et du peuple lituanien, ainsi que de ses vœux et aspirations.

Depuis cette dernière manifestation il s'est passé un mois entier. Et plus le temps passe, plus se répandent avec tenacité différentes rumeurs que l'on prétend venir des meilleures sources. Ils sont formellement dirigés contre les intérêts du peuple lituanien et semblent contredire toutes les précédentes promesses. Mais il ne manque pas non plus d'autres signes susceptibles d'engendrer chez les Lituaniens une profonde appréhension.

Il est compréhensible que tout ce que nous venons d'exposer ait pour conséquence d'abattre profondément les sentiments du peuple lituanien. Afin d'éclaircir la situation réelle, nous pensons qu'il serait désirable que des représentants du peuple lituanien fissent personnellement un exposé à votre Excellence et lui décrivissent la situation et les besoins de la Lituanie.

En la priant de bien vouloir tenir compte de la présente lettre, nous restons dévoués à votre Excellence.

Sig. Georges SAULYS, A. SMETONA.

Vilna, le 9 décembre 1916.

N° IX.

Office des Affaires Étrangères Berlin, le 18 décembre 1916.

A. 33.695
J. N° 26.222

Je vous accuse réception de votre honorée du 9 courant et vous en remercie vivement. Malheureusement, par suite de l'accumulation d'affaires de service, je ne suis pas en mesure de vous recevoir. Mais vous pouvez être assurés que, après comme avant, le gouvernement impérial vouera un vif intérêt à la Lituanie. Il serait à recommander que vous transmettiez vos vœux à M. le Commandant en Chef des forces de l'Est.

Sig. STUMM.

A Messieurs le D r Georges Saulys et A. Smetona. VILNA

N° X.

A l'Administration allemande de Vilna-Souvalki, VILNA.

Certains événements qui se sont produits après la proclamation du Royaume de Pologne à Varsovie et qui, depuis lors ne sont pas restés sans influence et sans écho en Lituanie, causent de l'émotion aux Lituaniens et obligent les soussignés à présenter à l'administration allemande la déclaration suivante.

Si, lorsqu'elle a eu lieu, la proclamation du Royaume de Pologne a été acceptée publiquement avec joie en Lituanie, la première mesure du Conseil d'Etat provisoire polonais n'était appelée qu'à faire naître l'éloignement et l'irritation dans le peuple lituanien. On sait que dans la première manifestation officielle du Conseil d'Etat provisoire polonais, manifestation effectuée par le maréchal actuel de la Couronne, Monsieur de Niemojewski, il a été question de la mission historique incombant au Conseil d'Etat et qui exige que les frontières de la Pologne soient étendues sur tous les territoires arrachés à la Russie et que l'on prétend graviter dans l'orbite de la Pologne. Un appel aux Polonais lancé à Varsovie le 15 janvier de la présente année par le Conseil d'Etat parle également de la même « mission historique ».

Il n'est pas difficile de saisir de quels territoires il est question ici lorsque l'on considère l'action polonaise intense qui s'effectue actuellement en Lituanie. Ainsi que cela est connu des soussignés, l'appel en question fut adressé de Varsovie également dans différentes localités de la Lituanie et l'on tenta de le répandre dans la population.

Le territoire de la Vilia et du Niemen occupé actuellement par l'armée allemande et habité par le peuple lituanien constitue précisément le centre autour duquel s'est développé autrefois le Grand-Duché de Lituanie. Les traditions de cet Etat autrefois glorieux se sont maintenues jusqu'à ces derniers temps vivantes dans le cœur des Lituaniens et, même actuellement elles ne sont pas sans influence et effet sur l'organisation des plans d'avenir du peuple lituanien.

La Lituanie n'est nullement disposée, après avoir été

libérée d'un joug, à en accepter un autre, que ce soit le joug polonais ou n'importe quel autre. Il ne peut être question d'une mission de la Pologne en Lituanie, ne serait-ce que par ce que le peuple lituanien, parvenu à la conscience de sa nationalité, se sent capable lui-même de déterminer son sort et aspire, en réalité, à posséder une existence nationale propre. Cette existence nationale seule peut assurer à la Lituanie l'entière indépendance et la possibilité de développer sa vie nationale politique, économique et intellectuelle.

Le peuple lituanien se sent libre de toute tendance à empiéter sur les droits nationaux des peuples voisins, mais il réclame pour lui également que ses droits nationaux soient entièrement respectés et ne soient pas détruits par la force.

C'est pour ces motifs que les soussignés sont autorisés à protester de la manière la plus ferme et la plus énergique au nom du peuple lituanien contre les aspirations du Conseil d'Etat provisoire polonais, aspirations sans base et contraires aux principes du droit de libre disposition des peuples, mais avant tout contre les plans annexionistes que ce même Conseil d'Etat tente de réaliser soit par des appels, soit d'une autre manière, contre les intérêts et les aspirations du peuple lituanien.

Tout en présentant la déclaration ci-dessus à l'administration allemande, nous prions cette dernière de bien vouloir communiquer ladite déclaration à Son Altesse Royale, le Commandant en chef des troupes de l'Est.

Sig. Dr. J. BASANAVICIUS. Dr. A. DOMASEVICIUS, médecin, Ing. S. KAIRYS, A. SMETONA, Dr. S. SAULYS.

Vilna, le 17 février 1917.

N° XI.
Une requête polonaise.

A Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire.

Les représentants de toutes les tendances politiques polonaises de la Lituanie ont l'honneur de communiquer à votre Excellence le mémoire ci-inclus relatif à la future organisation politique de la Lituanie.

Bien que la décision définitive sur la question de la Lituanie ne puisse être prise, ainsi que nous le comprenons, que lors de la conclusion de la paix, nous avons néanmoins conscience de la portée qu'a la prise en considération, par les gouvernements des Puissances centrales, de l'avenir de notre patrie.

Des paroles adressées, il y a quelques semaines par Monsieur le secrétaire d'Etat Zimmermann à la délégation lituanienne, nous avons pu conclure qu'avant de trancher la question de la Lituanie, le gouvernement impérial estimait rationnel d'entendre les représentants de la population.

C'est pour ces motifs que nous avons présenté à votre Excellence les vœux et les espoirs de la population polonaise.

Au nom des représentants de toutes les tendances polonaises de la Lituanie.

Vilna, le 25 mai 1917.

Stanislas DE KOGNOWICKI; Comte Marian BROEL-PLATER ; Bronislas d'UMIASTOWSKI ; Wadzlaw ZAWADZKY.

***

Les événements historiques ont placé l'opinion publique en face de toute une série de problèmes politiques. A ces problèmes appartient entre autres la question de l'avenir de la Lituanie, qui, ces derniers temps, a été discutée à plusieurs reprises dans la presse quotidienne, étudiée dans les cercles politiques et qui a même attiré l'attention des organes officieux des puissances belligérantes. Un problème politique de la plus grande importance est né du fait de l'occupation allemande de ce pays qui, par suite des partages de la Pologne, bien qu'il ne possédât aucune population russe indigène et bien qu'il ne fût uni par aucun lien à la Russie, fut néanmoins incorporé à l'Empire russe et qui, dans de nombreuses et sanglantes luttes pour la liberté, aspira toujours à secouer le joug qui lui était imposé. Nous, Polonais de Lituanie, qui formons un ancien élément indigène de culture du pays, estimons qu'il est de notre devoir, avant que soit tranché le sort de notre patrie, dont le sort nous tient à cœur, de présenter l'exposé ci-après.

La désignation de « Lituanie » est employée dans plusieurs sens. La Lituanie au sens le plus étroit comprend les territoires ethnographiquement lituaniens, c'est-à-dire le pays où la population lituanienne constitue la majorité. Dans un sens plus large on désigne comme Lituanie tout le territoire de l'ancienne Grande-Principauté de Lituanie.

Dans le présent exposé nous désignons comme Lituanie la partie de la Grande-Principauté de Lituanie qui se trouve sous l'occupation allemande.

Les conditions géographiques et économiques de ce pays situé dans le bassin du Niemen et de la Duna lui donnent une physionomie économique uniforme ; la religion catholique et la culture intellectuelle de la population acquise sous l'influence de cette religion constituent un lien organique intense qui unit en même temps le pays à l'Europe occidentale. Enfin, un caractère extérieur particulier de ce pays est sa population ethnographiquement mixte, parmi laquelle aucune des nationalités ne peut prétendre posséder la majorité absolue.

Les problèmes des nationalités qui, à ce jour, sont particulièrement actuels et brûlants, exigent une attention spéciale et, pour ce motif, nous voulons apporter quelques renseignements détaillés relatifs à ces questions.

Le territoire de la Lituanie ethnographique correspond plus ou moins au gouvernement de Kovno, à la partie nord de Souvalki et à la partie du gouvernement de Vilna située sur le Niemen. Il y a toutefois lieu de remarquer que dans la partie sud et orientale du gouvernement de Kovno, un pourcentage important de la population est composé de Polonais, qui constituent même, par endroits, la majorité.

La partie indiquée du gouvernement de Kovno ainsi que les parties des gouvernements de Kovno et de Grodno qui, au début de l'occupation allemande, avaient été attribuées aux administrations de Vilna et de Grodno, constituent un territoire polonais-lituanien-blanc-russien, dans lequel la population polonaise possède la majorité. La capitale du pays, Vilna, possède particulièrement une physionomie incontestablement polonaise, qui, rayonnant jusqu'à Svienciany, Ochmiana, Lida,

Troki et Vilkomierz, se fait fortement sentir. Le recensement effectué en 1916 par les autorités d'occupation donne la meilleure preuve de ce qui vient d'être dit.

Suivant ce recensement, la population polonaise constitue dans l'ancienne administration de Vilna — 55 pour cent de la population totale ; dans l'ancienne administration de Grodno 57 pour cent de la population totale ; dans le cercle de Vilna 90 pour cent et, enfin, dans la ville de Vilna, — 50 pour cent de toute la population et 89 pour cent de la population chrétienne.

Plus loin vers le Sud-ouest, s'étendant du côté des pays polonais du cercle de Bialystok, ce territoire touche directement au Royaume de Pologne ; en revanche, les territoires se trouvant vers le Sud-est sont habités en majorité par un élément blanc-ruthène, avec une certaine proportion ruthène.

De la répartition de la population telle qu'elle est brièvement exposée ci-dessus on peut constater déjà que le pays, considéré comme un tout, constitue un territoire ethnographiquement mixte. Aucune de ces nationalités ne possède la majorité absolue et ne peut dès lors être considérée comme représentant exclusivement tout le pays ou même une partie de ce dernier. Les Lituaniens n'ont donc pas, malgré leur nom, un droit plus considérable sur la Lituanie que les Polonais ou les Blancs-Ruthènes.

La population polonaise est répandue dans tout le pays, avec toutes les classes sociales, y compris une classe paysanne consciente de sa nationalité ; cette population habite le sol lituanien depuis des siècles et elle est unie par les liens du sang aux autres nationalités.

A part le territoire mixte polonais-lituanien-blanc-ruthène, où la population polonaise existe en masse compacte et dépasse en nombre les autres populations, les Polonais sont encore répartis dans tout le pays et constituent, dans les villages de paysans d'autres nationalités, de nombreuses colonies de petits propriétaires (szlachta zasciankowa) qui ne se différencient de leur entourage ni par leurs occupations ni par leur genre de

vie, mais qui conservent pieusement la langue polonaise et leur culture nationale.

Si nous considérons en outre que presque toute la grande et moyenne propriété foncière se trouve entre les mains des Polonais, que la population chrétienne est, dans la plupart des villes, polonaise, enfin que (pour autant qu'ils ne sont pas entre les mains des juifs), l'industrie, le commerce et les métiers, mais avant tout les professions libérales sont représentés principalement par les Polonais, on comprendra quelle importance dominatrice l'élément polonais possède dans le pays et quelle force il a au point de vue économique, intellectuel et politique.

L'influence de la culture polonaise dans tous les domaines de la vie remonte à une époque reculée ; commençant avec le rapprochement politique de la Lituanie et de la Pologne, elle s'est fortifiée toujours plus dans le courant des siècles grâce au développement et à la prospérité de l'Etat commun polonais-lituanien ; enfin elle atteignit son point culminant dans l'Acte constitutionnel du 3 mai 1791, lorsque l'aspiration à un renouvellement du Royaume de Pologne eût réuni sous sa bannière tous les peuples de l'Etat.

Suivirent les longues et pénibles années de la servitude russe ; la culture polonaise en Lituanie montre, malgré la plus terrible persécution de l'ancien gouvernement russe, qu'elle est le seul moyen efficace de défense qui puisse protéger contre la ruine non seulement le polonisme, mais encore les autres nationalités du pays. Malgré une politique d'oppression et de dénationalisation qui a duré des siècles, l'élément polonais n'a rien perdu de sa force et de sa vitalité et à l'heure actuelle il n'existe déjà plus de puissance qui soit en mesure de supplanter ou de détruire le polonisme en Lituanie. Réunissant en un tout les différentes parties du pays, il donne à ce tout une physionomie particulière et dirige l'ancien passé glorieux, à travers des périodes de luttes et de souffrances, vers les courants modernes de la conscience nationale et de la démocratisation sociale.

Le polonisme a donné à la Lituanie sa religion, l'instruction, la culture économique et les traditions nationales, c'est-à-dire les biens les plus élevés de la vraie civilisation. L'in-

fluence et l'importance de ces facteurs parlent par elles-mêmes. Le catholicisme et l'école ont créé une digue infranchissable contre toutes les tentatives de russification ; la culture économique, aux progrès de laquelle les Polonais ont pris la part la plus importante, a protégé le pays contre l'exploitation de la centralisation d'Etat et les traditions nationales maintinrent dans la société le désir et la volonté d'organiser un Etat libre.

Tout en respectant entièrement en Lituanie, le désir de tous les peuples de se créer des conditions d'existence correspondant au mieux à leur libre développement national, nous autres, Polonais, nous demandons également pour nous-mêmes la création de semblables conditions et, nous considérant comme des citoyens et des fils égaux en droits de la Lituanie, nous déclarons que notre voix doit être entendue lorsqu'il s'agira de prendre des décisions sur le sort de ce pays.

Comme partie inséparable du grand peuple polonais, nous aspirons et nous aspirerons toujours à être réunis comme Etat à la Pologne, dont notre pays a partagé le sort aux époques de progrès et de gloire, comme aux époques de lutte et de servitude. Ce juste désir n'est nullement en opposition avec les intérêts vitaux des autres peuples de ce pays ; au contraire il s'accorde avec eux de la manière la plus favorable par l'établissement d'un Etat commun, basé sur les principes de l'indépendance des différentes parties du pays.

Au moment actuel nous ne voulons pas déterminer à l'avance la forme de cette union ; nous estimons toutefois nécessaire de baser la future organisation de l'Etat sur la Constitution que créeront la pensée et le travail communs de tous les pays constituant cet Etat.

C'est dans une telle solution du sort de notre pays que toute la société polonaise voit le seul gage suffisant d'un développement normal de la vie politique, économique et intellectuelle de ce pays.

La liberté des peuples, si ardemment désirée par le monde entier, et qui doit naître à la fin de la présente guerre sera cer-

tainement appliquée dans cet Etat, qui assurera à tous ses peuples le libre développement de leur vie individuelle.

Les représentants de toutes les tendances politiques polonaises de la Lituanie.

Vilna, le 24 mai 1917.

(44 signatures).

N° XII.

Un contre-mémoire lituanien.

Mémoire des représentants du peuple lituanien concernant la requête des représentants de toutes les tendances polonaises de Lituanie relativement à a réunion de la Lituanie à la Pologne.

Vilna, le 10 juillet 1917.

A son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

Nous prions votre Excellence de bien vouloir prêter l'oreille à l'exposé ci-après :

Dans le N° 5 du *Biuletyn Wilenski*, imprimé au mois de mai 1917, et largement répandu, se trouve une requête des « Représentants de toutes les tendances polonaises de la Lituanie », adressée à M. le Chancelier de l'Empire et dans laquelle ceux-ci déclarent qu'ils aspirent et aspireront à une réunion de la Lituanie à la Pologne.

Les représentants soussignés du peuple lituanien ne considéreraient cette requête que comme une nouvelle preuve du caractère agressif du nouvel impérialisme polonais, caractère reconnu depuis longtemps même en Allemagne si cette requête ne tendait pas, en falsifiant ou en dénaturant les faits à décider le gouvernement allemand à livrer pour toujours le peuple lituanien aux désirs d'expansion des polonisateurs.

En premier lieu il est nécessaire d'exposer exactement

ce que l'on doit entendre par le terme de « Lituanie ». La requête polonaise comprend par cette expression tout le territoire de l'ancien Grand-Duché de Lituanie qui est occupé par les Allemands et qui, suivant l'expression de la requête, constitue un tout géographique, économique, intellectuel et religieux. S'il était possible, en traitant de ce territoire, auquel manquent complètement des limites certaines de parler d'unité géographique, on ne pourrait trouver cette dernière que dans la partie septentrionale du pays, dans le territoire de Niemen, habité par des Lituaniens. L'unité économique du territoire occupé se borne uniquement à l'état arriéré de l'économie publique, dans lequel se trouvent tous les pays tombés sous l'influence slave, en opposition avec la Prusse orientale et la Courlande.

Il est incompréhensible que l'on puisse parler d'unité religieuse alors qu'il existe une région orthodoxe très importante entre le nord catholique et le sud-ouest catholique. Quand on se rappelle que le domaine linguistique lituanien fermé au Nord est presque entièrement séparé du territoire polonais fermé au Sud-ouest par un vaste cordon blanc et petit-russien, on doit reconnaître que l'unité du territoire consiste en qualités négatives. Elle est affirmée du côté polonais uniquement pour enlever aux Lituaniens le droit de se libérer de la domination polonaise et de cultiver sans entraves, à l'avenir, le territoire habité par leur race.

Il y a lieu d'affirmer toujours avec une vive énergie que, au contraire de ce que fait le polonisme agressif, le lituanisme ne prétend à aucun droit sur les territoires de l'ancien Grand-Duché de Lituanie, même pas sur la totalité du territoire occupé par les Allemands. Les Lituaniens ne demandent rien ni du territoire purement polonais, ni du territoire purement blanc-russien ; mais ils demandent, en revanche, avec une fermeté inébranlable la liberté de développer sans entrave leur nationalité dans les limites de leur territoire ethnique.

Les frontières du territoire ethnographique lituanien sont constituées, pour les définir en une rapide ébauche, au nord par la frontière de la Courlande, à l'est par la ligne du front allemand, au sud par le cours de la rivière Niemen qui se dirige

vers l'ouest, jusqu'à Grodno, et de là, par une ligne qui se dirige vers le nord-ouest, dans la direction de la Prusse orientale. Le long de la mer, le territoire lituanien s'étend jusqu'à l'embouchure de la sainte Aa, au nord de Polangen.

A l'intérieur de ces limites, la population est, abstraction faite du sud-est du gouvernement de Vilna, entièrement lituanienne. Le pourcentage des non-Lituaniens n'est nul part aussi élevé dans ce territoire que celui des non-Polonais dans le territoire du gouvernement général de Varsovie. Pour comprendre la situation différente qui existe dans le gouvernement de Vilna, un aperçu historique est nécessaire.

Au commencement de l'époque historique (XIIIe siècle) les Lituaniens habitaient dans les limites mentionnées ci-dessus. A l'ouest et au nord, ils se défendaient énergiquement contre les Ordres ; au sud et à l'est, par contre, partant des villes de Troki, Vilna, Grodno et Novogrodek qui se trouvaient d'une façon définitive entre leurs mains, ils étendaient leur domination sur les tribus russes au nord et à l'est. Le pays situé sur la haute Duna et tout l'immense coude du Dniepr, devinrent en l'espace de 200 ans une partie intégrante du Grand-Duché de Lituanie.

Bien que ce nouveau pays dépassât de beaucoup en grandeur le territoire central lituanien, les Lituaniens ont constamment dominé, grâce à leur supériorité militaire et politique, les Russes qui différaient complètement d'eux par la race, la langue, la religion et la culture. La Lituanie ethnographique a, grâce à la masse considérable de sa population, colonisé des territoires russes, et avant tout les parties touchant à son territoire. Jusqu'ici la preuve n'a pas pu être fournie que des Russes seraient entrés autrefois en territoire lituanien. La Lituanie n'a de frontières directes avec le territoire polonais que dans le gouvernement de Souvalki, où, dans le pays forestier tardivement colonisé, une mince bande de territoire linguistique polonais s'étend le long de la Masurie prussienne jusqu'au territoire lituanien.

Dans les limites de la Lituanie ethnographique il n'y a jamais eu, jusqu'au moment où Jagello accepta la couronne

polonaise, à part des prisonniers de guerre, un seul Polonais. Le fait que les Lituaniens parlant actuellement le polonais ne sont pas des Polonais émigrés ressort déjà de la circonstance que précisément à la limite linguistique directe, dans le territoire nord du gouvernement de Souvalki, l'élément lituanien est particulièrement fort en nombre, en culture et en puissance nationale, tandis que le gros de la population « Polonaise » se trouve dans le gouvernement de Vilna, et par conséquent est déjà séparé par du territoire russe. Les Lituaniens ont, après leur Union avec la Pologne jusqu'à la dissolution définitive de l'Etat, empêché par des lois la possibilité d'une immigration polonaise, lois qui interdisaient à ces « étrangers » l'acquisition de terrain non seulement dans la Lituanie ethnographique, mais encore dans tout Grand-Duché. Le fait que la Pologne d'alors ne pouvait pas fournir d'immigrants citadins est connu et peut être prouvé précisément pour la « citadelle » polonaise de Vilna par des faits remontant au commencement du XIXe siècle. En 1835, c'est-à-dire à une époque où personne ne songeait à une lutte nationale entre Polonais et Lituaniens, M. Balinski, dans sa « Description statistique de la ville de Vilna », à côté des tableaux relatifs aux Lituaniens, Juifs, Russes et Allemands, laissa de côté l'élément polonais, attendu, dit-il, que le nombre des Polonais, comme celui d'autres nationalités, est si minime qu'on ne leur a pas consacré de rubrique spéciale. C'était l'époque de l'apogée de l'Université de Vilna, époque où la culture polonaise semblait régner en maîtresse en Lituanie. Comme depuis le soulèvement de 1863, le gouvernement russe a interdit à toute personne d'origine polonaise d'acquérir du terrain en Lituanie et que, depuis 1905, les Polonais du Royaume ne peuvent faire que peu d'usage de la suppression de cette interdiction, on ne peut parler à l'époque actuelle, pas plus qu'autrefois, d'une émigration, de quelque importance que ce soit, de la Pologne vers la Lituanie. En conséquence, il est contraire à la vérité historique de soulever en Lituanie ethnographique une question de polonisme véritable ou de russisme indigène.

Il est vrai que l'usage de la langue polonaise ou russe par le peuple, spécialement par les couches inférieures, peut faire naître

un certain doute. Mais peut-on affirmer que, par là, ce peuple soit devenu polonais ou russe (blanc-russien)? Nullement ! Ces éléments se désignent eux-mêmes d'une manière très différente suivant les circonstances : catholiques, indigènes, Polonais, Lituaniens ou Russes. Le mot « Bialorus » (blanc-russien) est aussi peu connu qu'il l'était dans l'ancien Grand-Duché de Lituanie. Et cet élément lituanien, devenu étranger tout au plus en ce qui concerne la langue n'en est pas moins opposé aux Lituaniens comme une race slave spéciale : On donne comme motif pour cela le fait que sa conscience nationale et sa langue ne seraient plus lituaniennes. Pour mettre au clair ce fait qui a l'apparence de la vérité, il est nécessaire d'examiner un peu plus en détail l'histoire des relations polono-lituaniennes, particulièrement dans le siècle passé.

Lorsque, à la fin du XVIIIe siècle, la Lituanie perdit entièrement son indépendance, son aristocratie commença à désirer une union avec la Pologne afin d'obtenir de cette manière protection contre l'oppresseur commun, la Russie.

Les aspirations vers la fusion devinrent encore plus fortes après le dernier soulèvement polonais, lorsque les Russes promulguèrent l'interdiction des imprimés lituaniens et détruisirent ainsi complètement la vie intellectuelle en Lituanie. C'est alors que la presse polonaise de Varsovie et de Cracovie et la grande propagande polonaise, commencèrent leur travail en Lituanie. C'est de cette manière que la noblesse lituanienne perdit graduellement la conscience nationale de ses ancêtres, en commençant à identifier la Lituanie et la Pologne.

Ce fait que le type polono-lituanien né de cette façon n'aura aucune consistance, mais est condamné à mourir, ressort déjà de la circonstance suivante : il n'est pas rare aujourd'hui que, dans une famille noble où les deux parents sont considérés comme Polono-Lituaniens ou seulement comme Polonais, les enfants se rangent dans deux nationalités différentes. Mais d'année en année, les descendants des familles auxquelles manque un sentiment national caractéristique, se rallient de plus en plus au Lituanisme de race. Non seulement la majorité des étudiants, mais encore une partie considérable des hommes plus âgés ont retrouvé la conscience

de leur race. La moitié des chefs politiques actuels de la Lituanie, une grande partie de ses écrivains et savants sortent des familles nobles de la Lituanie, que les polonisateurs prétendent leur appartenir. Epaule contre épaule ils luttent aujourd'hui avec les hommes des carrières libérales qu'a produits la classe paysanne pour les intérêts intellectuels et matériels du peuple lituanien. Et en agissant ainsi ils sont fidèles aux meilleures traditions de la noblesse lituanienne. En effet, avant l'émancipation des paysans, alors qu'une élite sortie des classes rurales manquait encore au pays, ce sont les membres de la noblesse qui ont représenté l'idée nationale lituanienne. Le noble T. Narbutt, de Lida, qui travaillait au milieu du XIX[e] siècle se montre dans son histoire de la Lituanie comme le plus grand séparatiste, comme un incontestable Lituanien et non comme un Polonais, bien qu'il ait écrit ses ouvrages en polonais et bien qu'à la maison il n'ait parlé que le polonais. Son contemporain et compatriote, le poète L. Kondratowitch (Syrokomla) manifeste dans ses œuvres un esprit exclusivement lituanien. Dans un de ses écrits, il se plaint douloureusement : « Je suis Lituanien et en Lituanie je ne pourrais pas m'entendre en lituanien avec mes compatriotes. » Il reconnaît ainsi le fait qu'il existe des Lituaniens qui ne comprennent plus le lituanien. Le sort tragique de la nation lituanienne trouve ainsi son émouvante expression. Il est vrai que d'autres nations réveillées à la conscience nationale ont dû également retrouver leurs assises perdues. Mais en Lituanie la fatale politique avec la Pologne entrava durant une longue période le développement naturel. Le grand poète dont les Polonais sont si fiers, A. Mickiewicz, a non seulement idéalisé le passé de la Lituanie et l'esprit lituanien mais il prétendait lui-même être de race lituanienne, comme s'il voulait montrer par ce fait qu'il était Lituanien avant même d'être Polonais. Si nous remontons encore plus haut dans l'histoire de la Lituanie, jusqu'à l'Union de Lublin, nous voyons partout que la noblesse lituanienne veut clairement être distinguée de la noblesse polonaise et s'intitule ouvertement lituanienne et non polonaise. Plusieurs fois, les nobles lituaniens ont même fait montre d'une manière frappante de leur lituanisme. Ainsi, Janusz Radziwill, au XVII[e] siècle, en présence du roi, alors qu'il devait défendre les intérêts de la Lituanie contre un haut

fonctionnaire polonais, s'écria en menaçant que le jour viendrait où les Polonais ne trouveraient plus la porte mais où on les sortirait simplement par la fenêtre.

Et si la majorité de la noblesse lituanienne veut, aujourd'hui encore, suivre les Polonais, elle semble avoir complètement délaissé les traditions des ancêtres et avoir entièrement oublié ce que ces derniers ont été. C'est pourquoi des éléments de ce genre ne doivent nullement pouvoir prétendre au rôle de soutien de l'Etat. Devenus étrangers à leur peuple, ils constituent plutôt un élement de dissolution. C'est ainsi et non autrement que cette classe est appréciée par les Lituaniens.

Les classes inférieures de la population dans l'est de la Lituanie, qui se sont approprié un jargon polonais ou polono-lituanien n'ont encore acquis aucune conscience nationale.

Leurs mœurs, costumes, chansons, habitudes, leur foi et même leurs superstitions montrent qu'elles sont lituaniennes. Il y a quelques dizaines d'années elles parlaient presque toutes le lituanien. Des personnes âgées n'ont pas oublié aujourd'hui encore la langue lituanienne ; les enfants seulement commencent à abandonner leur langue maternelle. Il est également facile de comprendre pourquoi ces faits se produisent : durant de longues périodes, les juges et les fonctionnaires d'une part les ont forcés à parler russe, les prêtres de l'autre, à parler polonais. Sous la pression des langues slaves du territoire, il se constitua là, à la limite linguistique de la Lituanie et de la Russie occidentale, un jargon polono-russe, que l'on y appelle « langue vulgaire ». L'interdiction des imprimés lituaniens a également beaucoup contribué à dénationaliser ces classes populaires. Alors que la Lituanie occidentale, au temps de l'interdiction des imprimés, pouvait encore utiliser des livres lituaniens qui pouvaient passer secrètement en contrebande de Tilsit et de Memel, la Lituanie orientale, très éloignée de la frontière prussienne, devait utiliser des livres polonais, qui n'étaient pas interdits et qui étaient placés avec zèle par les polonisateurs entre les mains de la population.

L'autorité ecclésiastique du diocèse de Vilna, qui se trouvait entre les mains des polonisateurs, a tenté de différentes manières de convaincre les masses populaires que « catho-

lique » et « polonais » d'une part et « Lituanien » et « païen » de l'autre étaient synonymes et cette conscience nationale suffit encore à pas mal de gens en Lituanie occidentale. C'est sur une « conscience » de ce genre que le mémoire polonais base ses conclusions lorsqu'il parle « d'une classe paysanne consciente de sa nationalité qui habite le sol lituanien depuis des siècles et qui est unie par les liens du sang aux autres nationalités ». C'est ainsi qu'apparaît en réalité la physionomie incontestablement polonaise du pays. D'autre part, les pan-slavistes de Russie tentent d'attirer à eux, seulement parce qu'ils parlent un jargon russo-polonais, ces catholiques du diocèse de Vilna tenus dans l'ignorance, en faisant passer ces masses populaires pour blanches-russiennes, c'est-à-dire pour russes. La concurrence de ces faussaires ne prouve qu'une chose : il n'y a ici ni Polonais, ni Russes, mais il se trouve au Sud-Est une Lituanie ethnographique, rabougrie au point de vue linguistique.

Le peuple lituanien ne peut admettre et n'admettra jamais que ses fils persécutés et torturés, soient précisément à l'heure actuelle où les principes de la liberté des peuples sont entrés d'une manière si claire et si manifeste dans la conscience universelle, livrés, comme matériel ethnographique, à l'exploitation des Polonais et des « autres ». Seules une force aveugle et une mauvaise volonté manifeste pourraient conduire à un semblable abandon et aucun principe de civilisation et de morale ne pourrait le justifier. Le peuple lituanien défendra de toutes ses forces cette partie de lui-même moralement violentée par les Russes et les Polonais.

Si, d'autre part, certains politiques représentent toute la Lituanie ethnographique comme une macédoine de peuples dans laquelle aucune nation ne pourrait être dirigeante, il est difficile de ne pas conclure, en même temps qu'à une profonde ignorance, à une mauvaise volonté manifeste, susceptible de tuer la vie nationale de la Lituanie. A l'encontre de cette affirmation, le peuple lituanien sent qu'il a le droit et l'obligation de prendre lui-même en mains le sort de la Lituanie. Les habitants de notre patrie qui sont devenus Polonais ne peuvent pas être considérés par nous comme une nationalité spéciale, comme l'est, par exemple, la noblesse de Courlande, mais uniquement comme

un néfaste produit de notre malheureux développement historique. Au moment où le développement national des Lituaniens deviendra libre, cet élément tombera et disparaîtra graduellement, ainsi qu'il a disparu, dès avant la guerre, en Lituanie occidentale, où le peuple a écarté les dirigeants polonisateurs. Comme il est devenu impossible, de nos jours, même en influençant le recensement de la manière la plus dénuée de scrupules, d'introduire dans la plus grande partie de la Lituanie une minorité polonaise de quelque importance, les soussignés de la requête polonaise cherchent à obtenir la supériorité désirée en compensant la faiblesse numérique par la qualité. Ils écrivent : « Le polonisme a donné à la Lituanie sa religion, l'instruction, la culture économique et les traditions nationales, c'est-à-dire les biens les plus élevés de la vraie civilisation ». Se basant sur cette affirmation, les Polonais voudraient faire de la Lituanie une province polonaise, mais ils passent sous silence ou feignent d'oublier que durant toute l'histoire de la Lituanie, les civilisateurs ont été *non pas des Polonais émigrés*, mais des *Lituaniens* indigènes, qui, s'ils parlaient ou écrivaient, il est vrai, en latin ou en polonais, avaient toutefois des sentiments lituaniens et ne se désignèrent jamais jusqu'au siècle dernier comme Polonais, mais se séparèrent toujours manifestement de ces derniers. Il est, en outre, contraire à la réalité de prétendre que la culture des Lituaniens en Lituanie soit uniquement d'origine polonaise. Cette culture a été, pour autant qu'elle provenait du dehors, une culture commune à tous les pays de l'Europe occidentale, et elle fut puisée en grande partie par les classes intellectuelles lituaniennes aux sources et sans intermédiaires polonais. Nous savons, et des historiens polonais le reconnaissent eux-mêmes, que les Polonais ont reçu également de Lituanie beaucoup de choses favorables pour leur culture. Des écrivains lituaniens ont donné aux Polonais une gloire universelle en revêtant de la langue polonaise ce qui était sorti de la culture lituanienne propre. Des Lituaniens ont créé une époque dans l'histoire de la culture polonaise, au début du XIXe siècle, au temps de l'Université de Vilna. Il est certain que les Polonais ont joué un rôle dans la transmission de la culture occidentale, d'autant plus que, par suite de la lutte contre les Ordres, la voie vers la culture allemande resta barrée durant de longues

périodes, mais c'est demander un intérêt usuraire pour des services exagérés que de vouloir devenir, en vertu de ce rôle d'intermédiaires qu'ils ont joué, les dominateurs de la Lituanie.

Il n'est rien de plus surprenant que d'entendre vanter l'introduction de la foi chrétienne en Lituanie comme un service particulier rendu au pays par les Polonais. Nous savons que l'introduction du christianisme en Lituanie n'a été effectuée par les Polonais que sur le papier et qu'en réalité elle a été l'œuvre des Lituaniens eux-mêmes. Là où les travaux de la conversion n'ont été entrepris que par les Polonais, le peuple est resté dans le paganisme jusqu'au XVIIIe siècle. Il en a été ainsi tout près de Vilna, c'est-à-dire non loin de la ville dont les autorités ecclésiastiques ont toujours été un instrument entre les mains des Polonais. Quelle valeur a pour la Lituanie le catholicisme teinté de polonisme? Aujourd'hui encore on enseigne aux catholiques de Vilna de se figurer Dieu comme un Roi de Pologne et la Mère de Dieu comme une Reine de Pologne. Catholique et Polonais sont synonymes. Dans un mémoire que les Polonais de Vilna ont présenté il y a un an aux autorités allemandes, la foi catholique est désignée comme simplement « foi polonaise ». Dans ce domaine il faudra encore effectuer un travail long et sérieux pour que la foi chrétienne soit protégée contre des abus en faveur d'intérêts purement matériels, abus qui blessent le sentiment catholique.

Les Polonais, dit-on encore, auraient donné à la Lituanie ses traditions d'Etat. Mais la Pologne ne s'est-elle pas unie à une Lituanie déjà existante comme Etat? Longtemps avant qu'ils s'unissent à la Pologne, les Lituaniens avaient créé un Etat puissant, qui était un dangereux adversaire pour la Pologne. La Lituanie a donné, en outre, à la Pologne, la dynastie des Jagellon, dont les Polonais se glorifient aujourd'hui encore. On doit malheureusement constater que les Unions avec la Pologne, qui ouvrirent toutes grandes les portes à l'arbitraire de la noblesse, n'eurent qu'une faible influence sur l'Etat lituanien et entraînèrent finalement sa chute. Les documents relatifs à l'Union de Lublin démontrent péremptoirement que les Lituaniens, se rendant très bien compte de ce danger, n'avaient pas l'intention de s'unir aux Polonais. Ils voyaient qu'en Pologne régnaient

non pas la liberté si vantée mais l'arbitraire, l'injustice, l'intolérance et la haine universelle.

Egalement vide de sens est l'affirmation suivant laquelle les Polonais auraient donné à la Lituanie la culture agricole. Si Messieurs les auteurs de la requête en question avaient en vue leurs propres domaines, nous affirmons qu'il ne peut être question que d'une décadence de la culture agricole. Presque nulle part en Lituanie, les domaines de la noblesse ne pourraient soutenir la concurrence avec la culture paysanne : en de nombreux endroits les domaines nobles ont dû être vendus et répartis entre les paysans. D'un autre côté, partout où ces domaines ont pu se maintenir dans une certaine mesure ils n'ont presque jamais été à même, ainsi qu'en témoignent des experts, d'exercer de l'influence sur les paysans relativement à la culture. Celui qui veut se rendre compte de la véritable valeur de la culture agricole « polonaise » n'a qu'à comparer les contrées paysannes purement lituaniennes de l'ouest avec les environs de Vilna où la culture polonaise doit avoir sa principale résidence. On trouve là, aux portes mêmes de la ville, la charrue de bois, qui ne fait qu'effleurer le sol, des herses sur lesquelles on ne trouverait pas une parcelle de fer et, à la place de la faux, la faucille.

Reste encore la question de savoir de quel prestige jouissent auprès du peuple qu'ils voudraient incorporer à l'Etat polonais, « ces représentants de toutes les tendances politiques polonaises de la Lituanie ». Ils ne pourraient avoir de l'influence dans le pays que s'ils trouvaient un appui auprès de la hiérarchie catholique polonisée et de la bureaucratie russe. Toutes les deux désireraient écraser, avec l'appui des gros propriétaires fonciers polonisés, les Lituaniens revendiquant leurs droits nationaux. Mais le fait que cette politique n'eut pas le résultat désiré, ressort des élections à la Douma : dans le gouvernement de Kovno, les propriétaires fonciers polonisés ne purent envoyer à la Douma qu'un seul représentant. Dans le gouvernement de Souvalki, ce sont les Lituaniens qui ont toujours fait passer leurs candidats, sans grande lutte électorale, contre les voix des Polonais et des Juifs. Ce n'est que dans le gouvernement de Vilna, où le droit électoral des paysans, fortement limité par

suite de l'attitude servile des propriétaires polonais vis-à-vis de Pétersbourg, avait été réduit à l'impuissance, et où, en outre, la puissance de l'Eglise était au service des polonophiles, que les Polonais eurent le dessus.

Mais ces propriétaires fonciers polonisés, eux-mêmes, ne sentent pas un terrain bien solide sous leurs pieds. Ils changent, suivant les circonstances, de point de vue et de conviction. Avant la révolution de 1905, leurs chefs ont tenté de se rapprocher de la bureaucratie russe, en pleine décadence, afin d'obtenir pour leur classe un plus fort appui et, pour ce motif aussi, ils participèrent aux fêtes de l'inauguration des monuments de Mouravieff et de Catherine II à Vilna. Pendant la Révolution, ils désirèrent entrer en contact avec le peuple et se firent passer pour Lituaniens. Après la révolution, ils entrèrent en pourparlers avec la réaction russe afin d'obtenir un droit électoral à la Douma le plus favorable possible à leurs intérêts. Lorsque, durant la guerre, la liberté politique et un renouveau de puissance firent leur apparition en Pologne, l'élément polonisé de Lituanie étendit la main vers la Pologne, car il considère l'incorporation de la Lituanie à la Pologne agressive, comme l'unique moyen de maintenir la situation dominante qu'il a possédée jusqu'ici. Les Lituaniens polonisés comprennent clairement que si la Lituanie devenait indépendante, le rôle de l'élément polonisateur dans ce pays serait terminé. C'est pourquoi tout leur paraît admissible, sauf une Lituanie libre, où le peuple lituanien se gouvernerait lui-même, enfin délivré de la classe supérieure privilégiée, peu nombreuse et attachée à des traditions vieillotes, qui s'est maintenue jusqu'ici sous le régime réactionnaire.

En ce qui concerne la statistique de 1916, l'arme principale des polonisateurs, elle ne mérite que l'on s'y arrête que parce qu'elle montre de quelle nature est ce catholicisme polonais dont les Polonais se targuent devant le monde entier. Ainsi que l'établissent des dépositions de témoins, nombreuses et dignes de foi, des Lituaniens furent inscrits comme Polonais contre leur volonté manifeste, et même des Lituaniens qui étaient connus comme de grands adversaires du polonisme, et qui ne savaient qu'à peine parler le polonais. Ici l'on disait : Catholique? donc Polonais ! Dans cette statistique, des paroisses

entières où la langue lituanienne est d'usage courant ont été désignées comme polonaises. Doit-on parler également d'une classe paysanne polonaise indigène? Déjà le fait seul que, parmi les 44 personnes qui demandent l'incorporation à la Pologne, se trouve le vicaire général du diocèse de Vilna indique par quelle voie ont été obtenus les résultats de cette statistique.

Etant donné tous les motifs que nous venons d'énumérer, nous considérons la Lituanie, dans les limites indiquées au début, comme un pays lituanien et nous ne reconnaissons qu'au peuple lituanien le droit de décider de ce pays. C'est une affaire intérieure de la future Lituanie de régler les droits de toutes les minorités étrangères et de leur donner les garanties nécessaires. La question de savoir comment se présentera cet avenir dépend du développement des événements historiques. Puisse-t-il être permis aux représentants du peuple lituanien de faire comprendre au gouvernement allemand, dont le représentant a aussi promis au peuple lituanien la libération de l'oppression étrangère, comment les Lituaniens établirent les bases de leur avenir en tenant compte des forces matérielles et idéales.

Que cela leur soit permis principalement en considération du fait que non seulement des impérialistes polonais irresponsables, mais encore le Conseil d'Etat de Varsovie dont les bases ont été posées par les puissances centrales alliées, manifestent des buts politiques qui, loin d'apporter à la Lituanie sa libération du joug étranger, la soumettraient à la domination d'une autre nation. Si, avant la guerre, les Lituaniens ont, comme les autres peuples étrangers de la Russie, combattu pour l'autonomie dans les limites de l'Empire russe, ils ne peuvent plus se représenter aujourd'hui leur avenir que sous la forme de l'indépendance, attendu qu'ils ont été, plus que tous les autres peuples, éprouvés par la guerre. Tel est le motif des aspirations lituaniennes, aspirations basées sur les traditions historiques, fortifiées par le réveil de la langue lituanienne et par le retour aux sources de la culture nationale. Ce n'est pas seulement un vœu de la conscience nationale et une conséquence des transformations profondes causées par la guerre ; c'est une condition indispensable pour le développement normal du peuple et pour que ce dernier puisse établir

et fortifier dans la liberté et l'indépendance sa vie étouffée et détruite durant de longs siècles. Le peuple lituanien a tellement souffert dans le passé pour sa liberté et son indépendance que le désir de mettre fin à toutes ses souffrances est imprimé dans son âme d'une manière irrésistible et inaltérable.

Si cette guerre, qui décidera pour longtemps de l'avenir des peuples devait ne pas tenir compte des aspirations des Lituaniens, si elle livrait les Lituaniens au bon vouloir d'un autre peuple ou Etat et se rendait dès lors responsable de la continuation de l'oppression sous le joug étranger, il résulterait de ce fait une injustice qui créerait en Lituanie des raisons de luttes incessantes. La Lituanie se verrait forcée de dépenser inutilement ses forces et, encore plus que par le passé, la porte y serait ouverte à toutes les mesures oppressives qui ont pour but de faire de la Lituanie un avant-poste pan-polonais ou pan-russe.

Mais la question se pose de savoir si le peuple lituanien peut être considéré comme suffisamment mûr pour mener l'existence d'un Etat libre et indépendant. A ce sujet, il y a lieu d'observer ce qui suit.

Le fait que les Lituaniens ont su diriger leur vie publique est établi par leur passé ; seule l'intervention des Slaves, et avant tout, des Polonais, dans les affaires de la Lituanie, et ceci contre la volonté des Lituaniens, a arrêté la continuation du développement. En outre, le fait d'être tombés dans l'anarchie polonaise a bouleversé leur organisme d'Etat.

Tout en renonçant aux territoires de la Lituanie historique, le peuple lituanien demande pour reconstruire l'Etat futur, uniquement les territoires habités par lui depuis les temps reculés et ceci dans les limites que nous avons indiquées ci-dessus sur la base du principe ethnographique. Une prétendue absence de classe intellectuelle et dirigeante ne serait pas, ainsi que le montre l'heureux développement de la Bulgarie par exemple, un obstacle insurmontable au rétablissement de la Lituanie. Mais déjà avant la guerre, le peuple lituanien avait produit une élite proportionnellement beaucoup plus considérable que les classes cultivées de Russie. Seules les circonstances politiques n'ont pas permis d'utiliser toute cette classe intellectuelle en Lituanie même. Après la guerre, la plus grande partie de cette classe cultivée reviendra, naturellement, en Lituanie. De même, la plu-

part des nobles qui, aujourd'hui encore, se tiennent dans une attitude passive ou qui se sont séparés de leur ancienne race retrouveront leur conscience nationale et s'uniront de nouveau au peuple lituanien.

De nouvelles conditions créées dans le pays devenu libre feront naître de nouvelles moissons d'intelligence, ainsi que cela s'est toujours produit dans les états nouvellement fondés. La rareté provisoire des forces intellectuelles propres sera compensée en Lituanie au moyen des forces de l'État avec lequel elle rentrera en relations économiques, politiques et culturelles.

Le caractère de l'agriculture et le développement relativement médiocre de l'industrie unissaient la Lituanie, déjà bien avant la guerre, aux pays de l'Europe occidentale, très développés au point de vue intellectuel. Il est dans la nature des intérêts matériels que cette union devienne encore beaucoup plus forte à l'avenir : de même, la science et la technique dirigeront à l'avenir les Lituaniens, dans une plus forte mesure encore que par le passé, vers l'occident et non pas vers l'est ou le sud. Ces relations économiques et intellectuelles n'auront toutefois de valeur pour le peuple lituanien que sur la base d'intérêts communs et sans que l'indépendance de la nation en souffre. Car les Lituaniens s'opposeront sans nul doute à de semblables relations, si elles devaient être établies entre eux et les Polonais suivant les propositions des politiciens de la plus grande Pologne, où l'une des parties, la polonaise, tend à prendre à l'autre tout, jusqu'à son âme nationale.

Si, au contraire, ainsi que les représentants du peuple lituanien le désirent et l'espèrent, l'avenir de la Lituanie est construit sur la base de la justice dans l'indépendance nationale, les problèmes de la forme extérieure de l'état et des garanties réelles pourront être résolus sans difficulté lors de la conclusion de la paix.

Signé.

Dr. J. Basanavicius ; A. Smetona ; A. Jmuidzinavicius ; Dr. J. Saulys ; kun. J. Baksys ; kun. J. Stankevicius ; P. Klimas ; Dr. A. Vileisis ; A. Gylys ; agr. A. Stulginskis ; C. Landsbergis ; kun. J. Kukta ; kun. prof. Brazys, kun. A. Varnas ; J. Malinauskas ; kun. A. Petrulis ; kun. L. Mironas ; kun. J. Stasys ; kun. K. Ribikauskas.

N° XIII.

Extrait du procès-verbal des séances du 1er au 4 août 1917 du comité d'organisation pour la convocation d'une conférence lituanienne.

Prirent part à la séance : MM. J. Staugaitis de Paniemuni, J. Smilgevicius de Uzwentis, T. Daugirdas de Kovno, St. Narutavicius de Zemaiten, A. Gineitis de Tauroggen, le curé J. Stakauskis de Ponieviech, S. Banaitis de Kovno, B. Dirmantas de Ukmerge, A. Povylius de Radzivilichki, le curé A. Sernas de Chvobichki, le curé M. Simonaitis de Punsk, le curé P. Turauskis de Uteny, E. Okulicius de Latveny, K. Jokantas de Kalvarie (gouv. de Suvalki), le curé J. Katilius de Smalenai, le curé Mironas de l augi, le curé Stankevicius, S. Kairys, J. Saulys, A. Smetona et P. Klimas de Vilna.

Furent élus pour la présidence : MM. J. Staugaitis, A. Smetona, J. Saulys. Furent proposés comme secrétaires : MM. le curé Dogelis et P. Klimas.

L'ordre du jour fut accepté et on examina et résolut ce qui suit :

1° *Concernant le territoire de la Lituanie.* Le territoire de la Lituanie est établi d'après des principes et des frontières ethnographiques de la nation lituanienne, toutefois avec des rectifications absolument nécessaires pour la prospérité économique du pays.

2° *Concernant la situation du présent et la question de l'avenir.* Les représentants du peuple lituanien réunis le 1er et 2 août 1917 à Vilna, ont accepté après discussion de la situation actuelle de la Lituanie et des questions de son avenir, la résolution suivante :

« Le peuple lituanien voit son avenir assuré dans un Etat indépendant, organisé entre ses frontières ethnographiques. Attendu que les intérêts économiques et culturels de la Lituanie gravitent non pas vers l'est ou le sud, mais plutôt vers l'ouest ; ensuite eu égard au développement de la situation politique

générale, les membres réunis considèrent comme nécessaire que le futur Etat indépendant lituanien, sans faire tort à son développement indépendant, entre en relations qui seront encore à déterminer, avec l'empire allemand pour des raisons économiques, culturelles et politiques nationales. »

Signé : kun. M. SIMONAITIS, J. SAULYS, J. STAUGAITIS, J. KATILIUS, J. SMILGEVICIUS, S. KAIRYS, K. MIRONAS, S. BANAITIS, P. KLIMAS, B. DIRMANTAS, Dr J. STANKEVICIUS, GINEITIS, TADAS DAUGIRDAS, P. DOGELIS, A. SMETONA, K. OKULIC, A. POVYLIUS, kun. A. SERNAS, K. JOKANTAS, DEKAN STASINSKIS.

Après que l'assemblée eut pris connaissance de la nécessité, pour la Lituanie indépendante, d'entrer en relations avec l'Allemagne en vue d'une convention militaire, d'une union douanière, ainsi que d'un régime commun des chemins de fer stratégiques, elle établit à la majorité des voix que la résolution proposée n'exclut pas la possibilité de telles conventions ; mais que la défense des intérêts lituaniens exigerait que les conditions précises des relations fussent encore délibérées et établies. C'est pourquoi l'assemblée jugea nécessaire qu'un organe permanent fût créé, muni des plus larges et pleins pouvoirs pour traiter et éclaircir toutes ces questions. A cet effet on devait aussi avoir la possibilité de se concerter avec les Lituaniens à l'étranger, d'activer la collaboration des Lituaniens aux travaux de la vie publique et de faire connaître à la presse allemande et locale leurs aspirations et leurs besoins.

3o *Concernant la Taryba lituanienne* (conseil national). On reconnaît unanimement la nécessité de constituer une Taryba. A cet effet il devrait y avoir une conférence convoquée sur une large base.

4o *Concernant la conférence.* Des élections ne pouvant être faites actuellement, selon l'ordre de l'administration militaire, il ne reste que la cooptation ; mais comme cette voie n'est pas trouvée bonne par tous, on estime nécessaire de nommer à cet effet une délégation, élue parmi les assistants, pour que celle-ci confère avec les représentants du gouvernement allemand

à Vilna sur le meilleur mode à employer pour la convocation de la conférence. Furent élus pour la délégation : MM. B. Dirmantas, St. Narutavicius et J. Saulys.

Après que la délégation eut fait connaître que des élections d'aucune sorte ne sont actuellement dans aucun cas permises par l'administration militaire, mais que celle-ci ne mettrait pas d'obstacles aux conférences non officielles en petit comité, l'assemblée décida de faire désigner les candidats dans des conférences privées ou dans des assemblées, selon la possibilité. Au cas où la chose ne serait pas possible, les membres du Comité d'organisation auraient à faire désigner comme candidats des hommes, qui jouissent de la confiance de la population locale.

Concernant la totalité des membres de la conférence, le Comité d'organisation fait observer ce qui suit : Il faudrait que ce fussent des Lituaniens honorables, énergiques, fermes et intelligents, de toutes les classes et de tous les partis politiques, et âgés de plus de 25 ans. On pourrait faire des exceptions à cette règle, et, d'accord avec le Comité d'organisation, inviter à la participation des citoyens lituaniens qui, bien que ne possédant pas encore la langue lituanienne auraient prouvé par leur activité, qu'ils ont à cœur la prospérité de notre nation et de notre pays.

Les membres de la réunion remirent au secrétariat une liste des candidats connus d'eux et appartenant aux différents districts, se communiquèrent entre eux les noms des districts qui devaient être visités par les membres du Comité d'organisation en vue d'une enquête sur les membres de la conférence dignes d'être pris en considération, et décidèrent d'en informer le bureau exécutif de Vilna dans le courant de la quinzaine au plus tard.

La convocation de la conférence a été fixée pour le 10 septembre. L'ordre du jour sera établi par le bureau exécutif.

5° La conférence prendra une résolution définitive sur le nombre des membres de la Taryba lituanienne et sur les membres mêmes.

6° *Concernant la situation actuelle de la Lituanie.* Les membres réunis remirent les informations recueillies sur le système appli-

qué actuellement en Lituanie, concernant : le rationnement de la population, l'instruction publique, le recrutement par force des ouvriers, les réquisitions, l'exploitation des forêts, le conseil de guerre, le banditisme, l'administration des terres abandonnées, le traitement des habitants, le mépris pour la langue lituanienne, les contributions et les peines, les bons de réquisition, l'appropriation des fonds municipaux. Ces matériaux furent remis au bureau exécutif pour être présentés par celui-ci aux autorités centrales allemandes. Le bureau exécutif fut chargé également de la modification et de l'amélioration de cet état de choses.

7º Furent désignés pour le bureau exécutif du Comité d'organisation les personnes suivantes : MM. A. Smetona, J. Saulys, le curé Stankevicius, M. Birziska, et P. Klimas.

Nº XIV.

Extrait du procès-verbal des séances de la Conférence lituanienne du 18 au 22 Septembre 1917, à Vilna.

La conférence fut ouverte par le membre du conseil exécutif, M. A. Smetona.

M. le Dr J. Basanavicius fut proposé comme président d'honneur.

Cette proposition fut acceptée par l'assemblée.

Le Dr J. Basanavicius salue l'assemblée dans son discours. Comme membres de la Présidence furent élus : MM. J. Kairys (socialiste-démocrate), le curé J. Staugaitis (parti démocratique-chrétien), le curé K. Saulys (parti démocratique-chrétien), J. Vileisis (parti socialiste populaire) et A. Smetona (parti progressiste national).

Comme membres du secrétariat furent élus : MM. le curé P. Dogelis (parti démocratique-chrétien), K. Bisauskas (parti démocratique-chrétien), P. Bugailiskis (socialiste-démocrate) et J. Paknys (socialiste-démocrate).

L'assemblée accepte pour la conférence l'ordre du jour suivant :

1° Rapport du Comité de la commission d'ordre sur la convocation de la conférence ;

2° Rapport du Comité exécutif d'organisation.

3° La politique de la Lituanie ;

4° La Taryba lituanienne ;

a) son but, sa tâche et ses droits ;

b) les conditions de son activité ;

c) ses membres.

5° Des propositions concernant l'amélioration de la situation actuelle de la Lituanie ;

6° Les emblèmes de l'Etat lituanien ;

7° La clôture de la conférence ;

1° Selon le rapport du Comité de la commission d'ordre, il avait été convoqué à la conférence 264 personnes de 32 districts et de la zone des opérations; 214 personnes y prirent part. On nomme une commission pour faire une enquête sur les motifs de l'absence de plusieurs personnes invitées à la conférence.

2° Les membres du Comité de la commission d'organisation font leur rapport sur l'état dc la question lituanienne en général. Ensuite une série de demandes est posée par les membres de la conférence. Après la discussion des questions résultant des rapports, suit une résolution sur les points suivants :

3° Concernant la politique générale de la Lituanie, la conférence accepte *à l'unanimité* la résolution suivante :

En vue des intérêts de la Lituanie et guidée par les aspirations communes des Lituaniens, la conférence lituanienne a pris la résolution suivante :

I. Pour que la Lituanie puisse se développer librement, il est absolument nécessaire qu'elle devienne un Etat indépendant, organisé sur des principes démocratiques dans ses frontières ethnographiques, en rectifiant toutefois ces lignes limitatives selon le besoin du développement de la vie économique.

Il faudrait assurer aux minorités nationales les conditions nécessaires à leur développement culturel.

Quand à l'établissement définitif des bases pour la Lituanie indépendante et pour ses relations avec les Etats voisins, il faudrait convoquer à Vilna une assemblée constituante de la Lituanie, qui devrait être élue par tous les Lituaniens, selon des principes démocratiques.

II. Si l'empire allemand consent à reconnaître, dès avant la conférence de la paix, l'Etat Lituanien et à soutenir à la conférence de la paix les intérêts lituaniens, la conférence lituanienne, étant donné qu'en temps normal les intérêts de la Lituanie gravitent beaucoup plus vers l'ouest que vers l'est ou le sud, croit à la possibilité que l'Etat Lituanien futur entre en rapports encore à déterminer avec l'empire allemand sans faire tort à son développement indépendant.

4° Après que l'élection d'une Taryba lituanienne eut été reconnue nécessaire pour l'exécution des résolutions de la conférence, celle-ci accepta les points suivants :

a) Le nombre des Lituaniens dans la Taryba lituanienne est fixé à 20.

b) La Taryba lituanienne est autorisée à coopter de nouveaux membres ;

c) Les membres cooptés auront le plein droit de vote ;

d) Le nombre des membres cooptés ne doit pas dépasser le quart de tous les membres élus ;

e) Le nombre des représentants des minorités nationales dans la Taryba lituanienne est fixé à 5 ou 6 membres ;

f) La Taryba lituanienne fixe pour les minorités le mode d'élection de leurs représentants. Le principe est : à la cooptation des représentants des minorités, leurs propres élections doivent être autant que possible, définitives.

g) Les représentants des minorités faisant partie de la Taryba lituanienne, sont soumis aux conditions suivantes : Les représentants doivent se déclarer partisans de la résolution prise au sujet de l'indépendance de la Lituanie ; ils ne doivent avoir pris part à aucune action anti-lituanienne, et doivent au moins comprendre la langue lituanienne.

Sont élus membres de la Taryba lituanienne à la majorité des voix : MM. le Dr Basanavicius, le Dr Jurgis Saulys, A. Smetona, P. Klimas, M. Birziska, J. Vileisis, kun. Mironas, kun. Staugaitis, A. Stulginskas, S. Kairys, K. Bizauskas, J. Smilgevicius, D. Malinauskis, kun. Saulys, S. Banaitis, B. Dovidaitis, kun. A. Petrulis, St. Narutavicius, J. Vailokaitis, Jok. Sernas.

5° Le Comité élu, dans la première séance, parmi les députés des districts, remet à la Taryba lituanienne tout son programme de propositions sur l'amélioration de la situation actuelle de la Lituanie, afin que celle-ci puisse d'après lui faire les démarches nécessaires.

N° XV.

Vilna, 22 septembris 1917.

Beatissime Pater.

Ex omnibus Lituaniæ finibus diversæ condicionis deputati ultra ducentos viros in nostra urbe capitali *Vilnae* in nationalem conventum congregati ad deliberandum de misera nostra condictione tempore belli et de futuro libero statu nostrae regionis constituendo, hac occasione liberrime utimur, ut *Vestræ Sanctitati* summas gratias agamus pro collecta in toto orbe catholico instituta in gratiam Lituanorum bello oppressorum simulque pro paterna *Vestræ Sanctitatis* cura pacis instituendæ inter pugnantes nationes, quam summopere exoptamus, et qua composita, nostra jura nationalia nos recuperaturos, *Vestra Sanctitate* potenter adjuvante speramus, et *Vestræ Sanctitatis* benedictionem Apostolicam nostris laboribus humillime adprecamur.

Praeses conferentiæ :
Dr J. Basanavicius.

Summo Pontifici, Benedicto XV, Romae in Vaticano.

N° XVI.

La réponse du Pape.

Secreteria di Stato di Sua Santita

N° 49.543.

Da citarsi nella risposta.

Dal Vaticano,
die 6 Decembris 1917.

Illustris vir,

Augustus Pontifex, qui pro Sua erga catholicos universos sollicitudine, quotquot Lituaniam incolunt paterno amore complectitur, virorum ad Vilnensem coetum deputatorum praeclara erga Patrem de sublevandis miseris deque omnibus populis pacificandis studiosum benigne suscepit, Suumque per me tibi animum gratum significari voluit, dum petitam Apostolicam Benedictionem, prosperitati et progressioni universorum Lituaniae civium bene auspicatam libenter impertit.

Hoc functus honorifico munere, tibi omnia fausta feliciaque adprecor, meque profiteor.

Tibi, Illustris vir, Addictissimum

P. Card. GASPARI.

Illustri viro Dr J. BASANAVICIO, *Lituaniae Conferentiae Praesidi Vilnam.*

N° XVII.

Vilna, le 23 septembre 1917,

En date du 22 septembre nous avons prié votre Excellence de bien vouloir communiquer l'adresse suivante à M. le Commandant en chef des forces de l'Est, le Feld-maréchal général Prince Léopold de Bavière :

C'est à votre Altesse Royale que nous devons être reconnaissants de ce que, au milieu de ces durs temps de guerre,

des hommes dirigeants de toutes les parties de la Lituanie ont pu avoir l'occasion de se réunir dans notre vieille capitale et d'échanger leurs idées sur l'avenir de notre peuple et de notre patrie.

Après tant d'années écoulées depuis la perte de notre indépendance politique, après tant de souffrances endurées sous la domination étrangère, le jour désiré par de nombreuses générations semble être venu enfin, où les Lituaniens, en unissant toutes leurs forces, espèrent ériger à nouveau un Etat indépendant sur une base nationale.

Nous comptons sur l'aide de l'administration allemande pour adoucir et améliorer, avant même la fin de la guerre, avec l'aide de l'Empire allemand, la déplorable situation de la population souffrante et pour collaborer à la reconstruction de notre pays et de son économie publique. Dans ce but, nous voulons travailler pour que tous les habitants de notre pays se voient accorder les droits dont les habitants des pays civilisés jouissent depuis longtemps.

Nous prions Votre Altesse Royale de vouloir bien sanctionner une représentation nationale composée de toutes les classes du peuple et de lui donner le droit de travailler, pendant la guerre même, à la reconstruction de la Lituanie.

Signé : Dr. J. BASANAVICIUS, M. BIRZISKA, S. BANAITIS, K. BIZAUKAS, P. DOVYDAITIS, P. KLIMAS, DEKAN MIRONAS, S. NARUTAVICIUS, ALFONSAS PETRULIS, A. SMETONA, A. STULGINSKIS, S. SMILGEVICIUS, J. STAUGAITIS, Dr J. SAULYS, J. VAILOKAITIS, J. SERNAS, Dr JONAS VILEISIS, Dr. MALINANSKAS.

N° XVIII.

A cette lettre il fut répondu par M. le Chef de l'Administration militaire de la Lituanie, Son Excellence François-Joseph, Prince de Isenbourg-Birstein :

J'ai transmis immédiatement votre requête du 22 septembre 1917, au Commandant en chef des forces de l'Est, Son

Altesse Royale le Général Feld-Maréchal Prince Léopold de Bavière. Son Altesse royale m'a chargé de vous adresser la réponse suivante :

Les souffrances que la guerre a apportées à la Lituanie pèsent durement sur le pays. Une charge particulièrement lourde est la misère qu'a entraînée pour la Lituanie le blocus commercial mondial organisé par l'Angleterre. Le succès espéré par l'Angleterre et ses Alliés n'a pas été obtenu. Persuadée de sa victoire, l'Allemagne est prête à collaborer à la restauration de la Lituanie.

M. le Commandant en chef des forces de l'Est estime que le moment est arrivé de mettre à exécution son ordonnance administrative du 7 juin 1916.

Les travaux préparatoires en vue de la restauration de la Lituanie vont être effectués en collaboration avec les habitants du pays. C'est dans ce but que le Commandant en chef des forces de l'est, Son Altesse Royale le Général Feld-Maréchal Prince Léopold de Bavière a laissé créer la Taryba (Conseil) pour la Lituanie, qui, sous la direction de l'administration militaire, doit discuter les bases de la future administration et de la future économie publique de la Lituanie. La Lituanie doit devenir un pays de progrès, offrant à ses habitants, tout en maintenant le caractère propre lituanien, libre activité et développement.

Par ordre et sur proposition de l'Assemblée Nationale, je confirme d'ores et déjà comme membres de ce Conseil les personnes suivantes :

D[r] Jonas Basanavicius, médecin, à Vilna ; professeur secondaire Kazys Bizauskas, à Poniewiez ; Directeur secondaire Nicolas de Birziska à Vilna ; Directeur secondaire Pranas Dovydaitis à Kovno ; Steponas Kairys, ingénieur à Vilna ; Petras Klimas à Vilna ; Donatas de Malinanskas, agronome à Vilna ; Vladislovas Mironas, doyen à Daugi ; Stanislas de Narutovicius, propriétaire à Breviki ; Alfonsas Petrulis, curé, à Pivosuny ; D[r] phil. Jurgis Saulys, rédacteur à Vilna ; Professeur Casimir Saulys, Chanoine à Kovno ; Jakubas Sernas à Vilna ; D[r] jur. Antonas Smetona à Vilna ; Jonas Smilgevicius, propriétaire à Uzventis ; Justinas Staugaitis, curé à

Poniemun près Kovno ; Alexandras Stulginskis, agronome à Vilna ; Jonas Vailokaitis, employé de banque, à Vilna ; Dr jur. Jonas Vileisis, avocat, à Vilna.

N° XIX.

A son Excellence M. le Chancelier de l'Empire et à Son Altesse royale M. le Commandant en chef des forces de l'Est, Quartier-Général,

BERLIN.

La Taryba lituanienne, créée à titre de représent tion nationale dans des circonstances spéciales voit clairement que son activité ne sera possible et féconde que si elle accomplit tout ce que la population de la Lituanie considère à l'heure actuelle comme questions vitales pour elle et se trouve placée dans les conditions favorables absolument nécessaires pour un travail fructueux.

La conférence lituanienne qui a pu, du 18 au 22 septembre de la présente année, discuter les affaires les plus importantes du pays, s'est donné avant tout deux tâches principales : 1° La formation de l'Etat lituanien et 2° la reconstruction de la Lituanie ou, au moins une amélioration, en temps de guerre même, de la difficile situation du pays. La Conférence lituanienne a, sur ces deux points, unanimement et, l'on peut dire, incontestablement, déclaré et exprimé ce que tout le peuple pense.

Il dépendra de l'autorité allemande d'occupation, qui a confirmé la Taryba lituanienne, de faire naître les conditions qui sont nécessaires pour que l'activité de la Taryba lituanienne soit utile et féconde. La Taryba lituanienne se représente ainsi ces conditions :

Il y aurait lieu de lui accorder le droit de s'occuper de l'examen et de la discussion des affaires du pays et de s'en occuper comme organe indépendant du pays, travaillant dans les limites assignées à côté de l'administration militaire de la Lituanie. Pour faire concorder les projets arrêtés par la Taryba avec les exigences de l'administration militaire, et les faire parvenir à

exécution, la Taryba doit se trouver en contact permanent et étroit avec les organes supérieurs du pouvoir d'occupation.

Relativement au travail de la reconstruction du pays, la Taryba a besoin avant tout de suivre attentivement toute la marche de la vie publique et, pour le cas où elle aurait constaté un abus quelconque, de rechercher ses causes, de les juger, et, le cas échéant, de le faire disparaître d'accord avec le pouvoir d'occupation.

Comme la Taryba aspire à améliorer la situation de la Lituanie et à reconstruire la Lituanie, elle veut, en ce qui concerne cette tâche, avoir le droit de présenter au pouvoir d'occupation des projets en ce sens et de mettre en œuvre ces projets, après entente avec le pouvoir d'occupation.

Dans le but de rétablir l'Etat lituanien, il doit être accordé à la Taryba lituanienne le droit de prendre contact dans ce but avec le gouvernement impérial allemand et avec les représentations lituaniennes à l'étranger.

La Taryba lituanienne a, en outre, très à cœur de gagner à ses aspirations la confiance entière de la population avant de commencer ses travaux. On ne doit pas oublier que la guerre si longue a tellement épuisé la Lituanie et a exigé de sa population des sacrifices si considérables qu'il est compréhensible qu'il règne dans les masses profondes du peuple une grande méfiance vis-à-vis des autorités d'occupation : en effet, la direction de l'armée, forcée par les circonstances de la guerre a dû imposer au pays lituanien les charges économiques les plus considérables. La Taryba doit compter, spécialement lors de ses premiers pas, avec cette méfiance du peuple, qui est connue de l'administration allemande également. Ce sentiment ne pourra pas être effacé ou même simplement adouci par des paroles ou des promesses faites à la légère. Ce n'est que par des actes féconds, sensibles aux yeux de tous, surtout par des remèdes appliqués au moins aux abus les plus criants de la vie publique lituanienne que l'on pourra de nouveau rétablir dans l'âme du peuple tout ce que la réalité cruelle de la guerre y a détruit.

Dans son mémoire ci-inclus, la Taryba lituanienne a mentionné tout d'abord les abus les plus criants qui, suivant son

intime conviction, devraient être réformés en premier lieu. Parmi ces abus figurent sans aucun doute en première série les réquisitions exagérées, l'alimentation insuffisante de la population pauvre de la Lituanie, la formation de bandes de malandrins, les mauvais traitements infligés à la population, les travaux forcés, les abus scolaires, etc.

La Taryba lituanienne a le ferme espoir que le gouvernement impérial allemand a la sincère intention de donner à la Lituanie la possibilité de travailler sans entraves à ses buts politiques les plus élevés et d'aider la Taryba lituanienne dans ses efforts en vue de reconstruire le pays et d'améliorer sa situation avant même la fin de la guerre.

La Taryba lituanienne espère également que les idées exprimées dans la présente lettre et dans le mémoire ci-inclus, ainsi que les propositions faites en vue d'améliorer la situation de la population, auront l'approbation de votre Excellence et pourront être réalisées en temps utile.

La Présidence provisoire de la Taryba lituanienne.

Vilna, le 20 octobre 1917.

MÉMOIRE

CONCERNANT

les abus les plus considérables en Lituanie

La grande guerre mondiale dans le tourbillon de laquelle la Lituanie fut entraînée dès la première année de guerre, a jeté ce pays dans une misère terrible, dont on ne peut prévoir la fin, dans une misère qui, s'accroissant et grandissant tous les jours, ne peut plus guère être supportée. Les circonstances dans lesquelles la vie économique et sociale en Lituanie souffre actuellement, imposent comme une impérieuse nécessité de réformer tout d'abord les abus les plus considérables et aussi rapidement que possible. Si cela ne se produit pas, la misère et la ruine absolues menacent le pays.

La triste situation de la Lituanie, dont la population souffre profondément depuis de longs jours, paraît être parvenue aussi graduellement à la connaissance de l'administration allemande et du public allemand. L'arrêté voté par la majorité du Reichstag et approuvé par le gouvernement impérial allemand, relatif à une administration indépendante à établir, sans délai, pendant la guerre même, en vue de rétablir le pays, prouve que le principe admis par le gouvernement allemand vis-à-vis des besoins de notre pays est le seul juste et le seul rationnel. Car, en effet, si profondes que soient les blessures faites à la Lituanie, elles ne peuvent être guéries que par sa population elle-même, à condition que l'on donne à cette dernière les moyens nécessaires à cet effet.

La Taryba lituanienne qui est appelée maintenant à ouvrir la voie en vue de la reconstitution de la Lituanie, a pleinement conscience du fait que la guerre a ses propres besoins et ses propres droits. La Taryba lituanienne n'en est pas moins de l'avis que, malgré les difficiles circonstances de la guerre, on pourrait commencer dès maintenant les travaux préparatoires en vue de la restauration du pays.

Tout en réservant pour une époque ultérieure des propositions plus détaillées en vue de la restauration de la Lituanie, la Taryba lituanienne considère comme son devoir d'attirer, dès aujourd'hui, l'attention sur les abus brièvement exposés ci-après et qui sévissent actuellement en Lituanie, abus qui pèsent d'une manière terriblement lourde sur toute la population et qui devraient être écartés en premier lieu aussi rapidement que possible.

La situation actuelle de la Lituanie, telle qu'elle est dépeinte ci-après, est illustrée encore, en dehors de l'exposé général, par différents faits. A ce sujet, nous devons faire observer d'une manière générale que nous ne pouvons pas garantir d'une manière absolue l'entière exactitude des différents faits cités, et ceci, parce que les circonstances ne nous ont pas permis de contrôler en lieu et place les données que nous possédons. Toutefois, nous avons l'intime conviction qu'en général la situation de la Lituanie est encore beaucoup plus mauvaise que ce qui ressort de l'exposé ci-après, et que, pour un fait représenté d'une manière peut-être non rigoureusement exacte, nous pourrions citer dix autres faits de ce genre dès que la possibilité nous en serait donnée.

Réquisitions.

Il est évident, étant donné que le front de guerre passe par toute la Lituanie, que la population du pays et le pays lui-même ont énormément souffert. Les besoins indiscutables des troupes étaient très grands et ont presque ruiné l'agriculture. Les provisions et le bétail ont diminué dans une proportion effrayante. Les troupes elles-mêmes prenaient, dans la règle, sans payer et même, dans la plupart des cas, sans délivrer de bons de réquisition.

La population attendait avec la plus grande impatience l'établissement de l'administration d'occupation parce qu'elle croyait que cette dernière, malgré la dureté de ce temps de guerre, apporterait au moins l'ordre et un certain adoucissement dans les réquisitions.

Dès que les autorités d'occupation entrèrent en jeu « avec

l'établissement des chefs d'arrondissement, des préfets, de la gendarmerie, des comités économiques », on publia simultanément les objets soumis à la réquisition et à la saisie. Mais dans la détermination des réquisitions et dans la manière dont elles sont effectuées, on peut trouver de nombreux points anormaux, sur lesquels nous estimons qu'il est de notre devoir d'attirer l'attention des autorités d'occupation.

Les administrations locales qui s'occupent des réquisitions de céréales ne se préoccupent pas de rechercher, dans la règle, si l'intéressé peut, dans les circonstances actuelles, livrer ou non la quantité qui lui est réclamée. Ordinairement on demande, pour tout le terrain que l'intéressé possède ou qui est affermé par lui, une certaine partie de la récolte, et l'on ne tient aucun compte à cette occasion du nombre de personnes que l'intéressé doit nourrir ou du nombre de journaliers qu'il doit entretenir durant l'été ; on ne recherche pas quelle récolte est possible dans les circonstances actuelles ; on ne tient non plus aucun compte de la quantité que l'intéressé doit laisser sous forme d'aumônes à ceux qui ne possèdent aucun terrain et qui n'ont aucune carte avec laquelle ils pourraient obtenir des vivres et qui, pour ce motif, sont fréquemment dans un tel dénuement que, poussés par la faim, ils sont forcés de se joindre aux bandes qui parcourent le pays. Dans la fixation de la dîme des céréales qui doit être livrée, il arrive fréquemment que le plus faible, économiquement parlant, doit livrer une quantité beaucoup plus considérable que le plus fort. La période durant laquelle les céréales doivent être fournies aux comités économiques est souvent si courte que les campagnards doivent supporter, de ce seul fait, des pertes sensibles. Mais ceux qui, au jour fixé, n'ont pas fourni la quantité entière sont punis impitoyablement. On ne craint pas de leur enlever leur dernier cheval, comme par exemple, à Antanas Kasleika ou à d'autres villageois dans les localités de Tirolkai, Saugimai dans le district de Kurchany, cercle de gendarmerie de Gostunai.

Dans d'autres localités, on utilise le moyen suivant : on empêche le fonctionnement des moulins et l'on suspend la distribution des cartes de mouture jusqu'à ce que les céréales

réquisitionnées soient livrées. Par exemple, dans les localités de Lygumai, Gendarmerie de Joniskis. Dans les gendarmeries de Kelmé et le Titavena, les Allemands battent eux-mêmes en grange et les habitants sont tenus de venir de loin, en parcourant un long chemin, leur fournir le seigle. Lors de la rentrée des céréales, il se produit fréquemment des cas tout à fait révoltants : Dans la localité de Uzvermeniai, district de Ponieviez, les soldats voulurent, le 9 juillet 1917, emmener tout le bétail. A cette occasion, une jeune fille et une femme furent violemment battues. Lorsque le fils de la femme commença à pousser des cris, il fut tué par les soldats.

Dans la réquisition du beurre et du lait, on ne tient nullement compte des besoins des différentes familles. On exige de chaque vache jusqu'à une livre de beurre par semaine ou deux litres de lait par jour. Il est certain que lorsque la famille n'est pas considérable et qu'elle possède quelques vaches, il est possible, quoique difficile, de fournir la quantité demandée. Mais si la famille est plus considérable et s'il s'y trouve quelques petits enfants, la situation n'est plus tenable. Certaines gens sont tellement intimidés qu'ils achètent du beurre et du lait afin de pouvoir livrer la quantité demandée et ne pas s'exposer aux pénalités sévères. La même chose se produit pour la livraison d'œufs. Toutes les poules inventoriées doivent produire le nombre prescrit d'œufs, même lorsqu'elles ne sont plus en vie. Plusieurs cultivateurs de la localité de Kusiai, district de Ponieviez, ont été condamnés à 106 M. d'amende au mois d'août, parce que, leurs vaches ayant été malades, ils n'avaient pas pu fournir la quantité prescrite de beurre. Pour le même motif, on enleva sa dernière vache au campagnard Pluskius, de Kaukilikai, district de Seda; on punit de la même manière Leonora Aukscionyte, de Raisgiai, district de Chavli Dans différentes localités on a déjà infligé, pour le lait, le beurre et les œufs, plus d'amendes que ces produits n'ont donné de recettes.

Les réquisitions de chevaux et de bétail sont indispensables dans des buts de guerre ; il est inadmissible cependant que le villageois puisse y perdre sa dernière tête de bétail et son dernier cheval. C'est également un fait connu que, dans de

nombreux endroits, particulièrement dans ceux qui se trouvent près du front, on ne laisse à chaque paysan qu'une vache, un porc, un mouton et 1 à 3 chevaux, quelle que soit l'importance du domaine à cultiver, qu'il ait 20 hectares ou qu'il en ait 200. On enlève fréquemment jusqu'à la dernière tête de bétail. Ces derniers jours on a fait publier qu'une nouvelle mobilisation de chevaux devait avoir lieu. L'enlèvement de l'inventaire vivant, particulièrement des chevaux, représente pour le pays la ruine complète de son agriculture et la famine certaine pour l'année suivante. Mais il existe aussi des réquisitions qui n'ont absolument rien à faire avec les buts de guerre. Nous parlons avant tout ici des réquisitions de taureaux en 1916, et des réquisitions d'étalons au printemps de la présente année. La vente forcée de chevaux, bœufs, vaches, moutons etc., pour les domaines abandonnés, qui sont maintenant cultivés par les Allemands doit être rangée dans le même ordre de réquisitions.

La population éprouve d'une façon particulièrement douloureuse les punitions qui lui font perdre sa dernière tête de bétail, punitions qui lui sont infligées fréquemment par le seul motif qu'elle n'a pas compris les ordonnances en question. Ainsi, par exemple, le 18 septembre, dans la localité de Kroniai, district de Kochedary, une inspection de chevaux fut effectuée par le lieutenant Nielkens et le chef d'arrondissement Sternberg. Tous les propriétaires de chevaux durent amener leurs chevaux à 8 heures du matin, ce que tous firent. Mais la commission s'étant fait attendre très longtemps, les gens se dispersèrent finalement dans les environs pour fourrager les chevaux. La Commission n'arriva qu'à midi et elle ne trouva plus les chevaux sur la place indiquée, mais à une certaine distance de là, mangeant leur fourrage. On prit 30 chevaux, que l'on ne paya que 50 roubles par tête en disant que pour chacun des chevaux on retenait 100 roubles à titre de punition pour le fait qu'ils n'avaient pas été conduits à l'endroit fixé. Cette même commission séquestra 14 chevaux parce que les gens n'avaient pas compris l'ordre suivant lequel les chevaux devraient être conduits avec une laisse déterminée. Ces chevaux furent vendus, avec 11 autres, qui avaient été séquestrés ailleurs, à des étrangers et non pas à leurs propriétaires, bien que

ceux-ci le demandassent les larmes aux yeux. Il arrive aussi que les gendarmes réquisitionnent tout sans exception. Exemple : le 7 mai 1917, le gendarme Kiblic arriva avec quelques soldats armés dans la localité de Zapichkis, district de Vladislavov et prit aux gens tout ce qu'ils possédaient, denrées alimentaires, chanvre, etc. A cette occasion, Antanas Gurgas et Antanas Greicius furent battus; des femmes furent également frappées. Dans chaque cercle sont tenus des marchés forcés. On ordonne habituellement à la population, sous menace et avec punitions, de conduire au marché chevaux, vaches et autre bétail. Sur le marché, les pièces qui plaisent aux Allemands sont choisies et l'acheteur paie le prix qui lui convient. On demande, en outre, que le vendeur signe une déclaration suivant laquelle le contrat aurait été conclu librement. Celui qui refuse de donner la signature demandée est certainement puni dans la suite sous un prétexte quelconque. Des marchés de ce genre ne sont pas considérés comme réquisitions mais ils causent à la population de plus grands dommages que les réquisitions elles-mêmes.

Il y a lieu de ne pas oublier ici les réquisitions de céréales qui ont eu lieu cette année et qui sont effectuées sous une forme particulièrement dure. Après qu'ont été fixées des quantités exagérées, que les paysans ne peuvent très souvent pas fournir, on effectue les réquisitions par voie d'exécution forcée. Si un village, par exemple, des districts de Ponieviez et de Johanichkiele, ne peut livrer la quantité exigée, le village entier est occupé : le bétail, les objets comestibles, les instruments professionnels, souvent aussi l'argent trouvé, sont emportés. En outre, les gens sont cruellement battus.

Avec un semblable système, la population pauvre de la Lituanie est menacée pour cet hiver d'une famine complète. Déjà l'hiver passé et au printemps, des milliers de gens, aussi bien à Vilna que dans ses environs et plus près du front, comme par exemple dans le district de Svenciany, sont morts de faim. En effet, la population pauvre est répartie parmi ces mêmes paysans qui, à l'heure actuelle sont pressurés sans répit, et si le pain n'est pas distribué a cette population, comme cela a été le cas l'année passée, elle verra s'ouvrir pour elle cet hiver la triste perspective de la mort lente par la faim. Le prix d'un

poud de seigle s'élève à l'heure actuelle déjà de 20 à 40 M. tandis que l'année passée à la même époque, il n'était que de 5 à 8 M.

La question du ravitaillement de la population pauvre, particulièrement de celle de Vilna, se pose dès lors dans toute sa gravité.

En terminant cette question des réquisitions, nous devons ajouter encore un mot relativement aux prix excessivement bas qui sont payés. Pour tout ce qui est enlevé aux gens, on verse le même prix que celui que l'on aurait payé pour le même objet avant la guerre, sans tenir compte du fait que, durant la guerre, tous les prix se sont plusieurs fois multipliés. Un agriculteur auquel les réquisitions enlèvent son cheval doit, s'il veut continuer son exploitation, acheter un nouveau cheval, de qualité inférieure, pour lequel il dépense trois fois plus d'argent que ce qu'il a reçu des autorités pour un cheval de meilleure qualité. Le même cas se produit pour d'autres animaux. Tous les produits agricoles et tous ceux qui sont nécessaires à la vie ont augmenté proportionnellement de prix.

Pour le même motif, le journalier est également devenu plus cher. Le prix minime payé pour les objets réquisitionnés mène dès lors l'agriculture à la ruine.

Afin d'écarter au moins les conséquences les plus néfastes du système des réquisitions et pour adoucir leur caractère particulièrement dur, nous proposons :

1° Que le système des réquisitions futures soit réglé suivant des principes nouveaux, adaptés à la situation actuelle de la Lituanie.

2° La participation de la Taryba lituanienne est nécessaire lors de l'établissement des normes générales de réquisition et la participation de représentants de la population locale est nécessaire lors de l'application et de l'exécution de ces normes.

3° On devrait renoncer complètement, à titre provisoire, à la réquisition des chevaux, et la réquisition du bétail ne devrait avoir lieu que là où, par suite de circonstances spéciales, est resté un nombre relativement plus important de têtes.

4° Les paysans qui ne possèdent qu'une vache devraient être entièrement exemptés de la réquisition du bétail.

5° On devrait vouer une attention spéciale au ravitaillement de la population pauvre et de la population des villes.

Les travaux forcés.

Immédiatement après que la Lituanie eût été occupée par les Allemands, on exigea des habitants les ouvriers nécessaires pour transporter le matériel de l'armée, améliorer les routes, etc.

Lorsque les Allemands commencèrent, dans la suite, à cultiver les domaines abandonnés, la population fut astreinte à travailler sur ces domaines. Un peu plus tard, on commença à exploiter les forêts de la Lituanie, et pour ce travail on eut besoin de nouveau ouvriers. Enfin, en hiver 1916-1917, la population de la Lituanie fut mobilisée pour constituer des bataillons d'ouvriers qui permettaient de se passer dans le pays, des ouvriers-soldats allemands, et de compenser en même temps le manque d'ouvriers en Allemagne. Depuis ce moment, le nombre des ouvriers astreints aux travaux est très élevé. Dès le début, les conditions de travail imposées à ces ouvriers n'étaient pas favorables ; à partir de l'automne 1916, elles devinrent insupportables. Dans de nombreux cas furent forcés au travail, sans qu'il fût tenu compte des besoins du pays et des habitants : l'ouvrier unique d'une exploitation agricole, le seul soutien d'une famille de plusieurs personnes, et même le malade et le vieillard, incapables d'un travail physique.

Dans de nombreux cas, les gens furent amenés de la rue, pendant qu'ils se rendaient à l'église, d'autres mêmes, quittant l'église après le service divin, furent pris et incorporés dans les bataillons de travail forcé. Les gens furent pris de nuit dans la campagne et incorporés. Même dans les faubourgs des villes furent organisées de véritables chasses.

Les suites de ces faits furent désastreuses. De nombreuses personnes astreintes au travail moururent, dans les bataillons de travail, de fatigue ou de maladies qui en étaient résultées ; à la maison, des familles entières moururent de faim. Parmi les pauvres gens, qui furent forcés au travail et soudainement

amenés, le plus grand nombre n'avaient pas de vêtements chauds et tombèrent, de ce fait, victimes du froid le plus rude.

Les conditions de travail elles-mêmes défient toute description. Les gens durent très souvent travailler dans les forêts à l'arrière du front par un froid de 25 à 30 dégrés Réaumur. La plupart des habitations des ouvriers étaient insuffisamment chauffées. A l'intérieur il faisait presque aussi froid que dehors. Après un labeur dur et sans repos, les gens exténués devaient dormir dans leurs vêtements de travail et il n'était pas rare que, durant le sommeil, leurs pieds, oreilles et visage gelassent.

Les gens revenaient du travail à 4 heures de l'après-midi, étaient enfermés à 5 heures dans les baraques et y étaient laissés toute la nuit sans lumière. Des cas se sont produits où, comme par exemple dans le district de Chirvintai, des ouvriers enfermés de la sorte moururent dans des bâtiments en flammes. Nombre d'entre eux durent travailler pendant des semaines sans avoir l'occasion de se laver. La nourriture distribuée était si misérable que de nombreux ouvriers moururent d'inanition. Les rations étaient : une demi-livre de pain par jour, à midi un litre de soupe et matin et soir un litre d'eau chaude. Il était pour ainsi dire impossible de s'acheter de la nourriture car on n'autorisait personne d'autre que leurs parents à s'approcher des bataillons d'ouvriers. Le salaire accordé s'élevait au début de 30 à 60 pfennigs par jour et par tête plus la nourriture ; dans la suite le salaire en argent s'éleva jusqu'à un demi-mark. Il avait été promis que l'on verserait aux familles des ouvriers un mark par jour comme indemnité de subsistance. Mais ceci resta, dans la règle, une promesse platonique. Dans les villes comme, par exemple, à Vilna, les familles ne reçurent que rarement ce supplément ; à la campagne, presque jamais.

Dans des conditions si défavorables, même des personnes jeunes et vigoureuses, moururent, en très peu de temps, du typhus, de la dysenterie, de la pneumonie, de la phtisie et d'autres maladies.

A Baisegola, par exemple, district de Keidany, où travaille le bataillon d'ouvriers A-K, il y eut, à un moment, sur 237 hommes

89 seulement qui étaient capables de travailler ; les autres étaient malades.

Deuxième exemple : les mères, femmes et sœurs des gens incorporés pour le travail allèrent à pied, bravant toute défense, du cercle de Utena jusqu'à Radsivilchki, à une distance de 140 kilomètres et apportèrent à leurs parents de la nourriture pour les empêcher de mourir de faim.

Durant une certaine période au début de l'année 1917, on fit dans les bataillons d'ouvriers de la politique polonaise ; on força de différentes manières les ouvriers à entrer dans l'armée polonaise et de nombreux jeunes gens s'enrôlèrent, en effet, dans l'idée qu'ils y trouveraient une vie meilleure. De cette manière se constituèrent dans l'armée polonaise des compagnies entières de Lituaniens et d'autres habitants de la Lituanie. — Outre le travail forcé dans les bataillons d'ouvriers, la population se voit imposer encore des travaux forcés dans les domaines que cultivent les Allemands. Durant des mois, les gens doivent travailler dans les domaines, conduire du bois et effectuer d'autres travaux, pendant que leur propre terrain reste inculte. Un exemple : Juozas Aleksandravicius, de la localité de Masury, district de Mariampol, possède 32 arpents de terre ; il a un cheval ; la famille se compose de quatre hommes ; deux sont aux travaux forcés du Niémen, deux autres aux travaux forcés des fils de fer barbelés. Leur exploitation rurale doit aller à la ruine.

Dans le district de Lugke (Lukniki), province de Kurchany, le commandant d'arrondissement Mandel et l'administrateur du domaine de Zeimoviany, Eikmayer, ont forcé depuis février de cette année les paysans de cette contrée à travailler sur les domaines de Zeimoviany, Upine et Degutzi. Ils durent travailler en partie seuls, en partie avec leurs chevaux. Celui qui est commandé avec son cheval mais qui se présente sans l'animal, se voit enlever le cheval durant huit jours à titre de punition. A celui qui manque le jour fixé on enlève souvent comme punition les chariots, les harnais et les instruments agricoles. Jusqu'au 9 novembre 1917, personne ne fut payé pour ce travail ; à partir de ce jour-là, on commença à payer un ouvrier sur dix, au taux de 3 marks par jour pour deux chevaux et un ouvrier. On se moquait, par-dessus le marché,

de ceux qui ne recevaient pas de salaire : l'Angleterre et la France les paieraient !

Au domaine de Pabalve, le gendarme inflige des amendes aux paysans qui refusent d'aller travailler dans les domaines des particuliers et ceci même s'ils refusent d'aller travailler dans des domaines dont le fermier ne paie rien pour le travail (comme c'est le cas pour Pabalve).

Il existe en Lituanie une quantité de faits de ce genre. Partout les travaux forcés sont devenus communs ; dans de nombreux endroits on ne les paie pas ou on ne les paie que quelques misérables groschen. Les agents forcent très souvent les habitants à transporter le bois ou les marchandises des particuliers ; ils les obligent aussi à travailler dans des propriétés privées. Celui qui n'obéit pas est puni sous les prétextes les plus divers.

La population ne désigne jamais le travail forcé que par le mot esclavage. Le traitement infligé à ceux qui y sont astreints est extraordinairement dur, non seulement dans les bataillons d'ouvriers, mais partout ailleurs. Au lieu de bonnes paroles, on s'aide des poings et des fouets. Même les malades sont tout d'abord frappés et ensuite seulement traités par des médecins.

Ces derniers temps, alors que la nouvelle arriva que les bataillons d'ouvriers devaient être dissous, on exigea dans de nombreux endroits, des gens astreints au travail, leurs signatures déclarant qu'ils étaient prêts, de leur libre consentement à rester dans les bataillons d'ouvriers.

A Baisogala, par exemple, les 22 et 24 juillet de cette année 107 ouvriers furent, par menaces, promesses et coups, forcés de donner leurs signatures. Les autres se refusèrent, fermement résolus à continuer plutôt de supporter tous les mauvais traitements. La même contrainte fut aussi exercée à Vilna.

Les conditions de travail décrites ci-dessus et que l'on pourrait illustrer facilement d'autres exemples encore, ont tellement intimidé et rempli de crainte la population que les jeunes gens invités à se présenter au travail préfèrent souvent quitter leur patrie et s'associer aux bandes de prisonniers de guerre évadés.

Les riches ont la possibilité d'échapper aux travaux forcés par l'argent ou de toute autre manière; par contre les pauvres, auxquels cela n'est pas possible, doivent aller au travail et y périr.

Beaucoup de ceux qui ont été forcés de travailler se sont fréquemment enfuis et se sont finalement unis aux bandes qui parcourent le pays, attendu qu'on ne les laissait jamais en repos.

Il est clair que la valeur du travail effectué par contrainte ne peut être que très médiocre. Les ouvriers, qui sont tenus comme des esclaves, ne sont pas en état d'effectuer le dixième du travail que fournissent des gens qui s'engagent librement, qui sont payés équitablement et à qui sont faites des conditions de travail relativement humaines.

L'autorité d'occupation se sera bien persuadée dans l'intervalle, par sa propre expérience, que les travaux forcés se sont condamnés eux-mêmes. Ainsi que cela nous a été communiqué, elle a déjà ordonné le 22 novembre 1917, que les bataillons d'ouvriers fussent dissous.

Il y a lieu, toutefois, de remarquer, que même après cette ordonnance, les bataillons d'ouvriers ne sont toujours pas dissous. Même dans les derniers temps, on trouve encore des exemples de gens contraints à s'engager pour le travail dans ces bataillons.

La Taryba lituanienne, considérant que, dans les conditions décrites ci-dessus, les meilleures forces de travail du pays sont perdues sans utilité pour l'Empire allemand et avec un grand dommage pour la Lituanie, considère comme la question la plus importante pour la Lituanie la suppression des travaux forcés ou, au moins, leur amélioration. Elle propose dès lors :

Là où les circonstances de la guerre le permettent d'une façon ou d'une autre, de remplacer les travaux forcés par le travail libre, attendu que ce dernier est plus avantageux et plus rationnel aussi bien pour les maîtres que pour les ouvriers.

Les bataillons de travaux forcés devraient être complètement supprimés.

Dans les domaines administrés par les comités économiques,

les travaux forcés devraient être limités le plus possible. Une autre méthode d'exploitation devrait y être introduite.

Il faudrait accorder à tous les ouvriers qui ont été transportés de Lituanie en Allemagne les mêmes conditions de travail que celles dont jouissent les ouvriers allemands. On devrait faciliter le transfert de tous ceux qui veulent revenir en Lituanie.

Il devrait être interdit aux autorités d'occupation de se servir des travaux forcés dans des buts privés.

Il devrait être donné à toutes les personnes astreintes aux travaux forcés le droit de réclamer le tort qui peut leur être causé.

Il est nécessaire de libérer des légions polonaises tous les Lituaniens qui y sont entrés par contrainte.

Il devrait être accordé remise de peine à tous ceux qui se sont vu infliger, en rapport avec les travaux forcés, la prison ou d'autres punitions.

Le banditisme.

Le banditisme, qui ne se fit remarquer au début que dans des cas isolés, a pris une telle extension en 1917, dans toute la Lituanie — particulièrement dans le voisinage du front — qu'il règne partout actuellement. Les cadres de ce banditisme ont été fournis par les prisonniers de guerre russes qui, s'échappant de la captivité allemande, ou bien trouvant quelque moyen de rester en Lituanie, se sont constitués graduellement en bandes organisées et assez fréquemment aussi en associations avec des déserteurs allemands. Au début, ces bandes se comportaient assez tranquillement, car elles ne voulaient pas indisposer la population contre elles. Lorsqu'elles apparaissaient dans les villages, elles se contentaient de demander du pain et de la nourriture.

Lorsque la population, contrainte par les autorités d'occupation, commença à dénoncer ces vagabonds et à les livrer aux autorités militaires, ces bandes se firent plus actives et se vengèrent. Le travail forcé introduit l'année précédente augmenta considérablement le nombre des bandes

errantes. Elles s'accrurent de personnes qui s'enfuyaient des bataillons d'ouvriers et de personnes qui, de crainte d'être incorporées dans ces bataillons, abandonnaient leurs habitations et se cachaient dans les bois. Poussées par la faim, car les denrées alimentaires que leur procurait la mendicité ne suffisaient pas, ces bandes commencèrent à piller. Tout d'abord, elles n'osèrent s'attaquer qu'à des maisons isolées, mais, dans la suite, devenant plus audacieuses, elles s'attaquèrent à des colonies ou à des villages entiers. Elles s'emparaient de tout ce qui leur tombait sous la main : vêtements, argent, mais avant tout de denrées alimentaires. La population fut, naturellement, de plus en plus intimidée par ces pillages, et ceci d'autant plus que les bandits menaçaient de tuer toute personne qui les dénoncerait. Dans de nombreux cas ils mirent à exécution leurs menaces. Ceci est établi, entre autres, par les faits suivants :

Dans le district de Uciany, arrondissement de gendarmerie de Leluny, ils ont incendié, au printemps, les bâtiments de l'agriculteur Liogys, près du moulin de Chereline, parce que celui-ci les avait dénoncés à la gendarmerie.

A Aidokance, district d'Olita, se présentèrent chez le meunier un soir vers la fin juillet environ 40 de ces prisonniers évadés. Ils fouillèrent toute la maison et assassinèrent le patron parce qu'ils supposaient que ce dernier voulait les dénoncer aux autorités.

Après qu'elles eurent pris l'habitude de ces pillages, brigandages et assassinats, ces bandes attirèrent des vagabonds de toute catégorie. Comme ces derniers connaissaient bien, dans la règle, les localités, ils constituèrent, pour ainsi dire, une base solide pour le banditisme ; de telle sorte qu'il existe dans maintes contrées de la Lituanie de ces bandes composées de centaines de prisonniers et de déserteurs en fuite, qui ne craignent pas, même en plein jour, d'attaquer et de piller des villages et d'enlever denrées alimentaires, argent, vêtements, ainsi que les céréales et le bétail destinés aux réquisitions. L'audace de ces bandits a même atteint un tel point en de nombreux endroits qu'ils jouent presque vis-à-vis de la population le rôle d'un souverain, lui imposant des amendes, rendant la justice et exécutant des arrêts. Ils ordonnent que

les habitants leur apportent à certains endroits des denrées alimentaires ; celui qui s'oppose à ces ordres est puni. Et ces punitions sont : l'assassinat, l'incendie, des tortures, etc.

Exemples :

Dans le district de Chavli, les bandits entourèrent le 1er septembre 1917, en plein jour, le domaine de Bitaize, arrondissement de Ligumy, domaine appartenant à Lukovsky, fouillèrent toute la maison, s'emparèrent de cent roubles et disparurent. Le propriétaire abandonna immédiatement telle quelle, toute son exploitation, et alla s'établir à Chavli.

Dans le district de Kovno, au village de Batnievo, les bandits assiégèrent le 1er août de cette année le paysan Zemaitis et exigèrent de lui 2.000 M. Comme ils ne purent pénétrer par la force dans la maison, ils y mirent le feu, qui détruisit tout les bâtiments avec l'inventaire, fusillèrent le paysan qui s'enfuyait des flammes et blessèrent sa femme.

Dans la lutte contre les bandits, les autorités militaires allemandes se servirent des habitants. Il fut sévèrement défendu à la population d'hospitaliser des prisonniers, de les héberger ou de leur fournir des denrées alimentaires. Celui qui connaissait le lieu de résidence de prisonniers était tenu de le faire connaître à la gendarmerie. Mais, en pratique, les autorités locales punissaient les habitants plus que les bandits. Il suffisait de faire courir le bruit que quelqu'un avait reçu la visite de prisonniers pour faire infliger à l'agriculteur en question, ou suivant les circonstances, à tout le village, une amende, qui s'élevait souvent à cent et à mille marks. Des prévenus, dont la faute n'était pas établie, furent souvent frappés, lors de l'enquête, d'une manière inhumaine et, enfin, enfermés en prison pour des mois. Il suffisait qu'en plein champ ou dans une forêt les prisonniers évadés eussent blessé ou tué un agent de police pour que l'on attribuât au village le plus proche l'entière responsabilité de cet événement.

On peut constater par ce qui suit de quelle manière étaient effectuées dans le pays les enquêtes relatives aux prisonniers évadés.

Au village de Rilichki, district d'Olita, un sergent-major de police vint dans les premiers jours de juin, à Meretz, chez le staroste local, Akstinas. Ce sergent-major ordonna au staroste d'ouvrir les granges et le frappa d'un bâton sur la tête avec une telle violence que le staroste tomba sans connaissance. Dès qu'il fut revenu à lui, on lui plaça une corde autour du cou. Le sergent-major continua à le maltraiter car il voulait savoir de lui où se cachaient les prisonniers. Bien que le staroste déclarât qu'il n'en savait rien, il fut néanmoins battu encore. Ensuite on le conduisit dans les champs pour qu'il montrât l'endroit où les prisonniers avaient l'habitude de se tenir. Là également il fut maltraité. Lorsqu'on le laissa, il n'était plus en état de marcher, mais on dût le porter à la maison, où il resta longtemps entre la vie et la mort. Akstinas qui était bien connu comme un homme loyal par la gendarmerie locale, porta plainte contre le sergent-major. Résultat : le sergent-major fut transféré ailleurs.

En août 1916, la police secrète de Birze, aidée par les soldats, battit tous les environs à la recherche des prisonniers évadés. A cette occasion, tous les habitants aisés furent chassés dans le village de Milaiche et soumis à une enquête. L'enquête eut lieu avec l'aide du bâton et du fouet. Cinq hommes et une femme furent cruellement battus. Après « l'enquête » on plaça des cordes autour du cou de Joseph Kudukis et de Joseph Macys. Ils furent conduits de cette manière par la police jusqu'à Birze, à 14 kilomètres de là. A la police de Birze, 5 personnes furent encore battues et ensuite emprisonnées. Une de ces 5 personnes, Pierre Mikys, mourut en prison; les autres furent relâchées dans la suite.

Afin d'établir qui, dans la population, avait des rapports avec les prisonniers, la police recourut à la provocation ; elle utilisa des agents provocateurs. Un exemple entre mille :

En automne 1916, un certain Stanislas Gecevicz alla, en uniforme d'officier russe, de Kovno jusque dans le voisinage de Mazeiki (Muraviovo) et Viekchne. Il disait qu'il voulait organiser les prisonniers contre les Allemands et demanda des armes. Par ses indications, pour lesquelles il était payé, il livra à la police une grande quantité d'habitants. Dix des

personnes dénoncées par lui furent fusillées. Dans la suite, la police dut l'arrêter et l'emprisonner lui-même, attendu qu'il avait volé et pillé.

Dans le district de Ponieviez, arrondissement de Nowe Miasto, l'agent secret bien connu vint, le 12 juillet chez le paysan Antoine Jasnauckas, du village de Poze, et lui demanda de lui vendre des fusils. Pendant que le paysan parlait encore avec le provocateur survinrent quatre dragons qui commencèrent à battre le paysan et à perquisitionner. Bien qu'aucun fusil n'ait été trouvé dans la maison, l'agent vint la visiter une seconde fois et exigea du paysan de l'argent, avec des menaces. On pourrait citer de nombreux cas de ce genre.

Ces derniers temps, comme le banditisme s'est très développé, il semble que les gendarmes et les dragons estiment que des rencontres avec les bandits seraient peu avantageuses. Il y a au moins apparence que l'on cherche à laisser aux bandes toute liberté. Cette attitude place la population dans une situation des plus tragiques.

Un cas :

Dans le district de Kupichki, arrondissement de Trochkuny, une bande forte d'environ 30 personnes a pillé et volé quelques propriétaires. Parmi ces derniers se trouvait Vladislas Urbanovicz, de la métairie de Verichki, auquel les bandits prirent 4.000 roubles. Urbanovicz, qui avait connu quelques-uns des bandits, fit part de ces faits au gendarme Kurschat. Mais ce dernier se contenta de rire et renonça à procéder à des recherches.

Au domaine de « Rady », propriété de Boruchevitch, dans le district de Jonichkele, sont casernés un lieutenant avec 30 dragons. A 1 kilomètre environ de là habite un certain Bistras, dont on annonça qu'il avait reçu dans sa maison des prisonniers évadés. Il fut emprisonné pour ce fait. Lorsqu'il eut terminé sa peine, des prisonniers vinrent de nouveau le visiter. La femme le fit savoir à la gendarmerie par l'intermédiaire d'une voisine. Une enquête ne fut faite que trois jours plus tard.

Au domaine de Sujety, district de Jonichkele, où un Rittmeister a son quartier, des prisonniers évadés se présentèrent en plein jour et demandèrent à manger aux ouvriers occupés

là. Les ouvriers se rendirent chez le Rittmeister pour lui demander ce qu'ils devaient faire. La réponse fut : Donnez. Personne ne s'est inquiété, dans la suite, des prisonniers.

Quelques contrastes : il est sévèrement interdit à la population de garder des fusils en sa possession. Par contre, les autorités établies en vue de maintenir la sécurité ne s'occupent nullement des bandits, pillards et assassins. Mais les gens qui, par crainte, se laissent amener à recevoir des prisonniers, sont soumis à toute la rigueur de la loi.

Tirant la conclusion de tout ce qui précède, la Taryba lituanienne estime qu'il est nécessaire que soit commencée sans retard une lutte vigoureuse contre le banditisme. A cet effet, il est aussi nécessaire d'autoriser la population à s'organiser d'une manière conforme en vue de la lutte contre les bandes.

On devrait supprimer toutes les peines dans les cas où il ne peut pas être établi d'une manière indiscutable que la personne punie était réellement un complice ou un aide des bandits. En effet, de nombreuses peines ont été infligées dans des cas où la population avait été astreinte, par force et menace, à recevoir des vagabonds.

Tous ceux qui en vertu d'un soupçon non prouvé de complicité se trouvent dans les prisons doivent être libérés.

Mauvais traitements vis-à-vis de la population.

Aujourd'hui on doit considérer comme un fait établi, que, dans leurs rapports avec la population, particulièrement avec les classes laborieuses, les autorités inférieures d'occupation ont recouru très souvent à des moyens de contrainte physique interdits. On commença ces abus dès la première année d'occupation ; en 1916, cette procédure de contrainte a encore augmenté et se transforma graduellement dans toute la Lituanie en un système qui peut être illustré par un nombre impressionnant de preuves.

Quelques exemples :

En mars 1917, l'agriculteur Johann Zikus, d'Altonich, district de Vladislavof, fut puni d'une amende de 15 M. parce

qu'il avait franchi la frontière du district. Le gendarme Koblic, accompagné de soldats se rendit chez lui pour percevoir l'amende. Mais comme il ne put parvenir à obtenir l'argent, il fit attacher le paysan au traineau et le fit conduire ainsi à une distance d'environ trois kilomètres. Comme cet homme, âgé de 50 ans, n'était pas en mesure de suivre, il le jeta par terre, le fit traîner ainsi et ne le prit qu'ensuite dans le traineau. Pendant la course, il perdit ses souliers et eut deux pieds gelés. Ensuite, par une température de 20 degrés de froid, il fut enfermé dans une chambre non chauffée. Tous ces mauvais traitements firent perdre à Zikus sa santé, il s'alita et mourut au mois d'août.

Dans le district de Rossiene un lieutenant Voll est, entre autres, connu par ses cruautés. Il est officier de culture du domaine de Blinstrubichki et d'autres domaines situés dans les environs. Il frappe la population à toute occasion, lorsqu'il effectue des réquisitions, lorsqu'il fait des fouilles domiciliaires, etc. Des femmes qu'il a battues ont même subi des fractures d'os. Les soldats suivent, naturellement, l'exemple de leur officier. Par exemple le sous-officier et les soldats du domaine de Lemkali frappent les gens à toute occasion.

Dans la salle de réception sont pendus à la muraille des fouets de différentes sortes.

Le 19 août 1917, dans le même domaine, l'ouvrier Virchila fut soupçonné de vol. Il fut immédiatement arrêté et frappé d'une façon si inhumaine que tous les gens du domaine s'enfuirent. Il se vérifia dans la suite que l'ouvrier avait été faussement accusé.

On sait que dans le cercle de Birze, le chef du comité économique local, M. Wolfrat, ne laisse pas sortir un habitant de son bureau sans l'avoir frappé ou maltraité d'une façon ou d'une autre. Il en est de même à la police et auprès d'autres autorités.

Dans le district d'Uciany, arrondissement d'Ovanta, le chef local est tellement craint par suite de sa grossièreté que les gens demandent dans leurs prières l'éloignement de ce personnage.

Il existe de nombreux faits établis qui prouvent que l'on frappe au travail, que l'on frappe à la police, que l'on frappe

lors des enquêtes, que l'on frappe lors des recherches relatives à des prisonniers évadés, que l'on frappe lors des réquisitions, que l'on frappe les enfants à l'école, que l'on frappe parce que les gens sont en retard, etc. Les victimes qui, par suite de ces traitements, perdent la santé, n'ont personne à qui elles puissent adresser une plainte ou une réclamation ; en effet, les réclamations, qui sont transmises de bureau en bureau, tombent certainement aux mains de l'accusé qui se hâte de les étouffer. Un tel système de traitements est fréquemment appliqué aussi à des gens qui ne témoignent aucune hostilité aux Allemands ; dans la masse du peuple incapable de juger et généralisant facilement, une pareille conduite crée des sentiments profondément hostiles. Cette attitude des autorités inférieures allemandes qui n'est motivée par rien, peut s'expliquer peut-être par l'influence démoralisante de la guerre ; mais elle a eu pour conséquence que tout habitant du pays s'enferme instinctivement dans une prudente réserve devant les fonctionnaires ou les soldats allemands.

Nous croyons qu'une situation si détestable n'est utile ni aux autorités d'occupation, ni aux habitants du pays. Pour autant que nous le sachions, les autorités militaires allemandes ont tenté de mettre un terme au traitement inhumain vis-à-vis de la population. Mais ces mesures n'ont malheureusement pas atteint le but cherché.

Etant donné que les différentes mesures d'oppression et le traitement inhumain de la population ne peuvent créer aucune relation normale entre la population et les autorités d'occupation, la Taryba lituanienne considère comme son devoir d'insister sur la nécessité de la suppression immédiate de ces abus.

Il doit être sévèrement interdit aux gens des autorités d'occupation de frapper la population ou de la maltraiter d'une manière quelconque.

Il doit être donné à la population le droit et la possibilité de réclamer contre ces abus et, au besoin, d'être indemnisée par voie juridique.

Il est nécessaire de faire connaître partout en Lituanie et dans toutes les langues du pays, les ordonnances relatives à la manière de traiter la population.

L'Ecole.

Lorsque les troupes allemandes occupèrent la Lituanie vers la fin de 1915, les associations lituaniennes et différents particuliers cherchèrent à prendre en main l'école lituanienne. La population était persuadée que les autorités allemandes non seulement n'opposeraient aucune difficulté à cette manière de faire, mais qu'au contraire elles l'appuieraient et y pousseraient fortement. Et au début cela se passa bien ainsi : en deux, trois mois on fonda dans les différents endroits de la Lituanie en tout mille écoles populaires et primaires lituaniennes ; à Vilna, Kovno et dans d'autres villes se fondèrent également, sous l'impulsion des associations de culture, des écoles moyennes et des établissements supérieurs.

Mais les Lituaniens ne jouirent pas longtemps de cette liberté. L'administration allemande limita par degrès l'initiative de la population indigène. Pour les écoles et les instituteurs qui y fonctionnaient, on promulgua des instructions suivant lesquelles la langue allemande était ordonnée pour tous les âges comme une branche obligatoire et qui introduisaient en même temps le contrôle le plus sévère de la part de l'autorité militaire. De telle sorte que d'un seul coup presque tout ce qui avait été créé auparavant en peu de temps d'une manière si courageuse fut détruit. La plupart des écoles primaires furent fermées, les instituteurs menacés de peines sévères pour le cas où ils iraient, d'une manière ou d'une autre, à l'encontre des instructions publiées. Dans de nombreux endroits les instituteurs catholiques lituaniens furent remplacés par des luthériens indigènes qui savaient à peine lire et écrire. On désignait souvent comme instituteurs des soldats allemands qui ne savaient pas un mot de lituanien. Dans de nombreux endroits il ne manquait pas d'écoles où tout l'enseignement était donné en langue allemande par des Allemands d'Empire ou par des Juifs.

Sous les Russes il était établi que l'école primaire lituanienne était mauvaise ; l'enseignement était donné presque partout en langue russe ; la tendance régnait de se servir de l'école comme d'un moyen de russification. Mais la manière de

traiter les enfants était meilleure. Il était interdit aux instituteurs de les maltraiter, de les battre, de les mortifier, de les offenser et de blesser ou d'émousser ainsi le sentiment de l'honneur.

Mais les instituteurs allemands fonctionnant en Lituanie suivent, dans la plupart des cas, ainsi que l'on doit malheureusement le constater, une toute autre méthode : ils cherchent, par des coups, des soufflets ou d'autres moyens brutaux, à assouplir la jeunesse.

En conséquence, le nombre des écoles primaires a diminué avec le temps. Dans le district de Vladislavof, par exemple, où, avant la guerre, la population était très zélée à s'instruire et montrait le plus grand empressement à fréquenter des écoles, il ne se trouva pendant un certain temps qu'un seul maître d'école primaire. Dans les cercles où la direction de l'école se trouvait exclusivement dans les mains ou sous la surveillance d'instituteurs allemands, le nombre des élèves baissa de plus de la moitié.

Sous le gouvernement russe c'était l'Etat ou la Commune qui supportait les frais des écoles primaires et populaires. C'est pourquoi il est compréhensible que les paysans qui sont actuellement frappés d'impôts et d'amendes exceptionnels les plus divers, se refusent à payer les impôts scolaires. Mais malgré cela, l'existence de l'administration dépendait du recouvrement des impôts scolaires. La population ne les paya cependant pas, et la conséquence en fut une nouvelle diminution du nombre des écoles.

Les habitants du pays qui, antérieurement, étaient si bien disposés pour l'école lituanienne, nationale, ont perdu à l'heure actuelle toute confiance dans les écoles établies par l'administration allemande.

Il existe suffisamment d'instituteurs lituaniens et d'autres personnes cultivées, qui mettraient très volontiers leurs forces au service de l'instruction du peuple. Mais il n'a été donné jusqu'à ce jour aucune réponse à leurs nombreuses requêtes en ce sens, attendu que l'administration ne considère pas comme possible d'utiliser leurs services.

Afin de compenser dans une certaine mesure le manque d'instituteurs, on organisa des cours sommaires, que l'on appela cours d'instituteurs et d'institutrices ; ceci eut lieu tout d'abord à Kovno, puis dans presque tous les districts de Lituanie. Mais les cours ne trouvèrent pas grande faveur dans la population parce qu'il existait une suspicion motivée quant au but tendancieux de ces cours. Mais ce qui ne put être obtenu par la voie de bonne volonté le fut par les autorités au moyen d'une douce contrainte : on promit à de nombreux jeunes gens qu'ils seraient libérés des travaux forcés s'ils se déclaraient prêts à suivre les cours annoncés.

Dans ces cours, les leçons de langue lituanienne, d'histoire, de géographie et même de religion étaient données par des personnes qui ne connaissaient pas suffisamment le lituanien. Et ceci se passait non seulement à Kovno, mais partout. On se moquait même de la langue lituanienne et l'on blessait ainsi profondément les sentiments de ceux qui suivaient les cours. On tenta tout d'abord d'inspirer l'amour de la langue allemande aux instituteurs qui se trouvaient là, de leur inculquer les sentiments du citoyen allemand et du patriotisme allemand. Comme exemple d'un enseignement de ce genre, on peut citer les questions ci-après, posées à Posvol, district de Jonichkele, dans les cours de formation d'instituteurs :

I.

Où habites-tu? — Au village de ...
Où se trouve le village de ...? — Dans la paroisse de ...
Qu'est-ce que la paroisse? — Une partie du district de ...
Qu'est-ce que le district ...? — Une partie de la province de Lituanie.
Qu'est-ce que la Lituanie? — Une partie du pays, du pays allemand.

II.

Quel est ton supérieur? — Mon père.
Quel est le supérieur de ton père? — Le maire.
Quel est le père de tous les maires? — Le commandant d'arrondissement.

Quel est le père de tous les commandants d'arrondissement?
Le commandant de district.
Quel est le père de tous les commandants de district? — Le Prince Isenbourg.
Quel est le père du prince Isenbourg? — L'Empereur Guillaume.

Il est facile de comprendre qu'une telle méthode d'enseignement devint très rapidement odieuse à ceux qui suivaient les cours. Ils essayèrent de quitter les cours aussi rapidement que possible. Mais aucun d'entre eux ne reçut l'autorisation nécessaire. Un participant du premier cours donné à Kovno, Jurgis Giegzna, tenta à plusieurs reprises, en été 1916, de se faire renvoyer dans son pays. Sa demande n'ayant pas été prise en considération, il cessa de suivre le cours. Comme punition il fut enfermé le 15 juillet 1916, dans une chambre obscure, y fut gardé pendant neuf jours et enfin envoyé en Allemagne dans un camp de prisonniers, où il se trouve encore aujourd'hui.

Plusieurs instituteurs diplômés lituaniens qui se refusaient à suivre les cours en question ne purent trouver aucun engagement dans les écoles existantes. Ils furent remplacés dans les écoles nouvellement fondées par des personnes dont toute la culture consistait en ceci qu'elles avaient fréquenté une école primaire puis un cours rapide d'instruction de trois à quatre mois.

L'enseignement supérieur lituanien, lui non plus, n'a pas été encouragé. La gymnase lituanien de Chavli fut dissous après quelques mois d'existence, son directeur, l'abbé D[r] Jurgis Galdikas, fut envoyé en Allemagne parce qu'il était opposé à la tendance de germanisation de l'école lituanienne. A Telchi, à Mariampol et dans d'autres villes lituaniennes les représentants de la population locale ne purent obtenir aucune autorisation en vue de la fondation d'écoles moyennes et d'établissements supérieurs d'instruction. On voyait clairement que la tendance des autorités allemandes était de mettre en œuvre, dans les cas de ce genre, toutes les difficultés possibles.

Les autorités allemandes intervinrent aussi dans la question des moyens d'enseignement. De nombreux livres d'enseignement lituanien, en particulier les livres d'histoire et de géogra-

phie sont interdits et sont désignés comme non appropriés, comme non suffisants. Mais jusqu'à ce jour on n'a encore rien trouvé pour remplacer ces livres. A Kovno et à Poneviez on tenta d'imposer aux gymnases lituaniens de ces villes, qui sont entretenus uniquement par des ressources privées, des maîtres allemands.

Lors de la fondation d'écoles, lors de l'introduction de programmes d'enseignement, lors de la distribution de livres d'enseignement dans les écoles, on commit de nombreuses fautes, attendu que ni la voix de l'intelligence lituanienne, ni celle des ecclésiastiques lituaniens ne fut entendue.

En considération de tous ces faits, la Taryba lituanienne estime nécessaire de procéder, le plus rapidement possible, au moins aux modifications provisoires ci-après :

1° De cesser dans les écoles la propagande germanisatrice.

2° De supprimer l'enseignement obligatoire de la langue allemande dans les écoles primaires et populaires.

3° D'écarter toutes difficultés dans la fondation, le maintien et la direction d'écoles primaires et populaires, de gymnases, d'écoles moyennes et supérieures, ainsi que de cours d'instituteurs.

4° Toutes les personnes qui, à cause de l'école lituanienne, ont été transportées en Allemagne, doivent pouvoir rentrer en Lituanie.

La dévastation des forêts lituaniennes.

En 1915 déjà, les Allemands commencèrent à déboiser dans une large mesure la Lituanie et, à l'heure actuelle, en 1917, ce système continue dans une proportion beaucoup plus vaste encore. Des deux côtés du Niémen, dans les gouvernements de Souvalki et de Kovno, sur plusieurs centaines de kilomètres, les forêts sont déjà détruites. En plus grande partie ce sont les forêts d'Etat, dans le voisinage de chemins de fer et de rivières, offrant des facilités de transport, qui sont abattues, et ceci dans toute la Lituanie. Mais ce pillage ne s'exerce pas seulement dans les forêts d'Etat, mais aussi dans les bois dont

les propriétaires se sont enfuis. Comme par exemple à Retovo, Kurtoviany, Buble, Kroze, Gatovtichki. Dernièrement on a commencé à abattre aussi les forêts de propriétaires qui ne sont pas en état de défendre leur bien.

En outre, le bois abattu n'est pas utilisé par les autorités allemandes uniquement dans des buts militaires, mais il est aussi amené en immenses quantités vers l'Allemagne. Les forêts sont même vendues en partie à des maisons particulières et à des personnes qui les exploitent. Dans de nombreux endroits on enlève aux arbres la sève en sorte que la forêt est détruite.

Pendant deux années d'occupation, les forêts lituaniennes, qui constituent la principale richesse du pays, ont été en grande partie détruites ; la Lituanie, qui a déjà tellement souffert par suite de la guerre, n'a pour ainsi dire rien reçu de cette fortune abattue. Si le déboisement continue dans la mesure actuelle, l'économie publique du pays verra s'ouvrir devant elle de tristes perspectives.

La Taryba lituanienne considère, dès lors, comme nécessaire que l'abatage des forêts cesse à l'avenir, en tant qu'il n'entre pas d'intérêts militaires en question.

L'exploitation des forêts dans des buts privés doit immédiatement cesser.

L'abatage des forêts particulières devrait cesser aussi.

Santé publique.

La population lituanienne ressent graduellement dans son corps le fardeau de la guerre, qui entre déjà dans sa troisième année ; la population, économiquement appauvrie a, dans l'hiver 1916-1917 et au printemps suivant, souffert d'une manière particulièrement dure. A Vilna seul, des milliers de personnes sont mortes de faim ; dans les campagnes, le même fait se produisit au printemps.

L'affaiblissement physique général a ouvert les portes à l'épidémie ; l'hiver passé déjà, la fièvre pétéchiale, sous ses différentes formes, se répandit dans les campagnes et dans les villes ; au printemps, elle se développa de plus en plus ;

en été, la dysenterie commença, en outre, à devenir épidémique. Dans de nombreux endroits, des enfants moururent, dans une très forte proportion, de la diphtérie.

Indépendamment de la nourriture insuffisante, l'état sanitaire général devint moins favorable, par suite surtout du manque de médecins et de remèdes. Seules les villes les plus importantes de la Lituanie, Vilna et Kovno, et en partie les chefs-lieux de districts, purent profiter des soins des médecins du pays et des médecins militaires allemands, et cela, pas toujours. Comme les services des médecins allemands sont, dans la règle, très chargés et qu'ils ne connaissent ni les habitudes, ni la langue de la population, cette dernière ne peut, la plupart du temps, appeler ces médecins. Pour obtenir un médecin on doit fréquemment faire de huit à dix heures de chemin.

La situation est particulièrement difficile pour les gardes d'enfants.

Pour les médicaments, la situation est peut-être plus difficile encore ; la plupart des pharmacies de bourgs et de villages ont été détruites ; elles ont été enlevées en partie par les Russes et en partie elles ont émigré volontairement vers la Russie. Celles qui sont restées n'ont, la plupart du temps, plus de médicaments ; il est difficile d'en faire venir d'Allemagne. Depuis longtemps on ne peut plus se procurer la plupart des médicaments; de nombreuses maisons envoient avec les remèdes des choses qui ne sont d'aucune utilité : des objets de galanterie. C'est pourquoi une seule pharmacie doit assez souvent desservir un espace de 100 kilomètres carrés.

Pour améliorer la situation déplorable de l'hygiène actuelle, il est nécessaire :

1° De laisser revenir dans leur patrie les médecins lituaniens prisonniers de guerre en Allemagne.

2° De permettre aux médecins lituaniens en Amérique et à l'étranger de revenir en Lituanie. Il est désirable que même des médecins de pays neutres puissent venir en Lituanie.

3° D'autoriser et d'aider l'établissement de cours d'instruction privés pour chirurgiens et sages-femmes.

4º D'autoriser l'acquisition en Allemagne de remèdes pour les pharmacies, et le recours aux provisions militaires en Lituanie.

Délits politiques.

Lorsque l'armée allemande occupa la Lituanie, la population de ce pays la reçut en général d'une manière loyale et tranquille. Les rapports authentiques parus dans les journaux allemands confirment et font ressortir ce fait d'une manière spéciale. Mais, avec le temps, l'état de choses commença à se modifier.

La méfiance du militaire à l'égard de la population, méfiance développée par les événements de la guerre et favorisée par certaines circonstances comme, par exemple, l'ignorance de la langue des habitants, l'ignorance de la situation du pays, fut tout d'abord cause que de nombreuses personnes parurent suspectes aux autorités d'occupation, personnes dont on savait d'une manière certaine qu'elles étaient absolument inoffensives et absolument incapables de causer du dommage aux autorités d'occupation.

Lorsque, après l'occupation, la presse eut été enlevée aux Lituaniens, on répandit dans le pays des appels, imprimés secrètement, qui critiquaient sévèrement certains côtés de l'administration allemande de Lituanie. Si la presse périodique lituanienne n'avait pas été interdite, beaucoup de ces appels — sur les auteurs desquels l'office de police centrale du commandement supérieur de l'Est fit de si actives recherches — n'auraient pas eu besoin de paraître. A cause d'appels de ce genre, d'assez nombreux intellectuels et jeunes gens lituaniens furent, sur un simple soupçon, jetés en prison et ensuite emmenés en Allemagne comme, par exemple, l'avocat A. Janulaitis, l'abbé Dr Galdikas, l'avocat J. Vileisis, revenu dans l'intervalle, et membre de la Taryba lituanienne et encore beaucoup d'autres, qui se trouvent aujourd'hui encore dans les camps de prisonniers civils.

En outre, il existe une quantité de personnes qui sont punies soit parce qu'on les soupçonne d'avoir favorisé des prisonniers de guerre échappés (voir « *Banditisme* »), soit

pour négligence dans l'exécution des ordonnances relatives à la livraison d'armes, soit, enfin, pour contraventions aux ordonnances concernant les réquisitions, impôts, peines, etc. Des actes de ce genre se produisent par centaines, par milliers même, bien qu'ici encore on ne puisse parler, dans la plupart des cas, de résistance à l'autorité d'occupation.

Enfin, il nc faut pas oublier de citer toute la série des gens qui, pour n'importe quelle contravention minime, ont été jetés en prison ou incorporés dans les bataillons de travaux forcés et maintenus là des semaines et des mois entiers, sans connaître le motif dc semblables mesures. Même sous le dur régime russe, personne ne pouvait rester plus d'un mois en prison sans apprendre le motif de l'arrestation. Mais maintenant des gens sont souvent emprisonnés durant des mois sans obtenir dc renseignements sur le motif de leur arrestation.

C'est pourquoi il serait nécessaire dès l'heure actuelle :

1° De libérer des prisons et des camps de prisonniers civils tous les détenus politiques, attendu que maintenant, la situation politique s'étant sensiblement modifiée, non seulement ils ne constitueraient pas un danger pour l'administration, mais, au contraire, leur libération contribuerait beaucoup à assainir et à améliorer la situation.

2° De libérer tous ceux (ou, du moins de diminuer les peines sévères qui leur ont été infligées), qui ont été jetés en prison pour n'avoir pas livré des armes ou parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir favorisé des prisonniers de guerre évadés.

3° D'ordonner que personne ne soit emprisonné ou incorporé dans les bataillons de travaux forcés sans accusation clairement exposée, notifiée à l'intéressé lui-même. D'ordonner, en outre, que tous ceux qui sont depuis longtemps dans les prisons ou dans les bataillons de travaux forcés soient libérés ou, du moins, instruits des motifs de leur arrestation.

RÉCAPITULATION

Arrivant à la fin de son mémoire, la Taryba lituanienne considère comme tout indiqué de renouveler une fois encore les propositions relatives aux mesures qui devraient être prises sans retard pour arrêter la décadence progressive de la Lituanie et pour obtenir graduellement une renaissance de sa situation sociale, économique et politique.

Le Taryba lituanienne propose :

Relativement aux réquisitions.

1o D'organiser à l'avenir le système des réquisitions suivant des principes nouveaux, appropriés à la situation actuelle de la Lituanie.

2o De n'établir des règles générales de réquisitions qu'avec la collaboration de la Taryba lituanienne et d'autoriser la participation des autorités locales à l'exécution des réquisitions.

3o De renoncer complètement, à titre provisoire, à une réquisition des chevaux, et de n'effectuer la réquisition du bétail que là où, pour des motifs particuliers, il existe encore une quantité relativement élevée de têtes.

4o De libérer entièrement des réquisitions du bétail les paysans qui ne possèdent qu'une vache.

5o De vouer une attention spéciale à la répartition des denrées alimentaires à la population pauvre et à celle des villes.

Relativement aux travaux forcés.

1o De remplacer les travaux forcés par le système des ouvriers volontaires.

2o De dissoudre complètement les bataillons de travaux forcés.

3o De limiter le plus possible les corvées sur les domaines administrés par les comités économiques.

4° D'accorder aux ouvriers lituaniens transportés en Allemagne les mêmes conditions de travail qu'aux ouvriers allemands.

5° De permettre le retour aux ouvriers lituaniens transportés en Allemagne et qui veulent revenir en Lituanie.

6° D'interdire aux fonctionnaires et aux autorités d'occupation d'utiliser les travaux forcés dans des buts particuliers.

7° De rendre la voie de réclamation praticable à ceux qui sont astreints aux travaux forcés.

8° De libérer tous les Lituaniens qui sont entrés par contrainte dans les légions polonaises.

9° D'accorder des remises de peines à tous ceux qui ont été punis pour des délits passibles des travaux forcés.

Relativement au banditisme.

1° De commencer sans retard une lutte énergique et organisée contre le banditisme.

2° De permettre à la population de s'organiser dans ce but.

3° De remettre toutes les peines qui ont été infligées dans les cas où les rapports avec les bandes n'étaient pas effectifs.

4° De remettre toutes les peines infligées dans les cas où l'aide aux bandes n'a été donnée que par suite de contrainte ou de menaces.

5° De libérer tous ceux qui sont en prison pour complicité non établie.

Relativement à la manière dont est traitée la population.

1° D'interdire sévèrement aux organes des autorités d'occupation de frapper la population ou de la maltraiter de quelque manière que ce soit.

2° De donner à la population le droit et la possibilité de se plaindre d'un mauvais traitement subi, et le cas échéant, d'obtenir indemnité par la voie juridique.

3° De publier partout en Lituanie, dans toutes les langues du pays, toutes les ordonnances relatives à la manière de traiter la population.

Relativement à l'école.

1° De renoncer à la tendance germanisatrice à l'école.

2° De supprimer l'enseignement obligatoire de la langue allemande dans les écoles primaires et populaires.

3° D'écarter toutes difficultés à l'occasion de la fondation de nouvelles écoles ou du maintien d'anciennes écoles, qu'il s'agisse d'écoles primaires ou populaires, des gymnases et d'écoles moyennes, d'écoles supérieures ou de cours d'instituteurs.

4° De laisser revenir en Lituanie tous ceux qui ont été amenés en Allemagne à cause de l'école lituanienne.

Relativement aux forêts lituaniennes.

1° De supprimer à l'avenir le déboisement, en tant que des besoins militaires n'entrent pas en question.

2° D'arrêter immédiatement l'exploitation des forêts dans des buts privés.

3° D'arrêter également le déboisement des propriétés privées.

Relativement à l'hygiène publique.

1° De laisser revenir dans leur pays les médecins lituaniens prisonniers de guerre en Allemagne.

2° D'autoriser les médecins lituaniens à l'étranger à revenir en Lituanie.

3° D'autoriser également le concours des médecins de pays neutres.

4° D'autoriser et d'aider l'établissement de cours d'instruction privés pour chirurgiens et sages-femmes.

5° De favoriser l'acquisition, par les pharmaciens, de médicaments provenant d'Allemagne, et d'autoriser le recours aux provisions militaires en Lituanie.

Relativement aux délits politiques.

1° D'accorder l'amnistie à tous les détenus politiques.

2° D'ordonner que personne ne soit emprisonné ou incorporé dans les bataillons de travaux forcés sans accusation clairement exposée, notifiée à l'intéressé lui-même.

3° D'ordonner que tous ceux qui sont depuis longtemps dans les prisons ou dans les bataillons de travaux forcés soient libérés ou, du moins, instruits des motifs de leur arrestation.

N° XX.

La Taryba lituanienne prend la liberté de communiquer ce qui suit à M. le Commandant en chef des forces de l'Est, Son Altesse Royale le Prince Léopold de Bavière :

Le nombre des chevaux, qui tend à disparaître en Lituanie exige une attention tout à fait particulière. Indépendamment des quatre réquisitions de chevaux, effectuées sur une grande échelle par les Russes, au printemps et en été 1915, alors que notre pays devint le théâtre de la guerre, les deux partis ont pris à la population ses meilleurs chevaux. Une réquisition en masse eut lieu lorsque le front de combat fut porté de la frontière russe vers les rivières Vindau et Dubissa et ensuite plus loin, jusqu'à la Duna. Enfin, une fois que le front eut été fixé sur la Duna, des milliers et des milliers de chevaux encore utilisables furent vendus en Allemagne par suite de la possibilité de les exporter en Allemagne, du bénéfice énorme que les intermédiaires réalisaient et de la crainte continuelle des habitants du pays relativement à de nouvelles réquisitions.

Cependant, au début de 1916, la frontière douanière vers l'Allemagne fut fermée ; mais les nombreuses réquisitions (3-5) ont abaissé le nombre des chevaux de Lituanie bien au-dessous du minimum nécessaire à l'agriculture.

En outre il est impossible de compléter le nombre par l'élevage, parce que de nombreux étalons de deux ans et même plus jeunes ont été achetés par contrainte et parce que l'élevage libre, autrefois si florissant, en Lituanie, qui jusqu'ici avait conservé au pays la bonne et noble race de chevaux, a été fortement entravé par le fait que les meilleures juments ont été prises aux habitants. Des haras ont été établis, qui furent dirigés par de jeunes militaires souvent inexpérimentés (par exemple par le commandant d'arrondissement). En outre la saisie des juments dépendait d'une autorisation écrite donnée par le vétérinaire de district. Mais la plupart du temps cette autorisation n'était obtenue qu'après des courses longues et ennuyeuses aux chefs-lieux de district.

A l'heure actuelle, le nombre de chevaux absolument nécessaire pour l'agriculture en Lituanie est tombé jusqu'à 30% du nombre primitif. De nombreux petits propriétaires n'ont plus de chevaux. L'aide donnée par des chevaux militaires, qui sont laissés temporairement à plusieurs domaines, s'est montrée d'une manière générale insuffisante attendu que 1° le nombre de ces chevaux était de beaucoup insuffisant pour une aide générale et 2° les chevaux étaient la plupart du temps si fatigués qu'ils passèrent tout le temps de leur séjour dans les domaines en de nombreux repos forcés. Comme preuve convaincante de l'insuffisance des chevaux militaires on peut citer le fait que l'on ne rencontrait que rarement ou même pas du tout de ces chevaux dans les domaines exploités par les Allemands eux-mêmes : pour ces travaux on prend souvent par contrainte l'attelage des fermiers voisins.

La forte endurance de notre peuple n'est heureusement pas encore ébranlée jusqu'ici et il tente de maintenir le plus possible son agriculture en progrès ; mais une nouvelle diminution du nombre des chevaux menace de ruiner toute l'agriculture lituanienne, ce qui entraînerait une misère indicible dans notre pays si éprouvé.

Or, nous apprenons avec une grande appréhension qu'une nouvelle réquisition est prévue pour un avenir prochain.

C'est pourquoi, au nom du peuple lituanien, nous nous adressons à votre Altesse Royale en la priant respectueusement de bien vouloir renoncer actuellement à une réquisition de chevaux en Lituanie.

La Présidence provisoire de la Taryba lituanienne.

Vilna, le 20 octobre 1917.

N° XXI.

Les résolutions de la seconde Conférence lituanienne à Stockolm, du 18 au 20 Octobre 1917.

A la seconde conférence lituanienne à Stockholm on fit un rapport sur la situation générale en Lituanie, sur la conférence lituanienne de Vilna du 18 au 22 septembre 1917, à laquelle prirent part 220 délégués des gouvernements de Vilna, de Kovno, de Suvalki et des parties du nord du gouvernement de Grodno, et sur la résolution prise à cette conférence. On fit également un rapport sur les démarches faites par les Lituaniens vivant en Russie et en Amérique au sujet de la libération de la Lituanie. Ensuite les représentants présents à la conférence résolurent à l'unanimité ce qui suit :

1° Partant de la résolution prise à l'unanimité à la conférence lituanienne de Vilna (18 au 22 septembre 1917), nous nous déclarons complètement d'accord avec ladite résolution. Nous ferons tout notre possible pour qu'elle atteigne son but.

2° Nous portons à la connaissance de tous les Etats du monde qu'aussi bien le passé historique de la Lituanie que le développement démocratique mondial donnent à la nation lituanienne le droit incontestable de reconstruire un Etat souverain lituanien.

3° En nous basant sur ce : 1° que la conférence lituanienne de Vilna (18 au 22 septembre 1917), a demandé l'indépendance de la Lituanie ; 2°) que l'indépendance de la Lituanie fut demandée par les 320 délégués élus d'après le droit de suffrage universel égal, secret et direct, par les Lituaniens vivant en Russie et réunis au « Seim » lituanien (Seimas) à Pétrograd du 27 mai au 3 juin 1917 ; 3°) que la majorité des Lituaniens vivant aux Etats-Unis a demandé également dans ses « Seims » et dans ses mémoires l'indépendance de la Lituanie et 4°) que les puissances belligérantes ont proclamé le principe de l'émancipation des peuples, nous portons à la connaissance de tous les Etats du monde la volonté exprimée par toute la nation lituanienne et déclarons que le moment pour la réalisation du réta-

blissement de l'Etat lituanien est venu. Il est temps de proclamer l'indépendance de la Lituanie.

4° Nous déclarons à tous les Etats que la sanction définitive de l'indépendance de l'Etat lituanien et son rang dans le système politique général en raison du droit international, n'appartient qu'au congrès international de la paix, auquel doivent aussi participer des représentants de la nation lituanienne.

5° Nous soutenons la Taryba lituanienne qui fut élue à la conférence de Vilna (18 au 22 septembre 1917), en tant qu'elle manifeste et exécute la volonté, exprimée par toute la nation lituanienne, de reconstruire l'Etat lituanien, et qu'elle veille sur l'indépendance de la Lituanie et la protège contre toutes les agressions des peuples voisins.

6° Nous reconnaissons la Taryba, élue à la conférence susmentionnée de Vilna (18 au 22 septembre 1917), comme vraie représentation de la Lituanie, comme organe suprême de la nation lituanienne. Nous apprécions pleinement la difficulté de la tâche qui a incombé à la Taryba lituanienne pendant cette guerre, où elle avait à organiser la vie publique de la Lituanie et à protéger les besoins matériels et intellectuels des citoyens, et nous promettons solennellement d'appuyer la Taryba dans son travail et de la défendre au besoin devant le monde.

N° XXII.

Les résolutions de la Conférence de Berne du 6 Novembre 1917.

1° En vue de la reconstruction de l'Etat lituanien, la conférence lituanienne de Berne adopte la résolution de la conférence lituanienne de Vilna, c'est-à-dire qu'elle demande également l'organisation d'un Etat indépendant lituanien, constitué sur des bases démocratiques.

2° Ayant connaissance du projet selon lequel le régime de la Lituanie doit être établi avant la fin de la guerre, la confé-

rence de Berne, dans sa majorité est d'avis, vu l'état de choses politique actuel et la situation de la vie publique en Lituanie, qu'une monarchie constitutionnelle avec un régime parlementaire est actuellement préférable pour la Lituanie. Le régime définitif à établir en Lituanie sera la tâche du conseil territorial (Taryba).

3º Quand aux frontières de la Lituanie, la conférence de Berne adopte les résolutions de la conférence de Vilna (1917), c'est-à-dire qu'elle demande également que la Lituanie soit indépendante dans ses frontières ethnographiques avec les rectification de frontières qui sont nécessaires, soit pour des raisons économiques, soit pour d'autres motifs.

4º Parmi les rectifications de frontières qui devaient être entreprises pour des raisons économiques, la conférence regarde comme la plus importante celle qui doit donner un port à la Lituanie.

5º La conférence lituanienne de Berne reconnaît le conseil territorial lituanien (Taryba) comme représentation compétente de la Lituanie, comme instance suprême du peuple lituanien, comme noyau d'un gouvernement de la Lituanie indépendante, et demande des compétences conformes pour le conseil territorial lituanien, c'est-à-dire :

1º Pour l'organisation de l'économie politique lituanienne :

a) des réquisitions, *b*) des dommages causés par la guerre, *c*) la reconstruction des villes et des villages, *d*) la réforme agraire, *e*) des biens fiscaux, etc...

2º Pour la vie publique :

a) les clubs, les unions et sociétés, *b*) la presse, etc...

3º Pour la vérification des plaintes portées: *a*) Au sujet des réquisitions, *b*) au sujet de l'accroissement des difficultés occasionnées par la guerre, etc...

4º Pour l'instruction publique.

5º Pour le culte et les affaires écclésiastiques.

6º Pour les finances.

7º Pour le commerce et l'industrie.

8º Pour la justice.

9º Pour la police.

10° Pour le bien public.

11° Pour l'autonomie communale.

Afin que le conseil territorial lituanien puisse exécuter dûment les fonctions énumérées ci-dessus, il faudrait changer, selon l'avis de la conférence, le système administratif actuel et révoquer les fonctionnaires de l'administration qui se sont trop peu occupés des intérêts du pays.

6° Quand aux rapports avec les minorités nationales en Lituanie, la conférence lituanienne de Berne adopte le point de vue de la conférence lituanienne de Vilna.

N° XXIII.

Pro Memoria *.

Suivant la volonté clairement exprimée par ses représentants à la Conférence lituanienne de Vilna, tenue du 18 au 22 septembre 1917, le peuple lituanien aspire à devenir un Etat libre, indépendant, et il sera prêt, suivant les décisions de cette conférence, à entrer en relations plus étroites avec l'Allemagne sur la base de contrats et de conventions à conclure dès que l'indépendance de la Lituanie sera reconnue par l'Allemagne et appuyée par elle vis-à-vis des autres Etats.

Sur cette base, les soussignés, qui sont liés par ces décisions, déclarent qu'ils useront de toute leur influence pour que la Taryba lituanienne établisse et signe le plus tôt possible, d'accord avec le gouvernement allemand, des projets de contrats que la Taryba recommandera à *l'examen* de l'assemblée constituante lituanienne qui est encore à convoquer, et qui

---

* Le présent mémoire a été envoyé au Grand Quartier Général pour être remis au Chef de l'Etat-Major Général Ludendorff.

devront contenir des conventions militaires, douanières et de chemins de fer et d'autres arrangements se trouvant dans l'intérêt des deux pays, sous les conditions suivantes :

A. Que l'autorité de la Taryba en soit fortifiée, que l'administration commence à gouverner le pays d'accord avec la Taryba et qu'il soit commis à cette dernière des domaines plus étendus de l'administration du pays, avec puissance d'exécution, en tant que ces domaines n'ont pas de rapport avec les nécessités de la guerre. Dans ce but, il y aurait lieu d'accorder à la Taryba, à Vilna, un bâtiment conforme à sa dignité et de créer tout d'abord les sections suivantes de travail :

1° Économie publique (reconstruction, réforme agraire, etc.)

2° Vie publique (associations, presse).

3° Recours et réclamations (intervention entre la population et les autorités d'occupation).

4° Instruction publique.

5° Affaires des cultes.

6° Finances (création des caisses d'épargne et des banques).

7° Bienfaisance publique (assistance des pauvres).

8° Établissement de la Constitution et des tribunaux.

9° Établissement de l'autonomie communale.

10° Arts et sciences.

Les soussignés expriment ici leur conviction que la Taryba ne pourra pas réussir à gagner et à conserver dans le pays la confiance et l'autorité qui peuvent seules lui rendre possibles l'acceptation par le peuple lituanien des conventions proposées par lui, si elle est contrainte de traiter avec Son Excellence le Prince d'Isenbourg-Birstein, comme chef de l'administration civile, attendu que ce dernier a perdu la confiance du peuple lituanien.

B. Que le gouvernement allemand s'engage à employer tous ses moyens pour faire admettre l'indivisibilité du territoire lituanien, qui comprend les pays conquis par la Russie dans lesquels la race lituanienne est établie et qui renferme en première ligne la capitale Vilna.

C. Que le gouvernement allemand, dès que la Taryba aura proclamé, publiquement, en vertu du principe de libre disposition des peuples, l'indépendance du peuple et de l'Etat lituaniens, reconnaisse officiellement cette indépendance. Il restera réservé à cette occasion, à la décision du gouvernement allemand de faire dépendre la reconnaissance de l'indépendance de la conclusion de conventions citées ci-dessus. En même temps que cette déclaration d'indépendance, la Taryba acceptera les projets de contrats et de conventions avec le gouvernement allemand cités ci-dessus, à l'élaboration détaillée desquels, d'accord avec le gouvernement Allemand, les soussignés engageront immédiatement la Taryba. Les soussignés considèrent la proclamation de l'indépendance comme nécessaire dans l'intérêt des deux parties, attendu que c'est par ce fait seulement que les contrats conclus auront toute leur importance comme étant faits avec un peuple libre et disposant de lui-même.

Berlin, le 26 novembre 1917.

Sig. A. Smetona, Président de la Taryba lituanienne, St. Kairys, Vice-Président de la Taryba lituanienne, Docteur J. Saulys, Secrétaire général de la Taryba lituanienne.

N° XXIV.

Proposition du Grand Quartier Général allemand.

Pour développer ses intérêts économiques, la Lituanie a besoin d'entretenir des rapports étroits avec l'Empire d'Allemagne. La Taryba sollicite, pour l'accomplissement de ses vœux, la protection et l'aide de sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et du puissant Empire allemand. Pour pouvoir créer sur une base nationale en conservant le caractère national de la Lituanie un organisme politique autonome comprenant les pays habités par la race lituanienne, conquis par la Russie et renfermant Vilna comme capitale, la Taryba, après que son autorité aura été consolidée, pourra aider par ses conseils et ses actes l'administration allemande.

Nº XXV.

Berlin, le 29 novembre 1917.

A Son Excellence le chancelier de l'Empire, Comte Hertling.

Votre Excellence a, dans le discours d'importance mondiale, qu'elle a prononcé aujourd'hui au Reichstag, reconnu le droit de libre disposition de la Lituanie ; cette déclaration est accueillie avec joie par tout le peuple lituanien. Nous vous remercions pour ces paroles garantissant notre indépendance et nous prions Votre Excellence, comme représentants autorisés de la Lituanie, de bien vouloir nous recevoir aujourd'hui ou demain en vue de discuter la future organisation de notre pays.

SMETONA, président ; KAIRYS, vice-président ; SAULYS, Secrétaire-général de la Taryba litua-nienne.

Nº XXVI.

Berlin, le 1er décembre 1917.

Comparaissent les membres de la Taryba lituanienne :

1º Le Docteur Smetona, président de la Taryba,

2º Le Docteur Saulys,

3º Le Docteur Kairys,

qui dictent le procès-verbal ci-après :

Nous nous déclarons prêts à soumettre sans retard à la Taryba lituanienne les décisions suivantes, et à intervenir pour leur acceptation :

1º « La résolution votée par la Conférence lituanienne réunie dans la capitale de la Lituanie, Vilna, a indiqué à la Taryba, qui est reconnue par les Lituaniens du pays et de l'étranger, comme la seule représentation autorisée du peuple lituanien, quelle devait être sa politique.

La résolution est ainsi conçue :

En vue du libre développement de la Lituanie, ce pays doit être constitué en un *Etat indépendant*, établi sur des prin-

cipes démocratiques dans les limites ethnographiques, avec les frontières qui sont absolument nécessaires pour la vie économique.

Une situation garantissant aux minorités nationales de la Lituanie la satisfaction de leurs besoins intellectuels doit être assurée à ces minorités.

En vue de fixer d'une manière définitive les bases d'une Lituanie indépendante et les relations vis-à-vis des Etats voisins, une assemblée *constituante* de la Lituanie doit être convoquée à Vilna, après avoir été élue, en vertu de principes démocratiques, par tous ses habitants.

En vertu de cette décision et du droit reconnu de libre disposition des peuples, la Taryba proclame le rétablissement d'un Etat lituanien indépendant et délie la Lituanie de toutes les anciennes unions politiques qui la rattachaient à d'autres peuples. La Taryba règlera immédiatement, suivant les instructions qui lui ont été données, les relations de la Lituanie vis-à-vis des peuples de la terre ».

2° « La Conférence lituanienne, à Vilna, a pris une décision suivant laquelle, pour le cas où la proclamation de l'indépendance de l'Etat lituanien par l'Allemagne serait reconnue au plus tard à la conclusion de la paix et où les intérêts de la Lituanie seraient appuyés par l'Allemagne, le futur Etat lituanien pourrait, sans que son propre développement en souffre, se créer certaines relations, encore à fixer, avec l'Allemagne.

En vertu de cette décision de la conférence lituanienne et en considération des intérêts vitaux de la Lituanie, qui exigent d'entrer le plus rapidement possible en relations étroites avec l'Empire d'Allemagne, la Taryba lituanienne considère comme nécessaire de déterminer dès l'heure actuelle ces relations *pour le cas de la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie de la part de l'Allemagne*, en ce sens qu'entre la Lituanie et l'Empire d'Allemagne une alliance éternelle et solide doit exister, alliance qui doit trouver sa réalisation principalement dans les institutions suivantes :

1° Une convention militaire, qui mette les troupes litua-

niennes approximativement sur le même pied que les contingents confédérés de l'Allemagne du Sud ;

2o Une convention de transport, conclue à peu près semblable à celle qui existe avec les Etats confédérés de l'Allemagne du Sud ;

3o Une union douanière, mais avec une administration douanière lituanienne indépendante ;

4o Une union monétaire.

La Taryba est chargée par la présente, de régler, d'accord avec les autorités allemandes, les détails de ces accords, ainsi que la forme future de l'Etat lituanien conformément à la décision de l'Assemblée de Berne du 6 novembre 1917, et les frontières du futur Etat lituanien et de faire confirmer les conventions et décisions en question par l'Assemblée constituante. »

L'acceptation des décisions une fois effectuée sera immédiatement communiquée télégraphiquement à l'Office des Affaires étrangères. Leur publication aura lieu après communication à ce sujet de l'Office des Affaires étrangères.

Pour que la Taryba accepte les décisions indiquées, liant le sort de la Lituanie à celui de l'Allemagne, elle doit toutefois acquérir avant tout la certitude que les autorités allemandes introduiront un changement dans la manière dont elles ont traité jusqu'ici la Lituanie. Dans ce but, nous devons pouvoir lui exprimer l'espoir que notre *Mémoire*, publié à plusieurs reprises et, en dernier lieu, présenté à Son Excellence le Général Ludendorff le 28 novembre, et dans lequel sont exposés nos vœux et nos réclamations retiendra l'attention des autorités. Ces vœux et ces réclamations se rapportent avant tout aux points suivants :

1o Modification du système actuel d'administration militaire ;

2o Modification de la manière dont est traité le pays et des droits qui lui sont accordés.

Nous prions instamment le Haut Commandement allemand de bien vouloir tenir compte avec bienveillance de ces propositions et de bien vouloir promulguer immédiatement des ordon-

nances à cet effet. Nous prions en outre le gouvernement impérial allemand de bien vouloir donner le plus rapidement satisfaction à nos vœux. Nous vous prions, enfin, de faire en sorte qu'on réponde le plus rapidement possible à l'Office des Affaires étrangères suivant nos indications au sujet de l'acceptation des décisions ci-dessus indiquées, si le gouvernement impérial allemand reconnaîtra et appuyera la Lituanie comme Etat indépendant.

Il a été répondu aux comparants que le gouvernement de l'Empire accepterait volontiers d'intervenir, dans les limites du possible, auprès du Haut Commandement de l'armée pour l'accomplissement des vœux exprimés et qu'une réponse serait donnée le plus rapidement possible sur la question de l'acceptation des décisions.

Lu, approuvé, signé.

A. SMETONA, Président de la Taryba lituanienne.

S. KAIRYS, Vice-Président de la Taryba lituanienne.

D[r] S. SAULYS, Secrétaire général de la Taryba lituanienne.

NADOLNY, Conseiller de Légation, Conseiller Rapporteur à l'Office des Affaires Etrangères.

N° XXVII.

Dans sa séance du 5 au 7 Septembre 1917, la Taryba lituanienne a pris la résolution suivante :

I

La résolution qui avait été prise par la conférence lituanienne à Vilna, capitale de la Lituanie, du 18 au 22 septembre 1917, indiqua à la Taryba lituanienne, reconnue par les Lituaniens à l'intérieur ainsi que par les conférences de Stockholm et de Berne, comme la seule représentation compétente du peuple lituanien, la voie de sa politique. Voici les termes de la résolution :

Il faut créer pour le libre développement de la Lituanie un *Etat indépendant*, établi sur des principes démocratiques dans ses confins ethnographiques avec les rectifications de frontières absolument indispensables pour la vie économique.

Il faut assurer aux minorités nationales de la Lituanie des conditions appropriées à leurs besoins culturels.

Pour l'établissement définitif des bases pour une Lituanie indépendante et les rapports avec les Etats voisins, il faut convoquer à Vilna une Diète constituante élue d'après les principes démocratiques, par tous les habitants de la Lituanie.

En vertu de cette résolution et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, reconnu par la Russie et l'Allemagne, la Taryba lituanienne proclame par la présente, à l'unanimité, le rétablissement d'un Etat indépendant lituanien, avec la capitale de Vilna et rompt par là tous les liens qui l'avaient attaché aux autres peuples. La Taryba lituanienne règlera, selon les instructions reçues de la conférence de Vilna les relations de la Lituanie avec les autres peuples du monde.

II

La conférence lituanienne de Vilna a pris une résolution disant qu'au cas où la proclamation de l'indépendance de l'Etat lituanien serait reconnue au plus tard par l'Allemagne à la conclusion de la paix et où les intérêts de la Lituanie seraient appuyés par l'Allemagne, le futur Etat lituanien, sans faire tort à son développement indépendant nouerait avec l'Allemagne certaines relations encore à déterminer.

En raison de cette résolution de la conférence lituanienne et vu que les intérêts vitaux des Lituaniens exigent d'entrer en relations plus étroites avec l'Empire allemand, la Taryba juge nécessaire, en cas de *reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie et appui des intérêts lituaniens* de la part de l'empire allemand, d'établir d'ores et déjà ces relations de sorte qu'entre la Lituanie et l'Empire allemand il y ait une éternelle et solide alliance.

La Taryba d'accord avec le gouvernement impérial allemand se charge d'établir les détails de ces relations et les frontières du futur Etat lituanien, ainsi que d'établir le régime futur de la Lituanie, et elle soumettra à l'assemblée constituante, pour être approuvées par celle-ci, les décisions prises à cet effet.

N° XXVIII.

Déclaration *.

1° La Taryba lituanienne, reconnue par les Lituaniens de l'intérieur du pays et de l'étranger comme la seule représentation autorisée du peuple lituanien, proclame en vertu de la décision de la Conférence de septembre, réunie à Vilna, capitale de la Lituanie, et de la réunion de Berne du 6 novembre 1917, le rétablissement d'un Etat lituanien libre, ainsi que son indépendance et son affranchissement de tous les liens politiques qui ont existé autrefois entre lui et les peuples étrangers ;

2° En vue de l'établissement de cet Etat et de la défense de ses intérêts lors des négociations de la paix, la Taryba demande l'aide et la protection de l'Empire d'Allemagne. En considération des intérêts vitaux de la Lituanie, qui exigent le prompt établissement de relations durables et étroites avec l'Empire allemand, la Taryba se prononce pour une alliance perpétuelle et solide de l'Etat lituanien avec l'Empire d'Allemagne, alliance qui doit trouver principalement sa réalisation dans une union militaire, commerciale, douanière et monétaire.

Lu, approuvé, signé.

Le .... décembre 1917.

---

* Proposition de la Direction Impériale allemande et du Ministère des Affaires Etrangères.

N° XXIX.

Déclaration de la Taryba lituanienne du 11 Décembre 1917.

I

La Taryba lituanienne reconnue par les Lituaniens de l'intérieur du pays et de l'étranger, comme la seule représentation autorisée du peuple Lituanien, proclame, sur la base du droit de libre détermination reconnu aux peuples et sur les résolutions de la Conférence de Vilna (18-23 septembre 1917), la reconstitution d'un Etat Lituanien indépendant, avec Vilna pour capitale et son affranchissement de tous les liens politiques qui jusqu'ici l'ont rattaché à d'autres nations.

II

Pendant la reconstruction dudit Etat et pour la défense de ses intérêts lors des négociations de la paix, la Taryba demande l'aide et la protection de l'Empire d'Allemagne. En considération des intérêts vitaux de la Lituanie, qui exigent le prompt établissement de relations durables et étroites avec l'Empire allemand, la Taryba se prononce en faveur d'une alliance perpétuelle et solide de l'Etat lituanien avec l'Empire d'Allemagne, alliance qui doit trouver principalement sa réalisation dans une convention militaire et économique et dans une union douanière et monétaire.

Vilna, le 11 décembre 1917,

Ont pris connaissance, agréé et signé :

Dr J. Basanavicius, M. Birziska, P. Klimas, S. Kairys, J. Vileisis, D. J. Saulys, J. Sernas, A. Smetona, A. Petrulis, A. Stulginskis, J. Vailokaitis, Kun. S. Mironas, K. Saulys, Jonas Smilgevicius, Pranas Dovydaitis, S. Narutavicius, Staugaitis, S. Banaitis, Dr Malinauskis, K. Bizauskas.

N° XXX.

A Son Excellence le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,
Dr FREIHERR VON KUHLMANN, BERLIN.

Berlin, NW 7, le 2 janvier 1918.
Hôtel Continental.

Excellence,

En vue de garantir les intérêts de notre pays contre la Russie, d'exposer personnellement la justification de notre vœu tendant à la séparation définitive de la Lituanie d'avec l'Etat russe et de collaborer à la fixation des frontières du futur Etat lituanien, nous prions Votre Excellence de bien vouloir faire en sorte que nous ayons l'occasion de participer aux délibérations de paix à Brest-Litowsk dans la même mesure où cela est permis aux représentants d'autres nationalités.

Dès que le consentement de votre Excellence lui sera parvenu, la Taryba lituanienne désignera les délégués qui doivent se rendre à Brest-Litowsk dans les buts ci-dessus indiqués.

Avec l'assurance de notre haute considération,

Le Président de la Taryba Lituanienne
A. SMETONA.
Le Secrétaire général de la Taryba lituanienne
Dr J. SAULYS.

N° XXXI.

Le Comité exécutif de la Taryba lituanienne.

Vilna, le 3 janvier 1918.

A l'Administration militaire de Lituanie.

Nous référant à la décision de la Taryba lituanienne, nous prions l'administration militaire de Lituanie de bien vouloir obtenir des autorités compétentes la faculté pour une délégation de la Taryba lituanienne de se rendre à Brest-Litowsk

pour y prendre contact permanent, sur toutes les questions se rapportant à la Lituanie, avec la Délégation de paix qui y délibère.

S[t] KAIRYS, PETRAS KLIMAS, JONAS VILEISIS.

N° XXXII.

Décision de la Taryba lituanienne du 8 Janvier 1918.

La Taryba lituanienne, comme seule représentation du peuple lituanien, proclame, en vertu du principe reconnu du droit de libre disposition des peuples et de la décision de la Conférence lituanienne réunie à Vilna du 18 au 23 septembre 1917, le rétablissement d'un Etat lituanien indépendant, fondé sur des bases démocratiques, avec Vilna pour capitale, et la suppression pour cet Etat de tout lien politique ayant existé avec d'autres peuples. La Taryba lituanienne déclare en même temps que dans le but de fortifier l'ordre intérieur dans l'Etat lituanien et ses rapports avec les Etats voisins, il est nécessaire de convoquer le plus tôt possible une Assemblée constituante élue démocratiquement par tous les habitants de la Lituanie.

N° XXXIII.

Vilna, le 9 janvier 1918.

A Son Excellence M. le Sous-Secrétaire d'Etat von Falkenhausen.

La Taryba lituanienne ne serait en mesure de notifier au gouvernement russe et de publier dans la presse, avec les signatures des membres de la Taryba lituanienne, la première partie de ses décisions du 11 décembre 1917, que s'il est donné immédiatement à une délégation de la Taryba lituanienne la possibilité d'obtenir des autorités compétentes de l'Empire une réponse certaine et sûre, conforme aux intérêts de la Lituanie sur les questions ci-après :

A. Quand et sous quelles conditions l'administration du pays sera-t-elle transférée à la Taryba lituanienne?

B. Quand l'armée allemande d'occupation sera-t-elle retirée de la Lituanie et quand la possibilité de constituer une milice lituanienne sera-t-elle donnée?

C. La reconnaissance de la part de l'Allemagne de l'Etat lituanien indépendant aura-t-elle lieu et quand?

Sig. A. SMETONA, Président de la Taryba lituanienne.
P. KLIMAS, Secrétaire.

N° XXIV.

Instruction pour la Délégation de la Taryba lituanienne.

(EXTRAITS DU PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DE LA TARYBA LITUANIENNE DU 14 JANVIER 1918).

1° Aucun obstacle ne sera opposé à ce que la Taryba lituanienne proclame, dans des circonstances favorables, l'indépendance de la Lituanie. Ceci fait, l'Allemagne déclarera immédiatement reconnaître, en due forme juridique, l'indépendance telle qu'elle aura été proclamée, et ceci, dès que la discussion de la question lituanienne aux délibérations de paix avec la Russie aura été terminée en principe.

2° Lorsque la Russie aura démobilisé son armée sur le front de Lituanie, l'Allemagne retirera immédiatement son armée de Lituanie. La Taryba donne pleins pouvoirs à une délégation, envoyée en mission, pour fixer, en accord avec le Gouvernement allemand, le terme du retrait des troupes allemandes et pour déclarer que ce terme ne doit pas être renvoyé à plus de 4 mois après la démobilisation des armées russes. Il doit être donné à la Taryba lituanienne la possibilité d'organiser, à partir du jour de cette entente, une milice pour la Lituanie.

3° Après la déclaration de l'indépendance lituanienne

par la Taryba, l'administration de tout le pays passera aux mains de la Taryba lituanienne. Cette dernière fixera le terme auquel les différents ressorts de l'administration du pays lui seront transmis. Différentes branches d'administration, qui sont absolument indispensables pour les besoins de son armée, comme, par exemple, les moyens de transport, pourront, après entente particulière avec la Taryba, lui être rendues postérieurement ; toutefois ceci ne pourra avoir lieu que simultanément avec le retrait de l'armée allemande de la Lituanie. La Délégation de la Taryba est autorisée à déclarer aux autorités compétentes de l'Allemagne quelles branches d'administration peuvent passer dès aujourd'hui aux mains de la Taryba.

4° La Taryba lituanienne fait savoir qu'en vue d'établir l'ordre intérieur en Lituanie et les rapports avec les Etats voisins, il est nécessaire de convoquer le plus tôt possible l'Assemblée constituante, qui sera nommée suivant le système démocratique par tous les habitants de la Lituanie.

N° XXXV.

Vilna, le 27 janvier 1918.

Au très honoré Docteur Schaulys,
(Secrétaire général de la Taryba lituanienne)

En réponse à votre honorée de ce jour, je ne puis que vous confirmer que je suis autorisé à reconnaître au nom du Gouvernement impérial allemand, de la part de l'Allemagne, et sous les conditions des résolutions 1 et 2 du 11 décembre 1917 l'Etat lituanien indépendant. Toute liberté doit, naturellement, être réservée sur le moment où sera faite cette reconnaissance ; je suis, toutefois, convaincu qu'étant donnée la situation politique actuelle, cette reconnaissance pourra avoir lieu sans retard.

Votre dévoué,

NADOLNY.

Nº XXXVI.

La formule de la proclamation d'indépendance du 16 Février 1918.

La Taryba lituanienne a, dans sa séance du 16 février 1918, décidé à l'unanimité d'adresser la communication ci-après aux gouvernements de Russie, d'Allemagne et d'autres Etats :

La Taryba lituanienne, comme seule représentation du peuple lituanien, proclame, sur la base du droit reconnu de libre disposition des peuples et de la décision de la Conférence lituanienne tenue à Vilna du 18 au 23 septembre 1917, le rétablissement d'un Etat lituanien indépendant, fondé sur une base démocratique, avec Vilna comme capitale et la suppression de tous les liens politiques ayant existé avec d'autres peuples.

La Taryba lituanienne déclare en même temps que la base de cet Etat et ses rapports avec d'autres Etats seront fixés définitivement par une Assemblée constituante, qu'il y aura lieu de convoquer le plus rapidement possible et qui sera élue par tous les habitants en vertu des principes démocratiques.

Tout en portant ce qui précède à la connaissance du gouvernement..., la Taryba lituanienne le prie de bien vouloir reconnaître l'Etat lituanien indépendant.

(Signatures).

Vilna, le 16 février 1918.

Nº XXXVII.

La réponse du Chancelier de l'Empire d'Allemagne à la décision du 16 Février 1918.

Berlin, le 21 février 1918.

Le Chancelier de l'Empire.

Je prie votre Excellence de bien vouloir communiquer ce qui suit au président de la Taryba :

Le Gouvernement impérial était prêt à reconnaître, sur la base de la décision de la Taryba du 10 décembre 1917*), la Lituanie comme Etat indépendant et de lui accorder l'aide et la protection de l'Empire d'Allemagne pour la construction du nouvel organisme politique. Par sa décision du 16 février 1918, la Taryba a renversé la base de cette mesure du Gouvernement impérial. Ce dernier ne se voit dès lors pas à même, actuellement, de reconnaître l'indépendance de la Lituanie dans ces conditions modifiées. Ce fait pourra permettre la reconnaissance sollicitée lorsque la Taryba lituanienne sera revenue aux principes garantissant des rapports de bon voisinage avec l'Empire d'Allemagne et permettant au Gouvernement allemand de tenir compte, tout en ménageant les intérêts essentiels de l'Allemagne, du droit de libre disposition de la Lituanie et de consentir à l'établissement, à sa frontière orientale, d'un organisme politique autonome.

Sig. HERTLING.

Au Chef d'administration de l'Oberost,

FREIHERR VON FALKENHAUSEN.

Excellence.

N° XXXVIII.

Vilna, le 28 février 1918.

A Son Excellence M. le Chancelier de l'Empire Dr Comte de Hertling,

BERLIN.

Palais du Chancelier de l'Empire.

Excellence,

La Présidence de la Taryba a l'honneur de vous accuser réception de la déclaration du Gouvernement impérial allemand du 21 février courant relative à la décision de la Taryba du 16 février. En même temps, la Présidence estime nécessaire de répondre ainsi qu'il suit à la déclaration du Gouvernement impérial allemand :

* C'est la même décision que celle du 11 Décembre 1917.

1° La décision de la Taryba du 16 février n'est nullement en opposition avec la décision du 11 décembre 1917.

2° La décision de la Taryba du 11 décembre 1917, comme base des rapports futurs entre la Lituanie et l'Allemagne n'est annulée par aucune autre décision et elle est maintenue.

En considération de ces faits, la Taryba attend que le Gouvernement impérial allemand reconnaisse bientôt l'indépendance de la Lituanie, conformément à l'acte du 11 décembre 1917. La Taryba espère en outre que le Gouvernement impérial allemand défendra vis-à-vis des autres gouvernements l'indépendance de la Lituanie et que, lors de la conclusion des traités de paix avec les pays belligérants, elle contribuera à faire reconnaître l'indépendance de l'Etat lituanien.

La Présidence de la Taryba lituanienne :

Président : A. SMETONA.

1er *Vice-Président :* Dr SAULYS.

2e *Vice-Président :* J. STAUGAITIS.

Secrétaire général : J. SERNAS.

N° XXXIX.

Procuration délivrée à la Délégation Lituanienne pour l'acte de déclaration de l'Indépendance.

Conformément à sa décision du 20 mars 1918, la Taryba lituanienne donne à MM. l'Abbé Justinas Staugaitis, Dr Jurgis Saulys et Dr Jonas Vileisis procuration pour porter à la connaissance du Gouvernement impérial allemand la proclamation de l'indépendance de l'Etat lituanien et pour demander sa prompte reconnaissance.

En outre, la Taryba donne pleins pouvoirs aux personnes susnommées pour déclarer en son nom qu'elle se déclare d'accord avec les relations de l'Etat lituanien vis-à-vis de l'Allemagne telles qu'elles sont formulées dans la décision de la Taryba du 11 décembre 1917.

La Taryba lituanienne :

Vilna, le 20 mars 1918. (Signatures).

N° XL.

Au gouvernement Impérial d'Allemagne.

La Taryba lituanienne, comme seule représentation autorisée du peuple lituanien, proclame, en vertu du droit reconnu de libre disposition des peuples et de la décision de la Conférence lituanienne tenue à Vilna du 18 au 23 septembre 1917, le rétablissement d'un Etat lituanien indépendant, fondé sur une base démocratique, avec pour capitale Vilna et la suppression de tous les liens politiques qui ont existé entre la Lituanie et les autres peuples.

En même temps, la Taryba lituanienne déclare que la base de cet Etat et ses rapports avec d'autres Etats doivent être définitivement fixés par une Assemblée constituante à convoquer le plus rapidement possible et qui sera élue par tous les habitants sur une base démocratique.

La Taryba déclare en outre qu'elle se place sur le terrain des rapports entre l'Etat lituanien et l'Empire d'Allemagne tels qu'ils sont formulés dans la décision de la Taryba du 11 décembre 1917.

Tout en portant ce qui précède à la connaissance du Gouvernement impérial allemand, la Taryba lituanienne prie ce dernier de bien vouloir reconnaître l'Etat lituanien indépendant.

Au nom de la Taryba lituanienne

La Délégation plénipotentiaire :

Dr S. SAULYS, S. STAUGAITIS, JONAS VILEISIS.

Berlin, le 23 mars 1918.

N° XLI.

Décret du 23 Mars 1918, relatif à la reconnaissance par l'Allemagne de l'Indépendance Lituanienne.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., faisons savoir ce qui suit :

La Taryba lituanienne comme représentation reconnue du peuple lituanien, ayant, le 11 décembre 1917, proclamé le rétablissement de la Lituanie comme Etat indépendant, uni à l'Empire d'Allemagne par une alliance solide et éternelle et par des conventions se rapportant principalement aux domaines militaire, des transports, douanier et monétaire et ayant demandé l'appui de l'Empire d'Allemagne, et les liens politiques dans lesquels s'est trouvée jusqu'ici la Lituanie ayant été dissous, nous chargeons par la présente Notre Chancelier d'Empire, le Comte d'Hertling, de déclarer à la Taryba lituanienne que, sur la base de la déclaration ci-dessus indiquée de la Taryba lituanienne, du 11 décembre 1917, nous reconnaissons, au nom de l'Empire d'Allemagne, la Lituanie comme un Etat libre et indépendant et que Nous sommes prêt à lui accorder l'aide et l'appui sollicités pour son rétablissement. Nous mettons à ce qui précède la condition que les conventions à conclure devront tenir compte des intérêts de l'Empire d'Allemagne aussi bien que des intérêts lituaniens et que la Lituanie supportera sa part des charges de guerre de l'Allemagne, qui servent aussi à sa libération.

Nous donnons en même temps à Notre Chancelier d'Empire pleins pouvoirs pour prendre, d'accord avec les représentants de la population de la Lituanie, les mesures nécessaires en vue du rétablissement de l'Etat lituanien indépendant et pour mettre en œuvre ce qui sera utile en vue de la constitution d'une alliance solide avec l'Empire d'Allemagne et de la conclusion des conventions prévues et nécessaires à cet effet.

Nous avons signé de Notre propre main la présente, destinée à faire foi des décisions ci-dessus et Nous l'avons munie de notre sceau.

GUILLAUME I. R.

Donné au Grand Quartier Général, le 23 mars 1918.

Comte d'HERTLING.

N° XLII.

Télégramme de la Délégation lituanienne à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL.

Le Président et la délégation de la Taryba, à qui M. le Chancelier de l'Empire a communiqué aujourd'hui la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, se permet d'exprimer à Votre Majesté la plus vive et la plus inaltérable gratitude de ce que le grand et puissant Empire d'Allemagne a bien voulu donner la liberté au peuple lituanien qui, durant des siècles, a si durement souffert, et a le premier parmi toutes les puissances reconnu son indépendance. Nous sommes heureux de pouvoir exprimer le ferme espoir que l'Allemagne et la Lituanie, en bons voisins, travailleront en commun à la noble œuvre de paix et de reconstruction.

Berlin, le 23 mars 1918.

SMETONA, Président, SAULYS, STAUGAITIS et VILEISIS, délégués.

N° XLIII.

Sa Majesté l'Empereur a répondu ainsi qu'il suit au télégramme que lui avait adressé la Délégation lituanienne :

Monsieur le Président Smetona,

Je vous adresse, à vous, M. le Président, et aux membres de la Délégation lituanienne, l'expression de ma gratitude pour le télégramme qui m'a été adressé à l'occasion de la reconnaissance de l'Etat lituanien indépendant. J'ai été heureux de ce que la marche triomphale de mes troupes ait libéré la Lituanie et m'ait permis de rétablir la Lituanie comme Etat libre et indépendant. L'oppression de sa vie nationale a ainsi cessé après une longue période de souffrances. J'ai la profonde conviction que la Lituanie se développera rapidement comme

Etat et que les relations étroites qui doivent s'établir, à partir de ce moment, entre la Lituanie et l'Empire d'Allemagne, garantiront et activeront ce développement.

GUILLAUME, Imperator, Rex.

Conforme : F. GILSA, capitaine.

N° XLIV.

Berlin, le 24 mars 1918.

A Son Excellence le Nonce Eugène Pacelli,

MUNICH.

Excellence,

Au nom de la Taryba lituanienne, la Délégation plénipotentiaire : Dr S. Saulys, J. Staugaitis, Jonas Vileisis, a présenté le 23 mars la déclaration ci-après à M. le Chancelier de l'Empire, à Berlin :

(Suit la déclaration N° XL).

Ensuite de cette déclaration, M. le Chancelier de l'Empire a, le 23 mars, au nom de l'Empire d'Allemagne et sur l'ordre de Sa Majesté l'Empereur, reconnu la Lituanie comme « un Etat libre et indépendant ».

La Délégation plénipotentiaire de la Taryba a l'honneur de porter ces faits à la connaissance de Votre Excellence et vous prie de bien vouloir communiquer le plus rapidement possible à Sa Sainteté le Pape la proclamation de la Lituanie libre et indépendante, ainsi que sa reconnaissance par le Gouvernement allemand. Dès que les circonstances le permettront, l'indépendance de la Lituanie vous sera notifiée personnellement.

La Délégation soussignée prie Votre Excellence de bien vouloir transmettre à Sa Sainteté de reconnaître maintenant déjà la Lituanie comme un Etat libre et indépendant, avec Vilna pour capitale. La Délégation soussignée prie spécialement Sa Sainteté de bien vouloir témoigner sa haute bienveillance à la Lituanie, dont la population s'est toujours montrée particu-

lièrement fidèle au Saint-Siège et de bien vouloir donner la bénédiction apostolique à tout le peuple lituanien et à la Délégation soussignée.

Avec l'expression de notre haute considération, nous avons l'honneur d'être.

De Votre Excellence, les dévoués
D[r] S. SAULYS, J. STAUGAITIS, J. VILEISIS.

N° XLV.

Réponse du Nonce.

Monaco, 30 avril 1918.

Monsieur et très honoré Président,

Je n'ai pas manqué d'examiner en son temps avec le plus grand soin le contenu de votre honorée communication, par laquelle vous et les autres membres de la Délégation plénipotentiaire de la Taryba lituanienne, MM. le Docteur S. Saulys, S. Staugaitis, Jonas Vileisis, vous m'avez fait l'honneur, le 23 mars, de me charger de faire connaître au Saint-Siège la proclamation de l'indépendance de la Lituanie.

Je suis chargé aujourd'hui de communiquer à la Haute Délégation que le Saint-Siège se réjouit vivement des sentiments de piété filiale que vous lui avez témoignés. Il exprime les vœux les plus vifs pour le bien de la population lituanienne dont il connaît et sait apprécier le constant attachement à ses pasteurs et la fidélité à la religion catholique, tels qu'elle les a manifestés dans les circonstances les plus difficiles et les plus dures épreuves. Le Saint-Siège ne manquera pas, de son côté, de favoriser tout ce qui pourra contribuer à la réalisation des aspirations équitables et légitimes de la population lituanienne, et à défendre ses intérêts religieux. Mais, d'autre part, le Saint-Siège, en considération de la situation présente, qui est bien connue de vous, n'estime pas opportun de reconnaître officiellement dès aujourd'hui l'indépendance de la Lituanie.

Tout en vous faisant savoir que le Saint-Père vous adresse de tout cœur, à vous Messienrs et à tous ses chers enfants de Lituanie, la bénédiction apostolique sollicitée, comme gage des bénédictions célestes, j'ai l'honneur de signer, dans les sentiments de la plus profonde estime.

EUGÈNE PACELLI, Archevêque de Sardes, Nonce apostolique.

A M. le Dr SMETONA, Président de la Taryba lituanienne.

N° XLVI.

Le 30 avril 1918.

A Monsieur le Chef de l'Administration militaire de Lituanie,

Fin mars, peu après le retour de Berlin de la délégation lituanienne, le soussigné adressa verbalement au second commissaire auprès de la Taryba lituanienne, M. le 1er lieutenant Kügler, la prière de bien vouloir obtenir pour ladite délégation l'autorisation de partir pour Berlin. Il lui fut répondu que l'autorisation dépendait de Berlin. Dans les premiers jours d'avril, le soussigné apprit par le représentant de l'Office des Affaires étrangères, à Vilna, M. le Conseiller de Légation von Bonin, que le voyage de la Délégation devait être renvoyé, car le Gouvernement impérial n'était pas prêt, pour différents motifs, à recevoir la Délégation. Lui-même, disait-il, devait partir immédiatement pour Berlin où il apprendrait quelle était l'attitude de l'Office des Affaires étrangères relativement au voyage en question.

Le soussigné apprit de M. le 1er lieutenant Kügler que la Délégation lituanienne pourrait probablement partir pour Berlin au milieu d'avril.

Le 8 avril, le soussigné et le Dr Saulys soumirent la question du voyage de la Délégation à Berlin à Son Excellence von Falkenhausen et à M. le Capitaine von Gayl, à Kovno. On leur déclara que le voyage ne pourrait avoir lieu que

vers la fin d'avril, attendu que le Gouvernement impérial n'avait pas encore pris position relativement aux affaires lituaniennes. Son Excellence von Falkenhausen déclara toutefois que les membres de la présidence de la Taryba, particulièrement le président, pourraient partir pour l'Allemagne pour y traiter des autres affaires.

Se basant sur ces déclarations, le soussigné pria Son Excellence von Falkenhausen de lui donner, pour lui et pour l'abbé Staugaitis, Vice-Président de la Taryba, l'autorisation de partir le 12 avril pour Berlin et Munich en vue de traiter des affaires ecclésiastiques de la Lituanie.

Le 10 avril, M. le 1er lieutenant Kügler exprima à l'administration des doutes sur la question de savoir si l'autorisation du voyage serait obtenue : cela dépendait du Commandement en Chef des forces de l'Est et de Berlin, auxquels avait été adressé un télégramme dans lequel il demandait à Son Excellence l'autorisation du voyage relatif aux affaires ecclésiastiques de la Lituanie pour lui et pour l'abbé Staugaitis.

Il n'a été répondu jusqu'à ce jour ni à la demande du 8 avril, ni au télégramme.

Le retard apporté à l'autorisation de voyage, d'une part pour la Délégation de la Taryba, de l'autre pour les deux représentants chargés de la défense des intérêts ecclésiastiques, cause au soussigné, ainsi qu'à toute la Taryba, de graves soucis. Ce retard peut difficilement se concilier avec les espérances justifiées suivant lesquelles la reconnaissance de l'indépendance apporterait une amélioration dans les rapports avec les offices compétents. Le retard contrevient aussi à une promesse faite formellement par les autorités allemandes. Lorsque la Délégation de la Taryba se vit dans l'obligation de quitter Berlin plus tôt que cela était prévu, M. le Conseiller secret Nadolny déclara que la Délégation lituanienne ne se heurterait à aucune difficulté si elle estimait désirable de revenir à Berlin tout de suite après Pâques.

Le peuple lituanien supporte les charges économiques les plus fortes en comprenant parfaitement leur nécessité ; mais le rejet de désirs équitables, rejet qu'il est difficile de comprendre,

ne semble pas être de nature à fortifier la confiance que le peuple lituanien doit et veut accorder au Gouvernement allemand.

C'est pour ce motif que le soussigné vous prie de bien vouloir lui dire si les autorités compétentes ont pris une décision relativement à la date à laquelle la Délégation lituanienne sera autorisée à se rendre à Berlin et si le soussigné et l'abbé Staugaitis obtiendront l'autorisation de se rendre à Berlin et à Munich relativement à des affaires ecclésiastiques.

En cas de refus, le soussigné vous prie de bien vouloir lui indiquer les motifs du refus ; il a la ferme conviction que l'autorisation paraît indiquée aussi bien dans l'intérêt de l'Allemagne que dans celui de la Lituanie.

Le Président de la Taryba lituanienne :

A. SMETONA.

N° XLVII.

A Monsieur le Chef de l'Administration militaire de la Lituanie.

Dans les séances du 25 au 27 avril, on a discuté à la Taryba lituanienne *l'agitation* faite en faveur d'une union personnelle entre la Lituanie et l'Empire d'Allemagne ou la Prusse. Bien qu'en raison des limitations actuelles de transport il soit difficile de se procurer les matériaux documentaires, les faits portés à la connaissance de la Taryba sont tels qu'ils forcent la Taryba à prendre position à leur égard.

Il est loin de l'idée de la Taryba de vouloir empêcher des membres du peuple lituanien d'exprimer leurs opinions. La Taryba passerait également à l'ordre du jour sur le fait que certains milieux, tout en intervenant en faveur de l'union personnelle, prennent position contre la Taryba et ont apparemment l'intention de l'écarter complètement dans la construction du nouvel édifice de l'Etat. Elle le ferait dans la conviction inébranlable qu'elle représente le vœu de la majorité écrasante du peuple lituanien, tandis que les agitateurs appartiennent à la moindre des minorités nationales.

Mais, comme la Taryba est reconnue par l'Allemagne comme la seule représentation légitime du peuple lituanien, il n'est guère admissible que, ainsi que cela est communiqué de source sûre, des organes de l'administration allemande appuient, dans différents cas, l'agitation contre la Taryba.

Le commandant d'arrondissement de Radzivilichki a, ainsi qu'on l'a appris, fait répandre le 7 avril par des gendarmes de l'arrondissement environ 100 invitations à une assemblée à Chavli pour le 10 avril. L'organisateur de l'assemblée qui ne put être convoquée, le propriétaire foncier Alexandre Ertel, vit mettre à sa disposition par des autorités du district de Chavli une automobile en vue de son agitation. Des gendarmes ont promis à des paysans qu'ils seraient libérés de réquisitions et de punitions s'ils signaient la déclaration en vue de l'union personnelle avec l'Allemagne.

Le 9 avril, le commandant de district de Kurchany, M. Voigt, a organisé une assemblée dans laquelle il tenta en vain, à une seule exception, de faire signer les assistants en faveur d'une union personnelle.

De l'agitation a été faite ailleurs d'une manière analogue et avant tout par le comte Kayserlingk, du district de Ponieviez.

Comme il était obligé, dans ces buts d'agitation, de visiter les districts de la Lituanie, il a évidemment trouvé à cette occasion tolérance et protection de la part des bureaux officiels. Dans la proclamation répandue par lui et reproduite ici se trouve le passage suivant : « Si des exigences en faveur de l'indépendance de la Lituanie ont été posées brusquement à l'heure actuelle par la Taryba inconsciente, ceci s'est produit sans que la Taryba y ait été autorisée ou ait reçu une procuration à cet effet de la part des habitants de la Lituanie et sans que la plus grande partie de la population lituanienne ait pu prendre position à ce sujet. Mais nous soussignés, sommes certains qu'un Etat indépendant lituanien irait au-devant d'un avenir désespéré, deviendrait un jouet entre les mains de différentes nationalités et un tremplin pour des politiques ambitieux et égoïstes, et parviendrait très rapidement aux mêmes maux que ceux qui déchirent actuellement la Russie * ».

Voir annexe ci-jointe.

La Taryba est persuadée que l'administration allemande ne saurait approuver qu'une semblable agitation pût trouver de l'appui auprès d'Allemands occupant des fonctions officielles.

La Taryba prie Monsieur le Chef de l'Administration militaire d'empêcher que les autorités inférieures favorisent de quelque manière que ce soit une agitation démagogique de ce genre contre la Taryba.

Sig. SMETONA
Président de la Taryba lituanienne.

Annexe du N° XLVII.

Proclamation des Agents allemands.

Maintenant que par suite de la conclusion de la paix entre les Puissances centrales alliées et la Russie, la Lituanie a été définitivement enlevée à la souveraineté de la Russie et doit fixer elle-même son sort futur en union avec l'Allemagne, les soussignés et avec eux une grande partie des habitants de la Lituanie qui ne se sont pas fait connaître, se présentent sur les marches du trône de Votre Majesté Impériale et Royale pour la prier humblement, comme l'ont fait l'Assemblée et le Landrat de Courlande, de placer également notre pays sous le sceptre glorieux de Votre Majesté et d'accepter la couronne grand-ducale de Lituanie pour Elle et pour ses successeurs. Ce n'est que par l'union la plus étroite au pays de Votre Majesté que nous espérons pour notre patrie un développement tranquille et paisible et nous ne voyons la sûreté de la Lituanie garantie pour l'avenir que dans des conditions relatives aux questions militaires, douanières, de transport, de poids et mesures et monétaires, ainsi que dans des conventions d'autre nature avec l'Empire d'Allemagne.

Si des exigences en faveur de l'indépendance de la Lituanie ont été posées brusquement à l'heure actuelle par une Taryba inconsciente, ceci s'est produit sans que la Taryba y ait été autorisé ou ait reçu une procuration à cet effet de la part des habitants de la Lituanie et sans que la plus grande partie de la population lituanienne ait pu prendre position à ce sujet.

Mais nous soussignés, sommes certains qu'un Etat indépendant lituanien irait au-devant d'un avenir désespéré, devien-

drait un jouet entre les mains de différentes nationalités et un tremplin pour des politiques ambitieux et égoïstes, et parviendrait très rapidement aux mêmes maux que ceux qui déchirent actuellement la Russie.

Seul un gouvernement fort et juste sous Votre Majesté, en laquelle nous avons la plus absolue confiance, peut guérir les blessures que la guerre a apportées à notre malheureux pays et y faire de nouveau le bonheur et la paix.

Et notre plus cher espoir et humble prière tendent dès lors à ce que Votre Majesté impériale et royale veuille bien faire examiner et accepter notre offre de la couronne grand-ducale de Lituanie. Sous ce nom nous entendons la Lituanie ethnographique.

N° XLVIII.

Vilna, le 18 mai 1918.

A Monsieur le Chef de l'Administration militaire de la Lituanie.

Comme, par suite de la fin de l'état de guerre avec l'Empire russe, les considérations militaires elles-mêmes ne s'y opposent plus dans la même mesure qu'autrefois, je me permets de demander, au nom de la Taryba lituanienne, des facilités pour les relations entre les habitants de la Lituanie et de solliciter avant tout que l'interdiction des relations entre les habitants des différents districts soit rapportée. Celui qui veut acheter dans le district voisin du bétail ou des instruments, qui veut y chercher de l'argent auprès de ses parents, doit, avec les restrictions actuelles, étant donné que la langue allemande et les ordonnances des autorités sont nouvelles pour lui, attendre si longtemps une autorisation de voyage que son bénéfice économique et le revenu de son bien en sont inutilement diminués. Le secours du médecin et du chirurgien est souvent empêché par le fait que celui-ci ne peut franchir les frontières de son district. Le sentiment religieux de la population qui devrait être encouragé en vue d'affermir l'Etat est sensiblement affecté par l'interdiction de visiter les lieux de pèlerinage

situés de l'autre côté de la frontière du district. L'effort fait en vue d'éclairer les populations et qu'accomplissent loyalement des Lituaniens souffre gravement du fait de la limitation des transports, tandis que l'agitation bolcheviste et pan-polonaise peut continuer d'une manière déloyale son travail secret de destruction contre l'Etat lituanien. Le travail vivement désirable en vue d'organiser le système coopératif n'est possible que si les transports sont libres.

Si les motifs que l'on fait valoir contre l'autorisation des communications libres devaient paraître valables aujourd'hui encore, le soussigné sollicite le droit de libre parcours pour les membres de la Taryba et de ses commissions et demande s'il ne serait pas indiqué d'accorder à ces représentants de l'Etat lituanien le prix de voyage simple.

A. SMETONA,

Président de la Taryba lituanienne.

N° XLIX.

Vilna, le 6 juin 1918.

A Monsieur le Chef de l'Administration militaire de Lituanie.

La Taryba lituanienne ayant proclamé l'indépendance de la Lituanie et cette dernière ayant été reconnue par le Gouvernement impérial allemand, la tâche nouvelle de la Taryba consiste à élaborer les bases de l'administration pour l'Etat rétabli afin de libérer graduellement et d'une manière appropriée les autorités allemandes des charges de l'administration d'occupation. La Taryba lituanienne, comme seule représentation autorisée du pays, devrait élaborer le système administratif et prendre ensuite graduellement les fonctions administratives d'accord avec les autorités allemandes d'occupation. Dans ce but, la Taryba devrait acquérir le pouvoir nécessaire et répartir le travail en branches d'administration (Départements) qui auraient ensuite à désigner, en contact avec la Taryba lituanienne et sous sa haute direction, les organes de l'administration provisoire nécessaires pour les temps prochains

en vue de réorganiser le pays. Ces organes doivent également avoir pour but de présenter les projets relatifs aux futurs rapports vis-à-vis de l'Empire d'Allemagne, sur la base des conventions encore à conclure de la part de l'Etat lituanien, ceci d'une manière conforme à la situation telle qu'elle existe par suite de la déclaration d'indépendance et de sa reconnaissance. Ces travaux préparatoires ont été discutés en détail à plusieurs reprises au sein de la Taryba et de ses commissions, et le système usité de ministères ou de départements a été adopté, et ceci selon la répartition suivante : Armée, Finances, Instruction, Justice, Agriculture, Commerce et Transports, ainsi que le Département politique et le Département de l'Intérieur. En vue de l'exécution de cette tâche, la Présidence estime d'ores et déjà indispensable de disposer, pour le début, d'une somme de 1.000.000 de M. provenant des revenus du pays.

En priant Votre Excellence de bien vouloir mettre cette somme à sa disposition sur les recettes du pays, la Présidence demande en même temps de faire verser le plus tôt possible une avance de 200.000 M. pour les travaux d'organisation qui devront commencer sans délai.

En outre, en vue de faire face aux dépenses de la Présidence de la Taryba et de son bureau, ainsi que pour les émoluments aux membres de la Taryba pour participation aux séances et pour leurs voyages de service, en vue, ensuite, de faire face aux dépenses des commissions permanentes, telles que, par exemple, la Commission de réclamations et la Commission de rapatriements, la Présidence prie Votre Excellence de bien vouloir accorder sur les recettes du pays, pour une durée de trois mois, à partir du 1er mai, la somme de 96.150 M., à répartir ainsi qu'il suit :

Pour la Présidence et son bureau	M.	40.200
Pour émoluments aux membres	M.	30.000
Pour la commission des réclamations...........	M.	10.950
Pour la commission des rapatriés et des prisonniers	M.	15.000
Total	M.	96.150

Signatures du Président et du Secrétaire général.

N° L.

Vilna, le 8 juin 1918.

A Son Altesse Royale Monsieur le Commandant en Chef des forces de l'Est.

QUARTIER GÉNÉRAL.

La Présidence de la Taryba lituanienne a l'honneur de s'adresser à Votre Altesse Royale dans la circonstance suivante :

En 1915, Monsieur le Commandant en Chef des forces de l'Est a promulgué des « Directions en vue d'un rétablissement du système scolaire », suivant lesquelles la langue allemande devait être introduite, dans le territoire, nouvellement occupé alors, comme objet obligatoire d'enseignement avec le plus grand nombre possible d'heures depuis les degrés inférieurs jusqu'aux degrés supérieurs et ceci même dans les écoles populaires.

Les directions ne purent être mises en pratique chez nous par suite du manque d'instituteurs connaissant la langue allemande ainsi que par les fortes objections de caractère pédagogique analogues à celle qu'en Flandre par exemple les autorités allemandes elles-mêmes, notamment l'ancien gouverneur général von Bissing partagèrent entièrement en ce qui concerne l'enseignement de la langue française dans les écoles populaires flamandes. Ainsi que l'on devait s'y attendre, les mesures coercitives mises en œuvre en vue de l'exécution de cette ordonnance par les autorités d'occupation firent naître dans le pays martyrisé par suite des événements de la guerre un fort mécontentement, car la population ne pouvait pas apprécier ces mesures des autorités allemandes différemment de mesures russes de même nature qui avaient été appliquées récemment dans des buts de russification par le gouvernement tsariste russe.

A l'heure actuelle où la question politique de la Lituanie a été éclaircie d'une manière suffisante par la proclamation et la reconnaissance faite au nom de S. M. l'Empereur d'Allemagne de l'Etat lituanien libre et indépendant, les directions et ordonnances en question ici ne peuvent plus être conformes

à l'esprit de la nouvelle situation politique, attendu qu'elles n'ont aucun rapport avec les nécessités de la guerre.

Cependant, il a été porté à la connaissance de la Présidence de la Taryba que le commandant de place de Vilna a fait savoir le 28 mai dernier dans les écoles populaires qu'à partir du 1er juin l'enseignement obligatoire de l'allemand devait être introduit dans toutes les écoles populaires ainsi qu'il suit : dans le premier degré 3 heures, dans le second 4 heures et dans le troisième 6 heures par semaine et que, si ces ordonnances n'étaient pas suivies, les écoles seraient immédiatement fermées. Et comme cette ordonnance ne put, pour des causes matérielles et pour des motifs de principe, être mise à exécution, les écoles lituaniennes de Vilna furent fermées le 3 juin par ledit commandant de place. Ainsi que cela a été rapporté à la Présidence de la Taryba, les mesures en question doivent être étendues maintenant à toute la Lituanie.

En considération du fait que les directions et ordonnances en question relatives à l'enseignement obligatoire de l'allemand dans les classes populaires ne sont nullement justifiées par des nécessités de guerre et sont en contradiction avec la nouvelle situation politique de fait, ainsi qu'en considération des rapports amicaux à établir entre la Lituanie et l'Allemagne, rapports qui ne peuvent être que troublés par des mesures de ce genre, la Présidence de la Taryba lituanienne se permet de prier Votre Altesse Royale de bien vouloir mettre fin à l'exécution de l'ordonnance en question, de supprimer complètement l'enseignement obligatoire de la langue allemande dans les écoles populaires et d'inviter les autorités compétentes à traiter à l'avenir en accord avec la Taryba lituanienne les questions scolaires jusqu'à ce que les écoles aient déjà passé à l'administration lituanienne.

Le Président de la Taryba lituanienne

A. SMETONA.

Le Secrétaire général

J. SERNAS.

Il fut répondu à cette lettre le 6 juillet 1918 (voir LI).

N° LI.

Commandant en Chef Est

Division V

—

N° 809

A la Présidence du Conseil d'Etat lituanien de la part de M. le Chef de l'Administration militaire de la Lituanie.

VILNA.

Je réponds ainsi qu'il suit à la requête du 8 juin 1918, N° 362, adressée par la Présidence de la Taryba lituanienne :

Il n'est pas conforme à la réalité de prétendre que l'enseignement de l'allemand prévu dans les « Directions » n'a pas pu être donné pour des raisons matérielles et pour des motifs pe principe. Maintenant que de nombreux cours de formation et de perfectionnement pour instituteurs et institutrices ont formé suffisamment de maîtres en vue de l'enseignement de l'allemand, ce dernier est donné, d'une manière conforme aux exigences des « Directions », dans toutes les écoles de la Lituanie, à la seule exception des quatre classes populaires lituaniennes de Vilna.

La question de savoir si des motifs de caractère pédagogique ou médical s'opposent à l'introduction de l'enseignement de la langue allemande dès le degré inférieur a été examinée sérieusement par mon expert. Il en est résulté que cela n'est nullement le cas. L'habitude de parler deux langues telle qu'elle existait précédemment déjà et une facilité de langage acquise de ce fait font que les enfants de ce pays sont en mesure dès leur plus jeune âge d'apprendre une seconde langue sans que leur développement corporel et intellectuel en éprouve du dommage.

Si en Flandre les autorités allemandes ont pris une attitude hostile vis-à-vis de l'enseignement du français, ceci provient en partie du fait qu'à l'heure actuelle l'enfant des écoles populaires n'a guère l'occasion, dans ce pays-là, d'entendre ou de lire un mot de français. En Lituanie, par contre, par leurs relations journalières avec les autorités et les soldats allemands ainsi que par la lecture des inscriptions et avis allemands de

toute nature, les enfants sont rendus aptes dans une forte mesure à l'étude de la langue allemande.

Je ne puis admettre la tentative de comparer l'introduction de l'enseignement de la langue allemande avec les mesures russificatrices du gouvernement tsariste. La Taryba sait que sous la domination russe tout enseignement, à l'exception de la religion, devait être donné en Lituanie en langue russe et que le lituanien ne pouvait pas même être enseigné comme branche d'instruction. En revanche, l'école des « Directions » met un grand prix à ce que les enfants étudient d'abord à fond leur langue maternelle et, à l'exception des quelques heures d'allemand, toutes les matières sont enseignées dans la langue du pays. Sur 20 à 28 leçons hebdomadaires du degré inférieur, trois leçons seulement sont prévues pour l'allemand, sur 26 à 34 leçons du degré moyen seulement quatre, sur 28 à 36 du degré supérieur seulement six. On ne peut donc pas parler d'une violence faite au caractère national de l'école lituanienne. Le fait que, malgré ce nombre minime d'heures des progrès satisfaisants sont accomplis dans l'étude de l'allemand même dans le degré inférieur confirme que les objections soulevées contre cet enseignement ne peuvent être soutenues.

Les rapports parvenus à la Présidence de la Taryba relativement à l'État d'esprit régnant parmi les parents me semblent quelque peu unilatéraux. En tant que cela peut être observé ici, on ne saurait parler d'un mécontentement général contre l'enseignement de l'allemand. Au contraire, des parents, appréciant à leur juste valeur les avantages qu'en ont retiré leurs enfants, ont exprimé à plusieurs reprises leur satisfaction de ce que les enfants ont, à l'école, l'occasion d'apprendre la langue allemande.

La question de savoir dans quelle mesure les « Directions » devront être modifiées à l'avenir en considération de la future organisation économique et politique de la Lituanie a été mûrement examinée par moi : A l'heure actuelle, j'estime que la situation n'est pas suffisamment éclaircie pour une modification des dispositions en vigueur qui, particulièrement en ce qui concerne l'enseignement de la langue allemande, ont obtenu

l'assentiment des autorités ecclésiastiques de l'Eglise catholique-romaine et ont en général fait de bonnes preuves.

Les quatre écoles lituaniennes de Vilna ont été fermées par le commandant de place parce que leurs maîtres ne se sont pas conformés à l'ordre qui leur avait été formellement donné de commencer l'enseignement de l'allemand pour le degré inférieur également, à raison de trois heures par semaine. Tout en regrettant vivement cet incident en soi, je ne vois pas de motif pour annuler la mesure prise par le commandant de place. L'intérêt de l'Etat exige qu'un ordre donné soit suivi. L'école, qui exige avec raison des élèves une obéissance sans condition a pour but en premier lieu de servir de modèle et de suivre les ordres de l'autorité.

En outre, j'attache une grande importance à ce que les quatre classes populaires lituaniennes de Vilna acceptent l'enseignement de l'allemand. La connaissance d'une seconde langue a, ainsi que cela est reconnu, une grande valeur. Je ne crois pas pouvoir prendre sur moi la responsabilité de ce que la jeunesse lituanienne reste en ce domaine en arrière des Polonais et des Juifs. De nombreux cercles de la population lituanienne ne comprendraient pas que dans la capitale du pays les écoles polonaises et juives aient l'avantage de posséder l'enseignement de la langue allemande et que les écoles lituaniennes, en revanche, ne l'aient pas.

Je crois pouvoir espérer que la Présidence de la Taryba ne voudra pas méconnaître ces raisons et que la solution la meilleure pour les parents et les élèves sera que les maîtres d'école soient engagés à déclarer immédiatement au commandant de place qu'ils sont prêts à donner l'enseignement de la langue allemande de la manière prescrite et à rendre possible ainsi la prompte réouverture des écoles.

La question de savoir dans quelle mesure les « Directions » doivent être modifiées et dans quelle mesure l'enseignement dans les écoles populaires et supérieures de la Lituanie doit être transformé, sera tranchée ultérieurement ainsi que cela a déjà été dit. Pour sa solution, la collaboration de la Taryba sera en tout temps bienvenue. Je serais heureux si la Taryba pouvait soumettre le plus tôt possible à M. le Chef de l'adminis-

tration militaire de la Lituanie un programme scolaire, exprimant ses vœux relativement à la future organisation du système scolaire lituanien. On aurait ainsi l'occasion de procéder à un échange d'idées et, en tenant compte des expériences faites jusqu'ici, on pourrait organiser un système scolaire tenant compte des besoins politiques et économiques de la Lituanie et devant être fécond, d'une manière durable, pour le pays.

De la part du Commandant en chef des forces de l'Est :
WALDERSEE.

No LII.

A Son Altesse Royale Monsieur le Commandant en Chef des forces de l'Est,

QUARTIER GÉNÉRAL.

La Présidence de la Taryba lituanienne a l'honneur de présenter à Votre Altesse Royale la requête suivante :

La population souffre d'une façon particulièrement pénible du fait que le bétail, jusqu'à la dernière vache, doit être livré pour les besoins de l'armée. La Commission des réclamations de la Taryba lituanienne s'est vue dès lors amenée à adresser à M. le Chef de l'administration militaire de la Lituanie la prière de ne pas sacrifier la dernière vache du paysan lituanien aux besoins de l'armée. La réponse faite à cette requête fut qu'il était impossible, en principe, de procéder autrement.

La livraison de la dernière vache atteint la population d'une façon particulièrement grave dans ses intérêts économiques et altère dans une forte proportion la nourriture populaire.

Cette mesure enlève aux familles dont la dernière vache a été emmenée l'espoir de pouvoir acquérir une vache à l'avenir, attendu que les prix du bétail ne sont pas à la portée de la plupart des familles. L'augmentation des exploitations ne possédant pas de vaches rendra plus difficile dans une très forte proportion, la restauration économique du pays.

En outre, cette mesure fait sur la population une impres-

sion particulièrement pénible, qu'il serait sans aucun doute de l'intérêt de l'Allemagne de dissiper.

La Présidence de la Taryba lituanienne prend dès lors la liberté de prier Votre Altesse Royale de bien vouloir soustraire la dernière vache aux réquisitions pour les besoins de l'armée.

SMETONA,
Président de la Taryba lituanienne.

SERNAS, J.
Secrétaire général.

N° LIII.

Vilna, le 12 juin 1918.

A Son Altesse Royale Monsieur le Commandant en Chef des forces de l'Est,

QUARTIER GÉNÉRAL.

Nous apprenons qu'à la suite de l'occupation par les troupes allemandes de nouveaux territoires de la Russie lors de la dernière offensive allemande contre la Russie, l'ancien territoire d'opérations sera incorporé au territoire d'étapes. Ce nouveau territoire d'étapes tombe dès lors, en ce qui concerne les livraisons forcées, les réquisitions, etc. sous les mêmes prescriptions que l'ancien territoire d'étapes.

Or, ce nouveau territoire d'étapes a été éprouvé d'une façon particulièrement dure par les deux dernières années de la guerre.

A été particulièrement éprouvée la bande, large de 25 kilomètres environ, où s'est trouvé le front pendant ces deux dernières années de la guerre.

Le pays est resté dans sa plus grande partie inculte et parmi la population sévit la famine. La Taryba lituanienne se permet de prier Votre Altesse Royale de bien vouloir faire tenir compte d'une manière spéciale, lors des livraisons forcées,

réquisitions, séquestres, etc., de la situation difficile du territoire en question.

A. SMETONA,
Président de la Taryba lituanienne.
J. SERNAS,
Secrétaire général.

N° LIV.

Vilna, le 17 juin 1918.

A Son Excellence le Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

Excellence,

Le Président soussigné de la Taryba lituanienne vous prie par écrit de bien vouloir l'entendre, car, malgré ses demandes réitérées, il lui a été impossible de parler personnellement à Votre Excellence ou à son représentant à Berlin. Le soussigné est amené à cette démarche d'abord par le souci que lui cause le pays lituanien gravement atteint et avant tout par la conscience de sa responsabilité relativement à l'avenir des rapports communs entre l'Allemagne et la Lituanie.

Le peuple lituanien a patiemment supporté jusqu'ici les conséquences de la guerre et les charges de l'occupation, attendu que la création de la Taryba, la déclaration d'amitié avec l'Empire d'Allemagne, la proclamation de l'indépendance de la Lituanie, firent naître l'espoir d'obtenir prochainement, dans une mesure considérable, la liberté économique et civile. Or, la guerre à l'Est est terminée depuis des mois, et cependant la situation s'est aggravée. La confiance du peuple lituanien est ébranlée ; s'il ne se produit pas une amélioration, le danger croîtra de voir cette confiance s'effacer au point que son rétablissement devienne impossible.

Le soussigné s'adresse plein de confiance à Votre Excellence, non pas pour se plaindre, mais pour établir qu'en suivant la même voie le but de l'acte du 23 mars ne pourra être atteint ni pour l'Allemagne ni pour la Lituanie.

La situation de la population agricole est intolérable. Les domaines se trouvent pour la plupart sous l'exploitation forcée

de l'administration militaire. Les propriétaires doivent, s'ils veulent être mis en possession de leurs biens, payer la plupart du temps des sommes considérables, alors que les propriétaires exploitant eux-mêmes ou leurs administrateurs ont pu réaliser dans les trois dernières années des bénéfices nets considérables. Le comité économique fait cultiver les biens par contrainte, moyennant salaires, par des paysans qui doivent négliger leur propre exploitation. Les salaires payés sont inférieurs aux salaires de paix. Ce qui est obtenu de cette manière dans les grands domaines est obtenu aux dépens de la propre exploitation du paysan. L'effet moral est encore plus déplorable ; la foi dans le droit et l'ordre est détruite, les travaux forcés sont considérés comme le retour de l'esclavage depuis longtemps disparu.

La suppression des travaux forcés ramènerait la confiance dans la justice. Comme, depuis la paix, les forces ouvrières reviennent en abondance, il ne manquerait pas d'ouvriers pour les domaines s'ils étaient payés dans une proportion correspondant aux prix élevés. Il n'y a pas à craindre une diminution de rendement car la campagne non cultivée ou mal cultivée pourrait l'être alors d'une manière régulière.

Les forêts, la seule richesse du pays, sont abattues dans une mesure que ne justifierait guère un besoin même considérable. Pour ce travail également les ouvriers sont engagés par contrainte pour un salaire modique.

On procède à de nouvelles réquisitions, malgré les prières tendant à faire épargner le troupeau, réduit dans une proportion anormale. Le soussigné reçoit du pays entier et de toutes les classes de nombreuses réclamations desquelles il ressort que les charges sont réparties d'une manière très inégale et que de nombreuses exploitations sont ruinées par des réquisitions faites sans scrupules. Malgré de nombreuses demandes, le montant des charges n'est pas porté à la connaissance des intéressés ; le Lituanien ne sait pas combien il a l'obligation de donner et il arrive à croire d'une manière générale qu'il lui est enlevé plus que ce qu'il aurait l'obligation de fournir. Lorsqu'une fois le montant des livraisons à faire eût été publié dans les journaux, il régna une satisfaction générale de ce qu'il n'avait

pas été demandé beaucoup. Pour rétablir la confiance, on devrait obtenir que les objections contre la publication des charges fussent retirées.

Le renouvellement de la représentation communale telle qu'elle existait même du temps de la domination russe, renouvellement désiré depuis longtemps, contribuerait aussi beaucoup à calmer la population. Tous les Lituaniens constatent avec épouvante les progrès du banditisme. Votre Excellence est informée du nombre considérable de troupes qu'absorbe la lutte contre les bandits. Même de l'aveu d'offices allemands, on n'est pas parvenu à écarter cette plaie du pays. La défense de porter des armes livre les habitants du pays sans protection à la cruauté raffinée des bandits. Si, épouvanté par les souffrances terribles infligées à sa femme, à ses parents et à ses enfants, il se laisse amener à consentir aux demandes des bandits, il est sévèrement puni. La propriété, la santé et la vie ne sont pas sûres dans les campagnes. Si l'autorisation de porter des armes était accordée à des hommes sûrs qui, par leur propriété et leur famille, donnent toute garantie contre des abus, cette mesure aurait des conséquences plus favorables que l'envoi de troupes, auxquelles les bandits échappent.

Les travaux forcés, les dures réquisitions, le manque de protection contre les bandits détruisent les bases de la communauté paysanne. La notion de la propriété privée disparaît, la foi en un avenir meilleur diminue et, avec elle, la confiance en la solution de la question lituanienne suivant l'esprit de l'acte du 23 mars.

Le peuple lituanien a, par un dur travail et de grosses livraisons de denrées alimentaires, aidé l'Empire d'Allemagne à tenir contre le blocus de la faim ; il a livré proportionnellement plus que la Pologne et que la Courlande. La Lituanie ne l'a pas fait comme un ancien adversaire contraint à la neutralité mais parce qu'elle croit que son avenir sera assuré par une entente avec l'Allemagne. La raison et l'équité devraient interdire d'imposer de nouvelles charges à ce pays. Ce qui peut encore être réquisitionné en bétail ne sera pas grand'chose à côté des besoins considérables de l'Allemagne. Mais si la dernière tête de bétail est réquisitionnée, l'agriculteur lituanien est

ruiné. D'où doit venir après la guerre le bétail destiné à remplacer le troupeau lituanien diminué ? C'est une erreur que de croire qu'avec des conditions favorables après la guerre, le paysan oubliera ses souffrances. Ces conditions favorables ne se produiront pas ; le Lituanien ne pourra plus avoir aucune confiance en l'Allemagne. Actuellement déjà, la capacité de résistance opposée jusqu'ici à l'agitation bolcheviste et à d'autres agitations hostiles à l'Allemagne, commence à diminuer. A quel point la confiance a souffert est démontré par la tentative faite pour gagner le paysan au système coopératif qui, pourtant, ne lui est pas étranger. Il ne donne pas son argent, parce qu'il croit qu'il le perdrait, comme son bétail. Cette méfiance, qui rend impossible tout pas en avant vers la restauration du pays ne pourra disparaître que par la modification du système suivi jusqu'ici.

Tandis que le paysan lituanien souffre plutôt des difficultés économiques, l'intelligence lituanienne éprouve douloureusement que même ses espoirs les plus modestes relatifs à la restauration de la vie publique ne s'accomplissent pas. L'intelligence lituanienne provient presque entièrement de la campagne ; elle provient même directement de souche paysanne. Les paysans et l'intelligence se tiennent en Lituanie plus étroitement que partout ailleurs. La détresse économique du pays, le danger auquel ses proches sont exposés par suite du banditisme sont ressentis par le Lituanien cultivé comme s'il s'agissait de ses propres intérêts. D'un autre côté, ce serait une erreur de croire que dans la suite on pourra gagner les paysans par des avantages économiques tout en ignorant l'idéal politique de l'intelligence. La désillusion des intellectuels atteindrait profondément le paysan et rendrait possible une propagande hostile aux Allemands. Le nombre des intellectuels lituaniens est plus élevé que ne se le représentent les Polonais et les Allemands, qui se figurent les Lituaniens comme un peuple que l'on pourra dénationaliser sans peine. La majorité des intellectuels lituaniens étaient obligés, avant la guerre, pour des motifs politiques connus, d'utiliser leurs capacités en Russie, en dehors de leur propre patrie. Le service de guerre et l'évacuation ordonnée par le gouvernement russe ont en outre, chassé pendant

la guerre un grand nombre de Lituaniens vers la Russie. Ils sont revenus nombreux et reviendraient tous s'ils avaient l'espoir de gagner leur vie dans leur patrie, d'autant plus qu'ils ont presque tous souffert de graves pertes par suite de la Révolution. Mais tant que l'administration militaire n'aura pas été modifiée, ces juristes, médecins, professeurs, fonctionnaires d'administration, ingénieurs, etc., ne trouveront point de place pour eux dans leur patrie. Il en est de même en ce qui concerne les associations professionnelles. L'association des fonctionnaires et ouvriers de chemins de fer, qui compte des milliers de membres, et d'autres associations envoient des délégations à la Taryba pour demander s'il y a du travail pour elles. La première condition pour que le trafic recommence serait la suppression partielle de l'administration purement militaire. Il n'est pas seulement dans l'intérêt de la Lituanie de mettre ces forces au service de la Lituanie. Il n'est pas possible de baser l'Etat lituanien sur une macédoine de peuples : on ne peut former un Etat seulement avec des Juifs et des Blancs-Russiens. Les Polonais se recommandent comme le seul élément capable de constituer un Etat ; toutefois, indépendamment du fait qu'une Lituanie sous l'influence de la Pologne ne serait nullement à souhaiter pour l'Allemagne, le propriétaire foncier et le citadin polonisés se tiennent éloignés du peuple. Ce n'est que sur l'élément lituanien que l'Etat lituanien pourra être établi. Les couches cultivées de la nation connaissent les limites de la force des Lituaniens, elles savent qu'ils ne peuvent atteindre leur but qu'en coopération et avec l'aide de l'Allemagne. Que cette conviction ne se laisse pas détruire par les souffrances et les restrictions que la guerre et l'occupation entraînent avec elles ! Mais si même après la conclusion de la paix il ne doit se produire aucune amélioration, il existera — et cela ne peut pas être contesté — le danger que l'oppression, la méfiance et les désillusions détruisent entièrement la sympathie existante. Au contraire, si l'on arrive à s'entendre, cette sympathie pourra facilement être maintenue.

La condition première de bonnes relations germano-lituaniennes est que l'on renonce à l'idée de germaniser le pays. L'idée toujours existante dans une partie de la presse allemande

et suivant laquelle la Lituanie devrait être utilisée comme colonie, contribue beaucoup à répandre le trouble, de même que le fait de représenter systématiquement les Lituaniens comme un peuple incapable de culture, idée inspirée du côté polonais. Une censure effectuée dans un sens libéral rendrait la possibilité aux Lituaniens de se défendre eux-mêmes dans la presse allemande. Certaines mesures administratives blessent encore plus vivement l'opinion publique. Le recensement que l'on se proposait et qui a été provisoirement suspendu, donnerait, avec les méthodes de terreur des Polonais, connues même en Allemagne, et les abus de l'Office Ecclésiastique, des résultats favorables aux Polonais, bien que faux. Les Polonais de Lituanie peuvent exciter l'opinion contre la Lituanie dans des journaux interdits mais qui réapparaissent toujours. Jamais encore comme dans ces derniers temps les églises et les fêtes ecclésiastiques n'ont été utilisées pour des démonstrations dans des buts polonais. Le 3 mai 1918 on chanta au service divin solennel dans l'église de Saint-Jean de Vilna: « Accomplis nos rêves sacrés ; unis de nouveau Vilna et Varsovie...»

Les intellectuels lituaniens savent que la connaissance de la langue allemande leur est nécessaire. Il y a un an le soussigné a demandé sans succès pour des adultes lituaniens un maître d'allemand. Mais déjà, pour des motifs pédagogiques valables également pour l'Allemagne orientale, l'enseignement obligatoire en allemand n'est pas désirable dans l'école populaire. Il en est de même pour le motif qu'il est considéré comme le commencement de la germanisation. C'est pour ce motif qu'il a été demandé souvent déjà de le supprimer là où il a été introduit. Cela a d'ailleurs été bénévolement promis. Au lieu de le faire, on a fermé à nouveau plusieurs écoles lituaniennes de Vilna parce qu'elles refusaient de réintroduire l'enseignement de l'allemand dans les classes inférieures. Des mesures de ce genre font naître un grave mécontentement.

Les Lituaniens sont séparés hermétiquement de l'Allemagne. Ils ont salué autrefois avec une grande satisfaction la fondation de la société germano-lituanienne. On espérait de l'Allemagne qu'elle comprendrait la Lituanie et qu'on y trouverait la collaboration nécessaire d'intellectuels allemands pour la restaura-

tion de la Lituanie. Elle a été fondée dans ce but et non pas en vue d'intrigues politiques. Il n'a pas été possible d'entrer en relations avec la société, ni verbalement, ni par écrit. On intima avant Pâques à la Délégation de la Taryba l'ordre de rentrer rapidement à Vilna, en lui assurant qu'après la fête elle pourrait revenir à Berlin. De semaine en semaine on lui fit prendre patience avec des raisons transparentes, mais finalement il devint évident que l'autorisation de faire le voyage serait refusée. On promit au Président de la Taryba de l'autoriser à un voyage à Berlin et à Munich relativement à des affaires ecclésiastiques, mais ce voyage ne fut pas autorisé. On ne s'est certainement pas rendu compte de l'effet déplorable que devaient produire ces mesures contre la Taryba, spécialement après la proclamation de l'indépendance. La Taryba apparaît actuellement uniquement comme un office qui exerce une critique désagréable et transmet des réclamations gênantes sans obtenir grand succès.

Indépendamment des difficultés qu'occasionne la limitation des transports, on manque de moyens pour attirer des spécialistes lituaniens en vue des travaux préparatoires de l'Etat lituanien et pour gagner l'appui de l'Allemagne.

Les adversaires de la Lituanie représentent la Taryba, soit comme achetée par le gouvernement allemand, soit comme une marionnette sans importance. Si elle continue à ne pas obtenir de succès, son autorité disparaîtra auprès de son propre peuple sans que l'on puisse prévoir quelle autorité pourrait remplacer cette institution, reconnue par tous les Lituaniens.

Le soussigné a exposé avec franchise à Votre Excellence les souffrances du peuple lituanien. S'il s'est permis de revenir fréquemment sur les intérêts allemands, il ne l'a pas fait pour des motifs d'opportunité. Comme la plupart de ses camarades d'âge, il a appris à connaître le génie allemand dans un gymnase baltique et il doit à la littérature et à la philosophie allemandes une partie importante de sa culture. La claire idée de la nécessité d'un rapprochement politique et économique avec l'Allemagne est basée sur la conviction que la Lituanie doit attendre les plus grands bienfaits de la culture intellectuelle allemande, qu'elle trouvera en cette dernière le remède contre l'influence

malfaisante nihiliste et anarchiste, qui est venue et qui viendra de l'Est. Le soussigné représentait ouvertement cette manière de voir déjà à une époque où l'on ne pouvait compter sur une séparation de la Lituanie d'avec la Russie.

Le soussigné prie Votre Excellence de bien vouloir contribuer à ce que le peuple lituanien ne perde pas les espérances qu'il fonde sur l'Allemagne.

L'effondrement militaire de la Russie, le recul de la frontière orientale, la conclusion de la paix avec les Etats de l'Est permettent d'accorder au peuple lituanien des facilités qui auparavant n'auraient pas pu lui être données pour des motifs économiques et militaires. Le peuple lituanien compte en premier lieu sur des diminutions ou du moins sur une réglementation équitable des charges économiques, sur la constitution de la représentation communale locale, sur le rétablissement de la sécurité publique, sur la répression du banditisme, sur l'autorisation donnée à ses représentants de se rendre à Berlin, enfin sur la préparation de moyens en vue des travaux de la Taryba.

Les conventions prévues par l'acte du 23 mars ont pour condition l'existence d'un gouvernement lituanien. Si l'on ne veut pas se décider encore à répondre d'une manière définitive à la question touchant la forme du gouvernement, il paraît au moins indiqué d'accorder à l'élément lituanien une part au gouvernement. Il n'existe pas de motif péremptoire de ne pas accorder aux Lituaniens l'administration des écoles, une partie des tribunaux, l'administration des impôts directs, une partie du service d'hygiène, etc. Le maintien de l'oppression ferait naître au plus haut point le mécontentement et préparerait le chemin aux éléments destructifs imbus de doctrines russes et aux prophètes d'une grande Pologne.

Le président de la Taryba lituanienne,

A. Smetona.

N° LV.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 11 juillet 1918 de la Taryba qui fut porté le 13 juillet a la connaissance du chancelier allemand et de l'administration militaire en Lituanie).

Le Conseil Lituanien (Taryba) ayant proclamé l'indépendance de la Lituanie et celle-ci ayant été reconnue par l'Empire allemand, le Conseil Lituanien constate le fait comme fait juridique. Il use donc de son droit et décide de s'appeler dorénavant « Conseil d'Etat Lituanien ».

N° LVI.

La Taryba lituanienne offre à Son Excellence Guillaume, duc d'Urach, comte de Wurtemberg, la couronne royale de Lituanie pour lui et pour les successeurs masculins descendant de lui en ligne directe, par la voie prescrite par la Constitution.

Le Roi prend le nom de Mindaugas II et monte sur le trône lituanien aux conditions suivantes :

I. La forme de l'Etat lituanien est une monarchie établie sur une base démocratique.

II. La Constitution sera élaborée et promulguée par la Taryba d'accord avec le Roi.

III. Les bases de la Constitution sont les suivantes :

Le pays est gouverné par le Roi et par une représentation populaire :

a. L'organe législatif est formé par le Roi et la représentation populaire.

b. Le pouvoir exécutif est exercé par le Roi au moyen du Cabinet des Ministres désigné par lui et contrôlé par la représentation populaire.

c. La représentation populaire se compose de deux Chambres : la Chambre haute (Taryba) et la Chambre basse (Seimas).

d. Chaque loi doit être acceptée par la représentation populaire et confirmée par le Roi.

e. L'initiative de la revision de la Constitution appartient au Roi et à la majorité absolue de la Chambre basse.

f. L'initiative législative appartient au Roi, au Cabinet des Ministres et à quinze membres de la représentation populaire.

g. La Constitution sera revisée dans dix ans, comptés à partir du jour où le Roi montera sur le trône.

IV. En montant sur le trône, le Roi prête le serment de maintenir la Constitution, de défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Lituanie.

V. Le Roi choisit les ministres et les autres hauts fonctionnaires parmi les Lituaniens qui connaissent la langue lituanienne et qui s'en servent.

VI. Le Roi s'engage à garantir le libre exercice des religions.

VII. Le Roi ne peut devenir souverain d'un autre Etat sans le consentement de la représentation populaire.

VIII. Le Roi habite avec toute sa famille en Lituanie ; il ne peut, sans le consentement de la représentation populaire, passer plus de deux mois par an à l'étranger.

IX. La langue lituanienne n'est pas seulement la langue de l'Etat, mais encore la langue de la Cour.

X. Le Roi choisit tous les fonctionnaires de la Cour parmi les Lituaniens qui connaissent la langue lituanienne, et qui s'en servent. Les cinq premières années de son gouvernement, le Roi pourra également appeler des étrangers comme fonctionnaires de la Cour, toutefois sous la réserve que le nombre des étrangers n'excédera pas le tiers du nombre total des fonctionnaires de la Cour.

XI. Les enfants du Roi fréquentent l'école lituanienne et sont élevés en Lituanie. Après avoir achevé leurs études en Lituanie, ils peuvent continuer à étudier à l'étranger.

XII. La liste civile est fixée par la représentation populaire pour chaque nouveau Roi lorsqu'il monte sur le trône.

Vilna, le 4 juin 1918.

A. SMETONA, Président de la Taryba.
J. STAUGAITIS, Vice-président de la Taryba.
Dr S. SAULYS, Vice-président de la Taryba.
J. SERNAS, Secrétaire général de la Taryba.

J'accepte l'offre ci-dessus du trône lituanien pour moi et pour mes successeurs masculins et je déclare accepter les conditions ci-dessus dans toutes leurs parties.

Fribourg-en-Br., 1er juillet 1918.

GUILLAUME, DUC D'URACH,
Comte de WURTEMBERG.

N° LVII.

Conseil d'Etat lituanien. Vilna, le 13 juillet 1918.

A Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

Le Président du Conseil d'Etat lituanien a l'honneur de faire savoir ce qui suit à Votre Excellence :

Dans sa séance du 11 juillet 1918, le Conseil d'Etat lituanien a pris les décisions suivantes :

I. En considération de la situation actuelle de la Lituanie et des événements politiques, le Conseil d'Etat lituanien estime que la forme de gouvernement la plus appropriée à la Lituanie est une monarchie constitutionnelle héréditaire avec, à sa tête, un Roi catholique.

II. Tout en insistant pour une prompte restauration de l'Etat lituanien et pour la constitution rapide du gouvernement lituanien, le Conseil d'Etat lituanien appelle le duc Guillaume d'Urach, comte de Wurtemberg, au trône de Lituanie, et le prie de bien vouloir y monter le plus rapidement possible.

En outre, dans sa séance du 12 juillet courant, le Conseil d'Etat lituanien a nommé une Délégation, composée du Président du Conseil d'Etat M. A. Smetona et des deux Vice-Présidents, MM. Dr J. Saulys et abbé J. Staugaitis, délégation qui a pour tâche de communiquer à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne les décisions du Conseil d'Etat, et à Son Excellence le duc d'Urach comte de Wurtemberg, sa désignation comme Roi de Lituanie.

C'est pour ce motif que la Présidence du Conseil d'Etat prie Votre Excellence de bien vouloir faire en sorte que la possibilité soit donnée le plus rapidement possible à ladite délégation d'accomplir les tâches qui lui sont confiées.

(Suivent les signatures du Président et du Secrétaire général de la Taryba).

N° LVIII.

Service d'information du Bureau de la Presse. Obost IV. *Vilna, ordre du Commandement de l'Est.* Feuille 2, 5.

Tous les journaux et périodiques du territoire administratif de l'Est ont à publier immédiatement en tête du journal ou à la meilleure place de la première page, la nouvelle suivante sans y rien ajouter (les périodiques à caractère purement ecclésiastique ou littéraire sont exclus du présent ordre) :

Sur la question lituanienne.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, l'organe du Chancelier de l'Empire d'Allemagne, publie dans son numéro du dimanche 21 juillet :

« Il y a peu de temps on a fait connaître qu'une association lituanienne avait désigné le duc d'Urach comme Roi de Lituanie. Ainsi que nous l'apprenons, voici ce qu'il en est de cette affaire : Une partie de la Taryba lituanienne s'est, sans le consentement de l'Allemagne, constituée en un Conseil d'Etat lituanien, sur le modèle du Conseil d'Etat polonais, et a ensuite appelé le duc d'Urach au trône de Lituanie, sans que le

gouvernement allemand en ait été informé. L'indépendance de la Lituanie n'a été reconnue qu'à la condition que la convention à conclure, y compris naturellement la question de la réforme de l'Etat et la question du trône, ne soit pas contraire aux intérêts de l'Allemagne. Il en résulte que toutes ces questions ne peuvent être résolues d'une façon valable qu'en étroit contact avec le gouvernement allemand. Il ne peut dès lors être accordé à la Lituanie le droit de prendre dans la question du trône une décision indépendante, ceci d'autant moins que le Conseil d'Etat qui s'est constitué de son propre chef ne peut pas être considéré comme une représentation autorisée de la Lituanie. La nouvelle suivant laquelle le duc d'Urach aurait accepté le trône est dès lors inexacte. La décision et l'offre qui lui a été faite l'ont plutôt péniblement affecté. De même, dans la question d'une union personnelle entre la Saxe et la Lituanie toujours débattue dans la presse, il n'a pas été pris de décision jusqu'ici.

ANNEXE I — Vilna, le 22 juillet 1918.

Office de Presse de l'Est IV.

Aux « Lietuvos Aidas », VILNA.

Nous attirons spécialement votre attention sur la feuille 2, N° 5 du service des renseignements de ce jour, avec l'avis formel que si la déclaration relative à la question lituanienne n'est pas publiée par vous dans votre numéro de demain, le numéro en question sera immédiatement saisi et votre rédaction sera fermée.

Premier lieutenant GALLASCH,
Directeur de l'Office de Presse de l'Est IV,
Vilna.

ANNEXE II. — Vilna, le 22 juillet 1918.

A l'Office de Presse de l'Est IV, *Vilna.*

En réponse à votre lettre du 22 juillet courant, je tiens à vous rappeler que la demande adressée par vous à mon journal contrevient au contrat accepté par moi le 1er août 1917.

L'extrait en question de la « *Nordd. Allg. Zeitung* » repose sur une allégation inexacte et sur des faits ne correspondant pas à la réalité. C'est pour ce motif que je considère comme nécessaire et juste d'ajouter avant ou après l'extrait une note de la Rédaction.

La rédaction « *Lietuvos Aidas* »
A. SMETONA, rédacteur.

ANNEXE III

Office de presse de l'Est IV
(Vilna)

I.B. No 4203/16.

Ecrit le 30 juillet 1918.

Au « Lietuvos Aides »,

Par suite de votre attitude, la suspension provisoire de votre feuille doit être maintenue pour le moment.

GALLASCH, premier lieutenant.

No LIX.

Commandant en Chef de l'Est
(Section de l'Intérieur)

Section P. 2, No 3405/1071.

QUARTIER GÉNÉRAL,
le 23 juillet 1918.

A la Présidence de la Taryba lituanienne de la part de M. le Chef de l'administration militaire de la Lituanie. VILNA.

Nous nous permettons de répondre à la Présidence de la Taryba lituanienne, au sujet de sa lettre No 664 du 13 juillet courant, que le temps n'est pas encore venu de transformer la dénomination de « Conseil » lituanien en celle de « Conseil d'Etat ». Il y a lieu dès lors de s'en tenir jusqu'à nouvel ordre à la désignation de « Conseil » lituanien.

Vilna, le 1er août 1918.

Vu : Le Chef de l'administration militaire de la Lituanie,
V. GILSA, capitaine.

De la part du commandant en chef de l'Est,
Le Chef de l'Etat-Major général, HOFFMANN

N° LX.

Conseil d'Etat lituanien
—
N° 750.

Vilna, le 25 juillet 1918.

A Monsieur le Commandant en chef des forces de l'Est,
QUARTIER GÉNÉRAL.
de la part de l'administration militaire de la Lituanie,
VILNA.

La Présidence du Conseil d'Etat lituanien a l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'en vertu du droit de cooptation qui lui a été reconnu par la Conférence lituanienne, le Conseil d'Etat lituanien s'est, dans sa séance du 13 courant, adjoint les personnes suivantes a titre de membres :

1° Dr Alekna Jurgis, médecin à Vilna, I. rue du Port 6-g4.

2° Dr. Draugelis Eliziejus, médecin, actuellement à Mariampol, Marché aux chevaux I.

3° Jcas Martynas, avocat, Vilna, rue du Théatre 4-5.

4° Dr Puryckis Juozas, abbé, actuellement à Berlin.

5° Baron de Silingas Stasys, juriste, Vilna, rue du Théatre, 5-8.

6° Dr Voldemaras Augustinas, professeur d'université, actuellement à Berlin.

Le Président du Conseil d'Etat se permet en même temps de prier Votre Excellence de bien vouloir accorder aux personnes désignées les permis de voyage les autorisant à circuler librement dans les frontières de l'administration militaire de la Lituanie et d'utiliser les trains express sur un parcours de 150 kilomètres

Le Vice-Président,
Dr S. Saulys.

Le Secrétaire général,
Sernas.

N° LXI.

Le Chancelier de l'Empire — G. Q. G., le 25 juillet 1918.

Rk 376, 2. G Q. G.

Je vous prie de bien vouloir donner verbalement, en mon nom, à la Délégation de la Taryba lituanienne, réponse suivante à sa requête transmise à Votre Excellence par lettre du 16 juillet 1918, N° 680 :

« J'ai bien reçu la lettre de la Taryba du 13 juillet 1918, N° 663. Dans le Haut ordre de cabinet du 23 mars 1918 et dans mon discours du même jour, il a été exprimé d'une manière claire et formelle que la reconnaissance de l'Etat lituanien indépendant dépend de la condition que les conventions à conclure entre l'Empire d'Allemagne et la Lituanie le soient d'une manière tenant compte des intérêts de l'Allemagne. Cette condition ne pourrait pas être remplie d'après l'état de choses existant à l'heure actuelle. Le gouvernement allemand ne peut dès lors prendre des décisions d'une telle portée. Il n'est pas possible non plus de reconnaître le Conseil lituanien comme Conseil d'Etat. »

HERTLING.

A Monsieur le Chef de l'Administration militaire de la Lituanie,
VILNA.

N° LXII.

Le Chef de l'Administration militaire de la Lituanie — Vilna, le 1er août 1918.

Section C. 2, N° 2495.

Réponse à la lettre du 25 *juillet écoulé* — N° 750 — *relative à la nomination de nouveaux membres de la Taryba.*

Suivant la déclaration du Chef de l'administration du 23 septembre 1917 concernant l'établissement du Conseil, les membres sont nommés par le Chef de l'administration. Relativement à la question de savoir si de nouveaux membres devront être nommés, je n'aurai pas l'occasion de prendre position à

son sujet tant que l'élimination éventuelle de membres actuels ne me paraîtra pas indiquée. Jusqu'ici le besoin ne s'est pas fait sentir d'élever à plus de 20 le nombre des membres.

GILSA, capitaine.

Au Président de la Taryba lituanienne.

VILNA.

Nº LXIII.

Taryba lituanienne — Nº 868.

Vilna, le 6 août 1918.

A Son Altesse Royale Monsieur le Commandant en Chef des forces de l'Est

QUARTIER GÉNÉRAL.

par l'intermédiaire du Chef de l'Administration militaire de la Lituanie, VILNA.

Pour l'Etat lituanien et pour la nation lituanienne la guerre a des conséquences durables et profondes, aussi bien en ce qui concerne les facteurs créés par l'administration militaire qu'en ce qui concerne les travaux intellectuels destinés à donner au pays un système administratif uniforme ou de différentes natures. Dans ces conditions, la Taryba lituanienne considère comme hautement important pour un développement naturel et permanent de l'Etat qu'avant même la fin des hostilités. le territoire de la Lituanie soit unifié de telle sorte que les conditions vitales puissent se développer sur ce territoire d'une manière uniforme, aussi bien dans le domaine intellectuel et confessionnel que dans le domaine économique et politique. Comme il s'agit maintenant de régler les affaires scolaires, l'usage de la langue, une administration uniforme, le système des transports, les affaires économiques, etc., il est nécessaire que dès aujourd'hui des territoires ayant les mêmes intérêts et tendances constituent une unité. Guidée par ces motifs et se basant sur l'ordre promulgué par Votre Altesse Royale le 5 juin écoulé relativement à la modification des limites d'étapes et d'adminis-

tration (Befehl und Verordnungsblatt des Oberbefehlshabers Ost, N° 107/18, Chiffre 744), la Taryba lituanienne s'adresse à Votre Altesse Royale et lui exprime les vœux ci-après. Ils concernent principalement des territoires se trouvant dans l'arrondissement de gouvernement de l'Est, attendu que, suivant la décision de la Conférence de la Paix de Brest, la solution de la question de la ligne frontière Est de la Lituanie telle qu'elle a été fixée par cette Conférence, ligne qui ne correspond ni à des faits historiques, ni à des faits ethnographiques, ni à des besoins économiques, ni à des besoins de culture, a été réservée à une commission collective des Etats intéressés. La Taryba lituanienne présentera aussi à cette Commission les demandes de la Lituanie. A l'heure actuelle, la Taryba lituanienne soumet toutefois à Votre Altesse Royale les vœux suivants :

1° Si l'on prend en considération les faits historiques et ethnographiques, ainsi que les conditions vitales économiques de la Lituanie, on devrait avant tout, lors de la fixation de la ligne frontière entre la Courlande et la Lituanie, donner naturellement à l'Etat lituanien comme frontière le littoral de Polangen ; celui-ci fut enlevé en 1819, par la Russie, au gouvernement de Kovno (autrefois gouvernement de Vilna) et attribué au gouvernement de Courlande. Cette partie nord (les côtes), appartenant depuis l'antiquité jusqu'au Sventoji (H ilige Aa) à la Lituanie, une partie de l'ancienne principauté de Chemaiten, est complètement peuplée de Lituaniens et garantit à l'Etat lituanien le débouché vers la mer. La Taryba considère dès lors comme nécessaire d'attribuer dès maintenant au territoire administratif général lituanien cette partie des côtes de l'Etat lituanien, en vertu de faits historico-ethnographiques et d'une nécessité économique, et de soustraire sans délai cette partie des côtes au territoire administratif de la Courlande.

2° Par ordre du Commandant en chef des forces de l'Est, du 5 juillet, la contrée d'Okhysta a été séparée du territoire lituanien et attribuée à la Courlande. La Taryba lituanienne n'aurait rien à objecter contre une semblable séparation en tenant compte des faits ethnographiques, confessionnels et historiques, si cette séparation et cette fixation de la nouvelle

frontière tenaient compte également de la situation ethnographique du peuple lituanien et si la ligne frontière ne passait pas par Geisgaly-Alekni-Germanzy, mais suivait approximativement la rivière Sussei, qui traverse la petite ville d'Oknysta.

3o En outre, suivant la manière de voir de la Taryba lituanienne, il y aurait lieu d'effectuer une modification administrative importante dans le cercle d'Illuxt au profit de la nation lituanienne et de l'Etat lituanien, modification que justifient non pas des faits historiques, mais des facteurs ethnographiques économiques et administratifs.

De nombreux savants et des faits ayant encore pour nous leur valeur démontrent que dans la partie la plus importante du district d'Illuxt, qui touche à l'ancien gouvernement de Kovno, le district de Novo-Aleksandrovsk était habité autrefois par une population lituanienne ; des événements historiques de toute nature n'ont pas pu leur enlever leur langue maternelle, bien que dans différents endroits, ces Lituaniens, continuellement séparés de leur commune patrie, se soient habitués à l'usage de la langue lettone. Le territoire du district d'Illuxt habité par des Lituaniens (de confession catholique-romaine) comprend approximativement toute la partie sud-ouest de ce district, à partir de la ligne Ilsenburg-Dunabourg, et de la Duna jusqu'à Lassenbeck-Brunnen-Bruggen-Kummeln-Belmont : à ce point, la ligne frontière orientale atteint déjà le territoire ethnographique de la Russie-Blanche. Sur ce territoire se trouvent des habitants d'origine lituanienne qui parlent également dans leur majorité la langue lituanienne, dans les localités ci-après : (villages et communes) Gahrssen, Baltensee et Schödern du sud, Rautensee, Grendsen, Steinensee, Ilsensee, Lautzensee, Meddum, Kahlkuhnen (avec une population citadine mixte), Lautzen, Kwinicheck, Kurzum, Demmen, Backhof, Feldhof, Belmont, Ilgen ; dans les parties de la frontière, particulièrement sur les domaines et à la frontière Est, il y a, il est vrai, à part les Lituaniens, des colons lettons émigrés ; l'élément principal est toutefois constitué ici également par les Lituaniens. Se basant sur ce fait ethnographique, la Taryba lituanienne veut, lors de la fixation de la ligne frontière, arriver premièrement à la

ligne fluviale naturelle historique, la Duna, et obtenir en second lieu, la voie ferrée Poniewiez-Kalkuhnen et satisfaire ainsi à une nécessité économique de la Lituanie.

Tandis que la frontière ethnographique avec la Russie-Blanche passe de la Duna par Lassenbeck, Brunnen, Kummeln, Belmont, y compris le lac de Rytcha, il y aurait lieu, en vertu des mêmes causes ethnographiques, de ramener également vers l'Est la frontière dans le district de Novo-Aleksandrowsk, dont une partie a été attribuée maintenant au district d'Illuxt, au moins jusqu'au-delà du lac et de la rivière de Rytcha, jusqu'à la rivière Dryswiaty. Mais, comme la partie Est du district d'Illuxt serait séparée de ce fait de la Courlande, la meilleure solution du point de vue administratif serait d'attribuer jusqu'à nouvel ordre à la Lituanie tout le territoire de l'Est allant jusqu'à la Duna, et jusqu'à la ligne fixée à Brest.

4o La Taryba lituanienne serait d'accord, ainsi que cela a déjà été dit, de régler à l'occasion par voie juridique, la partie de la ligne frontière partant de Borkovchizna, qui a été fixée par la Conférence de paix avec la Russie.

5o Etant donné la nécessité d'une administration uniforme, la Taryba lituanienne présente en outre à Votre Altesse Royale, relativement aux frontières des deux parties administratives de la Lituanie, la demande d'étendre, en vertu du caractère ethnographique et linguistique uniforme de la population et de frontières naturelles pareilles, le territoire de la Lituanie du nord jusqu'au Niemen et de séparer ainsi de la Lituanie du sud les districts de Lyda, Radun, Plenty et tout le district de Grodno, qui limite ces districts sur une certaine étendue au-delà du Niemen. On ne pourrait justifier ni par des motifs historiques, ni par des motifs géographiques la séparation de ces districts d'avec la Lituanie du nord — le centre de la nation lituanienne — telle qu'elle existe actuellement, et cette séparation est absolument artificielle.

6o L'exclusion entière du seul district de Souvalki du domaine administratif de la Lituanie paraît absolument injustifiée à la Taryba lituanienne, attendu que précisément toute la partie nord touchant au district de Mariampol et Seiny est

est un domaine linguistique essentiellement lituanien habité par une population de nationalité lituanienne. C'est pourquoi la Taryba lituanienne estime que cette partie doit être incorporée à l'administration générale de la Lituanie du nord, et, sinon les districts entiers d'Augustovo et de Souvalki, ainsi que cela était le cas autrefois, du moins ceux de Souvalki et d'Augustovo jusqu'à la ligne du lac du Mauda à la frontière prussienne (district de Souvalki), par-dessus Klejpedy, ensuite le long de la rivière Hantcha jusqu'à sa courbe à l'ouest de Souvalki, plus loin, suivant la chaussée de Souvalki-Augustovo, à l'est d'Augustovo, enfin en ligne droite vers le sud-est par Krasnobor jusqu'à la ligne-frontière du district de Grodno.

Pour terminer, la Taryba lituanienne prie Votre Altesse Royale de bien vouloir permettre à ses représentants de prendre part à la commission destinée à examiner la frontière orientale de la Lituanie, en vue de défendre les intérêts du pays, attendu que la ligne orientale fixée par la Conférence de la paix à Brest ne répond ni aux faits ethnographiques, ni aux exigences historiques et économiques. La Taryba lituanienne se permet de faire observer que cette frontière orientale avec la Russie (Russie-Blanche) se trouvant dans la partie nord de la Lituanie devrait être portée vers l'est, au moins jusqu'à la ligne historique qui a existé jusqu'au second partage de la Lituanie (1793). Cette frontière conduisait de Druja (sur la Duna), en une ligne presque droite, jusqu'au lac de Narotch et le long de la rivière Narotch, et elle limite à peu près l'ancien cercle de Vilejka jusqu'au Niemen (y compris les forêts de Naliboki). Cette partie est depuis les temps les plus anciens ce que l'on nomme la « vraie Lituanie », et lorsqu'en 1793, Catherine II renonça à cette partie de la Lituanie, ce fait fut la conséquence de ce que les habitants de cette partie du pays ne sont pas de confession orthodoxe et ne sont pas d'origine russe.

(*Suivent les signatures du Président et du Secrétaire général de la Taryba.*)

N° LXIV.

Conseil d'Etat lituanien — Vilna, le 8 août 1918.

N° 867.

A Monsieur le Commandant en Chef des forces de l'Est
QUARTIER GÉNÉRAL,

par l'intermédiaire de Monsieur le Chef de l'administration auprès du gouverneur militaire de la Lituanie,
VILNA.

Relativement à la lettre du 24 Juillet 1918, sect. P. 2.
N° 3405/1071

Lors de la transformation du nom de « Conseil lituanien » en celui de « Conseil d'Etat », la Taryba lituanienne se basait sur l'acte du 23 mars de cette année, suivant lequel le gouvernement impérial allemand, autorisé par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, a reconnu le pays lituanien, en vertu des décisions de la Taryba lituanienne du 11 décembre 1917, comme Etat lituanien libre et indépendant, et il considérait dès lors comme équitable et juste de tenir compte de la situation juridiquement modifiée en procédant à la transformation en question. La Taryba estima dès lors que le temps pour la transformation de son nom était venu avec le jour de la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie de la part de l'Empire d'Allemagne, c'est-à-dire à partir du 23 mars.

Tout en exposant par la présente l'état de faits tel qu'il existe, la Présidence croit devoir admettre que son explication permettra d'écarter le malentendu survenu.

(*Suivent les signatures du Président et du Secrétaire général de la Taryba.*)

N° LXV.

Conseil d'Etat lituanien — Vilna, le 8 août 1918

N° 873.

A Monsieur le Chef de l'administration près le gouverneur militaire de la Lituanie.

VILNA.

La Présidence du Conseil d'Etat lituanien se permet de vous répondre ainsi qu'il suit à la lettre de l'administration militaire de la Lituanie du 1er août a. c. (N° 2495) :

Dans la nomination de six nouveaux membres, la Taryba lituanienne s'est laissé guider par les instructions de la Conférence lituanienne tenue du 18 au 23 septembre 1917. Les vingt membres primitifs de la Taryba lituanienne furent confirmés en réalité par M. le Commandant en chef des forces de l'Est sur proposition de ladite conférence (Assemblée nationale). Il ne faudrait toutefois pas en tirer la conclusion que la nomination des nouveaux membres pourrait être effectuée de la même manière après l'acte impérial du 23 mars reconnaissant la Lituanie comme Etat indépendant en vertu du droit de libre disposition du peuple lituanien. Sans aucun doute, l'acte impérial du 23 mars constitue un tournant dans la situation politique de la Lituanie et la nomination des membres du Conseil d'Etat serait aujourd'hui impossible si elle n'était basée sur cet acte. La nomination des membres de la représentation d'un Etat reconnu libre et indépendant par le gouvernement d'un autre Etat, respectivement par les autorités d'occupation serait en contradiction absolue avec la notion de l'indépendance de cet Etat et avec le droit de libre disposition de son peuple.

Mais comme le Conseil d'Etat a conscience que la Lituanie dont les relations avec l'Allemagne ne sont pas empreintes d'hostilité, se trouve encore dans la situation inévitable créée par la guerre, la Présidence du Conseil d'Etat considère comme son devoir de porter à la connaissance de l'administration militaire de la Lituanie la nomination des nouveaux membres.

En ce qui concerne l'élimination de quelques membres, il s'agit des trois personnes suivantes : MM. Kairys, Birziska et

Narutavicius, que le Conseil d'Etat considère comme éliminés parce qu'ils ont déclaré qu'ils considèrent comme impossible la collaboration avec le Conseil d'Etat.

En considération du fait que le cercle d'activité du Conseil s'est élargi, le Conseil d'Etat estime nécessaire de pouvoir faire usage de son droit de nomination et d'augmenter provisoirement de six personnes le nombre des membres.

Dr S. SAULYS, Vice-Président, S. SERNAS, Secrétaire général.

N° LXVI.

13 août 1918.

A Monsieur le Chef d'administration près le gouverneur militaire pour la Lituanie,

VILNA.

Dans sa séance du 11 juillet dernier, la Taryba lituanienne a décidé qu'à partir de ce moment elle ne porterait plus la dénomination qu'elle a eue jusqu'ici de « Taryba lituanienne » mais qu'elle s'appellerait dorénavant « Conseil d'Etat lituanien ».

Cette décision de la Taryba a été portée par la Présidence à la connaissance de Son Altesse Royale le Commandant en chef des forces de l'Est, sur quoi il fut répondu à la Présidence par lettre du 24 juillet que le temps pour une transformation du « Conseil » lituanien en « Conseil d'Etat » n'était pas encore venu et que jusqu'à nouvel ordre la dénomination de « Conseil lituanien » devrait être maintenue.

Comme conséquence de cette lettre, les écrits portant la désignation de « Conseil d'Etat » ne sont plus acceptés par l'administration militaire de la Lituanie, mais sont renvoyés.

Pour la transformation de nom, la Taryba s'est basée sur l'acte impérial du 23 mars 1918, ainsi que la Présidence l'a déjà déclaré dans sa lettre à M. le Commandant en Chef des forces de l'Est, du 8 courant, acte par lequel la Lituanie a été reconnue comme Etat libre et indépendant. La Taryba lituanienne a

estimé naturel que, à titre de seule représentation régulièrement reconnue de l'Etat libre et indépendant, elle ne porte dorénavant que la dénomination de « Conseil d'Etat », car la désignation de « Taryba » était indiquée tant que la Taryba ne représentait que le pays au sens territorial ; mais depuis que la Lituanie a été reconnue par l'empire d'Allemagne comme Etat, la représentation de cet Etat devrait être appelée « Conseil d'Etat » et non plus « Conseil lituanien ». En outre, la Taryba considérait la transformation comme une affaire intérieure de la Lituanie, qu'elle a le droit de trancher.

La décision suivant laquelle toutes les lettres portant la désignation de « Conseil d'Etat » ne sont plus acceptées, mais doivent être retournées, rend impossible le travail courant de la Taryba.

En considération de ces faits, la Présidence de la Taryba se voit dans l'obligation de se soumettre à la contrainte et de se servir jusqu'à nouvel ordre dans ses rapports avec les autorités allemandes d'occupation de la désignation utilisée jusqu'au 11 juillet écoulé de « Taryba lituanienne » ou de « Conseil lituanien ».

(*Suivent les signatures du Président et du Secrétaire général de la Taryba.*)

N° LXVII.

Président de la Taryba lituanienne.

Vilna, le 14 août 1918.

A Son Excellence le Chancelier de l'Empire d'Allemagne, Monsieur le Comte d'Hertling,

Confidentiel.

Excellence,

Le 1er mars dernier, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne a bien voulu charger Votre Excellence « de prendre, en accord avec les représentants de la population lituanienne, les mesures nécessaires en vue du rétablissement de l'Etat lituanien indépendant ». Dans ce but fut créé un Office spécial, à la tête duquel se

trouve à l'heure actuelle Son Excellence M. le Sous-Secrétaire d'Etat von Falkenhausen. Comme, ces derniers temps, la situation de la Lituanie a, par suite de la nomination du Roi, donné lieu à de vives discussions dans la presse, M. de Falkenhausen et le gouvernement allemand ont tenté d'exposer publiquement la position qu'ils avaient prise relativement à la nomination du Roi et au rétablissement de la Lituanie, en accordant aux représentants de la presse un entretien, où il fut touché également aux rapports de droit public entre la Lituanie et l'Allemagne. La manière dont cela se produisit nous fait un devoir de revenir auprès de Votre Excellence sur ces déclarations, telles qu'elles sont reproduites par la « Kölnische Volkszeitung » du 5 août 1918, N° 716. La Taryba, reproduit la « Kölnische Volkszeitung », ne possède nullement la puissance souveraine. La Taryba sait parfaitement que le pays lituanien n'a été reconnu comme Etat par l'Allemagne que moyennant accomplissement de certaines conditions. Mais elle doit aussi savoir qu'une Taryba ne possède jamais la puissance souveraine. On pourrait faire une comparaison de droit public suivant laquelle la Taryba tient lieu de Parlement, mais non pas d'un gouvernement. Mais on ne peut parler non plus d'une décision valable... parce que jamais encore un Parlement n'a pris une décision si importante en l'absence du gouvernement ou sans que le gouvernement légal ait été au moins avisé ». Le soussigné s'écarte formellement de la théorie juridique absolument spéciale et qui n'est soutenue par aucun juriste comme elle l'est par M. le Sous-Secrétaire d'Etat. Mais ce qui est important dans ses déclarations, et ce qui ne doit pas rester sans réponse, c'est, premièrement, que la Lituanie peut être reconnue comme Etat sous certaines conditions, ce qui montre que M. le Sous-Secrétaire d'Etat ne considère pas la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie comme étant effectuée et que, secondement, la Taryba n'est qu'un simulacre de Parlement qui ne peut prendre des décisions au sujet de la couronne ou du gouvernement. Ces deux affirmations sont en contradiction absolue avec les actes de droit public qui servent de base aux rapports lituano-allemands. Ces actes sont la décision de la Taryba lituanienne du 11 décembre 1917, et le décret de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne du 23 mars en réponse à cette décision.

Dans le second de ces documents, Sa Majesté a déclaré d'une manière absolument claire que « en vertu de la déclaration ci-dessus de la Taryba lituanienne, du 11 décembre 1917, nous reconnaissons au nom de l'Empire d'Allemagne la Lituanie comme un Etat libre et indépendant et nous accordons à l'Etat lituanien la protection et l'appui qu'il sollicite pour sa restauration. » Il ressort très clairement de ce texte que, depuis le 23 mars 1918, l'Allemagne considère la Lituanie comme un Etat indépendant.

Pour un Etat, au sens du droit des gens, trois conditions sont nécessaires : 1° la souveraineté, 2° un territoire, 3° un peuple. Ce principe du droit des gens est exprimé d'une manière frappante par le célèbre juriste allemand Fr. v. Liszt : « Un État naît dès que les trois conditions de la notion d'Etat existent ; il n'existe plus dès que l'une de ces trois conditions disparaît. »

Etant donné que la Lituanie est reconnue par l'Allemagne comme Etat libre et indépendant, il en résulte, sans plus, que l'Allemagne a reconnu comme existantes dans le cas de la Lituanie toutes les conditions nécessaires. Ainsi, pour le gouvernement allemand n'a existé aucun doute quant au peuple et au territoire lituaniens, bien que jusqu'à présent les frontières de l'Etat ne soient pas fixées partout. Son Excellence von Falkenhausen ne conteste probablement au nom du gouvernement allemand que les droits de souveraineté de la Lituanie. Mais jusqu'aux déclarations de M. le Sous-Secrétaire d'Etat il n'a existé aucun doute même sur cette question auprès du Gouvernement impérial allemand. La « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » a, dans son commentaire officieux du 24 mars, caractérisé ainsi qu'il suit la naissance de l'Etat lituanien sur la base des documents du 11 décembre 1917 et 23 mars 1918 : « La fondation de l'Etat polonais ne doit pas être mise ici en parallèle. La Lituanie doit, dorénavant, former un état libre et indépendant, même dans ses rapports avec l'Allemagne, c'est-à-dire qui ne doit pas empiéter sur le territoire allemand et ne pas être soumis à la souveraineté allemande, mais doit exister comme un Etat souverain, indépendant, en dehors de l'Empire d'Allemagne, et ne doit être uni à l'Allemagne que par des conventions de droit public ». A cette époque, la manière de voir du gouvernement allemand concordait absolument avec les documents

cités. Comme, dès lors, le droit de souveraineté sur la Lituanie, qu'exerçait autrefois l'Empereur de Russie, n'a nullement été transféré à l'Allemagne, la question se pose de savoir qui possède la souveraineté en Lituanie. La réponse à cette question ne peut être que celle-ci : la Taryba lituanienne qui a été désignée également par S. M. l'Empereur d'Allemagne comme représentante de la volonté populaire souveraine en Lituanie. Le fait que cette Taryba a été constituée en son temps avec l'autorisation des autorités allemandes d'occupation ne change rien à l'affaire. Lorsque, le 11 décembre 1917, la Taryba proclama l'indépendance de la Lituanie par voie révolutionnaire, elle s'empara en même temps des droits de souveraineté sur la Lituanie et se transforma dès lors en « Conseil d'Etat ». L'Allemagne a reconnu cet état de faits tout d'abord tacitement et, dans la suite seulement, d'une manière solennelle par un acte de droit public.

Son Excellence M. von Falkenhausen invoque, il est vrai, l'article III du Traité de paix de Brest-Litowsk, par lequel la Russie renonce à ses droits de souveraineté sur les territoires occupés, et qui dit en outre que « l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se proposent de fixer le sort futur de ces territoires en accord avec leur population ». Mais le fait que le traité de Brest ne peut nullement entrer en ligne de compte pour la Lituanie est évident, car la Taryba lituanienne a proclamé dès le 11 décembre 1917 l'indépendance de la Lituanie, alors que le traité de Brest n'a été conclu que le 3 mars, c'est-à-dire près de trois mois plus tard. L'indépendance de la Lituanie fut en outre reconnue ultérieurement par l'Allemagne, mais cette reconnaissance repose entièrement sur la décision du 11 décembre. Si l'Allemagne avait eu l'intention de s'appuyer dans cette question sur le traité de paix de Brest, elle aurait dû, suivant le texte de l'article III, procéder au règlement de la question lituanienne d'entente avec l'Autriche-Hongrie et, d'autre part, elle n'aurait pas dû baser l'acte de reconnaissance du 23 mars sur la décision de la Taryba lituanienne du 11 décembre 1917.

Pour terminer, Son Excellence von Falkenhausen se base sur le fait que la Taryba a demandé l'appui et l'aide de l'Allemagne pour l'établissement de l'Etat lituanien et il en tire la conclusion qu'elle ne pourrait trancher la question de la forme

de l'Etat qu'en accord avec le gouvernement allemand. A cette occasion, il se base sur l'article cité ci-dessus du traité de paix de Brest-Litowsk. Or, ainsi que cela est exposé plus haut, ce traité n'est nullement applicable à la Lituanie. Une prescription relative à la procédure d'entente avec les représentants de la Lituanie est toutefois contenue dans un autre document, à savoir dans le décret du 23 mars. Mais il ne s'agit pas là d'un droit de gouvernement de l'Empire, mais d'une obligation de ce dernier. Il va de soi que l'aide demandée ne peut être considérée comme telle en Lituanie que si elle est donnée dans la forme qui répond au vœu des Lituaniens. C'est ce que voulait Sa Majesté lorsqu'elle accordait à Votre Excellence pleins pouvoirs pour effectuer, d'accord avec les représentants de la population de la Lituanie, toutes les mesures nécessaires en vue de l'établissement de l'Etat lituanien, bien entendu non pas d'accord avec la population elle-même, mais avec ses représentants, expression par laquelle on entend la Taryba, qui est désignée dans ce document comme représentation reconnue du peuple lituanien. Par cette disposition, le droit a été reconnu à la Taryba lituanienne de ne considérer comme aide réelle que des mesures prises d'accord avec elle. Il va de soi que cette forme d'appui ne peut pas être considérée comme une obligation des Lituaniens en ce sens que la Taryba n'a pas le pouvoir de résoudre d'une manière indépendante les questions pour lesquelles elle n'a pas besoin du secours allemand.

En considération de ces faits, les points de vue soutenus par M. le Sous-Secrétaire d'Etat von Falkenhausen ne peuvent certainement pas être ceux du gouvernement de l'Empire. Ils n'ont d'ailleurs pas été exprimés au nom du gouvernement, c'est-à-dire officiellement, mais uniquement dans la presse, bien que ce soit comme manière de voir du gouvernement. Le soussigné ne veut pas rechercher quelles conséquences résultent de la position prise par M. le Sous-Secrétaire d'Etat lorsque l'on songe qu'à titre de commissaire pour les Affaires ituaniennes il doit agir d'accord avec le Conseil d'Etat lituanien dans la question de l'appui à donner à la Lituanie.

Avec l'expression de ma plus haute considération,

Je reste, de Votre Excellence, le dévoué

A. Smetona.

N° LXVIII.

Président du Conseil d'Etat
Lituanien

N° 891.

Vilna, le 17 août 1918

A Son Excellence le Chancelier de l'Empire Allemand,
BERLIN.

Excellence,

Lorsque la Taryba lituanienne proclama, le 11 décembre 1917 la restauration d'un Etat lituanien indépendant, elle pria en même temps l'Allemagne de prendre en main la protection des intérêts lituaniens au cours des négociations de la paix, et de lui assurer aide et secours dans la reconstruction du nouvel Etat. Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne nous a promis l'un et l'autre le 23 mars 1918, et a invité Votre Excellence à prendre les mesures à cet effet nécessaires, d'accord avec la Taryba.

Il va de soi que l'Etat lituanien dans son ensemble doit être reconstitué par les forces lituaniennes elles-mêmes, et que l'*aide* allemande, comme le mot l'indique, ne doit être pour elles, qu'une *aide* et rien de plus. Jusqu'ici la Taryba lituanienne n'a encore fait aucun usage de l'aide promise par le gouvernement allemand, parce que dans l'état actuel des affaires lituaniennes, elle n'a même pas pu faire usage de ses propres forces. Si la reconstitution de l'Etat se poursuit et s'étend au point que, par la suite, l'aide allemande devienne désirable et nécessaire, alors le Conseil d'Etat demandera l'appui du gouvernement allemand. Il sera toujours possible alors d'établir d'une façon précise de quelle nature et de quelle étendue ce secours devra être. Mais pour la reconstitution de l'Etat par ses propres moyens, et de la façon dont cette reconstitution doit commencer, le gouvernement lituanien estime nécessaire, pour la bonne mise en marche de l'entreprise, de ne se heurter à aucun obstacle de la part des autorités allemandes, qui cependant, d'accord avec les autorités militaires, traitent encore le pays en région occupée et conquise, et le gouvernent en conséquence. Pour écarter et faire disparaître cette cause de trouble dans

l'œuvre de la reconstitution, il est nécessaire de s'entendre. Et l'entente est nécessaire aussi touchant les questions d'opportunité et d'efficacité dans les mesures à prendre. Pour ces raisons, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence un plan de reconstitution de la Lituanie.

Les mesures d'abord nécessaires sont de deux catégories : elles concernent 1° la situation internationale de la Lituanie, et 2° sa situation intérieure.

Pour commencer par la première, elle est tout à fait précaire. La situation internationale d'un Etat n'est garantie que si cet Etat est admis par les grandes puissances dans la société des nations. Jusqu'à présent la Lituanie n'a été reconnue comme Etat libre et indépendant que par l'Allemagne : mais, malgré cela les relations juridiques entre les deux Etats n'ont été nullement précisées. Jamais n'a été établie clairement la situation de la Lituanie, partie de l'ancien empire russe, quant aux traités conclus entre cet empire et l'Allemagne, conformément au droit international, pour autant que ces traités ne tombent pas en vertu des résolutions du 11 décembre 1917. Les manifestes du 11 décembre 1917 et du 23 mars 1918 n'ont fait, en effet que créer une base juridique pour le développement ultérieur des relations entre l'Allemagne et la Lituanie.

Nous croyons que l'établissement de relations et rapports purement juridiques entre les deux Etats ne donnerait que peu de résultats, parce que l'expérience nécessaire fait défaut. Actuellement il s'agit avant tout, à notre sens, de la nécessité pour nous de tirer des conséquences pratiques d'une situation juridique nettement établie. En ce sens, il serait de la plus haute importance pour les Lituaniens d'avoir une représentation stable et officielle auprès du gouvernement impérial allemand à Berlin. Or les délégués du Conseil d'Etat lituanien n'y jouissent pas des droits d'une représentation diplomatique. Dans l'état de choses actuel le Conseil d'Etat de Vilna ne peut s'entendre avec la direction de l'Empire que par le gouvernement militaire. Combien peu pratique est cette voie, l'expérience l'a suffisamment démontré. Il y a eu des cas où des lettres adressées par la Taryba à Votre Excellence sont

restées des semaines et des mois sans l'atteindre. Une représentation diplomatique du Conseil d'Etat Lituanien à Berlin avec laquelle nous resterions constamment en libres rapports aurait épargné déjà bien des fâcheux contretemps dans les relations germano-lituaniennes.

D'autre part, la reconnaissance de l'indépendance de l'Etat lituanien par les autres puissances centrales serait de la plus haute importance. Et depuis la promesse de l'Allemagne, aucune hésitation ne peut plus retenir ses Alliés de l'imiter. Cette reconnaissance serait aussi pour nous d'une grande portée, par le fait qu'en Autriche-Hongrie, comme en Turquie, se trouvent encore un grand nombre de prisonniers de guerre lituaniens, qui, en vertu du traité de Brest-Litowsk, devraient être renvoyés de suite dans leurs foyers. Pour ces deux Etats, ces prisonniers ne sont pas autre chose que des Russes, puisque juridiquement et selon le droit international, il n'existe pas de Lituanie. Ce qui fait que ces prisonniers ne peuvent retourner chez eux, mais doivent plutôt se rendre en Russie ou bien demeurer en captivité. Il y aurait donc pour nos compatriotes un immense soulagement si la Lituanie établissait des relations diplomatiques avec ces deux pays.

D'une portée et d'une signification plus grandes encore serait la reconnaissance de la Lituanie par les Etats neutres. Politiquement, il serait très important de savoir, dès avant l'ouverture de la Conférence générale de la Paix, que l'indépendance de la Lituanie est reconnue par le plus grand nombre possible de nations. Cela est indiscutable. L'importance pratique que cette reconnaissance entraînerait pour la Lituanie, peut être constatée nettement dans la proclamation suivante faite en Sibérie et qui dit textuellement : « Le gouvernement provisoire sibérien, qui, avec l'aide des Tchéco-Slovaques, a pris le pouvoir, a décrété la mobilisation de tous les officiers, médecins et employés de l'armée russe. Mais comme la situation, en vertu de ce décret, n'apparaît point nette pour les Lituaniens, le Conseil National de Nowo-Nikolajewsk (se basant sur les décisions de la Conférence de Vilna en 1905, de Pétersbourg (1917), de Vilna (1917) et sur le traité de paix de Brest où les Russes ont renoncé à toute prétention sur la Lituanie et où ils ont affranchi les Litua-

niens de toute sujétion à l'égard de la Russie), le gouvernement provisoire sibérien annonce officiellement que les Lituaniens, *comme sujets étrangers*, ne peuvent prendre aucune part à la vie politique et militaire de la Sibérie. Et tout aussitôt, le bureau central lituanien, se basant sur les mêmes motifs que le Conseil national lituanien de Nowo-Nikolajewsk, s'est prononcé contre l'ordre de mobilisation.

Quelque temps après, le gouvernement provisoire de Sibérie décréta que les Lituaniens, les Lettons, Estoniens, Polonais et Ukrainiens, comme habitants de la Sibérie et citoyens des Etats fédéraux russes, devaient entrer dans l'armée comme les Russes. Mais comme de nombreux Russes n'obéirent pas à cet ordre, un autre décret fut lancé, en vertu duquel tous ceux qui se soustrayaient aux obligations militaires devaient être arrêtés et traduits en conseil de guerre.

Dans ces conjonctures, le bureau central lituanien s'est adressé au consul de Suède à Tomsk, en le priant de prendre les Lituaniens sous sa protection. Le consul de Suède a reconnu l'attitude des Lituaniens comme conforme au droit, et après un entretien avec le gouvernement suédois, a demandé des enquêtes. Et il a en outre déclaré qu'il ne prenait les Lituaniens sous sa protection que sur mandat de la Taryba lituanienne de Vilna et après un échange de vues avec Berlin sur cette question. »

Il ne manque point d'autres exemples, comme celui-ci qui nous vient de Sibérie, de Lituaniens enrôlés dans d'autres région de la Russie : ce qui se passe de tout commentaire.

Mais, même en faisant abstraction des obligations militaires, les Lituaniens ont encore en Russie d'autres intérêts d'une importance extrême à défendre. L'aide allemande n'a pas été et ne peut, à cause de la haine déchaînée contre l'Allemagne, être demandée et utilisée. Les intérêts lituaniens ne peuvent donc là être garantis que par une représentation diplomatique propre, ou bien par les puissances neutres. Mais pour pouvoir invoquer directement la protection des neutres, il faut d'abord avoir été reconnu par eux et admis dans la société des nations. La reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie par les Neutres ne pourrait qu'améliorer les relations de ce pays non seulement avec la Russie, mais encore

avec les neutres eux-mêmes. Par là aussi nous pourrions entrer en relations avec les Lituaniens d'Amérique et obtenir d'eux un appui matériel des plus considérables.

En Amérique comme on sait, a été, voté en 1917, par le Congrès et autorisé par le président Wilson, un Congrès ou Diète lituanienne où des sommes considérables ont été recueillies pour subvenir aux besoins de la Lituanie. Une partie de ces fonds, (environ 400.000 M.) a été envoyée, l'automne dernier, à Pétersbourg, mais fut ensuite renvoyée en Amérique, parce que le gouvernement bolchewik s'était emparé des revenus de l'Organisation lituanienne et prétendait usurper tous les pouvoirs de cette dernière. La somme sus-mentionnée n'est qu'une partie seulement des fonds dont nous pouvons disposer. Et en dehors et autrement que par les sommes d'argent recueillies il est facile de constater que les Lituaniens d'Amérique sont très généreux et travaillent énergiquement à la reconstitution d'une Lituanie indépendante. Et nous pourrions, si nous étions reconnus par les Neutres, nous mettre directement en rapport avec nos compatriotes d'Amérique et y avoir une représentation stable qui puisse communiquer sans obstacle avec le Conseil d'Etat de Vilna.

Ici se pose naturellement la question de savoir dans quelle mesure les Etats Neutres sont prêts à reconnaître l'indépendance de la Lituanie. Quoique nous ayons de bonnes raisons de croire que nul obstacle sérieux ne pourrait s'y opposer, il serait cependant nécessaire d'y envoyer des délégations chargées de s'enquérir dans quelles conditions la reconnaissance de l'Etat lituanien y pourrait être obtenue.

Si maintenant de la situation *internationale* de la Lituanie, nous passons à la situation et à la reconstruction intérieure de l'Etat, la question qui se pose est beaucoup plus difficile à résoudre. Tout d'abord il faut bien constater que jusqu'à présent absolument rien n'a été fait qui se présente comme le moindre indice de résurrection de la vie nationale de la Lituanie. Jusqu'à présent l'Etat lituanien, malgré son attitude correcte vis-à-vis de l'Allemagne, est traité comme pays ennemi et en région occupée par les forces militaires allemandes. Je n'insisterai pas sur ce que ce

traitement et cette administration signifient pour la destruction et la ruine du pays. Maintes fois j'ai renseigné Votre Excellence sur la situation intolérable de la Lituanie. Je voudrais seulement dire ici ce qui pourrait être fait en faveur d'un commencement de restauration, pour autant qu'il puisse être question d'une prompte reconstitution de l'Etat de Lituanie. La question n'est pas aussi simple qu'elle le paraît au premier abord. Quand un Etat qui possède une administration et une organisation propres vient à être occupé militairement, et qu'à la place de ses organes s'installent ceux de l'occupant, il ne s'agit, lors du retour du pouvoir à l'occupé, que de savoir comment celui-ci reprendra son activité et son fonctionnement administratif momentanément suspendus. Mais en Lituanie, avant la guerre, existait l'organisation d'état *russe* : celle-ci se retira devant la marche progressive des Allemands; et depuis la paix de Brest-Litowsk elle a disparu définitivement. Et à sa place il s'agit maintenant d'instaurer un organisme d'État *lituanien*, entièrement neuf comme le pays pour qui il doit fonctionner. Et ce n'est pas tout encore : il ne s'agit pas seulement de remplacer l'organisme d'État russe par un organisme lituanien, il faut aussi changer la Constitution et l'adapter aux circonstances nouvelles.

En ce qui concerne le système d'administration, il ne reste presque rien des Russes, par le fait que dans le pays tout a été subordonné aux nécessités actuelles de la guerre. Par ailleurs aussi, comme l'administration allemande actuelle s'est constituée exclusivement en vertu de l'état de guerre régnant, cette administration ne peut rester telle quelle pour le pays dans l'avenir. Et si, enfin, on considère qu'il est encore impossible de fixer un terme à l'occupation militaire allemande, on reconnaîtra que l'établissement d'un gouvernement Lituanien propre constitue un problème des plus compliqués, dont la solution exige un travail préliminaire considérable qui a été néanmoins entrepris, — malgré les obstacles soulevés par l'occupation militaire, — par le Conseil d'Etat Lituanien et a déjà donné partiellement de bons résultats.

La question principale, dans la reconstitution du Gouver-

nement lituanien est celle-ci : par où doit-on commencer, par en haut ou par en bas? Théoriquement le mode de procéder se présente à peu près ainsi : On commence par le bas, en établissant les corps de fonctionnaires subalternes lituaniens qui prendraient la place des fonctionnaires allemands et seraient sous le contrôle de l'administration militaire allemande. Ainsi pourrait-on peu à peu obtenir un corps d'employés subalternes entièrement lituanien, et ne conserver des allemands que les chefs. Puis par la suite on pourrait constituer un Gouvernement lituanien qui s'adapterait de suite au nouveau mécanisme d'Etat ainsi préalablement préparé.

Ce mode de construction de l'Etat lituanien est cependant impraticable. En premier lieu, comme il a été dit plus haut, le système administratif actuel est entièrement et exclusivement adapté à l'état de guerre, et ne tient aucun compte des conditions d'un état de paix ultérieur : à ce point de vue, ce système est encore plus défectueux que l'ancien système russe; il ne peut être question de le conserver. En second lieu, la collaboration des fonctionnaires lituaniens avec les Allemands est impossible pour cette raison bien simple que les Lituaniens ne connaissent pas suffisamment la langue allemande, et ceci est particulièrement important du fait qu'un fonctionnaire doit savoir non seulement parler, mais aussi *écrire* une langue donnée. De ce fait seul découle déjà la conséquence que les fonctionnaires lituaniens ne pourraient remplir leurs charges qu'en langue lituanienne, sous les ordres de chefs lituaniens, et être constitués ou déplacés par une administration centrale lituanienne. En d'autres termes le gouvernement lituanien doit être constitué en commençant non point par le bas, mais par le haut. Mais comme actuellement les autorités allemandes ne quittent pas le pays et ne peuvent être remplacées par des éléments lituaniens; comme, en outre, les administrateurs lituaniens ne peuvent pas être subordonnés aux administrateurs allemands, il ne reste qu'un moyen terme comme solution : le partage des attributions, c'est-à-dire qu'un certain nombre de ressorts administratifs doivent être remis entièrement à des Lituaniens, et les autres rester entre les mains des Allemands

jusqu'au temps où ces ressorts allemands pourront eux-mêmes passer aux mains du Gouvernement lituanien.

Quels ressorts dès maintenant doivent passer au Gouvernement lituanien, quels autres, en tout ou en partie, doivent être encore réservés pour une transmission seulement ultérieure, ce n'est pas ici le lieu de le discuter. Malgré ce partage des ressorts, le gouvernement central doit, dès maintenant, être constitué entièrement, puisque c'est lui qui doit pourvoir à la formation des organes manquants, de manière que tout le mécanisme administratif soit parfaitement prêt à fonctionner lorsque sera venu le temps de remettre en mains lituaniennes les derniers rouages jusque-là réservés. Le gouvernement central ne peut être qu'un Conseil des Ministres qui soit nommé ou dissous par le Conseil d'Etat dépositaire du pouvoir suprême lituanien, jusqu'à ce que vienne un souverain élu pour la Lituanie qui, par son accession au trône, assume la puissance souveraine du Conseil d'Etat. En même temps que la question de l'établissement du Gouvernement lituanien, s'en posent deux autres encore : celle des limites et frontières de l'Etat, et celle des sources de fonds et revenus. A la première, la réponse est éventuellement facile, puisque le règlement définitif des frontières n'est pas encore possible jusqu'ici. A la suite du Traité de Brest, les puissances de l'Entente ont protesté contre elle, si bien que si ces puissances ne sortent point de la lutte vaincues, de telle sorte que l'Allemagne puisse leur dicter ses conditions, le problème général des frontières d'États reviendra tout entier sur le tapis, et alors seulement, si l'union complète parvient à s'établir sur la question, les frontières pourront être tracées. Mais en tout cas, actuellement, comme frontière provisoire de la Lituanie peut être fixée celle de la région et des pays aujourd'hui soumis, sous le nom de Lituanie, à l'administration et au gouvernement militaires : dans cette région tout entière le Conseil des Ministres lituaniens pourrait faire fonctionner les ressorts qui lui auraient été remis.

L'autre question, étroitmeent liée à celle de la constitution du Gouvernement lituanien, c'est le *budget d'Etat lituanien*. Où trouver les revenus nécessaires pour subvenir à tous les besoins? La question ne peut recevoir de réponse immédiate.

Certainement on pourrait couvrir tous les frais et dépenses par les seuls revenus nationaux. Les Polonais ont obtenu, dans ces dernières années, de l'administration allemande, 38 millions de marks, et de l'administration autrichienne 12 millions. Les Lituaniens, eux, n'ont jusqu'à ce jour presque rien retiré de leurs revenus nationaux, et ont travaillé grâce à des ressources d'origine presque exclusivement privée.

Il ne serait que justice de mettre une partie de ces revenus à la disposition du Conseil d'Etat lituanien pour la constitution de l'Etat. Que ce moyen ne puisse être longtemps suffisant, c'est chose évidente. Les Polonais n'ont employé les fonds mis à leur disposition que pour leurs écoles, et ils ont paré à tous leurs autres besoins à l'aide de revenus tirés d'autres sources. Les Lituaniens devront procéder de même, et la question reste ouverte de savoir de quelle manière on pourra faire arriver les sommes nécessaires. Une première source de revenus pourrait peut-être sortir du droit d'émission de la banque d'Etat lituanienne: mais il ne faudrait y recourir qu'avec la plus grande prudence. Peut-être serait-il plus simple d'appeler l'aide financière allemande ou de lancer un emprunt intérieur qui, sous certaines conditions, pourrait donner de bons résultats. Mais comme il a été dit déjà, la question financière est des plus délicates, aussi ne m'y engagerai-je pas davantage en ce moment. Ce n'est que quand la question de la reconstitution intérieure et extérieure de l'Etat lituanien sera décidée en principe, que pourra se poser aussi celle de savoir d'où seront tirés les revenus et les fonds nécessaires. Et cette question demeure aussi momentanément réservée à une convention particulière.

Telles sont les questions capitales qui attirent tout d'abord l'attention dans la construction de l'Etat lituanien. A ces questions se joint en outre toute une série d'autres questions qui sont de la plus grande importance pour l'avenir de la Lituanie, mais qui se résoudront relativement vite dès que les premières auront été réglées.

La question ici discutée de la reconstitution de l'Etat Lituanien ne peut en aucune manière être considérée comme un préjudice porté aux conventions à conclure avec l'Allemagne.

Et comme la question des conventions traîne en longueur elle aussi, pour sa solution, ce qu'il est facile de comprendre, ce n'en sera qu'un meilleur moyen pour nous de résoudre toutes les autres difficultés qui n'ont rien à voir avec les conventions. Si les questions posées n'ont du reste pas été plus complètement résolues, la raison en est qu'elles doivent d'abord l'être *en principe.* Et pour arriver à cette solution théorique, une conversation avec la direction de l'Empire allemand est absolument nécessaire.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de prier instamment Votre Excellence de vouloir bien me recevoir après mon retour de Suisse. Et en attendant de vous une réponse favorable à ce sujet, je reste de Votre Excellence le très dévoué,

A. SMETONA.

N° LXIX.

Le Chef d'Administration
près le Gouverneur militaire
de la Lituanie.

Vilna, le 20 août 1918.

Son Excellence le Gouverneur militaire m'a chargé de discuter, en vue du bien du futur travail commun entre l'administration et la Taryba, différents points obscurs qui ont surgi par suite de différents événements de ces derniers temps relatifs à la situation de la Taryba.

En conséquence j'ai l'honneur de communiquer ce qui suit à la Taryba :

Tant qu'il ne se produit pas une modification complète de la situation qu'exige l'état de guerre, il faut s'en tenir au décret de M. le Commandant en Chef des forces de l'Est du 23 septembre 1917, suivant lequel la Taryba, en tant que représentation reconnue de la population, conseille l'administration dans les affaires regardant le pays et exprime les vœux des habitants du pays.

Il en ressort que la Taryba ne possède pas de droits de souveraineté et n'est pas un organe de gouvernement. La décla-

ration de reconnaissance du 23 mars 1918 n'a rien changé à cet état de faits.

En ce qui concerne la nomination de nouveaux membres, le décret de M. le Commandant en Chef des forces de l'Est, du 23 septembre 1917, doit aussi faire provisoirement règle dans ce cas, décret suivant lequel l'entrée de nouveaux membres dans la Taryba est inadmissible sans la collaboration du chef de l'administration.

Je vous prie, en outre, de bien vouloir observer une série d'autres conditions de forme, se rapportant à l'ordre des affaires. A ces conditions appartient en premier lieu le fait que la présidence ne convoque et n'ajourne la Taryba que d'accord avec le Chef d'administration et fait connaître à l'avance à ce dernier la date de convocation et d'ajournement. Le Chef d'administration doit en outre demander pour lui le droit de convoquer et d'ajourner lui-même la Taryba en cas de besoin.

On ne peut non plus se passer de garantir la collaboration nécessaire entre l'administration et la Taryba et cette garantie ne peut être obtenue dans la mesure nécessaire que si le Chef d'administration est convoqué à temps aux séances, avec notification de l'ordre du jour, et que s'il peut consentir lui-même ou par ses commissaires à l'ordre du jour et prendre part aux séances.

Demeure réservé aux représentants de l'administration, conformément à la pratique des affaires, le droit de prendre la parole en tout temps.

Ne pourront être considérés à l'avenir comme décisions de la Taryba que les décrets émanés dans ces conditions.

Tout en portant ce qui précède à la connaissance de la Présidence de la Taryba, je renouvelle ma déclaration verbale, suivant laquelle, loin de poursuivre dans la fixation des principes qu'il y aura lieu de suivre pour la collaboration de l'administration et de la Taryba, une limitation des libres décisions de la Taryba, j'ai uniquement en vue l'accélération de la restauration et la création des bases nécessaires de la future administration et de la future économie publique, pour le bien de la Lituanie.

TIESLER.

N° LXX.

Le Chef d'Administration
près le Gouverneur militaire
de la Lituanie.

Vilna, le 23 août 1918.

Réponse à la lettre du 13 *août courant N°* 896.

La désignation « Taryba lituanienne » ayant été utilisée durant une longue période, je ne veux pas m'opposer à ce qu'elle continue à être employée à côté de la dénomination officielle de « Conseil lituanien ». Toutefois, comme il a été déclaré dans une discussion orale relative à l'affaire de la Présidence que les expressions « Taryba » et « Conseil lituanien » ne correspondent pas entièrement, je dois faire la réserve que sous le nom de « Taryba » on ne comprenne pas autre chose que le « Conseil lituanien ».

Quand au reste, je considère la suite de votre lettre comme liquidée après les entretiens verbaux qui ont eu lieu dans l'intervalle.

GILSA, capitaine.

A la Présidence de la Taryba lituannienne
Monsieur le Dr Smetona. Vilna.

N° LXXI.

A Monsieur le Chef d'administration près le gouverneur militaire de la Lituanie.

VILNA.

Nous référant à l'entretien verbal, la Présidence de la Taryba prend la liberté de vous rappeler par la présente que, dans sa séance plénière du 13 juillet, la Taryba s'est adjoint les personnes suivantes à titre de membres :

1° Dr Jurgis Alekna, médecin, Vilna, rue du Port, 6-4.

2° Dr Eliziejus Draugelis, médecin, actuellement à Mariampol, Marché aux chevaux.

3° Martynas Icas (Itchas), avocat, Vilna, rue du Théâtre, 4-5.

4° Abbé Dr Juozas Puryckis, actuellement à Berlin.

5° Baron Stasys Silingas (Chilling), Vilna, rue du Théâtre, 1-8.

6° Prof. Dr Augustinas Voldemaras (Voldemar), actuellement à Berlin.

Tout en vous communiquant ce qui précède, la Présidence vous prie de bien vouloir prendre parti.

En même temps, la Présidence se permet de porter à la connaissance de votre Excellence que la Taryba, suivant la décision du 11 juillet, considère comme éliminés MM. Kairys, Birziska et Narutavicius, attendu qu'ils ont déclaré impossible la continuation de leur collaboration avec la Taryba.

(*Suivent les signatures du Président et du Secrétaire général de la Taryba.*)

N° LXXII.

Taryba lituanienne — Vilna, le 27 août 1918.

N° 1027.

A Son Excellence Monsieur le Gouverneur militaire de la Lituanie.

Un des plus grands maux qui aient atteint la Lituanie pendant la guerre est le banditisme. Il menace de submerger le pays tout entier sous ses vagues dévastatrices, renforcé qu'il est par les éléments démoralisés de la Russie, qui, après le traité de paix entre l'Allemagne et la Russie, n'étant plus contenus par la ligne de feu, ont pu pénétrer en Lituanie. Des contrées les plus diverses de la Lituanie parviennent à la Taryba des nouvelles alarmantes relativement au danger croissant du banditisme. Les attentats se renouvellent toujours plus fréquents et deviennent de plus en plus graves ; l'audace des bandits augmente. Ces derniers temps ils s'unissent en bandes de 15 à 70 hommes, sont régulièrement armés et osent se livrer à leurs actes de brigandage en plein jour. Qu'adviendra-t-il quand arriveront les longues et sombres nuits d'automne? Il s'y ajoute la propagande des maximalistes

revenus de Russie, qui donne aux bandits encore plus d'audace. Il est à noter que ces derniers temps les bandits se nomment « Maximalistes », de telle sorte que dans le peuple l'idée est née que bandit et maximaliste sont identiques.

La population commence à s'alarmer. La Taryba lituanienne pense qu'il y aurait lieu depuis longtemps de demander de l'appui contre le banditisme et de commencer une lutte régulière. Mais cette lutte ne peut, de l'avis de la Taryba, avoir du succès que si la population y prend une part active. C'est à elle-même que la possibilité doit être donnée de se protéger contre les bandits et de les détruire. Toutefois, avant que commence la lutte à main armée contre les bandits, il importe d'écarter les causes qui entraînent le banditisme en Lituanie et qui lui permettent de se répandre. Parmi ces causes la Taryba cite en premier lieu les suivantes comme étant les principales :

1° Le noyau des bandits actifs est constitué par les prisonniers de guerre russes échappés des camps de prisonniers russes en Allemagne ou en Lituanie, ainsi que de soldats russes, qui après la retraite des Russes en Lituanie, sont restés dans le pays. Leur nombre augmente continuellement attendu que les conditions de vie difficiles dans les camps de prisonniers les engagent à la fuite. La fermeture de la frontière russe et la situation régnante en Lituanie permettent aux fugitifs de rester dans notre pays et de pratiquer le brigandage comme une profession lucrative et pour le moment peu dangereuse.

2° Le système des travaux obligatoires, introduit en Lituanie par l'administration d'occupation 1916-1917, existe actuellement encore. Les conditions insupportables de travail et de vie engagent certainement les ouvriers à tenter de s'enfuir et les forcent à se chercher une retraite dans les bois, car le danger les menace d'être pris et engagés de nouveau dans les bataillons de travaux obligatoires.

Ces tout derniers temps encore, en juin de la présente année, l'administration militaire, sans tenir compte de la manifestation en faveur du licenciement des bataillons de travailleurs, a fait prendre dans les districts de Poniewiech, Kupichki et Uciany des hommes qui ont à remplacer les ouvriers qui avaient travaillé

jusque-là dans les bataillons. Le maintien des travaux obligatoires est la seconde cause du banditisme.

3° Toutefois, ce qui augmente et développe le nombre des bandits, c'est la misère régnante en Lituanie parmi les classes pauvres de la population. L'administration a, cette année, amené de la Lituanie du blé et des denrées alimentaires ; elle n'a donné que partiellement du pain à bon marché aux villes et aux bourgs ; toutefois, pour les pauvres des villages, on n'a rien fait et on ne fait rien. Les communes ne peuvent jusqu'ici donner presque aucun appui ; il n'a été permis que dans de rares cas de faire quelque chose pour protéger les pauvres contre la mort par la faim. Cet été, lorsque tout le territoire devant l'ancien front de combat se trouvait sans pain, et que, avec un prix du seigle s'élevant de 25 à 50 roubles par poud, on ne pouvait plus se procurer un seul grain, la population pauvre n'eut plus que le choix : ou de mourir de faim ou de se battre dans les bois et d'organiser des battues de nuit en vue de s'emparer du pain et de l'argent des riches.

4° Le système administratif qui règne en Lituanie ne contribue pas peu à répandre le banditisme. La décision et la mise à exécution de la plupart des affaires sont effectuées par les autorités locales d'occupation, sans que les habitants de la localité y prennent part ou soient consultés d'une manière quelconque. Les renseignements nécessaires dans toutes les affaires de service, la plupart du temps dans les affaires de réquisition, sont donnés aux autorités d'occupation par les « élus » ou les starostes ; c'est par ceux-ci que l'autorité traite avec la population. Ces intermédiaires ne sont pas nommés par la population mais sont considérés comme des magistrats désignés par l'administration. Pour leur service ils sont libérés de réquisitions et d'autres exigences. Ce sont pour la plupart des gens démoralisés par leur situation spéciale, ou encore des hommes obscurs parvenus à leur emploi grâce à la situation actuelle. Dans de pareilles circonstances, le parti-pris, l'arbitraire et les mauvais penchants ont libre jeu et comme conséquence nous avons les réquisitions arbitraires, vols, délations, injustices, etc., actuels. Chacun s'efforce d'échapper du mieux qu'il peut aux difficultés

naissant d'un semblable système ; cela est naturellement plus facile aux riches ; mais, alors le fardeau est double pour les pauvres. Il est naturel que dans des conditions semblables les notions élémentaires de justice et d'injustice, de choses permises et de choses défendues, de bon et de mauvais, disparaissent.

Tant que ces causes importantes de désordre n'auront pas disparu chez nous — du moins en leur partie essentielle — une lutte contre le banditisme restera sans succès, attendu que la vie chez nous ne cessera pas d'engager les gens à grossir les rangs des brigands.

C'est pourquoi, avant que commence la lutte armée contre le banditisme, les mesures suivantes sont nécessaires :

1° Le front vers la Russie doit être ouvert et il doit être publié dans toute la Lituanie (même dans les forêts) que tous les prisonniers fugitifs peuvent rentrer en Russie, sans être gênés, dans le courant d'un mois. Celui qui n'a pas quitté la Lituanie dans cet espace de temps et qui est pris est considéré comme bandit.

2° La dissolution définitive des bataillons d'ouvriers. Il devrait être publié dans le pays que tous les fugitifs, même ceux venant d'Allemagne, peuvent rentrer tranquillement et jouir de la protection de la loi.

3° Amnistier tous ceux qui sont poursuivis pour avoir reçu des prisonniers, pour possession d'armes ou pour actions politiques.

4° Le droit d'ordonner et d'exécuter l'approvisionnement du pays dans les villes et à la campagne doit être accordé aux communes lituaniennes.

5° Enfin, la possibilité devrait être donnée de commencer la restauration de l'Etat et de ramener ainsi la vie, dans toutes ses formes, à la voie normale. En premier lieu devrait être organisée l'administration indépendante des villes et des communes.

Dans sa dernière séance, la Taryba a examiné le projet de la constitution d'une milice de police dont la tâche serait

de lutter contre le banditisme. Le projet pourrait être soumis à l'administration militaire pour examen.

Dr J. Saulys, Vice-président
J. Sernas, Secrétaire général.

N° LXXIII.

Vilna, le 5 septembre 1918.

A Monsieur le Chef de l'administration près le Gouverneur militaire pour la Lituanie.

VILNA.

La situation extrêmement difficile dans laquelle se trouve la Lituanie occupée, principalement à cause des réquisitions de guerre, engage la Taryba lituanienne à s'adresser par la présente à Votre Excellence pour la prier de bien vouloir prêter son attention aux faits exposés ci-après.

La Taryba lituanienne reconnaît l'importance des opérations de guerre de l'Allemagne et admet que les réquisitions sont inévitables. Toutefois, se basant sur une expérience de plusieurs années, elle trouve que ces réquisitions ont été faites jusqu'ici en Lituanie d'une manière qui est non seulement pénible et désastreuse pour les habitants, mais qui encore nuit directement aux intérêts de l'Allemagne.

La Taryba lituanienne s'est adressée à plusieurs reprises, relativement à cette affaire, à différentes instances de l'administration militaire en insistant sur les difficultés et sur le caractère anormal des réquisitions effectuées en Lituanie.

De même récemment la Taryba lituanienne, le 25 juillet dernier, a prié son Altesse Royale le Commandant en Chef des forces de l'Est de ne point faire enlever aux paysans jusqu'à leur dernière tête de bétail et d'exempter de la livraison de lait et de beurre les familles ne possédant qu'une vache et comptant au moins 5 membres, parce qu'au milieu des difficultés actuelles du ravitaillement, l'existence maté-

rielle de chacun, est sans cesse menacée. Malheureusement nous, représentants du pays, nous nous voyons, par des faits déplorables dûment constatés, forcés à élever la voix en faveur de la protection de la vie de nos compatriotes.

Et tout d'abord nous devons signaler comme caractéristique de notre triste situation, que le gouvernement militaire, même après trois années d'occupation, n'a pas su encore établir pour le pays et ses habitants le moindre règlement pour ces réquisitions qui, de la sorte, ne semblent jamais justifiées par le moindre but ni le moindre motif, un règlement, donc. qui tiendrait compte de la situation économique de chaque localité en même temps que de tous les dommages de guerre, et établirait ainsi des relations plus régulières, plus étroites et plus claires entre les habitants et l'administration militaire en assurant aux paysans un travail régulier destiné à subvenir à tous leurs besoins matériels ainsi qu'à ceux de leurs familles.

Bien au contraire, la plus grande latitude a été donnée aux fonctionnaires de tous degrés de l'administration militaire d'enlever aux habitants tout ce qu'il est possible de leur faire produire ou de trouver chez eux. De différentes localités des faits nous sont rapportés d'après lesquels des fonctionnaires allemands à cheval, de jour ou de nuit, sans avertir personne, font irruption dans les écuries ou les étables pour en emmener les chevaux et tout ce qui leur tombe sous la main, ou bien perquisitionnent et fouillent les habitations, en troupes quelquefois nombreuses, pour y prendre de même tout ce qui leur plaît sans remettre le moindre bon ni le moindre paiement. Un pareil système, avec la triste situation créée au pays par la guerre, avec toutes les charges imposées par les circonstances et le banditisme qui se développe de plus en plus, crée à la population une situation insupportable dont personne ne peut être rendu responsable dans les conséquences.

Et outre qu'un pareil régime de réquisitions indispose au plus haut point la population, il rend plus difficile et suspend même le travail agricole et le ravitaillement des masses, et même il crée directement toutes sortes d'obstacles à l'Allemagne elle-même au milieu de tous les besoins auxquels elle doit parer

dans son intérêt entendu au sens le plus large et le plus profond de ce mot. Il est clair qu'en de telles conjonctures où il n'y a ni droit ni règlement établi et observé, mais seulement l'arbitraire, l'ouvrier perd le goût du travail, les ateliers et les entreprises chôment en se réduisant au strict minimum de production nécessaire, et somme toute, la population, ne se sentant protégée ni assurée en rien dans son travail, ne déploie plus son activité et ses énergies.

C'est pourquoi la Taryba lituanienne fait ressortir la nécessité, pressante pour le gouvernement allemand, de se guider, pour les réquisitions, d'après les chiffres moyens des années 1915-1917, de s'en tenir à ces chiffres, et de donner aux communes et aux entreprises et établissements un règlement soigneusement étudié et porté par voie d'affiches à la connaissance du public, afin qu'à partir de cette année, les fonctionnaires ne puissent plus en aucune façon outrepasser leurs droits et attributions, et que la population ainsi garantie et libérée de ces charges anormales, puisse accomplir pleinement son travail de production. Il est au plus haut point souhaitable que pour l'établissement de ce règlement, l'organe représentatif de la population lituanienne, la Taryba, puisse apporter son avis, comme le droit lui en a été reconnu. Nous sommes certains que, les conditions ainsi une fois légalement régularisées, notre pays, si durement éprouvé, refleurira encore grâce à ses énergies propres, que le travail de production se développera et que non seulement tout ce qui est nécessaire à la population, mais aussi à l'Allemagne dans ses besoins militaires, sera plus largement fourni, grâce à une liberté plus grande du trafic, même si les prix sont fixés pour les produits de l'agriculture et des industries nationales.

Mais pour recouvrer cette situation légale régulière, la population doit nécessairement être mise à même de défendre ses droits. Dans ce but il importerait surtout d'introduire ou de restaurer les administrations communales auxquelles sont préparés depuis longtemps et le peuple et la Taryba lituanienne.

Quant aux réquisitions de bétail, la Taryba fait remarquer qu'en ces derniers temps, pour le maintien des exploitations agricoles et la nécessité de subvenir au minimum des

nécessités du ravitaillement, le nombre des bestiaux et des bêtes de somme ne doit plus être réduit davantage, et qu'en conséquence les réquisitions de chevaux, et surtout de juments, doivent cesser complètement. Il reste actuellement en Lituanie un nombre de chevaux si restreint que les champs ne peuvent plus être cultivés suffisamment pour l'approvisionnement du pays ; et de même celui du bétail a tellement diminué que les réquisitions de bestiaux, et tout spécialement de vaches, doivent cesser sans délai et complètement.

La Taryba lituanienne voudrait aussi en même temps attirer l'attention de Votre Excellence sur les prix fixés pour les matières et objets réquisitionnés. Nous ne parlons pas de ces temps douloureux où la population lituanienne a eu tant à souffrir des batailles et des opérations militaires, sans pouvoir parfois conserver quoi que ce fût de ses biens. Toutefois ces ruines, pertes et dommages pèsent encore lourdement sur les Lituaniens en ce moment où l'administration militaire paie pour les objets et matières de réquisition des prix qui ne correspondent nullement aux prix actuels des marchés, aux conditions présentes de la vie, ni à l'augmentation présente des prix des marchandises. Il suffit ici d'établir une comparaison entre les prix que doivent payer les Lituaniens pour les marchandises fournies par les Allemands et ceux que paie l'administration allemande aux producteurs lituaniens pour le fruit de leur travail. Ainsi l'acier allemand est livré à nos nationaux au prix de 50 kop. la livre contre 3,5 à 4 kop. d'avant la guerre ; la graisse de voitures, 2-3 roubles contre 3 1/2 kop., l'huile de machines, 2 roubles contre 3-4 kop., le sel, 15-17 kop. contre 0, 75 kop. la livre, etc. Presque toutes les denrées coûtent maintenant 12 à 15 fois plus cher qu'avant la guerre. Par contre l'administration allemande paie aux indigènes pour un « Zentner » de grains le prix maximum de 10 M. contre 4 à 6 M. avant la guerre ; pour une livre de beurre 1 M. contre 0, 80 M ; pour 1 litre de lait 12 à 15 Pf. au lieu de 6 à 10 Pf. d'avant la guerre, etc, en somme, donc, à peine 25 à 100 0/0 d'augmentation. En même temps l'impôt foncier (Desiatinensteuer) est porté de 0, 75 M. à 1, 25 M., et un nouvel impôt personnel a été établi en vertu duquel chaque travailleur doit payer au minimum 12 M.

Une telle disproportion des prix diminue naturellement chez les producteurs le goût du travail, mais en plus elle annule les capacités financières du pays, si nécessaires cependant à l'heure présente pour la reconstitution des régions dévastées. La Lituanie, au moment de la résurrection de sa vie nationale et de sa reconstitution en État indépendant a besoin au plus haut point de bonnes relations amicales avec l'Allemagne, mais ces relations ne deviendront normales et assurées que quand le nouvel Etat aura une situation économique et financière propre nettement définie et assurée. Or, les bases mêmes de cette situation sont sapées par le Gouvernement militaire allemand dans son mode d'administration et de gouvernement.

Notre pays souffre plus encore de l'insuffisance du ravitaillement et des fournitures en vivres faites par l'administration militaire allemande, malgré l'étendue et le nombre des réquisitions dont on aperçoit cependant forcément les conséquences. Nous savons que dans les régions les plus éprouvées par la guerre, sur les divers fronts, la population restée sur place, et aussi les réfugiés rapatriés, sont dénués de tout et que personne ne les secourt ou n'est en mesure de les secourir. De même encore l'administration allemande, par son système d'isolement des villes, et surtout de Vilna, des communes voisines, et par l'interdiction de tout commerce libre de vivres, met les populations ouvrières urbaines et les classes inférieures populaires dans une situation intolérable. Il faut faire remarquer ici que le gouvernement militaire, qui paie 8-10 M. le « Zentner » de grains *réquisitionnés,* revend ceux-ci à un prix au moins double, à la population pauvre, tandis que les cuisines populaires de Vilna n'obtiennent des farines de l'administration allemande qu'à des prix d'au moins 75 M. le « Zentner ».

En portant ces faits à la connaissance de Votre Excellence, la Taryba lituanienne la prie de bien vouloir prendre dans ces questions toutes les mesures de nature à rétablir ou à améliorer la situation. Dans ce but, la Taryba a la sérieuse intention de prêter son concours par ses conseils et par ses actes.

Dr J. SAULYS, Vice-président ; P. KLIMAS, pour le Secrétaire général.

Nº LXXIV.

Le Chef d'Administration près le Gouverneur militaire de la Lituanie

1. D. 1, Nº 111.

Vilna, le 9 septembre 1918.

A la Présidence de la Taryba lituanienne.

VILNA.

Me référant aux entretiens verbaux avec M. le Dr Saulys des 16, 17 et 29 août, je vous informe que, sous réserve d'un rappel qui peut être effectué en tout temps, je suis prêt à accorder à la Taryba lituanienne les ressources de 18.600 M. mensuellement nécessaires, sur la base du projet de budget ci-inclus pour la gestion à partir du 1er septembre 1918. Le montant de 18.600 M. se rapportant au mois de septembre 1918 a déjà été assigné à la Caisse de prêts de l'Ouest sur le compte de la Présidence de la Taryba lituanienne. On attire spécialement l'attention sur les observations à la fin du budget. Le paiement des montants pour les prochains mois s'effectuera régulièrement à l'avance, de la même manière, le 1er de chaque mois.

En outre, le montant de 75.451,90 M. non encore couvert et provenant de la période antérieure, a été versé pour le compte de la Présidence auprès de la Caisse d'Epargne de l'Est. On est prié de donner quittance à la Caisse principale de Lituanie dans chaque cas particulier, pour la réception des montants.

Les montants portés dans le projet de budget de la Taryba pour les commissions de rapatriés et de prisonniers de guerre ne peuvent, en revanche, pas être admis, parce que ces commissions ne rentrent pas dans le cadre des compétences de la Taryba et qu'à ces commissions appartiennent des membres qui ne sont pas membres de la Taryba.

La représentation du pays à *l'étranger* ne rentre pas dans la compétence de la Taryba. Elle ne pourrait dès lors pas, ainsi que cela est indiqué dans la lettre du 23 août, nommer des représentants généraux du pays pour l'Ukraine, pour Pétersbourg et pour la Transcaucasie. Les traitements de ces repré-